

L'Égypte repousse de dix ans le remboursement de ses dettes à l'O.R.S.S.

LIBRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,00 F; Tunisie, 1,30 F; Belgique, 1,00 F; Autriche, 1,10 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,30 F; France, 1,60 F; Grèce, 1,20 F; Irlande, 1,10 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,30 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,10 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,30 F; Suisse, 1,40 F; U.S.A., 1,60 F; Venezuela, 1,00 F.

Tarif des abonnements page 10
S. RUE DES ÉCLAIRÉS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. 01 42 56 72 23

Les nouveaux enlèvements en Mauritanie

Paris envisage des mesures pour protéger ses ressortissants

Une lutte sans merci

Il aura fallu attendre le nouvellement de deux Français entendant un porte-parole du Front Polisario affirmer que la situation était « grave », prenant la juste mesure d'un conflit sanglant depuis deux ans au Sahara. C'est un état de guerre qui règne dans cette région depuis que les forces marocaines et mauritaniennes, appliquant l'accord tripartite de Madrid du 13 novembre 1975, ont envahi l'ancien Sahara espagnol. L'immense majorité de la population de ce territoire a refusé de s'aligner sur le partage qui violait les résolutions des Nations unies sur l'autodétermination et le principe de non-ingérence. Les habitants ont affirmé avec solennité par l'organisation de l'Armée populaire pour la libération du Sahara (A.P.L.S.) leur refus de la colonisation. Les Sahraouis ne sont pas des agents subversifs, mais des hommes qui réclament une patrie libre et indépendante. Le soutien que leur accorde l'Algérie n'est certainement pas l'ennemi d'arrière-pensées. Les enjeux économiques et politiques sont trop élevés pour qu'il en soit autrement. Il n'en reste pas moins que les Sahraouis sont engagés dans une lutte sans merci avec les régimes de Nouakchott et de Rabat et qu'ils ont, pour le moment, les moyens de mener ce combat.

Paris est-il seulement spectateur d'un conflit dans lequel la France n'a cessé de proclamer la « neutralité » ? Le gouvernement français avait encouragé l'accord de Madrid. M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il ne royal pas aux « coups de main », mais qu'il avait accordé l'indépendance à Djibouti et aux Comores. En outre, la France fournit au Maroc et à la Mauritanie une aide importante qui n'exclut pas l'assistance militaire.

Rabat doit recevoir d'ici la fin de l'année les premiers des Mirage F1 qu'il a commandés, et dont les pilotes ont entraînés en France. Le gouvernement français a pris une décision sur vingt-cinq autres Mirage. Des discussions sont en cours pour la vente au royaume marocain de quarante-quatre bi-facteurs d'appui Alfa-Jet. Paris, enfin, équipe une division blindée marocaine en camions et en véhicules militaires A.M.L. Le gouvernement de Nouakchott, quant à lui, a reçu depuis le début de la dernière guerre mondiale et des avions blindés de reconnaissance S.B.R. Ce sont des militaires français qui encadrent l'école de sous-officiers d'État, et une cinquantaine de nos compatriotes servent sous l'uniforme mauritanien au titre de contractuels militaires et civils.

De par sa superficie, sa faible population, ses maigres ressources économiques, la Mauritanie constitue pour le Polisario une cible de choix. Le Front est notamment décidé à tout faire pour arrêter l'exploitation des mines de fer de Zouérat, dont les revenus alimentent l'essentiel du budget de Nouakchott. Pour cela, il lui faut contraindre au départ les techniciens français. Il multiplie donc les raids contre Zouérat et la voie ferrée qui permet l'évacuation du minerai. Ces combats font rage, et il est clair désormais que la sécurité des Français ne peut plus être assurée (deux cent quatre-vingt-un servent actuellement en tant que contractuels au titre de la coopération et que cent cinquante travaillent pour le compte de sociétés mauritaniennes). Il n'est plus possible d'ignorer que nombre d'entre eux sont en danger. La pratique de la prise d'otages, et refus de donner de leurs nouvelles aux familles inquiètes, sont à la fois politiquement maladroits et moralement inadmissibles. Le Polisario s'en rendra-t-il enfin compte ? Mais dans la situation qui règne au Sahara, Occidentaux ou non, l'envoi de forces militaires françaises qui assureraient la sécurité des ressortissants de Paris.

Le ministre mauritanien de la défense, le colonel M'Barek Ould Bouna Moktar, a confirmé mercredi 26 octobre que M.M. Raymond Baile et Claude Miguët, techniciens français disparus près de Zouérat le 25 octobre, ont bien été enlevés par un commando sahraoui. Les deux Français étaient avec eux vingt-quatre techniciens mauritaniens. Paris juge la situation « grave » et envisage des mesures pour protéger ses ressortissants.

Un avion de reconnaissance Défense de l'armée de l'air mauritanienne a relevé les traces des avions qui semblaient, mercredi soir, se diriger vers la localité de Chegg, au nord-est de la Mauritanie, non loin de la frontière algérienne. Les autorités mauritaniennes ont décidé l'arrêt immédiat des trains miniers qui circulent entre Zouérat et Nouadhibou, jusqu'à ce que des conditions satisfaisantes d'exploitation soient rétablies. Les stocks de minerai actuellement accumulés à Nouadhibou permettent à la Mauritanie de faire face à ses engagements commerciaux jusqu'à la fin de novembre.

À ALGER, le Front Polisario a déclaré mercredi soir n'avoir encore aucune information sur la disparition des deux Français et des travailleurs mauritaniens qu'ils dirigeaient. Il a, en revanche, donné des précisions sur l'attaque, lancée le 23 octobre, contre le train minier, affirmant que six locomotives avaient été détruites et que neuf soldats de l'escorte avaient été faits prisonniers. Les autorités de Nouakchott avaient annoncé que cet affrontement avait coûté la vie à six soldats mauritaniens et à un mécanicien.

À PARIS, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, commentant l'enlèvement des deux Français, a qualifié la situation de « grave ». Il a également affirmé que le gouvernement français « était en contact avec les autorités de Nouakchott pour examiner les mesures qui pourraient être prises afin d'assurer la protection de nos ressortissants ».

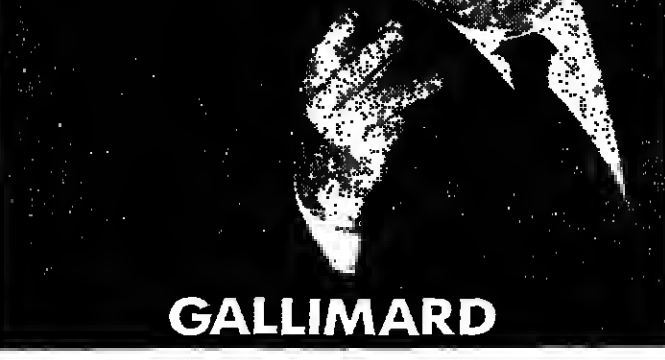
(Lire nos informations page 3.)

PRODUIRE MIEUX POUR GASPILLER MOINS

Lire page 24 l'article de M. ANTOINE RUFENACHT, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

EDGAR FAURE La banqueroute de Law

17 juillet 1720



GALLIMARD

Les projets et les difficultés de M. Carter

Washington serait favorable à un embargo sur les ventes d'armes à Pretoria

Dix jours après l'aggravation de la répression en Afrique du Sud, le président Carter devait rendre publique au cours d'une conférence de presse, ce jeudi 27 octobre, la réaction américaine aux mesures décrétées à Pretoria. Washington se déclarerait favorable à un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud. La perspective d'un tel embargo ou de sanctions économiques contre Pretoria décidées par l'ONU serait en revanche assez mal accueillie par les gouvernements britannique et français. Cependant, les Neuf ont effectué mercredi une démarche commune auprès du gouvernement de M. Vorster pour lui demander de rapporter les mesures de répression.

Pour leur part, les Blancs d'Afrique du Sud se déclarent prêts à affronter des sanctions économiques et estiment que les pays étrangers ont trop besoin de leurs richesses pour décréter des sanctions de grande ampleur.

Le président Carter aurait demandé à son ambassadeur à l'ONU, M. Young, d'appuyer un projet de résolution du Conseil de sécurité décrétant un embargo total sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. M. Young, qui n'a jamais caché qu'il était personnellement partisan de l'application de sanctions contre Pretoria, s'est efforcé, au cours de tractations laborieuses menées en marge du débat à l'ONU, de rallier à ses vues les représentants des alliés des États-Unis, notamment de la Grande-Bretagne et de la France. Washington souhaite, de toute évidence, que les pays occidentaux, engagés, d'autre part, dans une négociation pour un règlement en Namibie, définissent une position commune à l'égard de l'Afrique du Sud.

Or, observe notre correspondant à l'ONU, Louia Witzner, Français et Britanniques paraissent peu désireux de faire jouer dans cette affaire les dispositions du chapitre 7 de la Charte, qui prévoit des sanctions au cas de menaces pour le paix. Le conseil aux dispositions du chapitre 7 est expressément prévu dans l'un des quatre projets de résolution déposés, mercredi soir, par les trois pays africains membres du Conseil de sécurité (Bénin, Libye, Maurice).

Ce texte « décide », en outre, l'embargo général sur les armes que l'Afrique du Sud cherche à se procurer, ainsi que l'arrêt de toute coopération avec Pretoria en matière nucléaire.

(Lire la suite page 3.)

Le président de la Banque fédérale critique la politique économique du gouvernement

La politique économique de M. Carter fait l'objet de nouvelles critiques : le président de la Banque fédérale de réserve, M. Burns, a déclaré que le gouvernement était incapable de redonner confiance aux entreprises américaines. Ces propos ont été bien accueillis par les milieux financiers.

La Bourse de New-York, qui baissait depuis plusieurs mois, s'est fortement redressée mercredi 26 octobre. L'indice Dow Jones a progressé de près de 12 points, ce qui représente la plus forte hausse depuis le 12 avril 1977.

De notre correspondant

Washington. — Le torchon brûle entre M. Carter et celui qui devrait être le principal pilier de la politique financière américaine, M. Arthur Burns, président de la Banque fédérale de réserve. À la différence, il est vrai, de ce qui se passe en Europe, le patron de ce qui est ici l'équivalent de la Banque de France est très largement indépendant du gouvernement (Federal Reserve System).

La querelle a éclaté au grand jour le 20 octobre, lorsque la présidence, dans une « note pour la presse », a critiqué, sans la nommer, la Banque fédérale de réserve pour ses vues trop orthodoxes. Ce texte affirmait notamment qu'une croissance plus rapide de la masse monétaire était nécessaire pour maintenir le niveau requis d'expansion économique et se prononçait contre de

nouvelles hausses du taux d'intérêt.

Et pourtant, le 24 octobre, la Banque fédérale a relevé ce taux de 3/4 % à 6 %. Sans doute, affirme-t-on, ne s'agit-il que d'une mesure technique qui a été rendue nécessaire par la forte augmentation des prêts accordés aux banques membres de l'institution ces derniers semaines, les experts s'attendant même à une hausse plus forte, de même ampleur — 1/2 point — que la précédente décidée le 29 août. Il n'empêche que le président de la Banque fédérale ne cache pas son intention de persévérer dans la voie du resserrement et cherche plutôt qu'il n'écarter les occasions de montrer qu'il n'est pas satisfait de la politique de la Maison Blanche.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

LA GUERRE CIVILE AUX PHILIPPINES

L'armée lance une grande offensive contre les rebelles musulmans du sud de l'archipel

De violents combats ont eu lieu, mercredi 26 octobre, dans la péninsule de Zamboanga, à environ 800 kilomètres de Manille, entre les troupes gouvernementales et les rebelles musulmans du sud des Philippines, qui demandent l'autonomie de certaines provinces, voire l'indépendance. Le gouvernement philippin a ordonné une offensive après ce qu'il considère comme de graves violations du cessez-le-feu conclu

avec les rebelles en décembre 1976, grâce à la médiation de la Libye.

Le président Marcos vient de déclarer qu'il n'était pas question de libérer le régime tant que l'unité du pays serait menacée. Il a néanmoins annoncé mardi qu'une élection présidentielle, à laquelle il sera candidat, aura lieu « si possible » avant la fin de l'année, en prélude à des élections générales prévues pour le premier semestre de l'année prochaine.

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

forces gouvernementales ont repris dans le sud de Mindanao et dans l'archipel qui s'étend jusqu'à Bornéo.

Bien que Manille affirme que l'accord de cessez-le-feu signé le 24 décembre dernier à Tripoli est toujours en vigueur, les combats qui se déroulent depuis

un mois au nord de la ville de Zamboanga, et surtout dans les îles de Basilan et de Jolo, sont apparemment loin d'être de simples opérations de police, comme voudraient le faire croire les autorités. Si l'escalade se poursuit, les affrontements pourraient bientôt avoir une intensité comparable à ceux de 1974, l'année la plus meurtrière d'un conflit commencé deux ans auparavant et qui a déjà fait dix mille morts de part et d'autre.

Les autorités s'emploient à voiler au maximum l'importance des combats et la manière dont sont menées les opérations de police. Toutes les zones d'affrontements sont interdites aux observateurs — la récente arrestation de l'envoyé spécial du Quotidien de Paris, finalement relâché sur ordre du président Marcos, appa-

raissant comme un avertissement à la presse étrangère. Au quartier général de l'amiral Espaldon, commandant en chef des forces gouvernementales à Mindanao, on se refuse à donner la moindre indication sur le nombre de bataillons engagés dans les combats — vraisemblablement une cinquantaine — ainsi que sur les pertes subies par l'armée depuis un mois.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

S.P.Q.R. = C.Q.F.D.

Un lecteur m'envoie cette remarquable analyse politique :

« Chaque parti tient absolument à justifier sa propre position, à faire valoir sa patience et l'ampleur de ses concessions et, tout en le menaçant, à rejeter sur son adversaire la responsabilité d'un conflit qui s'est éternellement impopulaire. »

Cette analyse du conflit de la gauche est prophétique, puisqu'elle a été écrite en 1963 par l'historien Paul Jal déclinant les affrontements politiques à Rome au début de notre ère, affrontements qui — dit-il — se manifestaient par « une diplomatie à coups de messages publics ». Ce qui devrait donner à penser, c'est qu'en 49 César passa le Rubicon et conquit la République.

ROBERT ESCARPIT.

BIANCIOTTI, GOYTISOLO, ROA BASTOS

Trois écrivains de l'hispanité

Un romancier espagnol et deux écrivains latino-américains, trois noms qui vont défrayer la chronique littéraire en cet automne un peu piétiné du côté des lettres étrangères.

D'Hector Bianciotti, Argentin qui a choisi l'Europe en 1955 et Paris depuis seize ans, voici le « Traité des Saisons », un livre exquis, discipliné comme un portier de La Nôtre, texte de la mémoire et sur le mémoire, un de ces ouvrages qu'on porte en soi des années et qui, parce qu'ils régissent leur compte à l'encre et aux racines de l'homme, comptent pour le livre d'une vie. Bianciotti apparaît aujourd'hui comme un rigoureux stylé de la langue espagnole, qui, dans la lignée de son compatriote Borges, nous renvoie, en un jeu subtil de reflets, l'image de notre traditionnelle sobriété littéraire, ce qu'on appelle, à travers la prisme argentin, le classicisme.

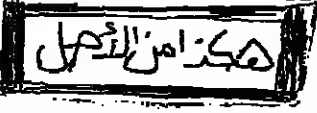
Tout le contraire de Juan Goytisolo, Espagnol né en 1931, traduit ici depuis 1954, Goytisolo, que l'écrivain mexicain Carlos Fuentes

situe, dans « le Monde des livres », comme « le plus grand romancier espagnol vivant », publie « Juan sans terre », roman de l'ind et au-delà, roman complexe, important, suicidaire peut-être. Il est l'ultime volet du « tryptique joyeux » de l'auteur, son « Finnegans Wake ». En plus désolé encore, nous dit Fuentes, œuvre de « destruction purificatrice », qui foule aux pieds la langue « l'hispanité » comme jamais auparavant.

Quant à Roa Bastos, nouveau venu en France, son puissant, son monumental « Moi, le suprême » propose un pendant baroque au « Retour de la Méthode » d'Alejo Carpentier : le personnage central, ici, le dictateur élu à vie et fondateur du Paraguay moderne, monologue pendant plus de quatre cents pages, s'empare avec cette obsession de l'histoire hispanique, la dictature, s'empare avec l'histoire, ses dérisions, et, finalement, avec la mort.

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire pages 24 et 25.)



idées

SOCIOLOGIE

LA SOCIÉTÉ INUTILE

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

DANS un ouvrage publié il y a quelques années, Jean Cazeneuve remarquait que, si la plupart des religions décrivent l'enfer avec force détails, en revanche la vision du paradis qu'elles suggèrent est généralement très imprécise (1). C'est que, s'il est facile d'imaginer les souffrances les plus épouvantables, par contre, la béatitude est autrement plus complexe à définir.

Toutes proportions gardées, c'est à un problème comparable que nous sommes en face, à l'heure où nous commençons à être confrontés, à première vue, avec une affirmation paraissant tout à fait exagérée. Si on considère la situation de la plupart des habitants du tiers-monde ou, simplement, celle des millions d'exclus des sociétés occidentales, elle est même choquante. Il n'en demeure pas moins qu'une partie croissante de la population des pays industrialisés connaît aujourd'hui ce problème de l'utilisation du temps et, en fin de compte, de la vie.

Il y a quelques décennies encore, le fils occupait le plus souvent l'emploi du père. Maintenant, cette transmission du métier est devenue l'exception. La variété des professions, leur mutation rapide, les incertitudes qui se rattachent à chacune d'elles en ce qui concerne aussi bien les débouchés qu'elles peuvent offrir que leur pérennité, rendent le choix d'une orientation particulièrement ardu et généralement traumatisant.

Ce malaise s'inscrit aujourd'hui dans la vie active. Au fur et à mesure que des individus voient leurs principaux besoins de mieux en mieux satisfaits, ils sont tentés de s'interroger sur l'utilité sociale, les finalités de leur travail (2). Mais tout se passe comme si la complexité croissante de l'appareil productif, en même temps qu'elle rendait de moins en moins perceptible l'intérêt de certaines tâches, conduisait pourtant à les considérer comme des échelons indispensables *a priori* au bon fonctionnement de la société. Une analyse plus globale pourrait mettre en évidence l'unité — ou l'inutilité, voire la nocivité — de telle ou telle tâche, mais elle est de plus en plus difficile à entreprendre en raison précisément de l'extrême complexité de l'organisation sociale et de l'enchâssement de toutes les fonctions assumées au sein de la société. De l'O.S. aux dirigeants de l'entreprise, chacun se sent pris dans un engrenage qui lui interdit, le plus souvent, sous peine d'être irrémédiablement distancé et rejeté, d'exprimer ou même de s'avouer clairement les doutes qu'il peut ressentir confusément en ce qui concerne la nécessité réelle d'accomplir la tâche qui lui est confiée. Il en résulte parfois une angoisse lan-

cinante d'autant plus profonde qu'elle doit être étouffée.

Une nouvelle phase s'esquisse actuellement. Jusqu'à ces derniers temps, le progrès technique n'a conduit ni à un accroissement durable du chômage structurel ni à une importante réduction du temps de travail.

En revanche, la généralisation des allocations-chômage, voire dans un avenir prévisible celle du maintien du revenu en cas de perte d'emploi, devrait rendre moins incertaine la situation économique des sans-emploi. On

peut donc penser que, d'ici quelques décennies, le problème majeur sera moins d'être rémunéré que d'avoir une occupation dans un travail utile.

Enfin, cette vie active débouche sur une période d'inactivité forcée d'autant plus longue que l'âge de la retraite est périodiquement abaissé et la durée de la vie prolongée. Longtemps latent, le sentiment d'incompréhension mutuelle entre l'individu et la société devient alors souvent manifeste.

La consommation contre l'inquiétude

Alors que cette interrogation angoissante sur la raison d'être de chaque tâche et en fin de compte de celui qui l'accomplit se fait plus insistante, la place de l'homme dans l'univers devient de plus en plus imprécise. Les obstacles matériels, les difficultés concrètes apparaissent comme autant d'écrans entre l'homme et l'infini, le néant. Chaque nouveau besoin satisfait, chaque problème résolu, chaque maladie vaincue, le rapprochement de ceux-ci, désorienté par ses propres succès, dépassant peu à peu les problèmes matériels vécus jusqu'alors, perdant ses illusions d'éternité, l'homme occidental est confronté aujourd'hui à ses raisons de vivre.

Pour fuir cette angoisse, un grand nombre d'individus ont cherché refuge dans une consommation toujours plus effrénée. Dans un monde encore largement marqué par la misère et la faim, des « privilégiés » de plus en plus nombreux tendent, aujourd'hui, à s'enfermer dans un étrange cercle vicieux en fournissant un travail de plus en plus dénué d'intérêt afin de consommer toujours davantage d'objets de moins en moins utiles, toute diminution de leur temps de travail risquant d'augmenter leur temps d'ennui, d'un ennui qu'ils ne peuvent étouffer qu'en se donnant les moyens de consommer encore plus par un labour accru. De même, le rôle accordé aujourd'hui à la sexualité ne vise-t-il pas à donner le sentiment que la jouissance d'un instant peut remplacer simultanément une raison de vivre et des rapports humains défectueux ?

C'est à cette société angoissée et traumatisée qu'il s'agit de redonner un sens. Déconcerté par l'extraordinaire profusion de biens qu'il réussit à produire, l'homme occidental en est venu à considérer que l'évolution qui a rendu possible un tel état de fait doit trouver son apogée dans cette « société de consommation » qui ne parvient pas à le satisfaire. C'est oublier que celle-ci n'est qu'une des retombées les plus spectaculaires d'un défi lointain

— défi qui ne traduit pas l'absence d'un désir de consommation accrue, mais d'abord et surtout la volonté d'échapper à l'ordre naturel des choses, de domestiquer un environnement fondamentallement hostile. Cette volonté s'est concrétisée dans la recherche d'une part, d'une moindre dépendance vis-à-vis des phénomènes naturels — dont la première étape a été, dès le néolithique, le remplacement progressif de la chasse par l'élevage et de la cueillette par l'agriculture — d'autre part, d'une meilleure

leur appréhension de l'univers. L'interconnexion de ces deux exigences est au cœur de l'évolution qui a conduit à la société actuelle.

Ce défi lancé à l'environnement naturel et la crainte des conséquences qui pourraient en découler ont, semble-t-il, été perçus depuis très longtemps. Dans la Bible, Yahvé stigmatise la volonté de l'homme de s'élever à lui en devenant omniscient. Prométhée apprend aux hommes la domestication des animaux et des plantes, les sciences, l'usage du feu, les délivrant ainsi de la crainte de la mort — mais s'attire, ce faisant, la colère de Zeus qui devait provoquer sa perte. Selon Eschyle, cette colère était également motivée par le secret terrible que détenait Prométhée concernant la chute inéluctable de Zeus. Vision prémonitrice des sciences détruisant la religion et des menaces qui allaient s'appesantir de ce fait sur l'humanité (3).

Ce serait un étrange paradoxe que, n'ayant pas réussi à découvrir l'homme de la déifier, ces deux disparus prennent un jour leur revanche en le voyant s'assourdir dans la grisaille de ses

propres conquêtes. Pour éviter une telle issue, nous devons assumer notre rôle d'apprentis sorciers en retrouvant le sens profond du défi humain par-delà la « société de consommation ».

Le degré de productivité auquel sont parvenues les sociétés industrialisées doit leur permettre de pourvoir en un minimum de temps à leurs besoins matériels et d'en consacrer toujours davantage à l'épanouissement du défi humain. D'une part, en améliorant sans cesse notre capacité de comprendre et de contrôler l'univers. D'autre part, en renforçant une solidarité humaine dont l'existence a montré qu'elle était aussi aléatoire dans la pénurie que dans la consommation acharnée qui caractérise actuellement nos sociétés. Compte tenu des formidables moyens de destruction dont celles-ci disposent et d'une complexité qui les rend d'autant plus fragiles, cette dernière exigence conditionne vraisemblablement la poursuite du premier objectif.

Cependant, cette solidarité ne serait pas acceptable si elle devait conduire à la mise entre parenthèses des aspirations individuelles de chacun de nous. Bien au contraire, elle ne peut avoir de sens qu'en donnant à tous le

sentiment de participer à une aventure commune qui n'a aucune issue déjà tracée, sur laquelle n'importe quel individu peut influer, pour laquelle chacun est nécessaire, toute expérience unique et irremplaçable. Il n'est sans doute pas de tâche plus urgente pour notre société que d'assurer à chaque homme la liberté indispensable pour découvrir la voie qui le conduira à prendre part à ce défi humain de la façon la plus conforme à ses aspirations. Utopie, dira-t-on, que cet espoir de voir une passion défilante pour satisfaire les besoins propres de chacun réapparaitre et se renforcer en vue d'une aventure commune... Et si c'était la seule chance de pérennité, non d'une humanité abstraite, mais de chacun de nous dans un monde sans au-delà ?

(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

(1) Jean Cazeneuve : *Bonheur et éternité*, Idées-Gallimard, 1966.
(2) Sur ce sujet, en dehors des ouvrages déjà cités, voir de sociologie du travail on peut se reporter à celui que vient de publier le C.P.D.T. : *Les Dégâts du progrès*, Futuroscope-Seuil, 1977.
(3) Mircea Eliade a présenté des commentaires fort intéressants de ces mythes dans son *Histoire des croyances et des idées religieuses*, tome I, Éditions Payot, 1976.

« L'ACTEUR ET LE SYSTÈME »

par STANLEY HOFFMANN (*)

MICHEL CROZIER et ses collaborateurs du Centre de sociologie des organisations mènent depuis des années une entreprise exemplaire. À partir d'études empiriques soignées et minutieuses sur les administrations ou les entreprises, ils ont produit des ouvrages aussi indispensables pour la compréhension de la France contemporaine que le *Phénomène bureaucratique*, de Crozier, et le *Pouvoir périphérique*, de Pierre Grémion. Le nouveau livre de Crozier et d'Erhard Friedberg, son collègue spécialiste de la politique industrielle française, est, à bien des égards, le plus intéressant. *L'Acteur et le Système* (1) est un « Discours de la méthode » pour l'étude de l'action organisée.

Ce traité de l'action organisée est aussi remarquable par ce qu'il rejette que par ce qu'il affirme. La méthode de Crozier et de Friedberg refuse tout *a priori* : il faut partir de la réalité, c'est-à-dire des comportements des acteurs, et non pas d'hypothèses sur leurs motivations ou leurs besoins, ou sur leur adaptation à des fonctions ou à des rôles supposés.

On le voit, c'est presque l'ensemble des théories contemporaines des organisations, du management, de la décision et du changement qui se trouvent mises en cause. À leur place, Crozier et Friedberg élaborent une sociologie de la liberté. Il s'agit à la fois de proclamer la diversité des conduites, l'indétermination des constructions humaines, l'instabilité des conflits et des ordres vécus, et de rendre intelligible l'action collective. Pour y parvenir, Crozier et Friedberg procèdent d'abord à ce qu'ils nomment l'analyse stratégique, c'est-à-dire à l'étude des stratégies des acteurs et des jeux qui se nouent entre ces stratégies. C'est par rapport à leurs objectifs,

La méthode rejette aussi tout déterminisme : l'action collective est une construction permanente, une négociation autour de zones indéfinies d'incertitude. « Une situation organisationnelle donnée ne contraint jamais totalement un acteur » : celui-ci cherche toujours à contraindre les autres sans être lui-même contraint, sous sommes dans le domaine du contingent et de la manipulation constante des opportunités.

Enfin, le changement n'est ni le déroulement d'une loi de l'histoire ni la mise en œuvre d'un modèle rationnel. Il ne suffit pas, pour transformer une organisation ou une société, d'identifier et de remodeler son ressort fondamental. Crozier et Friedberg résument en effet trois postulats qu'ils trouvent dans la plupart des théories du changement : celui de la cohérence entre les éléments d'un système ou d'une société, celui de la hiérarchie des mécanismes sociaux fondamentaux, celui de l'homogénéité du champ social.

Une analyse stratégique, souvent obscure, que l'on peut évaluer à la rationalité de leur comportement. Et les stratégies manifestent l'omniprésence du pouvoir, c'est-à-dire l'action permanente de l'homme sur l'homme.

Cette analyse met donc l'accent sur les capacités des joueurs — leurs ressources individuelles, celles qui proviennent de leur place dans l'organisation, celles qui naissent de leur aptitude à agir en commun — et sur les marchandages par lesquels ils règlent leur coopération et exercent leur pouvoir. La structure d'une organisation ou d'une société s'analyse elle aussi comme un ensemble de jeux et comme une capacité collective.

Les systèmes et le changement

De l'analyse stratégique, Crozier et Friedberg passent à l'analyse systémique. Les systèmes aux quels ils se réfèrent sont des « systèmes d'action concrets », dont la régulation s'opère par des mécanismes de jeux qui en assurent la stabilité et qui en définissent les stratégies possibles pour les acteurs. C'est par eux, plutôt qu'au niveau du rapport d'autorité à la base ou à celui de l'ordre social global, que s'exerce une bonne part du contrôle social qui pèse sur les individus. L'exemple que donnent les auteurs est le système politico-administratif départemental français, dont ils démontrent le modèle : ils soulignent la concentration du pouvoir et des privilèges qui s'y manifestent, le mélange d'avantages et d'inconvénients pour les individus, et la grande stabilité du système dont tout le monde est à la fois prisonnier et bénéficiaire.

La dernière partie du livre, la plus suggestive et la plus riche, est consacrée au change-

ment. C'est ici que les auteurs passent de l'analyse aux considérations normatives. Pour eux, le changement, c'est la transformation d'un système d'action concret qui aboutit à remplacer le jeu ancien par un jeu nouveau. Ce qui suppose non seulement un rapport de forces favorable mais de nouvelles capacités collectives.

L'action pour le changement doit porter à la fois sur les hommes et sur les structures, et « aider les hommes à développer des capacités nouvelles ». Elle est donc plus facile, ou du moins plus assurée de réussir (non sans crises, car « tout apprentissage requiert rupture », mais à travers des crises n'entraînant pas régression), que la société en question est moins étroitement intégrée et plus riche en relations et en institutions.

Sociologie de la liberté, l'effort de Crozier et de Friedberg conduit que « c'est à la base même que se jouent les possibilités réelles de changement et que les finalités peuvent être le plus clairement perçues par ce que c'est là qu'elles sont le plus vécues ». Le problème n'est donc pas d'imposer une finalité d'en haut — ce qui mène inévitablement à la contrainte bureaucratique, — mais d'arbitrer entre les finalités vécues, nécessairement contradictoires. Pour les auteurs, c'est encore à la base que peuvent le mieux se faire ces arbitrages. Le rôle des dirigeants n'est que de donner à ceux qui dépendent d'eux le moyen de résoudre ces contradictions. Est-ce un plaidoyer pour l'autogestion ? Non, si celle-ci est un modèle *a priori* de plus, une utopie pour la suppression de pouvoir, une recette pour la « société vertueuse ». Crozier et Friedberg veulent « le plus d'expérimentation possible », mais ils savent que les relations de pouvoir sont inhérentes aux relations humaines, et que « tout le monde ne peut, ne veut, ne doit pas toujours expérimenter ». L'homme ne peut résoudre des problèmes tout le temps, la société peut être « totalement ou même majoritairement expérimentale ». À l'homme concret de porter la responsabilité du changement, « et de sa place et dans son contexte ».

On le voit : ces remarques n'ont

doyeur pour l'autogestion ? Non, si celle-ci est un modèle *a priori* de plus, une utopie pour la suppression de pouvoir, une recette pour la « société vertueuse ». Crozier et Friedberg veulent « le plus d'expérimentation possible », mais ils savent que les relations de pouvoir sont inhérentes aux relations humaines, et que « tout le monde ne peut, ne veut, ne doit pas toujours expérimenter ». L'homme ne peut résoudre des problèmes tout le temps, la société peut être « totalement ou même majoritairement expérimentale ». À l'homme concret de porter la responsabilité du changement, « et de sa place et dans son contexte ».

Une conception de l'action humaine

Bien que Crozier et Friedberg refusent tout *a priori*, ils ont une conception de l'action humaine : le comportement de l'acteur vise toujours à améliorer sa situation et à élargir sa marge de liberté. Conception bien individualiste, ou hobbésienne. N'y a-t-il pas de place pour des comportements altruistes ou collectivistes ? L'idéologie — radicalement absente du livre — ne façonne-t-elle pas souvent la conduite de l'acteur si profondément que le modèle dont partent Crozier et Friedberg tombe sous leur propre reproche d'abstraction excessive ? En d'autres termes, un ordre religieux, une secte idéologique, ressortissent-ils

Autonomie du politique

Surtout, c'est la partie du livre qu'ils consacrent au changement qu'il faudrait développer. Considérer le changement comme un processus d'apprentissage collectif et comme une action sur les systèmes d'action concrets, quelle invite pour les historiens et les politologues ! Crozier et Friedberg sont avares d'exemples. A quelles conditions, matérielles et spirituelles, les changements de capacités collectives s'opèrent-ils ? Quel est le rôle, en particulier, des facteurs économiques d'une part, des « personnalités charismatiques » de l'autre. Dans le cadre de jeux et de systèmes souvent fort stables, bien que perçus de tensions, comment élargir les capacités collectives et les opportunités des joueurs ? Quelles transformations des relations de pouvoir sont capables de mener à des systèmes plus justes, de permettre des jeux qui correspondent à l'idéal des auteurs : l'émancipation des hommes ? Les auteurs nous disent que la question essentielle n'est pas « la nature de la rupture que l'évolution des forces actuelles rend inéluctable » — nous n'en savons rien — mais « à partir de quel degré et dans quelles conditions des tensions qui jusqu'alors avaient pour conséquence de renforcer le système d'action existant peuvent désormais provoquer son éclatement ». C'est à cette question qu'ils nous doivent de répondre — qu'ils abandonnent l'œuvre de la méthode sociologique pour l'immanence du champ de la recherche historique-idéologique.

On le voit : ces remarques n'ont

(*) Professeur de sciences politiques à l'université de Harvard.

(1) *L'Acteur et le Système*, de Michel Crozier et Erhard Friedberg, Seuil, 448 pages, 65 francs.

CORRESPONDANCE

MARX ET LA SCIENCE

Le docteur Fanny Schapira, directeur de recherches au C.N.R.S., nous écrit : Jean-Pierre Vigier (*Le Monde* daté 16-17 octobre) a raison d'attaquer le « nouvel obscurantisme de gauche » et de montrer l'apport considérable des derniers progrès de la science à une nouvelle approche des traditionnels problèmes philosophiques. Mais il pour- quoi se déclarer-t-il « marxiste » ? Quel est le biologiste qui se déclare « claudbernardiste » (Claude Bernard étant contemporain de Marx) ? Si vraiment le marxisme est une doctrine scientifique, alors il est forcément dépassé et doit être révisé. Tous les scientifiques sont en fait réalistes, quand ils font de la science et non de l'idéologie, et Vigier sait bien à quelle vitesse vieillissent les articles scientifiques. Quand donc cessera-t-on de se dire stalinien, ou maoïste, ou trotskiste, ou marxiste, au lieu d'essayer de penser par soi-même en s'appuyant bien sûr sur les découvertes des grands hommes du passé (Marx parmi bien d'autres) et du présent.

Cheez Duriez
électroniques
programma-
bles à 5 000 pas : 898 F

« Le difficile à expliquer, dit un ingénieur de Cheez Duriez, c'est qu'elles font tout ! »

Taille du module :
1 morceau de sucre

TEXAS-Instruments introduit une nouvelle technologie de modules pré-programmés enfonçables et interchangeables comprenant plus de 5.000 instructions.

A quoi servent ces mini-ordinateurs ? À résoudre les problèmes de maths, physique, etc., nécessitant beaucoup d'opérations ou beaucoup de variables (mécanique orbitale par exemple).

Duriez, 1^{er} distributeur spécialisé dans les calculatrices programmables, est encore le premier à présenter ces deux modèles TI 58 et TI 59.

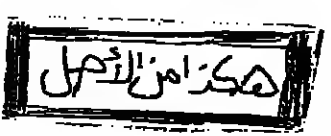
La TI 58, en plus du module, offre 400 pas de programme ou 60 mémoires programmables au clavier. Prix : 898 F ttc. La TI 59 à 960 pas de programme ou 100 mémoires programmables par carte magnétique. Prix : 1.895 F ttc.

Avec l'imprimante PC 100 A (option), les TI 58 et 59 peuvent être connectées à votre secrétaire ou à un non spécialiste, à qui elle donne des instructions en français, pose des questions faciles. En votre absence, les problèmes sont résolus par écrit. Autre possibilité : trace de courbes et histogrammes. Modules en



optique, finances, statistiques, aviation, navigation, topographie, chacun avec nombreux programmes-solutions à vos problèmes particuliers. Fidèle à sa réputation de sérieux et de compétence, Duriez vous initie gratuitement et immédiatement à ces étonnantes nouveautés, comme il le fait toujours sur tous ses modèles sélectionnés.

DURIEZ, 132, bd Saint-Germain (face St Odéon), Satisfaction ou remboursement sous 5 jours.



Le Monde

étranger

CRISES ET TENSIONS EN AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

LA RÉPRESSION EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Huit Français au moins sont détenus par le Polisario

L'enlèvement par des maquisards sahraouis de deux techniciens français disparus mardi, alors qu'ils dirigeaient une équipe d'entretien de la voie ferrée Zouérate-Nouadhibou, porte à huit le nombre de Français capturés de façon certaine par le Front Polisario.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai, en effet, cinq cadres ou agents de maîtrise employés par le Cominor, société mauritanienne exploitant les gisements de fer de Zouérate, MM. Daniel Bledou, Jean-Yves Dumaine, Yves Haristoy, Thierry Langrène, Jean Morvan, et une femme, Mme Nicole Foulon, ont été faits prisonniers par une unité du Polisario lors d'une attaque sur la cité minière. Au cours de ce raid, deux autres Français, le docteur Fichet et son épouse, ont trouvé la mort. Le Front a refusé jusqu'à présent de reconnaître qu'il détenait les personnes enlevées lors de cette opération. Il fait porter au gouvernement mauritanien la responsabilité de leur disparition. Des témoins ont pourtant vu les maquisards sahraouis contraindre les huit Français à monter dans leurs véhicules avant de se replier.

Cinq jeunes Français, étudiants ou lycéens, sont également portés disparus depuis le début de la crise du Sahara occidental. Il s'agit de Jean et Béatrice Guyot, Gilles et Nadine Pascon et Colette Blanchot. Ils s'étaient rendus en vacances à la fin de 1975, en compagnie d'un ami marocain, M. Foud El Faiz, dans un chalet que la famille Pascon pos-

LE QUAI D'ORSAY : une situation « grave ».

Le porte-parole du Quai d'Orsay a qualifié, mercredi, de « grave » la situation créée à la suite de la disparition de deux ressortissants français dans la région de Zouérate.

« Comme les deux Français qui ont été enlevés dans cette localité de Mauritanie, à la suite d'un raid effectué par le Polisario le 1^{er} mai, à partir d'un territoire voisin, il s'agit de techniciens civils, recrutés et employés par la Compagnie nationale mauritanienne qui exploite les mines de fer de la région », a précisé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Louis Delamare.

« Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, a-t-il ajouté, ils apportent leur concours à une tâche pacifique de développement d'un pays ami. Cette situation est grave. Elle met en cause la sorte des Français enlevés le 1^{er} mai et le 25 octobre. En outre, si de telles actions criminelles devaient se poursuivre, elles mettraient en péril l'activité de tous les ressortissants français qui se trouvent aujourd'hui en Mauritanie ».

« Le gouvernement, a déclaré le porte-parole, est en contact avec les autorités de Nouakchott pour examiner les mesures qui pourraient être prises, afin d'assurer la protection de nos ressortissants. Il poursuit, d'autre part, l'action qu'il a engagée pour sur un plan humanitaire en vue de faire libérer les personnes enlevées ».

D. J.

Les menaces de sanctions économiques impressionnent peu les Blancs

De notre correspondante

Johannesburg. — La rumeur au cours, mais inévitables, les Blancs d'Afrique du Sud assistent au rappel successif en commission d'ambassadeurs étrangers. D'abord les Etats-Unis, ensuite les Pays-Bas, la R.F.A., puis la Belgique. La France a convoqué l'ambassadeur sud-africain à Paris. Elle peut difficilement rappeler son ambassadeur alors que, en ce moment, le frère du président de la République, M. Olivier Guichard d'Estaing, se trouve en Afrique du Sud. Invité par la Fondation sud-africaine, organisme d'hommes d'affaires destinés à promouvoir l'image du pays à l'étranger.

Arrivé le week-end dernier avec sa femme, il s'est rendu d'abord au Cap pour rencontrer, selon la Fondation, des « leaders noirs » et M. Colin Eglin, dirigeant de l'opposition blanche. Après une brève visite à Durban, il était attendu ce jeudi à Johannesburg pour rencontrer, entre autres, le sénateur Owen Harwood, ministre des finances.

Quotidiennement, les journaux rapportent les débats aux Nations unies et les lecteurs s'interrogent sur les possibles sanctions. Rares sont ceux qui s'inquiètent vraiment. Voilà des mois — voire des années — que l'Afrique du Sud blanche prévoit des sanctions économiques.

Un arrêt des livraisons de pétrole ? Pretoria certifie avoir des réserves pour au moins quatre ans. Le pétrole n'est pas considéré la mise sur pied d'un plan de fabrication de pétrole synthétique à partir du charbon. Un em-

bargo sur les armes ? Le pays possède un bon arsenal, en fabrication lui-même un large éventail (75 % de ses besoins), selon le ministre de la défense, et s'est assuré un stock impressionnant de pièces détachées.

Le gouvernement aime à souligner aussi que si, à long terme, l'Afrique du Sud peut être affectée par des sanctions économiques, le monde extérieur a trop besoin de certains minéraux dont elle est le principal producteur avec l'U.R.S.S., pour se décider à prendre des sanctions de grande ampleur.

Pour M. Vorster, l'Afrique du Sud est au cœur d'une bataille d'influence entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pour gagner la confiance du tiers-monde. Plus que jamais, les nationalités considèrent leur politique comme seule susceptible de sauver les Blancs. Elle prévoit, dans sa phase ultime, l'indépendance de tous les Bantoustans assignés aux Noirs. Il ne restera plus alors qu'une Afrique du Sud de taille réduite, où les Noirs ne seront qu'une infime minorité.

Limitant le mouvement de la Communauté européenne, les Nations unies qui s'en réclament, le gouvernement croit en les interdisant, mettre fin à ces obstacles. A peine les interdictions prononcées, Pretoria annonce la mise en place, en février, des conseils de communauté, auxquels ces organisations s'opposent.

De même, le gouvernement a annoncé une augmentation des charges de 80 % ce qui revient à une hausse des loyers d'environ 40 %. Il avait déjà tenté

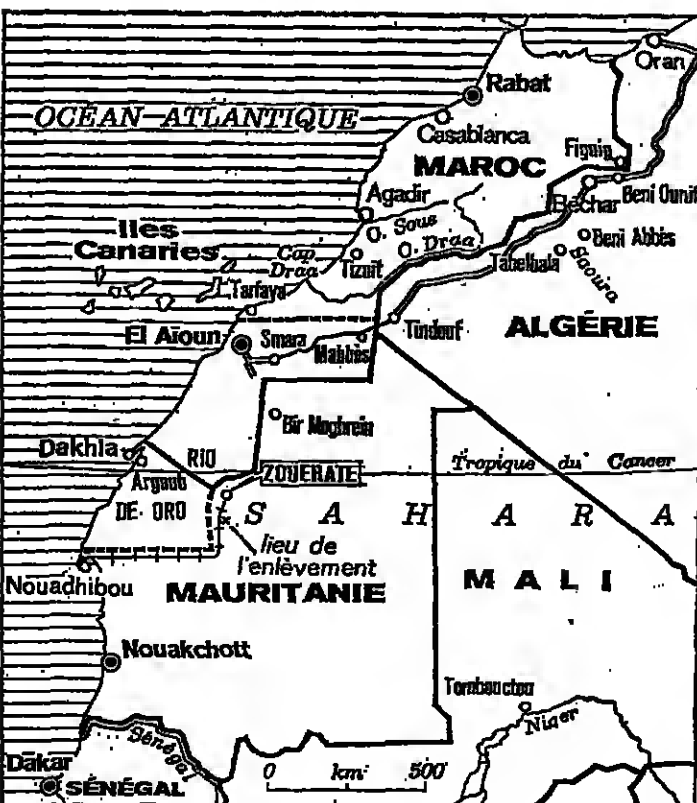
de faire accepter celle-ci, mais y avait renoncé momentanément devant la forte impopularité de cette mesure. Cette fois, le ministre de l'Information a été chargé d'une gigantesque campagne de propagande pour « faire comprendre la hausse ».

Un avion a lancé des milliers de tracts sur l'immense cité de Soweto. On peut lire : « Tout Noir de progrès désire l'électricité, le tout à l'égout, l'eau, des rues propres, un bon éclairage. Mais les colts sont très durs. D'où peut-on obtenir l'argent pour éviter cette catastrophe ? Le citoyen de Soweto doit accepter une augmentation des charges, incluses dans le loyer, comme ce fut annoncé en avril. Il est maintenant clair que le gouvernement central, l'administration et les employeurs ont joint leurs efforts pour éviter la catastrophe. Il reste à l'homme noir de progrès, qui bénéficie de ces services, à montrer son esprit de communauté ».

Parallèlement, on donne à toute personne qui vient se faire enregistrer aux bureaux de l'administration bantoue, un tract du ministère de l'Information retenant la responsabilité du chômage (il touche quelque deux millions de personnes) sur les fautes de troubles urbains.

Une des principales revendications des organisations de la Conscience noire était l'arrêt de la politique de partition du pays. Or, le gouvernement a annoncé qu'un autre de ces Bantoustans, sans préciser lequel, pourrait acquiescer sur l'indépendance l'an prochain.

CHRISTIANE CHOMBEAU.



MM. Miguet et Bacle : deux des quatre-vingt-six agents d'une filiale de la S.N.C.F. en Mauritanie

La direction de la Société nationale industrielle et minière (SNIM), société mauritanienne, dont dépend le Cominor, a rendu public, mercredi après-midi à Nouakchott, l'identité des deux Français disparus la veille, alors qu'ils effectuaient, avec vingt-quatre travailleurs mauritaniens, des travaux sur la voie ferrée Zouérate-Nouadhibou, à 80 kilomètres de la cité minière.

« M. CLAUDE MIGUET, trente et un ans, marié, trois enfants, demeurant à Lundyville en Mauritanie-Moselle, est employé au COMINOR depuis le 4 octobre 1977 ».

« M. RAYMOND BACLE, quarante et un ans, marié, trois enfants, demeurant à Riedelsheim dans le banlieue de Mulhouse, est employé au COMINOR depuis le 22 novembre 1973 ».

Tous deux sont des agents de la S.N.C.F., qui ont été versés dans une société filiale, la SOFRERAIL. Cette-ci a pour fonction d'étudier les demandes de modernisation de réseaux étrangers, qui peuvent lui être présentées, de réaliser le cas échéant cette modernisation et

d'apporter une assistance technique pour la formation du personnel des sociétés avec lesquelles elle passe des contrats. Il ne s'agit pas d'une action de coopération, mais d'une activité de type commercial classique. Les opérations de coopération de la S.N.C.F. avec les réseaux étrangers passent par le biais de l'Office français de coopération pour les chemins de fer et les matériels d'équipement (OFERMAT), qui utilise actuellement les services de cent soixante-quatorze agents détachés à l'étranger. Quatorze techniciens de la S.N.C.F. sont, d'autre part, détachés dans des missions de coopération au Maroc.

C'est un titre d'un contrat entre la SNIM et SOFRERAIL que M. Bacle et Miguet se trouvent en Mauritanie. La voie ferrée Zouérate-Nouadhibou doit supporter des convois exceptionnellement lourds, ce qui entraîne des difficultés d'entretien particulières. Pour faire face à ces problèmes, quatre-vingt-six agents de SOFRERAIL se trouvent actuellement en Mauritanie.

Le gouvernement annonce qu'un « complot » a été déjoué

Lomé (A.F.P., Reuter). — Un « complot » visant à assassiner le président Eyadéma, chef de l'Etat togolais, vient d'être déjoué, a révélé un communiqué officiel publié le mercredi soir 26 octobre, à Lomé.

Selon ce communiqué rendu public à l'issue d'une importante réunion du bureau politique du P.T. (Rassemblement du peuple togolais — parti unique) et du gouvernement présidé par M. Eyadéma, celui-ci a été informé, le 13 octobre, par les autorités de « certaines puissances » du recrutement sur leur territoire de mercenaires qui devaient intervenir à partir du 15 octobre « pour renverser le régime par l'assassinat du général d'armée Grassepin Eyadéma ».

Les membres du bureau politique et du gouvernement ont condamné vigoureusement les milieux européens qui acceptent l'importation ou tolèrent le recrutement des mercenaires et ont remercié « les autorités des puissances unies dans la vigilance et l'amitié ont permis au Togo de déjouer cet odieux et criminel complot ».

Le communiqué dénonce les « manœuvres diaboliques » des « milieux impérialistes ». Après

AU TOGO

avoir rappelé que des actions semblables se sont déroulées, ces dernières années, en Guinée, en République populaire du Bénin et au Zaïre, il stigmatise l'action des « desperados » à la solde des milieux impérialistes et de leurs agents, qui se livrent à la poursuite de l'Afrique ».

Le gouvernement, ajoute le communiqué, a par ailleurs décidé de renforcer les mesures de contrôle à la frontière avec le Ghana et de prendre des sanctions pour lutter contre le trafic qui porte notamment sur la monnaie ghanéenne, le cedi.

Il s'agit d'actions des autorités togolaises ne fournissant aucune précision sur la nationalité des « mercenaires » qui seraient à l'origine du « complot » et sur les « puissances » qui en auraient autorisé le recrutement. Au cours des dernières semaines, des informations concordantes ont fait état d'une ségrégation de la répression contre les opposants au régime. Des enseignants et fonctionnaires, anciens militants de l'Union nationale des étudiants togolais, ont été arrêtés en avril à Lomé (« le Monde » du 10 juin). Ils seraient depuis lors libérés. Par ailleurs, le « complot » survient à un moment où les relations sont tendues entre le Togo et le Ghana.

Washington serait favorable à un embargo sur les ventes d'armes à Pretoria

(Suite de la première page.)

Selon notre correspondant, Français à Bruxelles seraient disposés à soutenir les Etats africains, mais seulement dans le domaine qui les concerne. Ainsi, la France grainde d'autour l'embargo sur les armes, tandis que la Grande-Bretagne s'interrogerait principalement des conséquences d'une éventuelle interdiction des investissements en Afrique du Sud.

De telles divergences n'ont cependant pas empêché les neuf pays membres de la Communauté européenne d'effectuer mercredi une démarche commune auprès de Pretoria, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Belgique en Afrique du Sud, M. Domus. Celui-ci a demandé à M. Brand Fourie, secrétaire sud-africain aux affaires étrangères, de rapporter les mesures de répression

décidées la semaine dernière, et de faire un effort de concertation avec les organisations noires d'Afrique du Sud.

D'autre part, répondant à l'invitation du groupe française de la « Fondation sud-africaine », organisme d'hommes d'affaires destiné à promouvoir l'image de l'Afrique du Sud à l'étranger, M. Olivier Guichard d'Estaing, banquier, et frère du chef de l'Etat, est arrivé mercredi à Johannesburg. Dans cette ville, la police a procédé, pour la deuxième fois cette semaine, à l'arrestation de plusieurs prêtres noirs qui manifestaient pacifiquement. Enfin, la société américaine d'informaticiens « Control Data » a fait savoir, mercredi à New-York, qu'elle avait décidé de suspendre ses investissements en Afrique du Sud, (où elle emploie cent cinquante personnes), en raison de la répression.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

● CINQUANTE-SEPT MILITAIRES ont été condamnés à mort mercredi 26 octobre pour avoir participé à une révolte militaire à Bogra (« le Monde » du 27 octobre). Les condamnés ont été exécutés, dix-huit à diverses peines de prison, quatorze ont été acquittés.

Au total, quatre-vingt-deux condamnations à la peine capitale ont été prononcées depuis cette mutinerie, qui était survenue deux jours avant la tentative de putsch du 2 octobre à Dacca, qui coïncidait avec le dénouement de l'avion de la Japan Airlines. Cette tentative de putsch, qui était liée aux événements de Bogra, avait fait une centaine de victimes et avait été suivie de trente-sept exécutions (« le Monde » du 20 octobre). — (U.P.I.)

Chili

● LA FEDERATION INTERNATIONALE DE TERRE DES HOMMES, mouvement d'assistance à l'enfance malheureuse, a récemment lancé une campagne pour alerter l'opinion mondiale sur la dénutrition dont souffrent plus d'un million d'enfants au Chili. Terre des hommes entend recueillir des fonds destinés notamment au financement de cantines populaires au Chili. Ces cantines distribuent cinquante mille repas quotidiennement.

* 14, avenue Foch, 92009 Asnières, tél. 723-54-35, C.C.P. Paris 1167097.

Equateur

● DES MANIFESTANTS ONT OCCUPÉ, le 26 octobre, le village de Tonal, proche de la sucrerie Aziza, où de sanglants incidents ont eu lieu le 18 octobre. Environ quinze mille employés et ouvriers de sucreries des provinces de Guayas et de Montezuma sont, d'autre part, en grève. Ils réclament, outre des avantages matériels, la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés, une indemnisation pour les familles des victimes de l'usine Aziza, et la démission des ministres de l'Intérieur et du Travail, ainsi que celle du directeur de l'entreprise, un colonel en retraite. (A.F.P.)

Pays-Bas

● POUR LA TROISIEME FOIS depuis les élections générales du 25 mai dernier, la reine Juliana, le jeudi 27 octobre, a chargé M. Joop den Uyl de former le nouveau gouvernement sans attendre la décision du parti socialiste, divisé à propos des modalités d'une alliance avec des chrétiens démocrates. — (A.F.P., U.P.I.)

Pérou

● DES INCIDENTS ONT TROUBLÉ LES ELECTIONS des recteurs et vice-recteurs qui ont lieu actuellement dans trente-deux universités péruviennes. Des bureaux de vote ont été détruits et des urnes brûlées à Lima, à Ica, à Chiclayo, à Arequipa, à Cajamarca et à Cuzco. — (A.F.P.)

ROBERT L'AFFONT

Vient de paraître

CHARLES TILLON

On chantait rouge

Mémoires pour l'Histoire d'un ouvrier breton devenu révolutionnaire professionnel, chef de guerre et ministre.

EUROPE

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'AFFAIRE KLAUS CROISSANT

Les détenus de Stammheim étaient-ils en liaison avec un émetteur de radio clandestin ?

Le rapport du gouvernement du Bade-Wurtemberg sur la mort d'Andreas Baader et de deux de ses compagnons a été publié, mercredi 26 octobre (notre dernière édition). Il confirme provisoirement la thèse du suicide avancée par les cinq médecins légistes chargés des autopsies des trois prisonniers. Les enquêteurs indiquent, d'autre part, que ces suicides n'étaient pas prévus. Ils font état d'une lettre adressée par Andreas Baader, le 10 octobre, au tribunal de Stuttgart, dans laquelle il écrivait notamment : « aucun d'entre nous n'a l'intention de se suicider. Si on devait nous découvrir morts, on nous aura tués dans la bonne tradition des mesures judiciaires et politiques employées dans notre affaire ». Le rapport ajoute : « En dernier ressort, il n'est plus possible d'empêcher le suicide d'un détenu prêt à tout ».

En ce qui concerne les mesures de surveillance prises à Stammheim, le rapport se contredit : il précise d'une part que six gar-

diens étaient, le jour, de service à l'étage rouge, et un seul la nuit. Mais un peu plus loin, réservé aux membres de la Fraction armée le document indique : « Du 17 octobre à 17 heures au 18 octobre à 8 heures, les deux gardiens de service se tenaient au septième étage. Ils n'ont pas fait de constatations particulières ».

Mercredi, à Francfort, s'est ouvert le procès de Volker Schlöter, vingt-six ans, accusé d'avoir en 1972 transporté des explosifs pour le groupe Baader.

A Stuttgart, le procès de Dirk Kloff se poursuit. On indique d'autre part, à Bonn, que six mille télégrammes de félicitations sont parvenus au chancelier Schmidt après la libération des otages du Landshut à Mogadiscio. L'Association du patronat de R.F.A. a annoncé la création d'une fondation Hans-Martin-Schleyer destinée à encourager les jeunes talents dans la recherche scientifique, économique ou littéraire.

De notre correspondant

Bonn. — Les terroristes bénéficient-ils des services d'un émetteur de radio clandestin ? Telle est la nouvelle hypothèse émise par les autorités policières de la République fédérale.

Des postes récepteurs ont été en effet découverts mercredi 26 octobre dans les cellules de terroristes incarcérés à Berlin, à West (Rhénanie du Nord,

Westphalie) et à Francfort-Franconie. En outre, il est établi qu'un émetteur clandestin fonctionnait dans la cellule de Baader à fonctionné récemment en Westphalie. De nombreux auditeurs ont entendu des appels « au peuple » célébrant la mort

de Schlöter et « déclarant la guerre » à la République fédérale. La question est cependant de savoir si ce poste aurait été en mesure d'assurer une liaison entre les terroristes incarcérés dans des prisons différentes.

La découverte de nouvelles cachettes dans les cellules de plusieurs prisons, où les plus strictes mesures de sécurité étaient théoriquement en vigueur, donne une dimension nouvelle à ce que tout le monde appelle le « scandale de Stammheim ».

Ce développement embarrasse le gouvernement fédéral. M. Fil-

dinger, le premier ministre du Bade-Wurtemberg, a demandé que toutes les conversations entre

avocats et terroristes emprisonnés soient surveillées. Selon lui, c'est grâce à leurs défenseurs que les prisonniers de Stammheim ont pu recevoir les armes avec lesquelles ils se sont donné la mort. Mais, selon le chancelier Schmidt, aucune loi nouvelle n'est nécessaire pour appliquer les mesures de sécurité indispensables dans les prisons. Il s'agit cependant que les ministres sociaux-démocrates de Düsseldorf, de Francfort et de Berlin ont été tout aussi négligents que leurs collègues chrétiens-démocrates de Stuttgart.

Les conclusions provisoires de l'enquête sur les suicides de Stammheim, qui ont été présentées mercredi par les autorités de Stuttgart, n'apportent pas grand-chose de nouveau. Elles réaffirment qu'aucun doute ne subsiste sur le fait que Baader, Raspe et Emmeln se sont suicidés. Le rapport toutefois n'explique pas comment les pistolets utilisés par deux des prisonniers ont été introduits dans leurs cellules. Le seul élément nouveau est que le canon du revolver dont Raspe s'est servi aurait été acheté chez un armurier de Bâle le 10 novembre 1976, en même temps qu'une carabine retrouvée entre les mains d'un autre membre du groupe Baader. — J.W.

● C'est bien P.O.C.L. et non P.O.C.I. (Organisation communiste internationaliste) qui a été citée dans notre numéro du 25 octobre à propos des incidents survenus au quotidien Libération.

Portrait d'un terroriste

Un petit bricoleur de génie

De notre correspondant

Bonn. — Un bricoleur au terrorisme, c'est en résumé le caractère de Dirk Ferdinand Hoff. Il n'a jamais, semble-t-il, donné l'impression d'être un « génie », mais il était capable de fabriquer n'importe quoi, y compris des bombes miniaturisées.

Agé de quarante ans, il fait nettement plus jeune, alors qu'il comparait devant la quatrième chambre du tribunal de Francfort : cheveux coupés en brosse, bleu-jeans, bottes de cuir jaune et veste de velours côtelé.

Hoff, dont le procès s'est ouvert mardi 25 octobre, est accusé d'avoir « soutenu une organisation criminelle » et de lui avoir fourni des armes. C'est lui, en effet — il ne fait aucune difficulté pour le reconnaître, — qui a fabriqué les engins meurtriers, dont la bande de Baader s'est servie au cours de divers attentats à Hambourg, Francfort, Augsburg et Karlsruhe. Au total, une trentaine de personnes ont été grièvement blessées.

Le procès se déroule dans la prison de Praunheim, à Francfort, qui a été transformée en une véritable forteresse : les journalistes admis dans la salle se plaignent même qu'on les ait privés de leur stylo à bille. Ces exceptions mesurées de sécurité s'expliquent : l'on sait que l'accusé est considéré comme un traître par tous les autres terroristes. Son témoignage, en effet, avait largement contribué à la condamnation de Baader, Raspe et Gudrun Enss-

lin. L'accusé est « coopératif » et les évènements n'injurient pas les juges. Bien au contraire, ils ont renoncé à demander un ajournement du procès tant ils se déclarent convaincus que le tribunal ne se laissera pas influencer par les événements.

Coupable ou non, Hoff a été entraîné dans le monde du terrorisme par des voies inattendues. C'était un mauvais élève parce qu'il avait déjà le passion du bricolage. Son père est un respectable professeur d'université, mais Hoff abandonne tôt ses études pour faire son apprentissage dans les chemins de fer, puis un stage d'arts et métiers, avant de s'installer à son compte comme graveur sur métal.

Ses talents de bricoleur sont vite reconnus. Il fabrique, pour une usine de produits alimentaires, « une machine à compter les escargots » ; aux ateliers de tir, il offre un pistolet-mitrailleur fonctionnant au gaz carbonique.

Les « grandes gueules »

ne l'intéressaient pas

La politique ? Hoff prétend qu'il l'a toujours ignorée. Ce qu'il appelle « les grandes gueules » des étudiants ne l'intéressaient pas. Jamais, affirme-t-il, il n'a pris part à une manifestation, même pas à l'époque où

tout le monde autour de lui protestait contre la guerre américaine au Vietnam. En dehors de son épouse, marquée de son profession, il n'aurait eu qu'un seul amour, l'atelier dans lequel il pouvait bricoler à son aise.

Le président du tribunal ne semble pas tout à fait convaincu. Il fait observer à Hoff qu'il a beaucoup fréquenté, à Francfort, le « club Voltaire » où se ren-

contraient aussi bien les hippies que les agitateurs d'extrême gauche. L'accusé admet d'ailleurs qu'il y a rencontré Astrid Prohl, recherchée aujourd'hui comme membre de la Rote Armée Frak-

tion. Toute l'affaire tourne autour de ce qui s'est passé vers la fin de 1971 dans l'atelier du bricoleur. A l'en croire, il aurait

reçu à cette époque le visite d'un jeune compagnon de beuverie, nommé Irvin. Quelques jours plus tard, celui-ci serait revenu avec un certain Lester. Ils auraient

ensemble beaucoup plaisanté et fumé un peu de haschisch. Après quoi, ses visiteurs lui auraient

expliqué qu'ils préparaient un ultimatum révolutionnaire sur l'Amérique du Sud. Le scénario prévoyait qu'une bombe serait transportée par une femme tal-

lant d'être encolée. Hoff était prêt à fournir l'article demandé. Mais il affirme avoir appris bien plus tard, seulement, qu'Irvin et Lester étaient en réalité les ter-

ristes Holger Meins et Jan-Carl Raspe, qui vint de se suicider dans la prison de Stuttgart.

JEAN WETZ.

La lutte contre les détournements aériens

Quarante-six pays ont soumis, mercredi 26 octobre, à l'ONU, un projet de résolution condamnant les détournements d'avion et autres actes faisant obstruction au trafic aérien civil ; cette résolu-

tion invite les autorités à intensifier les mesures de sécurité dans les aéroports. Le texte invite également tous les pays à échanger des informations visant à empêcher la piraterie aérienne et à ratifier les conventions internationales existantes sur le trafic aérien civil préparées sous les auspices de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

En Suisse, les pilotes et le personnel navigant de Swissair viennent de proposer à leur compagnie de supprimer ses escales dans les pays où elle ne peut appliquer ses propres mesures de sécurité.

En France, lors d'un récent colloque organisé à Paris par la Société française de droit aérien et spatial, sur le détournement des aéronefs, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a notamment déclaré : « L'effort de prévention et de répression déjà entrepris ne doit pas être relâché et il doit être généralisé grâce à une coopération internationale accrue. C'est à ce prix que des progrès pourront encore être réalisés par une attention soutenue de toutes les personnes intéressées et une collaboration généralisée de tous les Etats concernés ».

dans les pays où elle ne peut appliquer ses propres mesures de sécurité.

En France, lors d'un récent colloque organisé à Paris par la Société française de droit aérien et spatial, sur le détournement des aéronefs, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a notamment déclaré : « L'effort de prévention et de répression déjà entrepris ne doit pas être relâché et il doit être généralisé grâce à une coopération internationale accrue. C'est à ce prix que des progrès pourront encore être réalisés par une attention soutenue de toutes les personnes intéressées et une collaboration généralisée de tous les Etats concernés ».

En Suisse, les pilotes et le personnel navigant de Swissair viennent de proposer à leur compagnie de supprimer ses escales dans les pays où elle ne peut appliquer ses propres mesures de sécurité.

En France, lors d'un récent colloque organisé à Paris par la Société française de droit aérien et spatial, sur le détournement des aéronefs, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a notamment déclaré : « L'effort de prévention et de répression déjà entrepris ne doit pas être relâché et il doit être généralisé grâce à une coopération internationale accrue. C'est à ce prix que des progrès pourront encore être réalisés par une attention soutenue de toutes les personnes intéressées et une collaboration généralisée de tous les Etats concernés ».

Libres opinions

LA FIN DU DROIT D'ASILE ?

par GEORGES BALLINI (*)

LA Fédération internationale des pilotes de ligne (IFALPA) et la Fédération internationale des contrôleurs aériens n'ont pas hésité, ces jours derniers, à envisager de boycotter les Etats qui accorderaient le droit d'asile aux terroristes coupables de détournements aériens.

A première vue, ce genre de mouvement est séduisant en raison de son efficacité : il est probable que le plupart des Etats céderont rapidement à une action concertée des pilotes et des contrôleurs aboutissant au boycottage de leur territoire et de leur flotte ; mais il présente le lourd inconvénient d'être dirigé contre des auteurs de délits qui, dans le plupart des cas, sont des délinquants politiques. En quelque sorte, l'IFALPA et les syndicats qui la constituent se déclarent prêts à aider l'homme d'Etat demandeur à éliminer un opposant manifeste sans se soucier de l'objet de leur querelle. Voilà bien le type de proposition qui mérite réflexion.

On comprend la satisfaction d'un honnête professionnel à découvrir qu'il défend le pouvoir de mettre un terme à des agissements criminels par le seul jeu de sa résolution personnelle. Mais on est en droit de se demander s'il est vraiment opportun, pour ce syndicatiste (pour ce salarier) dont les intérêts sont perpétuellement remis en question à la base ou au sommet, de prendre rang dans un tel combat. Il y a quelques heures à peine, l'Union des pilotes de ligne s'entourait d'un silence pesant désigné à notre vindicte ? Au cœur de l'hystérie collective qui a fait suite aux morts violentes de Mogadiscio, de Stammheim et de Mulhouse, un professeur de la Sorbonne nous rappelait ici même, assez opportunément, qu'un avion géant nommé « Vietnam » avait été égaré pendant des années par une équipe de terroristes.

Soyons raisonnables ! Que des pilotes américains nous convient, l'occasion d'un nouvel attentat, à agir en commun dans l'intention d'obtenir l'extradition des pirates de l'air et autres terroristes s'inscrit dans le cadre d'une certaine dynamique — une simple demande suffit à un dictateur sud-américain pour obtenir de Washington l'extradition d'un opposant politique, — mais en France, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, pour ne retenir que ces trois exemples, on y regarde à deux fois. Car nos pays, terres d'asile, ont estimé, à tort ou à raison, que les portes devaient rester ouvertes à tous les gens qui ne nuisent pas à nos intérêts. Mélanges... Ouvrir une brèche, pour faire face à des considérations subsidiaires, dans notre droit lentement élaboré au prix de pénibles conquêtes, c'est prendre le risque d'en fissurer les fondations. Or contraindre un Etat, par le moyen du boycottage, à extrader l'auteur ou le complice d'un délit politique équivaut à obliger les terres, quelques décennies à peine nous en séparant. Nos droits sont assurément bien trop récents — bien trop vulnérables — pour qu'on ne les entoure de mille soins. On voit trop, hélas ! la facilité avec laquelle on parvient à ramollir l'outre-Rhin à tel moindre échafaudage pour ne pas se mettre aussitôt sur la défensive. Tous les moyens classiques sont déjà utilisés : amalgame, appel à la délation, mise en condition des toutes ; dans un tel climat, on a tôt fait de transformer un délit politique violent en délit politique, puis en simple délit d'intention. Il y a trente-cinq ans l'histoire suivait déjà ce chemin.

Mais tout-à, pour autant, justifier les actes de terrorisme politique qui ont conduit à une telle situation ? Assurément pas. Bien qu'il ne s'inscrive, dans la hiérarchie du crime, qu'à une faible distance des crimes américains au Vietnam ou en Indonésie, ceux de la France en Algérie ou, dans un passé plus lointain, mais à un aussi haut degré, ceux du Royaume-Uni au pays de Gandhi, ils sont condamnables. D'abord en raison de considérations morales par la jeu desquelles ils desservent la cause dont ils se réclament, mais aussi — on serait tenté de dire : mais surtout — parce que, dans l'ordre pratique, leurs prolongements ont pour seul effet d'alimenter l'arsenal de la répression.

(*) Pilote de ligne en retraite.

M. PEYREFITTE ET LA « SPIRALE DU TERRORISME »

« Il n'est pas possible que la France devienne une terre d'asile pour les terroristes. Le terrorisme est une forme nouvelle de la violence, il faut des moyens nouveaux pour la juguler, si possible, l'écraser », a notamment déclaré M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, au cours d'un dîner-débat organisé, mercredi 26 octobre, à Paris, par le Cercle Adolphe-Chérioux. Mais la lutte contre le terrorisme ne se résume pas à la légalité, a précisé M. Peyrefitte, « nous sommes dans le piège qui nous est tendu. Il faut tout faire pour échapper à l'escalade du terrorisme. Il n'est pas possible de répondre au terrorisme par un terrorisme d'Etat qui nous engageait dans la spirale du terrorisme ».

« Quand il s'agit de terrorisme, a-t-il ajouté, il faut avoir le courage de dire à la police ce que nous savons et ce dont nous avons été les témoins, sinon nous nous perdons dans la spirale du terrorisme ».

UN MEETING A LA MUTUALITE

« Libérez Klaus Croissant » « Fusillez Klaus Croissant »

C'est dans un palais de la Mutualité comble et bien gardé par d'importantes forces de police, ainsi que par un important service d'ordre, que s'est déroulé, mercredi soir 26 octobre, le meeting « Pour la libération de Klaus Croissant et pour la défense des libertés démocratiques en R.F.A. », organisé par le Comité pour la libération de Klaus Croissant, le Mouvement d'action judiciaire et plusieurs organisations d'extrême gauche, dont la Ligue communiste révolutionnaire, le P.S.U. et l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.).

Le premier orateur, M. Michel Tulliani, a déclaré que le cas de Klaus Croissant était « le symbole de l'oppression des libertés en R.F.A. », et, après lui, M. Gérard Schuler, professeur de droit, a indiqué qu'« il ne devrait pas y avoir d'affaire Croissant, mais il y a une affaire R.F.A. ».

qui se double d'une affaire République française ». Dénonçant la convention antiterroriste signée l'an dernier, M. Schuler a ajouté : « Si le gouvernement français se soumet au gouvernement allemand et fait pression sur la justice française, c'en est fait de l'indépendance nationale en Europe, où le gouvernement de Bonn veut imposer son hégémonie ».

Plusieurs autres orateurs, notamment des militants de gauche ouest-allemands, se sont succédés à la tribune, fréquemment interrompus par quelques dizaines de membres des « groupes autonomes », qui prônaient « la lutte armée anti-imperialiste ». Pour faire laire ces troubles, la salle scandait : « Libérez Klaus Croissant ! »

Au cours de la réunion, la plupart des intervenants ont condamné les méthodes de la Fraction armée rouge se sont inquiétés de la dégradation des libertés en R.F.A. et ont dénoncé « l'imperialisme de la nation allemande ».

Tandis que se déroulait le meeting, au-dessus de la tribune des forces nouvelles, dont la manifestation devant l'ambassade de R.F.A. avait été interdite, ont sillonné les rues du quartier latin en scandant : « Fusillez les terroristes, assassins », et « fusillez Klaus Croissant ». Boulevard Saint-Michel, les forces de l'ordre ont tiré quelques grenades lacrymogènes pour disperser ces militants d'extrême droite. Une quarantaine de personnes ont été interpellées au quartier latin et une quarantaine d'autres aux abords de l'ambassade de R.F.A., dont l'accès était interdit par d'importantes forces de l'ordre.

Elles ont toutes été relâchées au cours de la nuit. A l'issue du meeting, le bureau politique du P.F.N. a publié un communiqué dans lequel il affirme : « La tolérance du pouvoir pour les apologistes du crime perpétré une tension très dangereuse et encourage des ripostes incontrôlées. Une autre manifestation organisée par un comité contre la répression de Stuttgart » devant l'ambassade de R.F.A. avait également été interdite.

Le P.S.U. a également publié un communiqué dans lequel il se félicite de l'important succès du meeting, exprime son « apposition aux perspectives et aux méthodes de la R.F.A. », et condamne « la recrudescence du terrorisme individuel en France comme en R.F.A. ».

● Attentat à Marseille. — Un cocktail Molotov a été lancé, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 octobre, contre une succursale de établissements Mercedes, située au Gouffé. Marseille l'engin a provoqué de faibles dégâts. L'attentat a été revendiqué par un correspondant anonyme, qui a téléphoné à l'A.F.P. en affirmant qu'il s'agissait d'une organisation terroriste révolutionnaire.

Hotel Colbert de Villacerf



A 50 mètres de la PLACE DES VOSGES, au cœur du MARAIS,
42 appartements de très grand luxe.
Du studio au 6 pièces duplex, Hôtels particuliers...
20, avenue Franklin Roosevelt

Bureau de vente ouvert tous les jours
sauf dimanche de 13 heures à 19 heures
23, rue de Turin au tél. 272.21.07.
75008 PARIS - 14. 225.51.11

GRENIER

مكتبة الشامل

EUROPE

Espagne

Le gouvernement et les partis de gauche approuvent un plan commun de réformes politiques

De notre correspondant

Madrid. — La deuxième partie du pacte de La Moncloa, devait être signée jeudi 22 octobre au Cortes. Après s'être mis d'accord sur un programme d'assainissement économique, gouvernement et opposition ont élaboré ensemble une série de réformes politiques destinées à actualiser la législation en vigueur et à l'adapter aux normes de l'Europe occidentale. La seule opposition advenue de l'Alliance populaire (droite), qui estime que les mesures envisagées provoqueront le « démantèlement » des forces

de l'ordre ; l'Alliance a donc décliné de ne pas y souscrire. La spécialisation fonctionnelle et territoriale de la police et de la gendarmerie, le rattachement de la garde civile et de la police armée au ministère de l'Intérieur pour les tâches de maintien de l'ordre, la limitation de la juridiction militaire aux délits commis dans des établissements militaires, enfin la création d'une unité de police spécialisée dans la lutte anti-terroriste, mais placée sous contrôle judiciaire ; telles sont les principales dispositions adoptées dans le domaine de l'ordre public.

Le pacte politique prévoit aussi la création d'un conseil provisoire, formé à égalité par des représentants de l'administration et des parlementaires, qui sera chargé de contrôler l'objectif et le fonctionnement de la radio et de la télévision d'Etat. En outre, le code pénal sera modifié afin que soient supprimées les sanctions contre l'adultère et le concubinage et réglementée la vente des contraceptifs. La liberté d'expression, le droit de réunion et d'association politique seront soumis à de nouvelles normes plus conformes à celles qui sont admises dans les pays démocratiques. — Ch. V.

Islande

UN ACCORD A MIS FIN A LA PREMIÈRE GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

(De notre correspondant.)

Reykjavik. — Les écoles ont rouvert leurs portes, les bateaux entrent de nouveau dans le port de Reykjavik, les voitures de la police sillonnent, comme avant la grève, les rues de la capitale islandaise. Les services publics fonctionnent, des tonnes de lettres et de publications, entassées à grand mal dans les boîtes aux lettres, rappellent la période de Noël. Un accord de deux ans, signé mardi 26 octobre entre le gouvernement et le syndicat des fonctionnaires, a mis fin à une grève de deux semaines. Les salaires seront augmentés de 20 % à 25 %, les autres de 12 %. De multiples revendications catégorielles ont été satisfaites. Mais les fonctionnaires ne pourront pas, comme les salariés du secteur privé, se mettre en grève durant la période de validité de l'accord. Cette première grève des fonctionnaires (ce droit ne leur a été accordé qu'en 1976) a plongé le pays dans ce qui aurait pu passer sous des cieux plus méridionaux, pour une véritable situation révolutionnaire.

Le Syndicat des fonctionnaires, satisfait des avantages acquis, est prêt à chanter victoire. Le gouvernement a été aidé par les employés municipaux, dont le syndicat, à direction conservatrice, a donné l'ordre de reprendre au travail après la première semaine de grève. Privés d'une arme préieuse, les grévistes ne purent prolonger au-delà de deux semaines une grève qui n'avait guère éveillé la sympathie des salariés du secteur privé.

GÉRARD LEMARQUIS.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES

PRÊT-À-PORTER

Costumes, vestes, sport, blazers, pardessus, imperméables, pantalons, jeans, valises, pulls, chemises 4 longueurs de manche. Peaux, lainés, blousons, trench cuir et lainé, exclusivité.

MAC DOUGLAS.

3000 VÊTEMENTS

livrés immédiatement.

40 av. de la République

Métro Parnasse

Parting 9600

Tél. 335.56.00

Jean-Louis LE MOIGNE Daniel GARRE

AUTO-ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

50 propositions pour l'autogestion

préface de Michel Rocard

les éditions **l'Organisation**

OCÉANIE

Australie

Des élections anticipées auront lieu le 10 décembre

De notre correspondant

Sydney. — M. Fraser a annoncé jeudi 27 octobre devant le Parlement sa décision d'appeler les électeurs australiens à se rendre aux urnes le 10 décembre pour élire une nouvelle Chambre des représentants et renouveler la Chambre basse auront donc lieu avec un an d'avance. Il semble à peu près certain que la coalition de droite au pouvoir, qui regroupe les libéraux et les nationaux agraires remportera la victoire, même si elle perd quelques sièges. Le chef du parti travailliste, l'ancien premier ministre Gough Whitlam, s'oppose à ces élections, car il sait que son parti ne le gardera pas comme leader en cas de défaite.

Si les élections avaient eu lieu en 1978, les chances de victoire pour M. Fraser auraient été plus réduites, principalement à cause du chômage, en augmentation. La situation pourrait se détériorer l'an prochain malgré les efforts du gouvernement. L'objectif principal de celui-ci — réduire l'inflation — semble avoir été atteint au cours du dernier trimestre : le taux d'inflation n'a été que de 2 %, tandis que les taux d'intérêt ont commencé à baisser. Les industriels ont laissé entendre qu'ils pourraient reprendre leurs investissements en 1978.

Le principal thème de la campagne électorale sera l'agitation sociale ; le gouvernement cherche à obtenir un mandat pour faire appliquer une législation réduisant les possibilités d'action des syndicats ; celle-ci a été votée à la sauvegarde par le Parlement pour venir à bout de la grève du secteur de l'énergie dans l'Etat du Victoria, qui vient de se terminer. Ce conflit avait réduit au chômage plus d'un demi-million de travailleurs à la suite de fermetures d'usines et de pertes de salaires et de production, 500 millions de dollars australiens (1 dollar australien vaut environ 60 F).

L'autre thème de la campagne sera l'exploitation des mines d'uranium, à laquelle la moitié du pays semble opposée. D'importantes manifestations ont eu lieu ces derniers jours et ont été menées par des hommes politiques et étudiants hostiles à l'exploitation de ces mines en lieu dans les principales villes du pays ces jours derniers. Au Queensland, de violents affrontements avec la police se sont produits au cours du dernier week-end ; un sénateur travailliste et plus de cent personnes ont été arrêtés. Un pasteur a déclaré avoir été maltraité et insulté, et des détenus disent être restés dix-huit heures sans boire ni manger. Le gouvernement de M. Fraser envisagerait d'utiliser la troupe si nécessaire pour expédier l'uranium aux acheteurs étrangers.

La question de l'uranium

La question de l'uranium est tellement « chaude » en Australie que Canberra vient d'envoyer des messages à des gouvernements étrangers, dont la France, pour exprimer son inquiétude à propos d'informations sur le détournement du précédent ministre par Israël (le Monde du 28 octobre). Quelques heures après que cette révélation du journal *Rolling Stone* ait été connue en Australie, le ministre des affaires étrangères, M. Peacock, cabiait à ses ambassades à Paris, Washington, Londres et Bonn, leur demandant de prendre cette affaire très au sérieux.

L'imminence des élections a donné à cette révélation une grande importance. Le gouvernement a fait de gros efforts pour expliquer qu'il avait pris toutes les précautions pour que ses exportations d'uranium ne contribuent pas à la prolifération des armements nucléaires, et qu'il avait obtenu des assurances des gouvernements étrangers à ce sujet.

Si les informations de *Rolling Stone* étaient confirmées, cela signifierait que les « garanties » obtenues par Canberra sont sans effet. M. Peacock s'efforce de réviser cet article, de peur que l'affaire ne soit utilisée contre le gouvernement dans la campagne électorale.

MICHAEL SOUTHERN.

AMÉRIQUES

Argentine

Cent trente arrestations à l'usine Renault de Cordoba

M. Roger Silvain, secrétaire général du comité central d'entreprise de la région nationale des entreprises Renault, a adressé à M. Vernier-Pallès une lettre dans laquelle il attire l'attention du président-directeur général de l'entreprise nationale sur la situation de l'usine de la Régie installée à Cordoba, en Argentine, dans laquelle une récente grève a conduit à une occupation des installations par l'armée.

« Nous apprenons, écrit M. Silvain, l'emprisonnement des responsables du syndicat Renault (de Cordoba). Aucune nouvelle n'a été donnée sur leur situation, leur avocat ayant été lui-même incarcéré depuis. Ces derniers jours, les travailleurs demandant une augmentation de salaires pour compenser une inflation annuelle de 150 %, sont entrés en grève. L'armée a investi l'usine le 14 octobre 1977, mis le syndicat sous tutelle militaire et cent trente travailleurs ont été arrêtés. L'intervention de l'armée avait été faite à la demande de la direction de l'usine. Nous sommes solidaires de nos camarades de Renault en Argentine ! »

● Trois assassinats et un attentat ont été annoncés le mercredi 26 octobre en Argentine. Le corps criblé de balles d'un soldat occupant des fonctions officielles a été retrouvé dans une voiture abandonnée à 30 kilomètres au sud de Buenos-Aires. La victime, M. Raúl Castro Olivera, était âgé de quarante ans et avait six enfants. Un commandant de l'armée de l'air occupant également des fonctions officielles dans une municipalité proche de la capitale, M. Rodolfo Mattis, a été abattu par trois inconnus qui se sont enfuis à bord d'une voiture. D'autre part, le corps d'un des directeurs de l'une des usines de tabac Masallén et Celasco, M. Martínez, enlevé le 21 septembre, a été retrouvé dans la grande banlieue. Il avait été tué d'une balle dans la tête. Enfin, un engin de très forte puissance a fait explosion à Buenos-Aires, près du ministère du travail, sur le parcours emprunté par le ministre pour se rendre à son bureau. Il n'y a eu aucune victime. — (A.F.P.)

« Il s'agit d'événements extrêmement graves, d'une atteinte corrélatrice aux droits des travailleurs, aux droits de l'homme, à la liberté, d'autant plus inadmissible que cela semble se faire au nom de la Régie nationale, ce qui doit donner une image très particulière de notre pays en Argentine et dans toute l'Amérique latine. Nous vous demandons d'intervenir auprès de la direction de Cordoba et auprès du gouvernement argentin pour libérer les emprisonnés, arrêter ces inadmises atteintes aux droits des travailleurs et pour donner satisfaction aux revendications. »

Paraguay

AMNESTY INTERNATIONAL LANCE UNE CAMPAGNE CONTRE LA RÉPRESSION

Amnesty International a décidé de lancer une campagne mondiale pour dénoncer la répression au Paraguay, annonce la section française de cette organisation, Prix Nobel de la paix 1977.

Depuis le coup d'Etat du général Stroessner, en 1954, déclare un communiqué d'Amnesty International, une « époque de terreur » a été édictée, mais, depuis vingt-trois ans, l'état d'urgence est renouvelé tous les trois mois. En 1977, on estime à trois cent cinquante le nombre des prisonniers politiques que « des vagues d'arrestations périodiques viennent gonfler ».

Le communiqué dénonce, à ce sujet, la « détention sans fin de prisonniers qui ne sont jamais traduits en justice, l'usage de la torture et la disparition des opposants politiques ».

Dix personnes au moins, qui ont pu être identifiées, « sont mortes sous la torture en 1976 », déclare le document.

Sur un plan général, le communiqué signale l'absence de liberté de presse au Paraguay, les restrictions à l'action syndicale, les entraves à la liberté de circulation, la corruption et la dépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir.

Les plus grandes signatures sont dans Paradoxes.

Aujourd'hui plus que jamais lisez Paradoxes.

Paradoxes : Des journalistes reconnus.

Michèle Colla, Roger Gicquel, Étienne Mougeotte, Gabriel Farkas, Jean-Pierre Joutin, Jacques Houbart, Alexandre Balard, Bernard Volker, le dessinateur Trez, une équipe de grands journalistes de la presse, de la radio et de la télévision — se sont réunis pour réaliser Paradoxes. Pour vous, ils analysent en profondeur l'actualité politique, économique, sociale ; pour vous, ils livrent leurs commentaires, leurs réflexions, en distinguant toujours l'essentiel de l'accessoire.

Paradoxes : Des articles exceptionnels.

Paradoxes n'est pas une revue de doctrines mais de faits. Tous les courants de pensée y sont représentés. Dans chaque numéro de Paradoxes, vous retrouverez des entretiens exclusifs, des articles politiques, économiques, sociaux de ceux à même qui font l'actualité : A. Abbas Hoveyda, A. Agabek, R. Barre, J.M. Bégout, A. Bergson, P. de Boisvilliers, M. Boute, W. Brandt, Z. Brzezinski, G. Buis, H. Carrère d'Encausse, F. Ceyrac, J.P. Chevènement, J. Chénou, M. Couve de Murville, S. Dati, G. Dayan, M. Debré, G. Deffère, R. Desmout, R. Fabre, J. Fournié, P. Gaillois, F. Giroud, V. Giscard d'Estaing, O. Guichard, R. Haby, C. Heinen, E. Inoué, M. Jobert, H. Kissinger, Y. Lelièvre, J. Lecanuet, G. Mathieu, G. Marchais, P. Mauroy, R. Mitterrand, C. Ohlenschein, M. Papon, S. Perle, M. Rocard, R. Sabatier, A. Sanghaï, H. Schmidt, V. Vassarely, etc.

Paradoxes : Ce qu'ils en disent :

« Votre revue m'a beaucoup intéressé. Je lui souhaite longue vie »

« Une approche nouvelle et intelligente de l'information »

« Bravo pour votre revue ! »

« J'apprécie grandement Paradoxes... »

« Une revue intelligente... »

« Tous mes compliments pour vos premiers numéros et mes souhaits pour les suivants »

« Une revue qui éclaire l'actualité avec talent... »

« Je tiens à vous adresser mes meilleurs vœux de succès et je souhaite que Paradoxes remplisse ses objectifs... »

« Une revue qui contribue de façon intelligente à la réflexion économique et politique... »

« Une excellente revue... »

« Une synthèse intelligente... »

« Les signatures célèbres, des articles de qualité, un sens très aigu du paradoxe. Vous ne manquez pas de lecteurs... »

« Tous mes compliments pour l'éclectisme de Paradoxes, pour la qualité et la diversité de ses articles... »

« La qualité des articles que j'ai lus dans vos premiers numéros me conduit à vous dire tout le bien que je pense de votre revue... »

Indépendante de toute idéologie, de tout parti, de tout syndicat, de tout groupe financier, Paradoxes est une revue libre qui ne connaît pas le parti-pris. Paradoxes traite des vrais problèmes et vous permet de décider, de juger, d'apprécier, en parfaite connaissance de cause.

Attention : Paradoxes n'est pas vendu en kiosque. Offre exceptionnelle pour le 3^e anniversaire de Paradoxes.

paradoxes

POLITIQUE ÉCONOMIE CULTURE

Offre spéciale

☐ Je désire recevoir à l'essai les 3 prochains numéros de Paradoxes au prix de 35 F (au lieu de 75 F).

☐ Je souscris dès maintenant un abonnement d'un an (6 numéros) au prix de 100 F (au lieu de 150 F).

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Adresse _____

L'adresse mon chèque

38, rue de Bassano

75008 - Paris

LM 1

La rébellion musulmane aux Philippines

(Suite de la première page.)

Des combats ont lieu au nord de Zamboanga, les forces du M.N.L.F. (environ trois mille hommes), récemment arrivées de Jolo, tentant de couper la péninsule en deux, mais il est peu vraisemblable, compte tenu des forces en présence, que les rebelles tentent de prendre la ville, comme l'affirment les autorités. En fait, le gouvernement tend à exagérer l'importance de la menace sur Zamboanga pour n'avoir pas à parler des deux fronts sur lesquels ont lieu des opérations d'une autre envergure. Le secret dont les autorités entourent les opérations dans les deux îles, Basilan et Jolo, fiels du M.N.L.F., incite à penser que Manille, sous la pression de l'armée, cherche moins une paix négociée dans la région qu'une solution militaire. D'importantes forces navales pistent notamment les côtes de Jolo, tandis que sur terre l'artillerie (entre autres des canons de 155 mm) est en action. Avec empressement, et avant même que la question ne leur soit posée, les militaires affirment que « en aucun cas le napatn n'est employé ». Chaque jour des avions de Jolo de petits avions T-28, qui sont normalement destinés à l'entraînement, mais peuvent, comme ce fut le cas au Cambodge, être porteurs de bombes. Selon des soldats, des hélicoptères chargés de blessés reviennent quotidiennement de Jolo. L'armée aurait perdu cent quarante hommes en trois semaines.

Zones de « tir libre »

Dans les trois jours qui suivront la mort du général, l'armée a lancé des opérations de représailles de grande envergure dans la région de Patikul, où sont stationnées les forces de Sallid, dont la tête était mise à prix (80 000 dollars) par le président Marcos. Selon des sources musulmanes, en trois jours, l'action de l'armée aurait fait de quatre cents à cinq cents victimes dans la population civile. Depuis, selon les mêmes sources, plusieurs régions ont été éliminées par la population, ont été déclarées de « tir libre » — tout ce qui vit étant considéré comme ennemi. La manière dont l'armée dégage, en 1974, la ville de Jolo, en la détruisant à 80 %, peut donner une idée de l'ampleur des actions de police menées ces dernières semaines.

La mort du général Bantista a provoqué une recrudescence de tension à Mindanao. Le président Marcos, qui gouverne en vertu de la loi martiale qu'il a imposée au pays en 1972, a, apparemment, de plus en plus de difficulté à convaincre son armée de ne pas recourir à l'escalade des incidents de ces dernières semaines. D'autant plus que les militaires font valoir que le M.N.L.F. a utilisé le cessez-le-feu pour accroître ses forces en hommes et en armes. Le Front compte vraisemblablement vingt mille hommes, équipés d'armes légères (fusils M-16 et AK-47).

La plupart de ces armes proviennent, dit-on, des arsenaux gouvernementaux : elles sont achetées, grâce à des dollars en provenance des pays islamiques, à des officiers corrompus. Sans déclarer abolir le cessez-le-feu, dont le maintien est nécessaire à Manille pour ne pas provoquer des réactions des pays arabes, le président Marcos a, apparemment, donné carte blanche à son armée dans des régions pratiquement coupées du reste du monde (notamment Jolo, sanctuaire du M.N.L.F., où les forces gouvernementales sont le plus nombreuses : quinze mille hommes avec de l'artillerie de 155 mm et des chars Scorpion).

Le gouvernement doit tenir compte du mécontentement de plus en plus évident de la population chrétienne, majoritaire partout, sauf dans cinq provinces. La politique d'attraction pour suivre ces dernières années par les autorités à l'égard des musulmans a provoqué un ressentiment certain chez les chrétiens : les Balikbayans — musulmans qui font allégeance au gouvernement — bénéficient de l'amnistie, mais ont droit, en outre, à un avancement rapide dans l'armée. « Il suffit de tuer des gens, de se rendre, pour devenir officier », disent les chrétiens. Les résultats de cette politique se sont d'ailleurs manifestés : certains musulmans s'emparent, après avoir touché le prix de leur soumission, de reprendre le maquis. C'est notamment le cas d'Al Kaluang, commandant des forces moros, au nord de Zamboanga.

La politique gouvernementale est d'autre part vivement criti-

quée du côté musulman, car elle vise à diviser pour régner, à nous faire nous tuer entre frères. », nous dit un musulman modéré. Sans être membre du M.N.L.F., il avoue sa sympathie pour son action : « La situation des musulmans est pire aujourd'hui qu'elle n'a été du temps des colonisateurs espagnols et américains », estime-t-il, en citant comme exemple les quartiers de mesures, dont les pilotes plongent dans la fange, qui entourent la mosquée de Zamboanga.

Manille cherche surtout à isoler le M.N.L.F. du reste de la population musulmane (quatre millions) en faisant état notamment d'une « troisième force », pour l'instant

assez mystérieuse et dont le moins qu'on puisse dire est que, du côté islamique, personne ne se réclame. En même temps, le gouvernement insiste sur les divisions internes du Front : selon lui, une

bonne partie des rebelles ne suit pas les instructions de Nur Misuari, leur chef officiel, qui réside généralement à Tripoli et se trouve actuellement à New-York pour la session des Nations unies.

Impasse diplomatique

La reprise des combats sur le terrain se double, en fait, d'une impasse totale sur le plan diplo-

matique. Or, depuis avril dernier, les pourparlers sont rompus : la plupart des observateurs

reste le colonel Sisse, qui représente le Sénégal et préside la commission du cessez-le-feu.

Les négociations ont été rompues en mai à la suite du référendum organisé par Manille dans les provinces concernées. Tirant avantage de l'imprécision des termes de l'accord de Tripoli, le gouvernement Marcos avait organisé, le 17 avril, une consultation populaire en vertu d'un second accord intervenu en février entre le chef de l'Etat libyen le colonel Kadhafi, et Mme Marcos. Ce second accord n'a jamais été entériné par le M.N.L.F. qui a boycotté le référendum. Après quelques hésitations, la Libye a finalement déclaré que, tel qu'il avait été organisé, ce référendum n'était pas conforme à l'esprit de l'accord de Tripoli.

Après l'échec, en mai, à Manille, des négociations entre les représentants de la conférence islamique, du M.N.L.F. et du gouvernement — ce dernier voulant qu'il soit tenu compte des résultats du référendum alors que le camp islamique s'en tenait à l'accord de Tripoli — les pourparlers n'ont jamais repris.

Apparemment sans succès, Manille cherche à négocier directement avec le M.N.L.F. en mettant à l'écart la conférence islamique. En même temps, pour discréditer le Front auprès de ses amis musulmans, le gouvernement Marcos fait largement état des contacts étroits qui existaient selon lui entre le M.N.L.F. et la New People's Army (N.P.A.), mouvement communiste armé qui opère surtout dans le centre et l'est de l'île de Luzon mais semble-t-il également à l'est de Mindanao.

La N.P.A. est constituée par un noyau dur d'environ deux mille hommes et compte dix mille combattants. Jusqu'à présent, elle n'a pas représenté un réel danger pour Manille. Les relations étroites nouées à l'université entre Nur Misuari, chef du M.N.L.F., et José-Maria Sison, fondateur de la N.P.A., ne suffisent pas à expliquer le rapprochement des deux mouvements. En fait, l'alliance semble, avant tout, tactique.

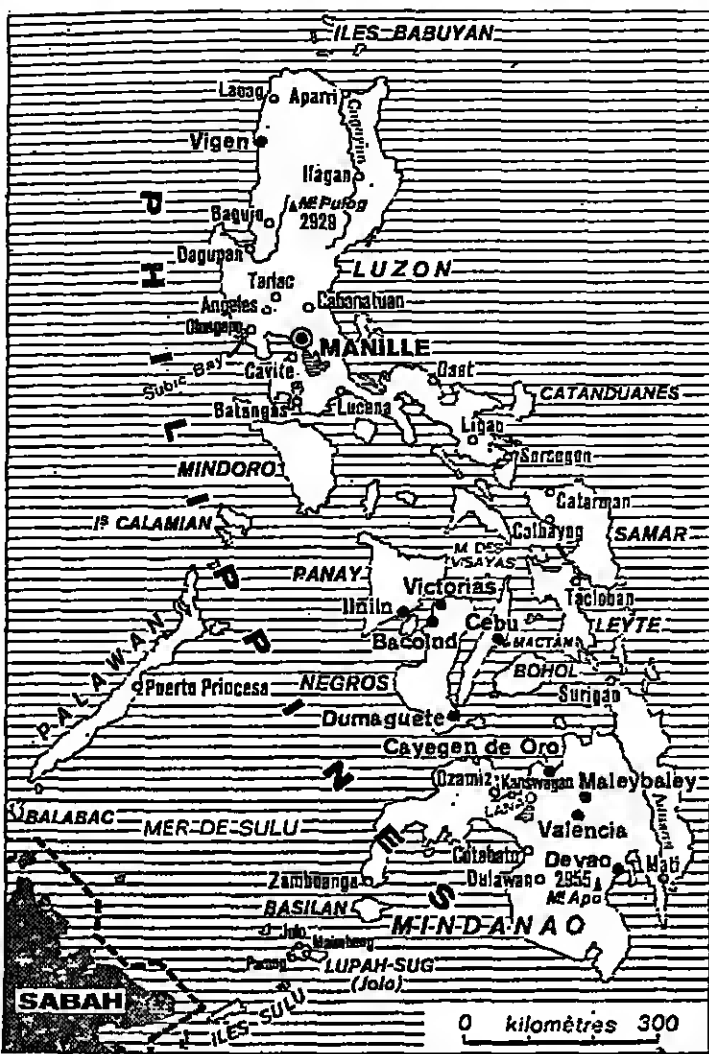
Il paraît en effet difficile que le M.N.L.F. fasse cause commune avec la N.P.A. sans s'allier les pays islamiques anti-communistes, comme notamment la Libye. Sur le terrain, en revanche,

les deux mouvements peuvent s'appuyer : la N.P.A., opérant essentiellement dans des régions chrétiennes, peut mobiliser contre elle une partie de l'armée, tandis que le M.N.L.F. agit dans les régions musulmanes. Le Front peut, d'autre part, fournir à la N.P.A. ce qui apparemment lui manque le plus : des armes.

Dans des émissions transmises par une radio clandestine, la Voix de la révolution malaisienne (sans doute en provenance de la Chine du Sud), la N.P.A. a fait plusieurs déclarations en faveur d'un front uni avec les musulmans. A Tokyo, d'autre part, un représentant du M.N.L.F. a récemment déclaré au quotidien Yomiuri que bientôt son mouvement porterait la guerre à Luzon, lieu jusqu'à présent de la N.P.A.

Cette conspiration des rebelles de tous bords contre le gouvernement central, qu'elle se concrétise ou non, donne en tout cas au président Marcos une excellente raison pour maintenir la loi martiale et ne pas organiser les élections générales qu'il ne cesse d'annoncer depuis le mois d'août. Mais son action violente contre le M.N.L.F. donne en même temps des arguments aux musulmans favorables à une reprise des combats à une grande échelle. Elle tend, d'autre part, à renforcer les allégations du M.N.L.F. selon lesquelles le gouvernement vise à exterminer les musulmans aux Philippines. Sur le terrain, en tout cas, personne apparemment ne croit plus aujourd'hui à la possibilité d'une solution négociée.

PHILIPPE PONS.

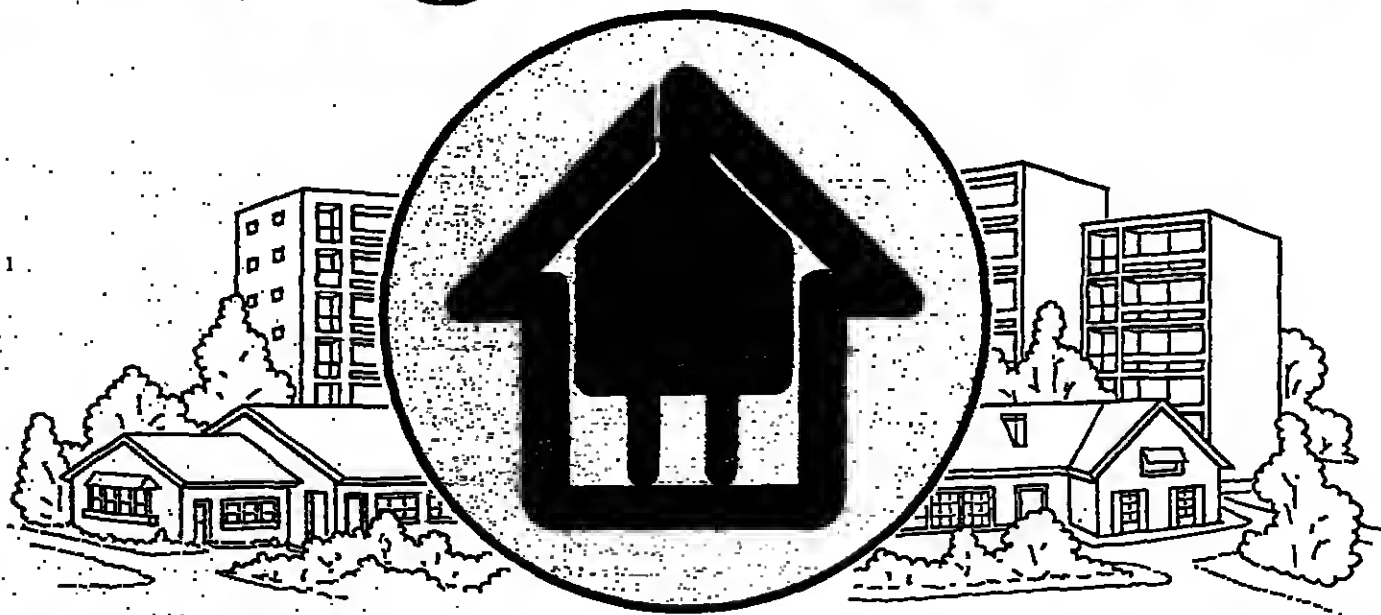


LE PEUPLE ALBANAIS
A SOUTENU ET IL
SOUTIENT LA JUSTE
CAUSE DES PEUPLES

Intervention de l'Albanie
à la 32ème session de
l'O.N.U.

Edition Norman Bethune
76 bd St-Michel Paris 6e
Prix : 1 F

Pour votre logement neuf exigez ce label.*



Il signifie qualité et sécurité de votre installation électrique.

(*) Label décerné par PROMOTELEC : association sans but lucratif groupant les constructeurs de matériels électriques, les installateurs et E.D.F.

Pour en savoir plus sur ce label, renvoyer ce bon à : PROMOTELEC, 52 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le rapporteur de la majorité demande à la commission de la défense de rejeter les crédits d'équipement militaire pour 1978

Député républicain de l'Anbe, chargé du rapport sur le projet de budget militaire pour 1978, M. Raoul Honnet a demandé, mercredi 26 octobre, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, de ne pas approuver les crédits d'équipement militaire et classique proposés par le ministre de la défense.

Pour expliquer sa demande de rejet des crédits d'équipement militaire pour 1978, le député de la majorité estime que le projet de budget de la marine nationale est « catastrophique » et il réclame que le gouvernement respecte son engagement de construire un sixième sous-marin lance-missiles à propulsion nucléaire.

« Il y a trop de discordance entre les déclarations et les actes », a expliqué M. Honnet. « Malgré les paroles du chef de l'Etat et du premier ministre sur la vocation de la France à être la grande puissance maritime de

l'Europe occidentale, il faut que nous sachions que la marine ne pourra plus exercer bientôt la totalité de ses missions anciennes et les missions nouvelles qui lui incombent. C'est un point sur lequel une discussion doit s'ouvrir lors du débat public », prévu pour le 9 novembre au Palais-Bourbon.

Le rapport de M. Honnet, qui est, depuis 1974, le suppléant de M. Paul Granet aujourd'hui secrétaire général adjoint de la défense nationale, et qui a remplacé comme rapporteur, M. Michel d'Aulher, nouvellement élu sénateur républicain de la Sarthe, est particulièrement sévère. Sa publication intervient après les critiques de trois députés R.P.R., MM. Josi Le Traoulec (Sarthe), Roger Crespin (Marne) et Michel de Bennetot (Finistère), lors de séances de travail précédentes de la commission de la défense à l'Assemblée. On attend, du reste, que la commission de la défense — elle continue ses travaux ce jeudi 27 octobre — approuve les conclusions de M. Honnet et rejette les crédits d'équipement militaire.

En 1978, il est prévu d'attribuer à la marine, pour son équipement, 5 944 millions de francs d'autorisations de programme et 5 312 millions de francs de crédits de paiement. Soit 17,3 % du total des autorisations de programme allouées au ministère de la défense (au lieu de 18,5 % en 1977) et 18,7 % du total des crédits de paiement (au lieu de 19,2 % en 1977). « C'est un très mauvais budget pour la marine », estime M. Honnet. Le pouvoir d'achat de la marine va encore diminuer en 1978. On ne prend pas assez conscience, à l'heure actuelle, de l'insuffisance de notre capacité de combat, qui diminue et continuera encore à décroître. »

INTER

Une mauvaise information

Le député de l'Anbe s'en prend à la mauvaise information donnée aux parlementaires par le ministère de la défense, et il constate les difficultés de vérifier et de contrôler les dépenses militaires. « Je pense que le Parlement ne suit pas suffisamment l'exécution des budgets, et c'est pour cela que nous ignorons trop souvent les modifications que le gouvernement réalise en cours d'exercice. » « Nous ne sommes pas au courant du budget de l'Etat, ajoute M. Honnet, n'a plus de signification, à moins que l'on ne triture, manipule, restreigne le budget de l'Etat et celui de la défense, exercice intellectuellement vain et dangereux. »

Après avoir souligné l'insuffisance des moyens de la marine pour surveiller la zone économique des 200 milles nautiques créée au début de l'année (le 22-24 octobre), le rapporteur regrette que l'accent n'ait pas été mis en 1978 sur la dissuasion, et il cite, précisément, le cas du sixième sous-marin lance-missiles à propulsion nucléaire, dont la mise en chantier a été annulée alors que l'arsenal de Cherbourg lui avait déjà consacré un million d'heures de travail sur les huit millions que représente la construction d'un sous-marin stratégique.

« Ceci est grave », a expliqué M. Honnet, si l'on veut que la force océanique stratégique puisse disposer toujours de deux sous-marins en permanence à la mer. Nous n'avons, les uns et les autres, accepté la loi d'objectifs (1) qu'à la condition que le système sous-marin soit au rendez-vous des 24 files missiles à têtes multiples, c'est-à-dire qu'il soit mis en service en 1985. Maintenant, l'objectif « ambitieux » est qu'il soit en service vers 1980-1985. Une discussion sur ce sujet s'impose, elle est capitale pour notre politique de défense. Il me semble que ne qu'il faut exiger, c'est tout simplement le respect des déclarations du ministre de la défense, le 16 juillet 1976, au journal Le Monde, selon lesquelles l'entrée en service du sixième sous-marin ne peut être dissociée de l'arrivée des nouvelles armes, car il y a une nécessaire cohérence à assurer dans le calendrier. »

Le rapporteur de la majorité considère, en conclusion, qu'une erreur a été commise avec l'arrêt de la construction de ce

(1) Il s'agit de la programmation militaire, approuvée par le Parlement, qui fixe les dépenses de 1977 à 1982. — (N.D.L.R.)

Costi de la manœuvre Demeter ? 70 000 F. — Selon le commandement de la 1^{re} région militaire à Paris, le montant de l'indemnisation des dommages, causés par les déplacements, est en plein champ » des troupes engagées en septembre dernier lors de la manœuvre Demeter en Eure-et-Loir est estimé à moins de 70 000 francs. Les véhicules qui ont participé à cet exercice ont parcouru 600 000 kilomètres en une semaine. A cette occasion, 80 % des dégâts causés ont pu être réparés ou indemnisés immédiatement, le service du contentieux de la 1^{re} région militaire ayant pris à sa charge les 20 % restants.

LE CERES SE PRONONCE POUR LE MAINTIEN DE LA FORCE DE DISSUASION STRATEGIQUE

Le Centre d'études de recherches et d'éducation sociales (CERES), la minorité du P.S., a présenté, mercredi 26 octobre, au bureau exécutif du P.S. un texte de réflexion sur la défense nationale où il insiste sur la nécessité d'assurer « une défense indépendante » pour la France en garantissant « l'autonomie de décision », notamment grâce au maintien d'une « force de dissuasion stratégique ».

Ce document, long d'une quinzaine de pages, a été remis dans la perspective de la Convention nationale que le parti doit réunir les 10 et 11 décembre prochain sur la défense.

Le CERES rappelle que l'accord intervenu au cours de l'actualisation du programme commun prévoit que la renonciation à la force de dissuasion reste un objectif mais, qu'en attendant, elle sera maintenue en état. Il ajoute que « la souci de l'écologie ou l'amour de la paix, qui appartiennent à tous les socialistes dignes de ce nom, ne doivent pas se laisser récupérer par l'ultraisme ».

Il ne fait, en effet, pas de doute pour les dirigeants du CERES que la menace principale pour un gouvernement de gauche est « atlantique » et, pour eux, il n'est pas possible de faire l'impasse sur la menace soviétique, elle est loin d'être la plus probable. Par contre, « l'arrivée de la gauche au pouvoir en France ne manquera pas d'être considérée, dans certains milieux occidentaux, comme un élément déstabilisant et la tentation sera grande de faire obstacle à l'expérience française ».

Pour lui, « en l'absence de désarmement général et contrôlé, la seule protection contre le risque de détenu l'usage nucléaire est de garantir la capacité de la France à conserver une force de dissuasion stratégique ».

Ce texte, s'il n'est pas adopté par le parti, sera présenté comme une motion à la convention de décembre ou sous forme d'amendements à un autre texte.

L'INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

Le gouvernement est prêt à accepter des amendements mais il s'en tiendra à l'enveloppe budgétaire prévue déclare M. Dominati

Présenté par le gouvernement comme « un acte de justice et de solidarité », le projet de loi d'indemnisation, qui a été approuvé mercredi 26 octobre par le conseil des ministres, sera inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale à la fin de la session budgétaire, vers le 20 novembre. Les représentants des rapatriés seront reçus auparavant par M. Raymond Barre.

Le texte présenté mercredi reconnaît pour la première fois de façon formelle le droit à l'indemnisation des rapatriés, alors que la loi de 1970, modifiée en 1974, n'avait institué qu'une « contribution nationale » à l'indemnisation. Il en résulte pour la collectivité nationale une charge supplémentaire de 30 millions de francs environ jusqu'en 1997, soit un budget annuel de 2,4 milliards de francs. Compte tenu des sommes déjà versées en vertu de la loi de 1970, l'indemnisation coûtera au total une quarantaine de milliards.

Recevant mercredi après-midi les dirigeants des principales associations pour leur présenter ce texte, M. Jacques Dominati a insisté sur l'importance de cet effort financier pour faire admettre à ses interlocuteurs que le gouvernement pouvait difficilement faire davantage sans risquer d'éveiller dans l'opinion publique des réactions négatives.

C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles, a notamment expliqué le secrétaire d'Etat, le projet de loi ne remet pas en cause les évaluations des dommages subis établies depuis 1970 et qu'il étale l'indemnisation sur vingt ans à partir d'aujourd'hui.

Les associations de rapatriés ne contestent pas que ce texte, s'il est correctement appliqué, devrait permettre à la grande majorité des « pieds-noirs » de percevoir à peu près les sommes correspondant à la valeur des patrimoines perdus. A Toulouse, mercredi, M. Jacques Vaysses-Tempé, président du Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord, a notamment déclaré : « Nous demandons à voir les modalités pratiques et surtout le décret d'application. Mais il est incontestable que ce texte marque un progrès par rapport à la loi du 15 juillet 1970. Cependant, ce qui est important, ce n'est pas tellement le montant plafonné de l'indemnisation, mais la façon

de calculer le montant de déposition subi outre-mer par nos compatriotes. »

Les associations — le Recours en particulier — n'en soulignent pas moins ses insuffisances dans l'espoir de voir le projet amélioré au cours du débat parlementaire. Elles regrettent notamment que le texte du gouvernement établisse une discrimination entre les personnes seules, indemnisables jusqu'à 500 000 F, et les personnes mariées indemnisables jusqu'à 1 million de francs. Elle souhaite que la discussion parlementaire aboutisse à une amélioration du projet de loi sur plusieurs points : le régime des preuves à fournir pour justifier l'indemnisation jugé trop restrictif par les intéressés, le cas des personnes morales, le problème des ventes effectuées à vil prix, etc.

En réponse à ces diverses réserves, M. Jacques Dominati a fait appel au « bon sens » des rapatriés. Il a notamment indiqué que le gouvernement n'exclut pas d'accepter certains amendements, « s'il s'agit en particulier d'améliorer une répartition moins équitable mais plus juste de l'indemnisation » et à condition de pouvoir s'en tenir à l'enveloppe budgétaire prévue.

Afin d'accélérer le règlement des dossiers, le cabinet de M. Dominati envisage une réorganisation de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.

LE P.S. : le gouvernement joue l'inflation contre les rapatriés

M. Jacques Riba, rapporteur spécial du parti socialiste, nous a déclaré mercredi soir : « Ce qui était à craindre s'est produit. Le plafond d'indemnisation passe seulement de 130 000 francs à 500 000 francs par personne et sans réactualisation à la date des pertes, alors que les indices de prix sont passés de 100 à 240 entre 1965 et 1977. Rien n'est prévu pour la révision des évaluations iniques ni de l'infatigable régime des personnes morales. Le paiement de l'indemnisation sera réalisé en bons non indexés, non négociables, à 6,5 % d'intérêt, alors que l'érosion monétaire a été de 11,7 % ces trois dernières années. L'Etat joue l'inflation contre les rapatriés. Les socialistes ne peuvent admettre d'en rester là. » — A. R.

A vingt minutes déjà, aux environs de chacun des aéroports suisses, vous trouverez de quoi compenser les Hors-d'œuvre riches sur voiture, le Consommé au sherry, les Trois filets mignons et le Château Smith Haut Lafitte «Cru classé exceptionnel des Graves», dont Swissair vous a rassasié.



Quel que soit le menu que l'on vous sert quand vous volez avec Swissair à destination de la Suisse (par exemple, venant d'Amérique du Nord en première classe), le fin du fin, en l'occurrence, c'est précisément que vous voliez tout en vous laissant choir, à destination de la Suisse.

En effet, à quelques minutes à peine des aéroports de Genève, Bâle-Mulhouse et Zurich, de simples auberges de campagne vous attendent, et la savoureuse viande séchée, la riche framboise d'Appenzel, l'authentique paysan, un vin provenant sans doute d'un coquelicot de la région. (Ainsi que bien d'autres

spécialités suisses qui contrastent très agréablement avec la Haute cuisine internationale.)

Swissair, d'ailleurs, sert régulièrement à ses passagers quelques-unes des plus remarquables spécialités de l'ancienne cuisine suisse. Petite consolation pour les voyageurs

qui font escale juste le temps qu'il faut sur les aéroports suisses, avant de poursuivre leur vol avec nous vers l'une de nos 85 destinations.



POLITIQUE

6,56 % des Français âgés de plus de dix-huit ans ne sont pas inscrits sur les listes électorales

En réponse à une question écrite de M. Gabriel Périot, député républicain de l'Alsace, le ministre de l'Intérieur indique, dans le *Journal officiel* (débat Assemblée nationale) du 21 octobre, que le nombre total des Français de naissance et naturalisés pour la métropole est estimé par l'INSEE, en 1977, à 49 197 000 dont 38 481 000 environ âgés de plus de dix-huit ans, parmi lesquels, à la date du 28 février 1977, 33 123 719 étaient inscrits sur les listes électorales. Au nombre de 2 328 281, les personnes âgées de plus de dix-huit ans qui ne sont pas inscrites sur les listes électorales représentent 6,56 % de l'ensemble des Français âgés de plus de dix-huit ans. Ce taux, souligne le ministre de l'Intérieur, « est très voisin de ceux estimés sous la IV^e République : des études de l'époque avaient en effet démontré que pour les Français de plus de vingt et un ans (qui étaient alors l'âge requis pour être électeur) non inscrits sur les listes électorales, les chiffres homologues étaient de 6,5 % pour 1954 et 6,7 % pour 1957 ».

Le ministre de l'Intérieur rappelle que si l'inscription sur les listes électorales est obligatoire, cette règle n'est pas assortie de sanction pénale, et indique qu'une possibilité existe « d'obtenir l'inscription d'un citoyen négligent : c'est la procédure prévue par l'article L-25 du code électoral, laquelle permet à tout électeur de la commune de réclamer devant le tribunal d'instance l'inscription ou la radiation d'un électeur omis ou indûment inscrit, sans intervention de ce dernier ». Pour le ministre de l'Intérieur, « si l'acte administratif de pénalisation du défaut d'inscription, alors que l'acte essentiel, c'est-à-dire la note, resterait facultatif », il ajoute :

« On doit reconnaître que la non-inscription d'un citoyen est dans la pratique sanctionnée par l'impossibilité pour l'intéressé de prendre part à un scrutin, même si le désir, et jusqu'à la prochaine réunion annuelle des listes électorales, ce résultat paraît convenablement adapté au manquement dont le citoyen s'est rendu coupable, et si en tout cas conforme à la tradition libérale de notre droit électoral. L'inscription sur les listes électorales a été facilitée puisque les citoyens ont désormais la faculté de déposer leur demande à toute époque, alors qu'ils ne le pouvaient auparavant qu'entre le 1^{er} septembre et le dernier jour ouvrable de décembre ».

LE « CONGÉ-ÉLECTIONS » POURRA ÊTRE PRIS PAR DEMI-JOURNÉES

M. Christian Beullac, ministre du travail, a précisé que le congé de dix jours à valoir sur le congé annuel, qu'un projet de loi adopté mercredi 26 octobre en conseil des ministres prévoit d'accorder aux salariés candidats à un mandat parlementaire pour mener leur campagne électorale, pourrait être fractionné en demi-journées, mais que le salarié devrait prévenir son employeur vingt-quatre heures à l'avance.

M. Beullac a souligné que cette disposition ainsi que celle assurant à tout salarié ayant plus d'un an d'ancienneté dans l'entreprise de pouvoir retrouver son emploi à l'expiration de son mandat, auront pour effet d'augmenter le nombre des salariés se présentant aux élections.

Établie d'après le code des catégories professionnelles de l'INSEE, et les déclarations des députés au lendemain des élections législatives de mars 1973 était la suivante : 59 industriels, présidents et administrateurs de sociétés et directeurs de journaux ; 45 médecins, dentistes ; 44 professeurs de l'enseignement secondaire et technique ; 37 avocats ; 33 agriculteurs ; 27 ouvriers (dont membres du P.C.F.) ; 25 instituteurs ; 19 administrateurs civils et divers ; 19 employés ; 19 classés dans d'autres catégories et sans profession déclarée ; 16 membres des grands corps de l'État ; 16 cadres administratifs (secteur public) ; 14 journalistes ; 14 membres du corps préfectoral ; 13 pharmaciens ; 13 cadres supérieurs et ingénieurs (secteur privé) ; 11 commerçants ; 11 professions libérales diverses ; 11 techniciens (secteur privé) ; 10 professeurs de l'enseignement supérieur ; 9 vétérinaires ; 7 ingénieurs de l'État ; 6 membres du corps diplomatique ; 3 artisans et 3 officiers.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LA SOCIÉTÉ COMPLEXE

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde de l'éducation

Numéro de novembre

L'ENFANT ET LA VILLE

Les enfants peuvent-ils vivre dans les villes d'aujourd'hui ? Peuvent-ils être heureux ? Un dossier rassemblé par « Le Monde de l'éducation », à l'occasion de la grande exposition sur « La Ville et l'Enfant », organisée à Strasbourg par le Centre de création industrielle.

LES PARENTS DANS LES CONSEILS SCOLAIRES

Le rôle des parents — en principe et dans la réalité — dans les conseils mis en place par la réforme Haby.

LA PRESSE À L'ÉCOLE

La presse et l'école : deux mondes opposés qui semblent se rapprocher. M. René Haby veut introduire l'apprentissage de la lecture critique des journaux dans les programmes. Les entreprises de presse s'organisent pour répondre à cette demande et faire des propositions.

Egalement au sommaire :

- Deux ans avec les étudiants de Minsk (U.R.S.S.).
- La vogue de l'environnement : dix-huit universités assurent des enseignements spécialisés dans ce domaine aux débouchés incertains.
- La formation permanente à la céproprété des immeubles. Les métiers de l'information. Que faire avec deux langues vivantes sans le baccalauréat ?

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Mensuel - Le numéro : 5 F.

Abonnement (11 numéros par an) : 50 F.

M. Chirac est allé encourager les espoirs du R.P.R. à Digne

De notre envoyé spécial

Digne. — Au cours de son voyage dans les Alpes-de-Haute-Provence et dans les Hautes-Alpes, mercredi 26 et jeudi 27 octobre, M. Chirac est venu encourager officiellement les décisions du R.P.R. en matière électorale.

Dans la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence, celle de Digne, M. Massot, député radical de gauche, élu pour la première fois en 1958, ne se représentera pas, laissant à son fils le soin de tenter de lui succéder. Le R.P.R. a décidé de présenter M. Rinaldi, maire de la seule ville chef-lieu de département qui, avec Quimper, a été conquise par le mouvement gaulliste sur l'opposition lors des élections municipales de 1977.

LES CANDIDATS DE LA MAJORITÉ SERONT INVESTIS OFFICIELLEMENT LE 4 NOVEMBRE

Les négociations des quatre formations de la majorité (R.P.R., P.R., C.D.S., C.N.I.P.) ont terminé l'examen des circonscriptions, au cours de leur quatrième réunion, mercredi 26 octobre, au siège du R.P.R. Les documents seront signés vendredi matin 4 novembre. M. Yves Guéna, député national du Mouvement gaulliste, a toutefois précisé, au cours d'une conférence de presse, que l'étude de certaines circonscriptions a été « réservée » : il s'agit de Paris, où « il ne devrait pas y avoir une primauté de la majorité » ; de DOM-TOM, pour lesquels « il est souhaitable qu'il y ait un maximum de candidatures uniques ».

D'autres circonscriptions ont été déclarées « équilibrées » : elles devront donc être revues. M. Guéna a ajouté : « Il y aura, en gros, deux tiers de primaires au sein de la majorité, et un tiers de candidatures uniques. Les documents que nous devons signer comporteront le nom des candidats uniques : ils ne pourront être modifiés que par une nouvelle négociation. En cas d'échec, les noms des candidats seront également précisés, mais chacun pourra changer son représentant à condition d'en avoir été préalablement avisé ».

M. Guéna a également affirmé qu'il pourrait y avoir un candidat R.P.R. dans la cinquième circonscription de l'Alsace (Château-Thierry), où M. André Rossi, ministre du Commerce extérieur, compte retrouver le siège occupé par sa suppléante Mme Allette Crépin. Enfin, le R.P.R. présentera un candidat contre M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle (Nancy-Nord, Pont-a-Mousson). Le président du parti radical est soutenu par le C.D.S. et par le P.R.

M. Paul Ribeyre, sénateur de l'Ardèche, ancien ministre, a été élu président du groupe sénatorial du Centre national des indépendants et paysans à Strasbourg, à Max Monichon, décédé au début du mois. Ce groupe de seize membres est issu de l'ex-groupe « paysan ».

Le Monde

Servies des abonnements : 1, rue des Italiens, 75207 PARIS, CEDEX 08

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 148 F 193 F 233 F 278 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 193 F 278 F 323 F 373 F

(par messagerie)

ÉTRANGER 1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 135 F 228 F 263 F 293 F

2. — TUNISIE 173 F 223 F 253 F 283 F

Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque ou mandat doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Chaque demande d'adresse doit être accompagnée d'un avis de livraison ou d'un avis de réception (à joindre à la demande) ou d'un avis de réception (à joindre à la demande) ou d'un avis de réception (à joindre à la demande).

Les abonnés qui paient par chèque ou mandat doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Chaque demande d'adresse doit être accompagnée d'un avis de livraison ou d'un avis de réception (à joindre à la demande) ou d'un avis de réception (à joindre à la demande) ou d'un avis de réception (à joindre à la demande).

MALAISE ENTRE LES MINISTRES RADICAUX ET M. SERVAN-SCHREIBER

Des tensions se sont à nouveau manifestées au cours de la réunion du bureau du parti radical, jeudi 26 octobre. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a été critiqué par plusieurs membres du bureau qui lui ont reproché les propos qu'il avait tenus à Rennes le 7 octobre.

Ce jour-là, le président du parti radical avait critiqué M. Raymond Barre, en particulier sur la manière dont il avait attaqué M. Mitterrand (*Le Monde* du 8-10 octobre).

M. Pierre Brousse, Étienne Dailly et Michel Duranton, notamment, ont regretté cette attitude qui gêne les membres radicaux du gouvernement, M. Rossi et Sidi.

Le secrétaire d'État aux DOM-TOM a d'ailleurs déclaré que le parti radical se situait clairement et ne soit pas « le parti de l'équilibre ». Il a proposé qu'une délégation de la formation se rende auprès du premier ministre afin de l'assurer du soutien des radicaux et de lui présenter des suggestions pour son programme.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'est finalement rallié à cette proposition, qui était soutenue par une large majorité du bureau. Il n'y a pas eu de vote, et la composition de la délégation n'a pas été fixée.

Le bureau du parti radical s'est d'ailleurs réuni pour discuter de quelle expression publique pourrait être donnée à la concertation entre formations non-gaullistes de la majorité : concertation qui se poursuivrait, mais de manière relativement discrète. Sur ce sujet, M. Servan-Schreiber n'a pas été contesté.

S.O.S. ENVIRONNEMENT SOUHAITE L'UNITÉ DES ÉCOLOGISTES

M. Jean-Claude Delorme, président du mouvement S.O.S. Environnement, a souligné, mercredi 26 octobre, au cours d'une conférence de presse, la constitution d'un Front uni des écologistes pour les élections législatives. Il a précisé les conditions que met son mouvement à la conclusion d'un accord avec les associations regroupées sous le nom *Écologie 78*, à savoir : élaboration d'une déclaration commune, sinon d'un programme commun, désignation de candidats communs, présentés sous le même label, et adoption d'une tactique commune.

Selon M. Delorme, cette tactique doit être la suivante : « Il faut que chaque candidat pour le label s'engage à ne se retirer que s'il n'est pas élu, à se maintenir tout au long du scrutin, à ne pas obtenir plus de 12,5 % des suffrages, et, s'il ne franchit pas ce seuil, à ne se désister sous aucun prétexte pour l'un ou l'autre camp ».

Après avoir indiqué que des négociations sont engagées, notamment avec M. Philippe Lebreton, l'un des porte-paroles d'*Écologie 78*, M. Delorme a souligné que le mouvement S.O.S. Environnement préconise en matière d'emploi : développement du travail à temps partiel, réduction des horaires de travail, droit au travail, notamment pour les handicapés physiques, instauration d'un salaire parental et garantie d'un revenu minimum pour tous.

LA C.F.D.T. ET LE M.R.G. VONT ÉCHANGER RÉGULIÈREMENT DES INFORMATIONS

Une délégation de la C.F.D.T., conduite par M. Edmond Maire, a rencontré, mercredi 26 octobre, trois heures durant, une délégation du Mouvement des radicaux de gauche conduite par M. Robert Fabre. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a redéveloppé l'analyse que son organisation fait de la crise de la gauche. Il a justifié le silence que la C.F.D.T. a observé sur les positions du M.R.G. par le fait que ce mouvement n'appartient pas au mouvement ouvrier, mais il a insisté sur l'intérêt de sa centrale pour les idées que peut défendre le M.R.G. Les deux organisations ont d'ailleurs décidé de mettre en place un groupe de travail chargé de favoriser l'échange d'informations.

Si un désaccord a été constaté en matière de hiérarchie des salaires, des convergences sont apparues dans la démarche des deux mouvements. La C.F.D.T., par exemple, a partagé le souci des radicaux de gauche d'associer les collectivités locales aux problèmes d'emploi et de licenciement dans les entreprises qui se situent sur leur territoire.

Les participants à la rencontre ont eu le sentiment d'une « coupure mutuelle ». A la sortie, M. Robert Fabre a qualifié l'entretien de « très intéressant, pas si monotone même ». M. Maire l'a jugé « positif ».

En bref...

- Le bureau politique du P.C.F. a publié mercredi 26 octobre une déclaration dans laquelle il note : « Chaque jour, des prises de position des dirigeants du P.C.F. se retrouvent sur des positions d'abandon du programme commun ».
- M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré, mardi 26 octobre, à Londres, devant l'Institut royal des affaires internationales : « Le P.C.F. se rendra compte, vers décembre ou janvier, que le prix politique à payer pour la rupture avec les socialistes est trop élevé pour lui. Il avait cru que les socialistes seraient incapables de résister aux conséquences de cette rupture. Nous avons mieux résisté que lui ».
- M. Michel Charzat, membre du bureau exécutif du parti socialiste (au titre du C.E.R.E.S.), conseiller de Paris, écrit dans le mensuel *Combat socialiste* : « Les socialistes se doivent, par leurs capacités d'explication et de proposition, de faire la démonstration écrite que le parti communiste français doit changer de logique sous peine d'encourir la responsabilité d'une des plus grandes déroutes du mouvement ouvrier français dont il risquerait de ne pas se relever ».

- M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C.F., répond dans *l'Humanité* du 21 octobre, à M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui, à l'Antenne 2, avait justifié le refus du P.S. de voter l'impôt sur le capital proposé par le P.C.F. (voir l'extrait de la Lettre de l'Unité dans *le Monde* du 21 octobre). M. Hermier, qui reproche à M. Defferre de « déformer la position » des communistes, conclut : « Décidément, le maître de Marseille qui a refusé l'union sur le plan de la ville est bien mal placé pour parler de morale politique ».
- M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, écrit dans le numéro du 23 octobre de *Démocratie moderne*, organe de son parti : « Il est vrai que les socialistes ont quel que peu oublié le programme commun qui précisait que les représentants français à l'Assemblée de la Communauté seraient désignés proportionnellement à leur importance dans le nouveau Parlement national. Ce compromis entre le parti socialiste et le parti communiste excluant l'élection directe du Parlement européen. (...) Il existe en France une majorité européenne ».

VAL-DE-MARNE. — Dans la cinquième circonscription (Créteil-Saint-Maur), dont le député sortant est M. Pierre Billotte (R.P.R.), les sections socialistes ont désigné Mme Bernadette Baudin, militante du C.E.R.E.S., qu'elle ont préférée à Mme Catherine Laumière, députée nationale du P.S. à la fonction publique.

Dans la quatrième circonscription (Aulnay-sous-Bois, La Courneuve, St. Maurice), M. Joseph Francou, député sortant, a été désigné à l'unanimité par les sections concernées du P.S.

(PUBLICITE)

pieds longs et LARGES

38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser (ou large) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

HYERES, c'est avant tout le soleil, la Méditerranée, les palmiers. Il fallait un habitat bien conçu pour jouir de ces trésors naturels.

les jardins du luxembourg

au centre ville, avenue Gambetta, dans un parc de 15 000 m², un ensemble d'habitat moderne... DU STUDIO AU 6 PIERRES

application stricte des dernières techniques thermiques et phoniques

prix moyen : 4.650 F. le m²

le chauffage solaire

EN FRANCE, ON EN PARLE. À HYERES, ON L'APPRÉHIE.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réserve à nos lecteurs résidant à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs : 5, rue des Italiens — 75207 PARIS CEDEX 08. Téléphone : 246-72-23

مكتبة الشامل

POLITIQUE

des élections législatives

Les militants communistes s'inquiètent d'un éventuel échec électoral de la gauche

La rupture de l'union de la gauche a provoqué la stupeur chez les militants et sympathisants de gauche, y compris dans la zone d'influence du parti communiste. Rompre pour quelques filiales n'était pas immédiatement perceptible, et c'est pourquoi la direction du P.C.F. s'est attachée à développer l'une de ses plus formidables campagnes de propagande.

Celle-ci est d'abord à usage interne. C'est une réflexion de bon sens qu'a faite M. Robert Faure mardi 25 octobre à France-Inter en déclarant : « Que le parti communiste puisse exprimer ses propres positions, cela est logique, mais qu'il y mette cette ampleur et qu'il fasse cet immense effort, cela prouve sans doute que, même au sein du parti communiste, il y a peut-être quelques réserves. »

Nul ne cache d'ailleurs, au sein de l'appareil du P.C.F., que des « interrogations » se font jour dans les rangs du parti.

« Interrogations », terme mal-aimé par les dirigeants du parti communiste, mais qui peut servir à désigner des réactions de réserve, voire de révolte. L'Humanité, pour sa part, prend désormais soin de publier des comptes rendus asseptés des réunions de cadres et de militants communistes. L'article, pourtant très réservé, qu'elle avait consacré à la réunion du 11 octobre des secrétaires fédéraux (le Monde du 13 octobre) avait laissé trop transparent, aux yeux de la direction du parti, les hésitations qui s'étaient exprimées.

C'est ainsi, par exemple, que le quotidien communiste n'a toujours pas publié la mise au point de M. Jean Elieinstein sur le projet de manifeste en faveur de l'union de la gauche (le Monde du 26 octobre). Peut-être est-ce parce que l'Union communiste ne rejette sur le P.S. que la responsabilité « principale » de la disunion de la gauche. Tel responsable socialiste affirme d'ail-

leurs que, à l'issue d'une de ses meetings, trois militants communistes ont ouvertement déchiré leur carte.

Ce fait est peut-être exact, mais il reste à savoir s'il est significatif. Le P.C.F. va fêter, le 10 novembre, ses six cent mille adhérents. Un résultat qui doit beaucoup au travail de M. Paul Laurent. Le député de Paris est convaincu du bien-fondé des thèses de l'idéologue marxiste italien Gramsci, et il rêve d'un P.C.F. atteignant le million d'adhérents. Il d'ailleurs éprouvé bien des difficultés à faire triompher cette thèse au sein du secteur « organisation » du P.C.F.

Le discours contre le P.S. est bien accueilli

Un P.C.F. de six cent mille adhérents, et à plus forte raison d'un million de membres, tend à changer de nature. La direction ne peut plus contrôler directement que l'appareil permanent et quelques dizaines de milliers de cadres. Le reste des adhérents sont, dans la pratique, plus ou moins livrés à eux-mêmes. Pour les convaincre du bien-fondé de la politique du parti, pour les mobiliser, on ne peut plus se contenter des recettes classiques du centralisme démocratique tel qu'il est pratiqué par le P.C.F. Cette évolution politique, qualitative, des hommes comme M. Paul Laurent la souhaitent.

Or il n'est pas aisé pour la direction du P.C.F. de rompre avec la conception « presse-bouton » du militantisme héritée des pratiques stalinienne. Mobiliser les militants, multiplier leurs tâches, c'est aussi une manière d'éviter qu'ils se posent trop de questions. Les dirigeants communistes ont tendance à croire au même automatisme des comportements électoraux. Fixer le cap, multiplier les actions de propagande doivent suffire pour atteindre l'objectif.

De fait, à l'heure actuelle, nous n'avons pas connaissance de gros

ses difficultés dans les rangs du P.C.F. Si M. Elieinstein, par exemple, a renoncé à signer le manifeste lancé par MM. Régis Debray et Nicole Poulantzas, c'est en grande partie parce qu'il a eu le sentiment de n'être pas suivi par les intellectuels communistes. Le discours hostile au P.S. est en effet bien accueilli par les militants du P.C.F. Et pas seulement, comme on pourrait le penser, parmi les plus anciens. C'est au contraire chez les jeunes que les dérapages les plus nets ont été constatés au point que la direction du P.C.F. doit freiner et insister sur le fait qu'il n'est pas question de remettre en cause le principe de l'union de la gauche, que la collaboration avec les socialistes est possible. Une partie des jeunes adhérents du P.C.F. ont en effet rejoint ses rangs depuis 1968, et certains d'entre eux ont même transité par le gauchisme. Renouer avec un discours plus « révolutionnaire » n'est pas pour leur déplaire.

A cette première touche s'ajoutent les militants les plus attentifs aux résultats électoraux. Ceux-là aussi pensent qu'une campagne contre le P.S. ne peut que favoriser un redressement du P.C.F. Ce sentiment est particulièrement développé dans les fédérations de l'ouest, où, il est vrai, la progression socialiste a été exceptionnellement spectaculaire.

Si, pour l'essentiel, les militants communistes acceptent de prendre en charge le discours critique de leur parti contre le P.S., il n'en existe pas moins parmi eux une sourde inquiétude. Elle se situe à un autre niveau : le succès de la gauche lors des futures élections législatives. Très peu nombreux sont ceux qui sont disposés à faire une croix sur cette victoire. Or, le mystère de la direction du parti est de ce point n'est pas de nature à les rassurer.

La véritable difficulté à laquelle se heurte M. Marchais, c'est qu'il ne peut déléguer l'initiative, peut-être d'ailleurs parce que lui-même ignore ce que son parti fera en janvier lors de la réunion de sa conférence nationale et, à plus

forte raison, lors du scrutin du mois de mars. La logique du réajustement politique de la gauche dans lequel se sont engagés les communistes implique qu'ils fassent éventuellement le sacrifice d'une victoire de la gauche en mars 1978. Cela, les dirigeants du P.C.F. ne peuvent le dire. Il en résulte que leur discours reste incomplet et que les militants le ressentent plus ou moins consciemment.

Sur cette question capitale, rien n'indique d'ailleurs que les dirigeants communistes aient arrêté leur attitude. Si l'on ne peut parler ni de luttes de tendances ni d'une division de la direction du P.C.F., il est vrai que des tensions diffuses s'exercent. Aucune voix ne s'est, par exemple, élevée les 5 et 6 octobre lors de la réunion du comité central pour contester l'orientation du parti. Mais la manière d'illustrer la ligne, le degré des critiques portées contre le P.S., variaient selon les intervenants.

Contre-attaques qui aujourd'hui, sur des critères électoralistes, se satisfont de la polémique avec le P.S. peuvent demain inquiéter d'une diminution du nombre des élus du parti.

THIERRY PFISTER.

CORRESPONDANCE

Pour de nouvelles formes de discussion au sein de l'Union des étudiants communistes

M. Jean-Michel Despeys, responsable de l'Union des étudiants communistes à Bordeaux, de septembre 1975 à juillet 1977, membre du comité exécutif de l'UEC dans cette ville, nous a adressé la lettre suivante :

A la suite du compte rendu de la conférence nationale que le Mouvement de la jeunesse communiste a consacré, ce week-end, aux problèmes de sa presse, compte rendu publié dans votre édition du 24 octobre, je tiens à préciser que l'ensemble des préoccupations, des réserves et des critiques que j'ai alors, longuement, formulées portaient sur le contenu du débat démocratique au sein de mon organisation. A cet effet, je mis tout particulièrement l'accent sur l'impossibilité de faire l'économie d'une réelle élaboration collective de nos tâches et sur le danger de ne pas évaluer objectivement, sans triomphalisme excessif, l'état actuel de notre presse. C'est ainsi que l'extrême la volonté, que partagent de nombreux jeunes communistes, de dégager, conformément à nos principes d'organisation, des formes nouvelles d'expression, de débat et de discussion permettant une meilleure prise en compte des opinions de chacun. Et ce, sans recourir pour autant à l'organisation de réunions ou à des cristallisations à l'unité et à la cohésion du mouvement. D'autant que, sans approfondissement de sa vie démocratique, il n'y aura pas de M.J.C.P. de vingt-deuxième congrès.

Il s'agit là d'une intervention engageant l'ensemble de la délégation de l'UEC-Bordeaux et la majorité des militants de cette ville.

Replant le débat sur la presse dans son cadre politique général, le fait amène à exprimer une mise en garde contre le danger d'interprétation sectaire de nos orientations et à souhaiter que la misère dont souffre la jeunesse de notre pays soit débattue avec sobriété, ce qui ne veut pas dire avec retenue.

Patrice Falguier, secrétaire de l'UEC, après s'être livré à une violente attaque personnelle, s'est efforcé de monter en épingle ses deux brèves remarques (l'une au plus quinze lignes sur une intervention de vingt-deux pages manuscrites), d'en faire état comme s'il s'agissait de divergences politiques. Cette démarche grossière lui permit, en l'occurrence, de faire diversion et de ne pas répondre à mon interrogation initiale, concernant, je le rappelle, l'exercice de la démocratie au sein du M.J.C.P. et les conditions, donc, de préparation de la conférence nationale.

Envoyé par la S.A.R.L. le Monde, Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie « le Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-11 1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

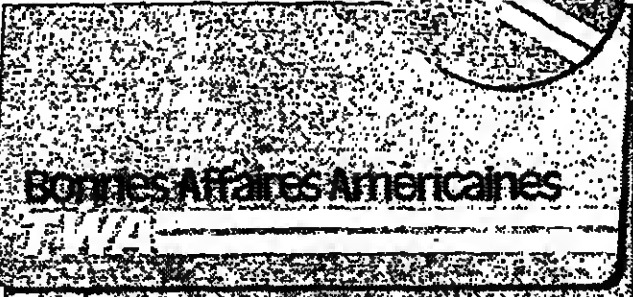
Nouveau. Les U.S.A. près de 50% moins cher!

Cet hiver, les hommes d'affaires comme les touristes se rendant aux U.S.A. peuvent faire d'importantes économies avec le nouveau forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA, qui comprend 7 nuits d'hôtel et l'aller-retour en classe économique sur des vols réguliers.

Départs quotidiens assurés. Il ne s'agit pas de chertés, mais des liaisons quotidiennes régulières assurées par les 747 TWA! Vous pouvez non seulement partir n'importe quel jour de la semaine, mais surtout avoir votre fauteuil réservé!

Tous les avantages des services réguliers. Avec le forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA, vous bénéficiez du même service que les passagers voyageant en classe économique à plein tarif : un siège spacieux et confortable, un choix de repas, un

Le forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA vous permet de bénéficier de tarifs tout aussi avantageux pratiquement pour n'importe quelle ville des Etats-Unis.



Un choix d'hôtels. Le prix du forfait "Bonnes Affaires Américaines" prévoit le logement en chambre double dans de confortables hôtels du centre-ville. Une chambre individuelle dans un hôtel de première catégorie, voire de luxe, peut être obtenue moyennant un supplément.

Des tarifs exceptionnels! comprenant l'hôtel et l'aller-retour en avion (vols réguliers). NEW YORK 2370 F seulement BOSTON 2340 F seulement WASHINGTON 2595 F seulement CHICAGO 3040 F seulement LOS ANGELES 3360 F seulement

Le forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA comprend l'aller-retour par avion en classe économique et 7 nuits d'hôtel pour un prix très inférieur à un simple aller-retour au tarif normal. Il s'agit d'un forfait spécial valable à partir du 1^{er} novembre, et à réserver au moins 15 jours avant le départ. Si vous prévoyez un voyage d'affaires ou d'agrément aux U.S.A. cet hiver, demandez à votre Agent de Voyages de vous renseigner sur le nouveau forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA.

Le forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA est un forfait basé sur un départ prévu de 5 perspectives minimum. Un accord international nous oblige à passer un voyage réglementaire en classe économique pour les distractions en vol et les besoins accoutumés.

Payez presque moitié prix pour votre prochaine visite aux U.S.A.

Le forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA comprend l'aller-retour par avion en classe économique et 7 nuits d'hôtel pour un prix très inférieur à un simple aller-retour au tarif normal. Il s'agit d'un forfait spécial valable à partir du 1^{er} novembre, et à réserver au moins 15 jours avant le départ. Si vous prévoyez un voyage d'affaires ou d'agrément aux U.S.A. cet hiver, demandez à votre Agent de Voyages de vous renseigner sur le nouveau forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA.

Le forfait "Bonnes Affaires Américaines" TWA est un forfait basé sur un départ prévu de 5 perspectives minimum. Un accord international nous oblige à passer un voyage réglementaire en classe économique pour les distractions en vol et les besoins accoutumés.

CHIRAC OU LA FRINGALE DU POUVOIR.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| Portrait en guise d'introduction | 9 |
| Le pouvoir, un dieu en trois personnes (Dassault, Pompidou, Juillet) | |
| 1. - "Mon petit Jacques" | 25 |
| 2. - "Jacques?" | 41 |
| 3. - "Cher Jacques" | 59 |

| | |
|--|-----|
| La Chiraquie | |
| 1. - "Du sang radical dans les veines" | 75 |
| 2. - Défaut d'étiquetage | 85 |
| 3. - Le serment de Solignac | 93 |
| 4. - "Serre-la-louche" | 99 |
| 5. - Etre sous le robinet | 109 |
| 6. - Un bureau de bienfaisance | 117 |
| 7. - A ma botte! | 123 |
| 8. - Une mentalité d'assistés | 127 |
| 9. - Vivre au pays | 135 |
| 10. - Les coquinerie | 143 |
| 11. - L'empereur du saucisson | 149 |

| | |
|------------------------------|-----|
| Le féal palatin | |
| 1. - L'homme au strapontin | 159 |
| 2. - "Jacquou-le-Croqueur" | 175 |
| 3. - La monarchie de Juillet | 241 |
| 4. - "Château-Chirac" | 265 |
| 5. - "Jacquou-le-Croquant" | 287 |

| | |
|---|-----|
| L'aventure d'une ambition, le chiraquisme | |
| 1. - Le cabinet de l'ombre | 333 |
| 2. - Les orphelins de l'Elysée | 357 |
| 3. - Monsieur le Premier ministre | 379 |
| 4. - "Chirac président!" | 399 |

| | |
|---|-----|
| En conclusion provisoire, l'homme du mépris | 415 |
|---|-----|



400 pages bien serrées de révélations.

ÉDITIONS ALAIN MOREAU

N°1 sur l'Atlantique



TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

POLITIQUE

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 26 octobre 1977, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'entre-deux-mers. Ce projet de loi, qui a été adopté par le conseil des ministres le 26 octobre 1977, a pour objet de faciliter l'accueil, la réinsertion de ces Français. Celle de 15 juillet 1970, modifiée par la loi du 27 décembre 1974, avait institué une contribution nationale partielle à l'indemnisation des biens dont ils avaient été spoliés. Le projet de loi adapte aujourd'hui l'indemnisation à la situation actuelle des rapatriés et met en œuvre la solidarité nationale pour compléter leur indemnisation.

Les rapatriés percevront la différence entre la valeur de leur patrimoine, dans la limite d'un plafond d'un million de francs par ménage, et la contribution à laquelle ils avaient droit en application de la loi du 15 juillet 1970.

Les personnes âgées de soixante-dix ans et plus au 1^{er} janvier 1978 recevront un titre prioritaire portant intérêt à 6,5 % l'an, exonéré d'impôt. Ces intérêts seront versés chaque année pour la partie non amortie du capital. L'amortissement sera en cinq annuités égales mais les intérêts auront la faculté, chaque année, de conserver le titre.

Les personnes de moins de soixante-dix ans au 1^{er} janvier 1978 recevront des certificats d'indemnisation qui porteront intérêt à 6,5 % par an exonérés d'impôt. À partir du 1^{er} janvier 1982, ces certificats seront amortis sur quinze ans en annuités constantes, en conservant la base de 6,5 % d'intérêt. Les personnes atteignant soixante-dix ans après le 1^{er} janvier 1978 pourront demander la transformation de leur certificat en titre prioritaire.

Les certificats et les titres prioritaires seront octroyés et les annuités pourront être adossées à une garantie de emprunts déjà contractés comme garantie de ressources futures et, en cas de décès, ils pourront servir au paiement des droits de mutation exigibles sur le complément d'indemnisation.

Concluant l'examen de ce texte, le président de la République a

décidé : « Le projet de loi d'indemnisation va porter à 40 milliards le montant des sommes qui seront versées à nos compatriotes rapatriés d'entre-deux-mers. C'est un effort de solidarité considérable qui va être ainsi décidé. Je souhaite que l'adoption de ce projet soit l'occasion d'assurer la réinsertion définitive des rapatriés au sein de la communauté nationale. »

Le projet de loi d'indemnisation des rapatriés comprend quatre articles. Il vise le montant maximum de l'indemnité qui pourra être accordée à 2 millions de francs par ménage pour les personnes mariées au moment de la déportation, quel que soit leur régime matrimonial, et à 500 000 francs par personne disposées dans les autres cas. Le montant d'indemnisation revenant à chacun des époux mariés sous le régime de communauté sera déterminé conformément aux dispositions de la loi de 1970. Si les époux sont mariés sous d'autres régimes, elle sera déterminée « séparément pour chacun d'eux dans la limite de 500 000 francs ». Cette limite pourra être relevée « pour l'époux dont le patrimoine est le plus important » après que le total des deux valeurs d'indemnisation puisse excéder 1 million de francs.

Le solde des prêts du capital des prêts et des intérêts non remboursés à la date de la liquidation du complément d'indemnisation sera, le cas échéant, déduit de celui-ci. Les dispositions de la loi du 15 juillet 1970 modifiée en 1974 qui ne sont pas contraires à ce nouveau texte restent applicables.

Les modalités d'application seront fixées par décret.

L'indemnité moyenne au titre de la loi de 1970 qui s'élevait à 60 000 F passera, au titre de la nouvelle loi, à 240 000 F.

(Lire page 9.)

LES SALAIRES ET LE MANDAT PARLEMENTAIRE

Le gouvernement a décidé de saisir le Parlement d'un projet de loi portant sur la rémunération des députés et des sénateurs. Ce projet de loi, qui a été adopté par le conseil des ministres le 26 octobre 1977, a pour objet de faciliter l'accès des salariés aux mandats parlementaires en vue de leur permettre une participation à la vie politique qui corresponde pleinement à leur place dans la nation.

Ce projet prévoit tout d'abord que les salariés du secteur privé et des entreprises publiques, candidats à un mandat parlementaire, bénéficieront d'autorisations d'absence dans la limite de dix jours, en vue de leur permettre de participer à la campagne électorale. La durée de ces absences sera imputée sur celle du congé annuel.

D'autre part, tout salarié ayant plus d'un an d'ancienneté dans l'entreprise, s'il est investi d'un mandat parlementaire, sera assuré de retrouver son emploi à l'expiration de son mandat. À cet effet, son contrat de travail, au lieu d'être résilié du fait de l'élection, sera, s'il en fait la demande, simplement suspendu. L'employeur ne pourra pourvoir à son remplacement qu'en souscrivant avec le candidat un engagement à durée déterminée. En cas de renouvellement du mandat, le salarié bénéficiera d'une priorité de recrutement dans l'entreprise.

Ce dispositif contribuera à corriger certaines inégalités de fait concernant l'accès des citoyens aux mandats parlementaires.

(Lire page 10.)

LA CONCERTATION DANS LES ENTREPRISES

Le ministre du travail a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises. En effet, les expériences concrètes déjà réalisées ont fait apparaître la nécessité d'apporter une réponse aux aspirations d'association plus étroite du personnel d'encadrement à la marche de l'entreprise. C'est pourquoi, ce projet, qui a été préparé en liaison étroite avec les organisations intéressées, prescrit aux entreprises de mettre en œuvre une médiation concertation entre la direction et le personnel d'encadrement.

Dans cet esprit, le personnel d'encadrement des entreprises occupant plus de cinq cents salariés au 1^{er} janvier 1978 sera associé à la recherche de nouvelles formes de gestion qui fasse une place plus large à l'information et à la consultation régulières, mais pour autant porter atteinte ni à l'autorité des chefs d'entreprise ni aux compétences des organes légaux de représentation des salariés.

Le chef d'entreprise en liaison avec les intéressés préparera un rapport sur les voies et moyens d'un développement d'une telle concertation. Ce rapport sera communiqué avant le 1^{er} janvier 1978 à chacun des membres du personnel d'encadrement.

Ces mesures, qui tiennent un cadre mais laissent aux partenaires économiques le soin de définir les méthodes et le contenu en les adaptant à la situation particulière de chaque entreprise, ont un caractère incitatif et expérimental.

Le gouvernement présentera au Parlement les leçons qu'il tirera de cette vaste expérience.

PRÉVENTION SANITAIRE

Le ministre de la santé a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de prévention sanitaire.

La nécessité d'une politique de prévention sanitaire est ressentie depuis fort longtemps, et de grande ampleur, elle est devenue une préoccupation de tous. Les progrès extraordinaires de la médecine de soins depuis trente ans ont fait passer au second plan, dans l'opinion publique, après la médecine réparatrice, la médecine préventive, qui est avant tout perçue comme une action collective, routinière, moins spécialisée.

La prévention est pourtant une forme d'action essentielle dans la lutte contre la maladie. Elle comporte des actions liées à l'environnement, notamment la lutte contre les pollutions, le bruit, la protection des denrées alimentaires et des eaux, ainsi que des actions plus spécifiques d'information et d'éducation du public en vue de modifier les comportements individuels. Les campagnes en cours ou en projet concernent le tabacisme, l'alimentation de la femme enceinte et du nourrisson, l'insertion des handicapés dans la cité, l'hygiène alimentaire, l'hygiène bucco-dentaire. En outre, des actions particulières seront prises très prochainement en matière d'alcoolisme et de prévention des accidents du travail.

La prévention individuelle comporte la surveillance et la protection des personnes contre certains risques et le dépistage de certaines affections. L'effort fait dans le domaine de la protection maternelle et infantile a permis d'obtenir un abaissement spectaculaire de la mortalité infantile. Le dépistage et le traitement précoce des handicaps, ainsi que la détection précoce du cancer comptent malheureusement parmi les objectifs prioritaires de la prévention.

C'est en fonction de ces nouveaux objectifs que le réseau des dispensaires anticancer sera réorganisé et les examens obligatoires, préventifs en particulier, modifiés.

Mme Vell a fait valoir que la prévention devrait s'attacher en priorité à suivre les individus qui sont les plus exposés à certains risques plutôt que de généraliser la pratique systématique et périodique des examens de santé, chers et peu efficaces.

Elle a proposé au conseil, qui l'a acceptée, la mise en place d'une commission interministérielle pour coordonner les activités médicales et médico-sociales de prévention individuelle menées en ordre dispersé par les ministères en faveur de certaines catégories particulières de la population.

Cette coordination sera particulièrement nécessaire en ce qui concerne la lutte contre l'alcoolisme, qui sera examinée prochainement.

M. BOURGES EN U.R.S.S.

Le ministre de la défense a rendu compte de la visite officielle qu'il a faite en Union soviétique du 29 au 31 octobre 1977, à l'invitation du ministre de la défense de l'Union soviétique et au cours de laquelle il a été reçu par M. L. L. Brejnev, secrétaire général du comité central du P.C.U.S., président du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Lors des entretiens qu'il a eus avec le ministre de la défense soviétique, M. Bourges a fait le point des relations mutuelles entre les forces des deux pays. Il a constaté que les contacts franco-soviétiques dans le domaine militaire contribuent à développer la tradition d'amitié et de compréhension entre les deux pays.

M. BARRE A BONN

Le premier ministre a rendu compte de la visite de travail qu'il a effectuée à Bonn, les 26 et 27 octobre.

En cours de cette visite, qui se situait au lendemain des élections fédérales, M. Barre a rencontré le chancelier fédéral, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur. M. Barre a exprimé au chancelier Schmidt et, à travers lui, au peuple allemand la solidarité et la sympathie du gouvernement et du peuple français. Les pertes que le terrorisme international fait, de propos délibéré, cours à la vie et aux libertés des citoyens, de même que son intention affichée de renverser nos régimes démocratiques, justifient une action internationale déterminée et efficace. Les gouvernements français et allemand sont décidés à la promouvoir vigoureusement.

En cours de ses entretiens, tant avec le chancelier fédéral qu'avec plusieurs membres de son gouvernement, le premier ministre a passé en revue divers problèmes internationaux, communautaires et bilatéraux.

Une grande importance a été attachée au renforcement, intervenant depuis l'arrivée de M. Barre, de la coordination des politiques économiques des deux pays. Tous les efforts seront faits, de part et d'autre, pour que soient mieux en œuvre, dans le respect des objectifs de lutte contre l'inflation, les mesures de soutien que la conjoncture peut demander.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'Intérieur :

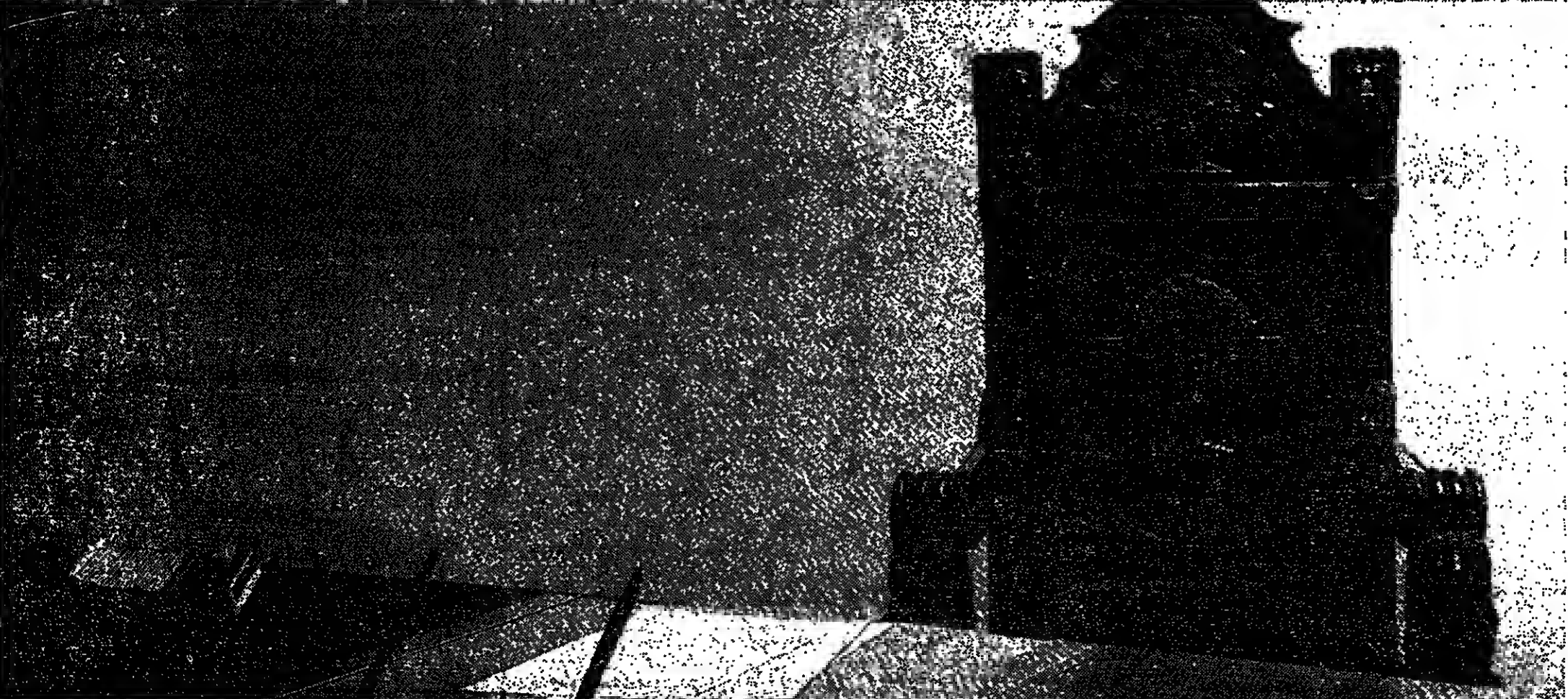
— M. Christian Orselli, préfet de Lot-et-Garonne, est mis à la disposition du ministre des Affaires étrangères.

(M. Christian Orselli est né en 1922 à Montpeller. Licencié en droit et ancien élève de l'École libre des sciences politiques, secrétaire général de la Haute-Normandie, sous-préfet de Combe, puis de Nogent-sur-Seine et de Fougères, M. Orselli, après différents secrariats ministériels de préfecture, devient en 1961 chef de cabinet de M. Pisani, ministre de l'Agriculture, et directeur en 1962. Préfet délégué pour le département de l'Essonne en 1966, il devient directeur du cabinet de M. Pisani, ministre de l'Équipement, en 1968. M. Orselli, après avoir retrouvé la préfecture de l'Essonne en 1967-1968, est nommé directeur général de l'Inedim sanitaire et sociale à la préfecture de Paris le 23 août 1968. Il est nommé préfet de la Martinique le 30 mai 1973 et préfet du Lot-et-Garonne le 22 octobre 1975.)

— M. Thierry Kaepfelin, administrateur civil, secrétaire général de la Gironde, est nommé préfet de Lot-et-Garonne.

(Né le 10 juin 1935 à Pau-Colombes (Hautes-Pyrénées), ancien élève de l'ENA (promotion Albert Camus), M. Kaepfelin a été sous-préfet de Montbéliard (1963), chargé de mission au cabinet du président de la République, le général de Gaulle (1964), administrateur civil au ministère de l'Intérieur, conseiller technique au cabinet du premier ministre, M. Chaban-Debas (1968).)

Le prochain conseil aura lieu le jeudi 3 novembre.



Pour rester un roi en affaires, accédez dès maintenant à l'informatique répartie.

En affaires, il est difficile de se maintenir en tête. Vous devez exiger pour cela un maximum d'efficacité de chaque collaborateur, à tous les niveaux. Et à tous les postes : bureaux, usines, et entrepôts. La solution : démocratiser votre puissance informatique. Nous vous proposons une manière simple et sans risque d'y parvenir.

Ne surchargez plus votre ordinateur central. Avec toutes les complications que cela entraîne.

Confiez votre prochaine application à un système Digital Equipment qui la traitera soit en autonome, soit

en liaison avec votre ordinateur. Ce sera votre premier pas vers l'informatique répartie. Etape après étape, vous décentraliserez la puissance là où le besoin existe. Juste ce qu'il faut, quand il le faut. Vous conserverez ainsi le contrôle complet des opérations. Les résultats ne tarderont pas. Notre idée a déjà porté ses fruits dans de nombreuses grandes entreprises européennes : banques, compagnies d'assurances, industries de transformation, réseaux de distribution, compagnies de transport. Partout où une plus grande efficacité

est recherchée. Informez-vous. Digital Equipment est le pionnier de l'informatique répartie, avec une gamme d'ordinateurs couvrant tous les besoins. Notre expérience est fondée sur plus de 90.000 installations à travers le monde. Pour recevoir notre documentation, veuillez adresser votre carte de visite à : Jean-Daniel BAIN, Digital Equipment France, 18 rue Saanen, 92250, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33, Bruxelles (02) 733 96 50, Genève (022) 93 33 11.

digital

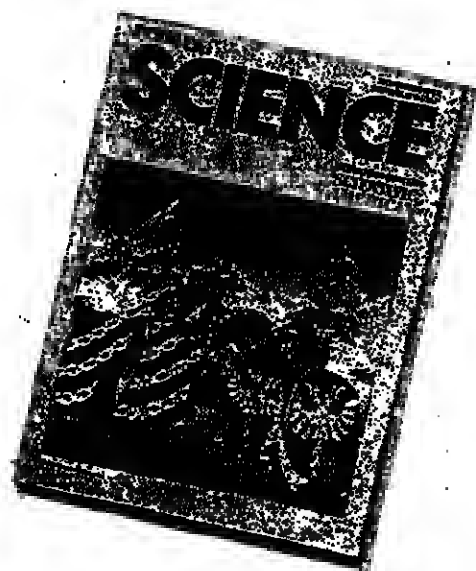
Digital Equipment Corporation

L'informatique répartie pour une gestion efficace.

AUJOURD'HUI
SCIENTIFIQUE
EN FRANCE

A tous ceux qui, dans leur domaine,
font progresser la science.
A tous ceux qui cherchent et qui trouvent.
A tous ceux qui veulent comprendre.
A tous ceux dont la profession
est l'innovation.
Autrement dit à tous ceux qui pourraient
l'écrire, Scientific American
présente son édition en français :
Pour la Science.

AUJOURD'HUI SCIENTIFIC AMERICAN EN FRANÇAIS



Pour la Science. 8, rue Férou 75006 Paris. Mensuel. Chez les marchands de journaux.

L'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



NEW YORK
1650 F*
CHICAGO
1745 F*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oublions pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

U.S. pratiqués sur le continent américain.

Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi des Forfaits à New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 1.890 (comprenant l'aller-retour Luxembourg/New York + séjour à l'hôtel Century Paramount).

De même, le toujours très populaire Tour Auto en toute liberté (lic. 345-A) x tarif excursion 14/45 jours...

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom
Adresse

ou Interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

POLITIQUE

La gauche et les femmes

Parti communiste : les droits nouveaux ne sont pas appliqués

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., a réuni une conférence de presse sur le thème : « La parole aux femmes, ou le changement ». Parlant du « grand débat » engagé par son parti, elle a souligné l'importance des rencontres qui, dans les semaines à venir, auront lieu avec les travailleuses appartenant à plus d'un millier d'entreprises. Dans la capitale, un meeting, présidé par M. Georges Marchais, réunira, le 3 décembre prochain, les femmes de la région parisienne.

Le nombre des femmes en chômage « dépassant les huit cent mille, la majorité des femmes salariées percevant moins de 2 000 francs par mois (...), la déqualification étant un phénomène important », Mme Vincent s'est appliquée à démontrer combien « le septennat de M. Giscard d'Estaing (était) d'ores et déjà marqué par une régression de la condition des femmes ».

Car, même « si, par leur action et celle des travailleurs, les femmes ont arraché quelques droits nouveaux, les conditions d'application de ces droits n'existent pas », comme le prouve la réduction des « crédits déjà fort insuffisants pour l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ».

Parti socialiste : les premières victimes de la crise économique

Mme Yvette Roody, secrétaire nationale à l'action féminine du P.S., a annoncé que son parti entendait ouvrir « un large débat » sur les problèmes des femmes : des brochures Femmes et socialisme seront distribuées, une convention nationale traitera, le 15 janvier prochain, des « factes des femmes », et une série de « dossiers » sera élaborée.

Le premier de ces dossiers porte sur le chômage des femmes. Comme l'a montré le rapport de la délégation à la condition féminine (le Monde du 4 octobre), un chômeur sur deux est une femme. Pour le parti socialiste, « les femmes paient la note de la crise, ce qui signifie d'une manière plus générale, que le chômage de la population est une manière de révélateur de la situation de la femme dans la société ».

Aux raisons conjoncturelles de ce non-emploi des femmes s'ajoutent des raisons structurelles : « Nous élevons nos filles à l'espérance de vie, dans l'idée qu'elles auront le choix de travailler ou

de ne pas le faire, tandis que nous élevons nos garçons dans une tout autre idée. Les femmes se préparent moins bien que les hommes à ce qui ne leur semble pas une nécessité. Elles ont le choix. Pas les hommes. Elles vont moins pour se qualifier, pour se syndiquer, pour se former et se recycler. »

Selon la secrétaire nationale du P.S., « le chômage des femmes, leurs conditions de travail, leurs salaires (76 % des salariées gagnent moins de 2 600 F), leur place dans la société, ne sont pas le fait d'un hasard, mais reflètent un certain ordre social et économique ».

Une « volonté réelle de changement » devrait s'exprimer par des « mesures pratiques » pendant toute la « période de transition » : les socialistes préconisent une politique de plein emploi, une diminution de la durée hebdomadaire du travail pour tous, une meilleure définition du rôle de l'Agence nationale pour l'emploi, l'adoption d'une loi visant à combler les lacunes de la loi de 1972 sur l'égalité des salaires et l'établissement de quotas prévoyant l'emploi d'un minimum de femmes dans les sociétés nationalisées.

Les « demandes majeures » de l'U.F.C.S...

Trois cents adhérentes de l'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) se sont réunies pendant deux jours, à la fin de la semaine dernière, pour réfléchir sur « la dimension politique » de leur vie. Mme Chantal Decroix, présidente démissionnaire de l'U.F.C.S., s'adressant aux différents partis « qui possèdent déjà ou ont vocation à prendre le pouvoir », les a blâmés de « ne se préoccuper des femmes que sous un angle électoraliste » et a formulé un certain nombre de « demandes majeures ».

les domaines et à tous les niveaux, soient créées, de façon notamment à faire davantage reconnaître le point de vue des femmes ».

Considérant qu'« en dépit des manifestes et du programme commun de la gauche rien n'était prévu pour améliorer de façon substantielle la sort des femmes », M^{me} Gisèle Halimi a précisé, lundi 25 octobre, que l'association Choisir, dont elle est la présidente, avait décidé de rédiger un « programme commun des femmes ».

Ce programme, « qui n'est en aucun cas le pendant du programme commun de la gauche », se présente sous la forme d'un livre, publié en janvier prochain, qui constituera une sorte d'« axe de discussion pour les femmes pendant la campagne », en même temps qu'« il barrera la route à la démagogie des uns et des autres ». Au nombre des revendications figurent la dénonciation de la clause de conscience prévue par la loi sur l'avortement, le remboursement intégral de l'avortement, une nouvelle définition du viol, qui visera à inclure « toutes les agressions sexuelles commises par un homme sur une femme », ainsi que le droit, pour les associations féministes, de se porter partie civile dans les procès.

U.F.C.S., 7, rue Béranger, 75003 Paris. Tél. : 273-17-28.
* Choisir, 30, rue Rambuteau, 75003 Paris. Tél. : 277-33-00.

Le mouvement Femmes-Avenir attire l'attention des élus-majors politiques « sur la nécessité absolue de présenter de nombreuses candidatures aux élections législatives ». Les femmes, dit ce mouvement, sont « à la fois surprises et choquées du très faible nombre de candidates retenues sur les listes d'ores et déjà

publiées ; elles s'interrogent sur les moyens qui seraient susceptibles de faire sauter les blocages qui s'exercent à leur encontre au niveau de la plupart des états-majors politiques ».

* Femmes-Avenir, 43, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. 285-43-41.

VIENT DE PARAÎTRE

Les Impôts en France

77-78

590 pages - Franco 83 F

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE
15, rue Viète, Paris 17^e

Sur, anonyme

LE DIAMANT

Valeur-Refuge

La presse reconnaît la compétitivité de nos prix.

Venez vous en assurer.

Sur rendez-vous

international diamond investment

France

90, avenue des Champs-Élysées 75008 PARIS

Tél. : 359.10.07

NOM :

Adresse :

Tél. :

Sciences Po.

- Préparation «Parallèle»
- Préparation «Plein Temps»

IPEC

45, bd Saint-Michel
633.61.23 / 033.45.87

Enseignement Supérieur Privé

La mesure personnalisée

Burton of London :

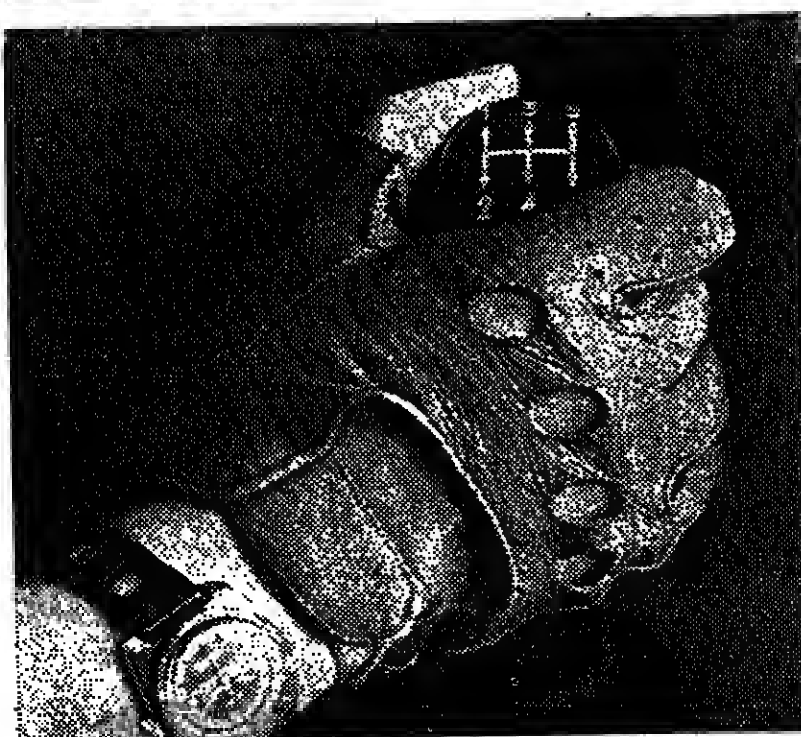
le choix de la coupe

La coupe d'un costume ne s'improvise pas. Burton of London vous offre la triple garantie du métier, du sérieux et de la passion du travail bien fait. La personnalisation d'un costume Burton of London vous distingue aisément des autres. Burton of London, une véritable «griffe», sans le prix que l'on vous en demanderait ailleurs.

Burton of London

Lectier - Montparnasse - Passy - Puteaux
Rivoli - Belle Épine - Créteil - Paris II
Volzy II - Roissy II

Alfasud: 5 atouts maîtres en main.



7 CV 63 cv DIN, 1186 cc, 4 cylindres à plat opposés

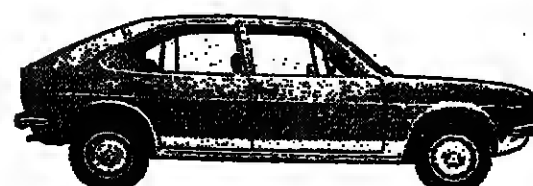
5 VITESSES traction avant, 4 freins à disques assistés, double circuit

5 PLACES coffre de 400 litres volant et sièges réglables,

6,6 L à 90 KM/H 9,0 l à 120 km/h, 10,3 l en essai-type urbain (consommation conventionnelle)

ALFASUD L: 27470 F

ou à partir de 370 F/mois (sous réserve d'acceptation du dossier).
Alfasud N (4 vitesses): 24.470 F - Tarif dès en main de 15.09.77



Alfa Romeo

un signe extérieur de sagesse

© crédit universel - NOUVEAU : depuis le 110.77, garantie totale 1 an (pièces & main-d'œuvre - Kilométrage illimité).



27470 F

Le Monde

Société

ENTRE 1974 ET 1976

Le nombre des toxicomanes incarcérés a progressé de 50 %

Ce n'est qu'à la fin du mois de décembre que Mme Monique Pelletier remettra au président de la République le rapport que celui-ci lui a demandé, sur le problème de la toxicomanie. D'après les déclarations les plus récentes de Mme Pelletier, il ne faut pas attendre des propositions révolutionnaires ni même audacieuses. Dans un entretien au «*Matin*» du 25 octobre (le Monde du 26 octobre), elle a clairement indiqué qu'elle était «*contre*

toute libéralisation», estimant que «*le H n'apporte aucun progrès à la société*». Sur les peines d'emprisonnement frappant les toxicomanes, Mme Pelletier n'est pas moins nette : «*La prison représente un appel à la réalité pour les héroïnomanes. Mais les peines de prison ne doivent pas être longues. Il faut que ceux qui utilisent des drogues sachent qu'ils sont passibles d'une sanction sociale*».

Les rappels à la réalité ne sont, en effet, jamais inutiles : en 1974, huit cent trois personnes, des jeunes dans leur majorité, ont été emprisonnées pour faits de toxicomanie ou pour des délits liés à cette toxicomanie. En 1976, le nombre des incarcérés a progressé de 50 % : près de mille deux cents toxicomanes sont passés cette année-là dans les prisons françaises.

Il serait réconfortant de croire que la prison est la meilleure arme contre le développement de la toxicomanie. Malheureusement, c'est une illusion. Chargée d'étudier ce dossier humain très complexe, Mme Pelletier n'aura pas manqué de prendre connaissance du rapport rédigé en juillet 1976 par un jeune psychiatre spécialisé, le docteur Francis Curlet, assistant au centre médical Marmitan et à la prison de Fleury-Mérogis. Cette étude, qui lui avait été demandée par la chancellerie quand M. Jean Lecanuet était encore garde des sceaux, n'avait pas été rendue publique jusqu'à la réunion d'experts internationaux qui a eu lieu la semaine dernière à Lisbonne sur l'initiative du Conseil international sur l'alcoolisme et la toxicomanie.

Dans une intervention qui a marqué cette réunion, le docteur Curlet a d'abord indiqué qu'il fallait toujours distinguer les «*petits toxicomanes*», dont «*la grande majorité est indemne de toute pathologie*», et les «*jeunes piluleux*», «*drogués*», «*diters durs*» (opiacés et médicaments dérivés de leur usage). Le docteur Curlet a calculé que, sur deux cent cinquante-huit toxicomanes de Fleury-Mérogis, 40 % pouvaient être considérés comme des junkies. C'est chez ces derniers que le risque de suicide est le plus grand : 75 % des toxicomanes suicidants «*étaient des junkies*».

Quel bénéfice ?

Lorsque Mme Pelletier se déclare opposée à toute libéralisation, elle devrait tenir compte de cette distinction. Si l'on en croit, en effet, le docteur Curlet, une modification de la loi de 1970 est souhaitée par la plupart des spécialistes, qui croient inutile de

mobiliser des juges et des médecins pour ces petits toxicomanes qui ne deviendront pas tous de grands toxicomanes, même si la prison peut les y aider. «*Quel bénéfice*», a déclaré le docteur Curlet, «*peut retirer d'un séjour en milieu carcéral un adolescent qui jure du hashisch et en resserre parfois pour se donner l'air d'un adulte ? Il ne peut qu'en ressortir certifié dans son exclusion par l'emprisonnement, alié, renouveau, prêt à toutes les récidives et à toutes les escalades*».

La prison, dit-on parfois, favorise la désintoxication. C'est incontestable, si on se place au seul point de vue du sevrage physique, mais, pour la désintoxication psychologique, plusieurs conditions doivent être réunies : réel désir de cure, durée, accord d'un thérapeute, établissement d'une «*relation*» riche et affective à l'inverse de la neutralité bienveillante traditionnelle. Selon le docteur Curlet, «*en milieu pénitentiaire, dans la majorité des cas, une méprise fâcheuse s'est installée, qui assimile la cure de sevrage et cure de désintoxication*», ce qui conduit à des échecs fréquents et à des récidives qui «*dévoient les magistrats et les incitent à plus de fermeté*». La nécessité d'une coopération entre médecins et magistrats, ainsi que celle de structures «*post-pénitencières*», a été fortement soulignée par le docteur Curlet.

Comme un pis-aller

Faut-il, sous prétexte qu'ils sont toxicomanes, éviter la prison à certains délinquants ? Le docteur Curlet, qui n'est pas suspect d'être un partisan de la répression, ne le pense pas, car il faut sanctionner «*le trafic ou le vol*» qui accompagnent dans la plupart des cas une toxicomanie. On a calculé qu'en 1976 un héroïnomanes devait disposer de 20 000 francs par mois pour se procurer sa drogue. Toutefois, selon le docteur Curlet, «*des comportements délictueux n'existent que corrélativement à la maladie et disparaissent totalement avec sa guérison*».

La prison de longue durée pourrait-elle être une solution sur le plan thérapeutique ? Le docteur Curlet n'y croit pas :

«*L'incarcération ne peut apporter qu'une résolution très provisoire et ne devrait jamais être conçue comme un pis-aller en l'absence de mesures thérapeutiques adaptées*».

C'est afin d'éviter l'incarcération au profit d'une «*thérapie*» dans certains cas, et dans d'autres d'«*aménager le séjour en milieu carcéral de façon à disposer du plus rapidement possible d'un relais thérapeutique adapté*», que le docteur Curlet formule des propositions précises : création sur l'ensemble du territoire de «*structures spécialisées*» pour l'accueil et le traitement post-pénal, information systématique des magistrats dans les régions (cette mesure a reçu un début d'application la semaine dernière à Bordeaux) ; et formation des futurs magistrats.

«*Décriminaliser*»

Il propose aussi de modifier la loi actuelle sur cinq points : «*décriminaliser l'usage du cannabis sans toutes les formes de malice*», «*faire précéder la notion de malice sur la notion de délinquance*», «*concevoir les réchutes comme partie intégrante d'une évolution morbide*», «*supprimer les amendes douanaires et les frais de justice*», «*définir précisément la cure de désintoxication, ses indications, ses modalités et ses limites*». Aucune des mesures proposées par le docteur Curlet n'est isolément nouvelle, de sens, estime-t-il. Il s'agit de procéder tout à la fois à des modifications et à des créations législatives et de mentalités.

Au congrès de Lisbonne, le docteur Curlet a conclu en recommandant le suicide d'un jeune toxicomanes emprisonné et a terminé ainsi son intervention : «*Ne laissez jamais les gens vous vanter les merites thérapeutiques de l'incarcération*». C'est juste. La prison tue, la prison détruit, la prison rend fou et si les psychoses hystériques relèvent de la préhistoire, les psychoses déliantes sont une réalité quotidienne. Alors, même si je suis conscient qu'une société sans prison serait une utopie, je ne pourrais jamais concevoir l'incarcération des toxicomanes que comme un mal nécessaire.

(1) D'ici à la fin de l'année, plusieurs réunions d'information sont prévues sur le thème de la toxicomanie auxquelles participeront tous les directeurs de prison de France.

M. DIJOND INAUGURE LES «*ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JEUNESSE*»

M. Paul Dijond, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, a inauguré, jeudi 27 octobre, les États généraux de la jeunesse. Jusqu'à la fin du mois de décembre, les organisations de jeunes, mais aussi ceux qui n'en sont pas membres vont être consultés sur les cinquante-huit directions de recherche présentées par M. Dijond, le 20 septembre (le Monde du 21 septembre). Les remarques serviront à mettre définitivement au point un plan d'action qui sera présenté au conseil des ministres avant la fin de l'année.

L'organisation de cette consultation est confiée aux directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports. Elle a déjà commencé dans certains départements sous forme de réunions et de forums. Des «*S.V.P.*» téléphoniques sont aussi prévus ainsi que l'envoi de questionnaires. M. Dijond, qui souhaite que les jeunes participent en grand nombre à ces États généraux, a demandé à la presse locale et nationale d'y faire largement écho.

Dans un communiqué, le Syndicat national des inspecteurs départementaux de la jeunesse, des sports et des loisirs (affilié à la Fédération de l'éducation nationale) se félicite de cette initiative qui «*vis à définir, enfin, une politique cohérente*». Ses adhérents s'inquiètent cependant «*des moyens qui leur seront donnés pour conduire cette action*».

«*Regards sur l'adolescence*», tel est le thème des prochaines conférences organisées par l'École des parents et des éducateurs. Elles se dérouleront en quatre séances : le 15 novembre, «*Jeunes et adultes*» ; deux discours parallèles sur l'adolescence ; le 23 novembre, «*L'adolescence en rupture*» ; le 30 novembre, «*L'adolescence au cœur des*

«*Informatique et Société*»

L'ORDINATEUR AU SERVICE DU POUVOIR ET DES CONTRE-POUVOIRS

L'Association des libertés a tenu, mercredi 26 octobre, au Sénat, sous la présidence de son fondateur, M. Henri Gallavet, sénateur du Lot-et-Garonne (gauche démocratique), un «*forum*» sur le thème : «*Informatique et société*». Animé par le secrétaire général de l'Association, M. Denis Pouillard, de nombreuses personnalités ont participé à ce débat qui suivait celui engagé à l'Assemblée nationale pour la discussion du projet de loi «*Informatique et liberté*» (voir le Monde des 6 et 7 octobre). De l'intervention de des experts en informatiques, notamment MM. André Danzin, directeur de l'Institut de recherche d'information et d'automatisation, Bruno Lussato, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, Alain Talb, chargé de la mission «*informatisation de la société*» à la mission de l'industrie, on retiendra qu'il faut s'attendre à un développement «*explosif*» de l'informatique dans notre société ; développement conduit à une «*informatisation de masse*» et à une concentration du pouvoir. Il peut donc être utilisé contre les libertés. Mais, estime notamment M. Danzin, il peut aussi favoriser les «*contre-pouvoirs*». L'informatique deviendrait ainsi «*instrument de liberté*».

L'introduction de l'informatique dans notre culture nous oblige en tout cas, ont souligné plusieurs orateurs, à une «*réflexion en profondeur*» à une remise en question qui devraient être bénéfiques. Pour M. Bernard Tricot, conseiller d'État et président de la commission «*Informatique et libertés*», elle peut être «*une occasion extraordinaire de repenser les structures et les méthodes, un élément de renouveau*». Si l'informatique «*renforce les pouvoirs et aide à la décision*», elle peut aussi contribuer à la diffusion du pouvoir, à la diffusion de l'accès à l'information a été traité par Mme Françoise Gallavet-Gentys, conseillère d'État et par M. Herbert Maisel, professeur de droit à l'université d'Orléans. Ce problème du droit d'accès à l'information est posé à propos du Parlement et sur le plan des libertés individuelles.

Philippe, collaborateur de notre journal, a exprimé à cet égard plusieurs critiques visant le projet de loi en discussion devant les assemblées. Notamment le problème des fichiers automatisés et celui des fichiers manuels ont été évoqués. Le débat a montré que le développement de l'informatique agissait d'abord comme un «*écran*». Ce qui demeure finalement en question, c'est le problème de la diffusion de l'information (et du secret) dans la société — A. G.

TROIS GROUPES DE JEUNES LAURÉATS DU CONCOURS «*VACANCES-CASSETTES*»

Les enfants et les adolescents sont souvent passés devant l'audio-visuel, qu'il s'agisse de la télévision, du tourne-disque ou du magnétophone. Pour leur offrir une occasion de s'exprimer contre cette tendance à l'indifférence, le Centre de loisirs U.F.C.V. de Lille, en association avec F.R. 3, la Fondation de France et l'Association française pour le développement de l'enregistrement, ont organisé pendant l'été un jeu-concours sur le thème : «*Ce pays qui nous entoure*».

Il s'agissait pour les jeunes de six à dix-sept ans, en séjour dans un centre de vacances affilié à l'U.F.C.V., d'enregistrer en groupe un enregistrement de quinze minutes susceptible d'être diffusé sur les ondes de F.R. 3.

La remise des prix du concours a eu lieu le 26 octobre à Paris, dans les locaux de F.R. 3. En voici le palmarès : prix Reportage (catégorie 12-17 ans) aux jeunes du Centre de loisirs U.F.C.V. de Lille, pour une cassette intitulée «*La découverte de Lescapier*» ; prix Reportage (catégorie 6-11 ans) au groupe Joyeuses Vacances de Wambrechies (Nord) ; prix Histoire inventée (catégorie 12-17 ans) à la compagnie Notre-Dame de Foz (Deux-Sèvres) pour une cassette intitulée «*Le moulin de Moutieron*».

* U.F.C.V., 31, rue du Théâtre, 75015 Paris, tél. 338-99-07.

éditions Buchet/chastel romans

CLAIRE GALLOIS
Une fille cousue de fil blanc
Jérémie la nuit.

ROGER VAILLAND
Drôle de jeu
325.000 Francs
Une jeune homme seul. RÉÉDITION 1977

CLAUDE AVELINE
Hoffmann Canada

BERNARD DA COSTA
L'opéra de Mme Gabier

JEAN-CLAUDE SORDELLI
Renaissance

CHAIM POTOK
Je m'appelle Asher Lev
Au commencement.

HENRY MILLER
Sextus - Plexus - Nexus
Big sur
Aller-Retour New York
J'ai pas plus con qu'un autre

MALCOLM LOWRY
Au dessous du volcan.

essais

JEAN BERNARD
(de l'Académie Française)
Grandeur et tentations
de la médecine
L'homme changé
par l'homme
Survivance

EDMOND BUCHET
L'homme créateur
Renaissances
et révolutions

ALAIN DANIELOU
Le polythéisme hindou
Les quatre sens de la vie
Le temple hindou
Trois pièces
de théâtre de Harsha

C. G. JUNG
Les racines de la conscience
Psychologie et alchimie
L'âme et la vie
Problème de l'âme moderne

ABBA EBAN
Mon peuple
Mon pays

KRISHNAMURTI
Commentaires sur la vie
(3 TOMES)

SRI AUROBINDO
La synthèse des yoga
(3 TOMES)
Le cycle humain
L'idéal de l'unité humaine

EDWARD HEATH
A la barre
(La voie spirituelle de ma vie)

collection «*MUSIQUE*»

Dirigée par Edmond Buchet

BERNARD GAVOTY
(de l'Institut)
Reynaldo Hahn
Alfred Cortot
YEHUDI MENUHIN
L'art de jouer du violon

EDMOND BUCHET
Nouvelle connaissance
de la musique
PAUL et EVA
BADURA-SKODA
L'art de jouer Mozart au piano

ARNOLD SCHOENBERG
Le style et l'idée

collection «*DEUX MILLIARDS DE CROYANTS*»

Dirigée par Georges Richard-Molard

Le protestantisme. Hier, Demain
Le catholicisme. Hier, Demain
Croyants hors frontières. Hier, Demain
Le judaïsme. Hier, Demain
L'islam. Hier, Demain (A PARAITRE)

best-sellers récents

DOCTEUR ATKINS
La révolution diététique.
Ma cuisine diététique.

GAYLORD HAUSER
Mes nouveaux secrets.

DOCTEUR MICHEL MEIGNANT
LE LIVRE ROUGE DE LA SEXOLOGIE HUMANISTE
Je t'aime.
L'amour thérapeutique.

BERNARD GAVOTY
(de l'Institut)
Alfred Cortot

GERARD BUSQUET
et CHRISTIAN DELACAMPAGNE
Ladakh

A retourner aux Éditions BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 PARIS.
M. : Profession :
Adresse :
Souhaitez recevoir gratuitement le catalogue
des Éditions BUCHET/CHASTEL.

REGARDS

Les obsèques de deux gitans

Ils ont jeté quelques pétales de dahlias blancs sur les cercueils de chêne, étouffé leurs derniers sanglots et sont repartis vers les quatre coins de l'Europe sur les routes, leur livra, qu'on dit. Certains étaient accueillis à l'entrée des villages par des drapeaux tricolores, le 11 octobre, de M. Noël Demestre, plus connu sous le nom de «*Coty*», et de son fils Olivier, âgé de quinze ans, deux gitans dont le famille s'installait près du stade de la ville.

Ils avaient participé, activement aux recherches et avaient, après le 21 octobre, que leurs «*trous*» avaient été lus, à coups de fusil de chasse par un exploitant agricole de Oxyter-Saint-Oblas, M. Henri Montellier, trente-huit ans, et leurs corps entassés à coups de tracto-pelle sous plusieurs mètres cubes de terre (1).

Mardi 25 octobre, pour les obsèques, à la Primatiale Saint-Maurice, à Vienne, d'autres familles les ont rejointes afin de témoigner leur solidarité et manifester leur réprobation. Ils venaient de France, bien sûr, mais aussi d'Allemagne, d'Italie, de Belgique et même de Suède. Pas aussi nombreux que certains l'avaient imaginé, ils étaient néanmoins plusieurs centaines. En majorité des roms — ethnies à laquelle appartenaient les défunts — mais aussi des yénish, des sints, des nomades, dont les Demestre s'étaient fait des amis au cours de leur migration permanente.

Trois sumériens des gitans, les Pères Bernabé, de Paris ; Touchon, de Grénoble, et Irénée, de Lyon, ont concédé l'office, essayant de redonner à cette grande famille des voyageurs un peu d'espoir de la délivrance de l'angoisse et de la peur, et d'effacer les «*mauvaises idées*»

qui pourraient «*monter dans leurs têtes*». Il y avait de la douleur chez ces femmes aux traditionnelles robes longues baroques et aux cheveux retenus par de grosses barrettes ; il y avait de la fémulation chez ces hommes pourtant habitués aux coups durs, à l'insécurité, au travail dur, de leurs mains d'artisan, leur loutre mou ; il y avait sans doute au fond de tous, du la révolte.

Pourtant, quand, au cimetière, un vieux gitan a réclamé la mort du criminel, peu, très peu, se sont associés à cet appel à la vengeance. «*C'est à la justice de sanctionner le coupable*», nous ont dit plusieurs d'entre eux. «*Les Romes sont, à quelques exceptions près, des gens peccateurs et doux, qui vivent traditionnellement du travail du métal ; tressage et affûtage pour les uns, étagage pour les autres*», confirme le Père Touchon. Originaux, pensent-ils, de l'Inde — par leurs moeurs, — ils ont traversé les siècles et les frontières, conservant leur langue — le tsigane — et leurs coutumes, se tournant au hasard des épreuves, aux quolibets des enfants, à l'hostilité générale des municipalités, à l'incompréhension, voire au racisme, des habitants. Des marginaux, sans aucun doute, unis dans leurs différences.

«*Nous sommes rarement bien accueillis, observé cette femme, à la sortie du cimetière, mais, de là à nous abattre comme des chiens*».

BERNARD ELIE.

(1) L'autopsie pratiquée a confirmé que les deux victimes avaient été tués le 11 octobre, dans la soirée. M. Demestre a été atteint par la décharge dans le dos et dans la cuisse. La reconstruction des faits, qui ont été reconnus par M. Montellier, aura lieu vendredi 28 octobre.

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

L'administration s'oppose à l'ouverture d'une « ikastola » à Saint-Palais

« Ne touchez pas à l'école basque ! »

De notre envoyé spécial

Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques). — Ils sont dix-neuf à discuter autour d'une vaste table basse, assis sur des chaises lilliputiennes de petits écoliers. Il y a, en premier lieu, les cinq parents des élèves de l'école « inter-dile » (et qui fonctionnent quand même) ; les deux élèves de brebis, le maraicher-chanteur populaire, l'enseignant du « privé » et le comptable ; les trois jeunes andorres (institutes). Les autres sont des amis : parents d'élèves ou eraskale (maîtres ou maîtresses d'école), venus ce soir à Saint-Palais, village basque au pied des Pyrénées, entre Hasparren et Manleón, en provenance des vingt-sept autres ikastolas — ces écoles bilingues essayées dans tout l'Euzkadi-Nord.

Cette réunion vespérale, dans ce préfabriqué scolaire, est un véritable conseil de guerre à la base : il s'agit de défendre les ikastolas menacées. Le 1^{er} octobre, trois mille cinq cents manifestants répondant à l'appel de SEASKA (1), l'organisation fédératrice des ikastolas, ont défilé dans les rues de Bayonne pour protester contre l'opposition formulée le 9 septembre par l'inspecteur d'académie, M. Mazurie, à l'ouverture d'une ikastola primaire à Saint-Palais.

Dans tout le Pays basque, affiches et inscriptions à la peinture rouge se sont mis aussitôt à fleurir : « Prefeta, ez hunkit ikastola eskola ! » (« Préfet, ne touchez pas à l'école basque ! ») peut-on lire sur les murs des maisons rurales, notamment au long de la route Bayonne - Saint-Palais.

Un problème d'hygiène

Emotion qui apparaît tout à fait superflue aux responsables de l'administration : « Aucune interdiction n'a jamais frappé l'école de Saint-Palais », affirme avec force l'inspecteur d'académie, qui souligne que « en dépit d'une faible demande de la part des Basques », ses services « n'ont cessé d'entretenir l'enseignement de la langue basque ». A ses yeux, l'affaire de Saint-Palais est « un cas ponctuel, un problème d'hygiène et de sécurité ». Les trois

cabiolets « à la turque » étaient insuffisants et une barrière s'imposait pour empêcher que « les grands galopants du C.E.S. voisin ne viennent inquiéter les petits de l'ikastola ».

Ces derniers sont cinq en tout. L'un passé, les mêmes installations sanitaires avaient été jugées suffisantes pour deux classes de C.E.S., soit une soixantaine d'élèves.

Au-delà de cet aspect, « cloche-merlesque », n'y aurait-il pas une divergence de vues plus profonde entre l'enseignement traditionnel et les ikastolas, qui veulent être un « service public » ? Dans sa lettre d'opposition à l'ouverture de la classe primaire, M. Mazurie exprimait, en effet, son inquiétude sur l'« imprécision des intentions pédagogiques dans l'enseignement du français ». De plus, lui-même et le préfet des Pyrénées-Atlantiques, M. Jean Montraux, redoutent que « les enfants sortant des ikastolas primaires ne se trouvent pas à l'égalité avec leurs camarades issus des autres établissements ». La défiance administrative est donc double : sur le sort réservé à la langue française et sur le niveau général de l'enseignement.

Les animateurs de SEASKA et d'IKAS (2) se disent surpris de cette défiance et de « cette tentative de contrôle pédagogique a priori contraire à la loi Falloux ». « Comment, s'étonnent-ils, peut-on juger d'un enseignement qui n'a pas encore été dispensé ? S'inspirant directement d'expériences pratiquées depuis des lustres, notamment en Irlande, au Pays de Galles, à l'Ecole internationale bilingue de Paris, et, naturellement, en Euzkadi-Sud (où les ikastolas sont nées en 1903), les enseignants appliquent une méthode très précise : langue basque à l'école maternelle, et introduction progressive du français à l'école primaire. Les résultats ? Il est difficile d'en juger, puisque les ikastolas n'ont pas encore dépassé le niveau du cours élémentaire première année. Mais, à deux pas de là, de l'autre côté de la rivière, les jeunes Basques réussissent dans l'ensemble mieux que leurs camarades monolingues espagnols à l'épreuve du baccalauréat en castillan. On l'affirme tout particulièrement en Guipuzcoa. Et, en Euzkadi-Nord, les parents ont plutôt le sentiment que leurs enfants sont privilégiés. Grâce au basque, dit un père de famille de

Bayonne, mes enfants cadets savent mieux le français que leurs aînés qui n'ont pas fréquenté l'ikastola. »

Les résultats ne sont pas apparus négligeables aux Bretons, qui, sur le modèle des ikastolas, ont lancé cette année deux diwan (germes). L'un à Lampaul-Plou-dalmessou (Finistère), l'autre à Quimper. Les Corse aussi se sont mis à l'heure basque en ouvrant, la semaine dernière, une ikastola à Ajaccio, une autre étant prévue à Sariène.

Pour les bascophones — de l'Adour à Bilbao, l'affaire de Saint-Palais est devenue un symbole : « Il n'existe en France, déplorent-ils, aucun statut protégeant notre langue et celles des autres minorités nationales contre les ukases de l'administration ». Irritation peut-être difficile à comprendre, à moins de saisir que l'ikastola la plus vieille langue vivante du monde s'identifie, pour un Basque, à sa partie multimillénaire.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

(1) SEASKA, Musée basque, 41 rue de Bayonne.
(2) IKAS, association pour la défense et la promotion de la langue basque, 15, rue Port-Neuf, 64100 Bayonne.

Depuis 1969

Pondées en 1903 en Euzkadi-Sud (Espagne), et par suite en perpétuel conflit avec le régime franquiste, les ikastolas (1) sont des écoles privées non subventionnées, non confessionnelles, situées sur territoire français (Euzkadi-Nord) par la loi Falloux. Depuis leur création, en 1969, elles sont considérées souvent par les prêtres comme « gauchistes » et regardées avec quelque défiance par les instituteurs de l'enseignement public et plus particulièrement par le syndicat des instituteurs des Pyrénées-Atlantiques.

Portement influencées par la méthode Freinet, les ikastolas

sont « entogérées » par les parents et les enseignants, qui font eux-mêmes le ramassage scolaire, les travaux d'entretien et la gestion. Plus d'un tiers du budget annuel, qui est de l'ordre d'un million de francs, provient de vestes (fêtes rassemblant plusieurs milliers de participants). Quatre cent cinquante enfants ont été scolarisés en 1977-1978, dans ces écoles, la majorité au niveau de la maternelle (cinq classes primaires seulement). Les Eraskaldes (instituteurs), militants culturels basques, sont payés au SMIC.

(1) Ikastola, pluriel ikastolas.

REUSSIR UNE CAMPAGNE ELECTORALE :
SUIVRE L'EXEMPLE AMERICAIN ?
Michel Noir

les éditions d'organisation

« Les jeunes se moquent de nos querelles »

Après la publication du rapport d'André Meury, dans le Monde du 19 octobre, consacré à la rénovation pédagogique de l'école technique catholique du Paraclet, à Quimper, le Père Louis Jastin, directeur diocésain de l'enseignement catholique de la région, nous écrit notamment :

« Les audaces du Paraclet ». J'ai bien aimé le titre et apprécié une parole de l'art. Mais je me permets d'apporter quelques précisions, pour dissiper des malentendus (...). Il est certain que j'approuve les expériences pédagogiques du Paraclet, et je regrette que les écoles ne bénéficient pas d'une plus grande autonomie en ce domaine. Mais je ne refuse pas à l'administration le droit et le devoir de vérifier la valeur de ces expériences. Je préférerais seulement que les contrôles soient effectués à posteriori. Les enseignants ne sont pas des farfelus, pas plus au Paraclet qu'ailleurs : ils savent bien qu'une école est « un lieu où l'on doit travailler ». De toute façon, la sanction ne tarde pas : en cas d'échec répétés aux examens, les familles en tirent la conséquence. Le plus souvent, dans les établissements scolaires, on hésite devant les innovations pédagogiques : les « audaces » méritent donc d'être encouragées. Je précise, au cas où ce serait nécessaire, que je ne suis pas gauchiste pour autant !

Quant à la situation de l'enseignement religieux dans les établissements de second cycle, les choses ne sont pas si simples. La foi est une démarche de notre liberté en même temps qu'un don de Dieu. Son annonce ne peut être qu'une proposition qui exclut contrainte et endoctrinement. La Parole de Dieu, comme l'amour, ne peut que se proposer à des libertés. Mais, en même temps, pourquoi les jeunes n'auraient-ils pas le droit à une culture qui ne serait pas amputée de sa dimension religieuse ? Dans la grande majorité des écoles, d'ailleurs, est organisée une catéchèse diversifiée quant aux méthodes, aux objectifs, au rythme des rencontres. Les réticences ou refus des jeunes peuvent venir de leur opposition au message lui-

même ou à son mode de transmission ou encore à « l'institution trop peu évangélique », etc. Le « désert spirituel » de notre société n'est pas fait en tout cas pour les aider à découvrir ou à approfondir la dimension spirituelle de leur existence. (...)

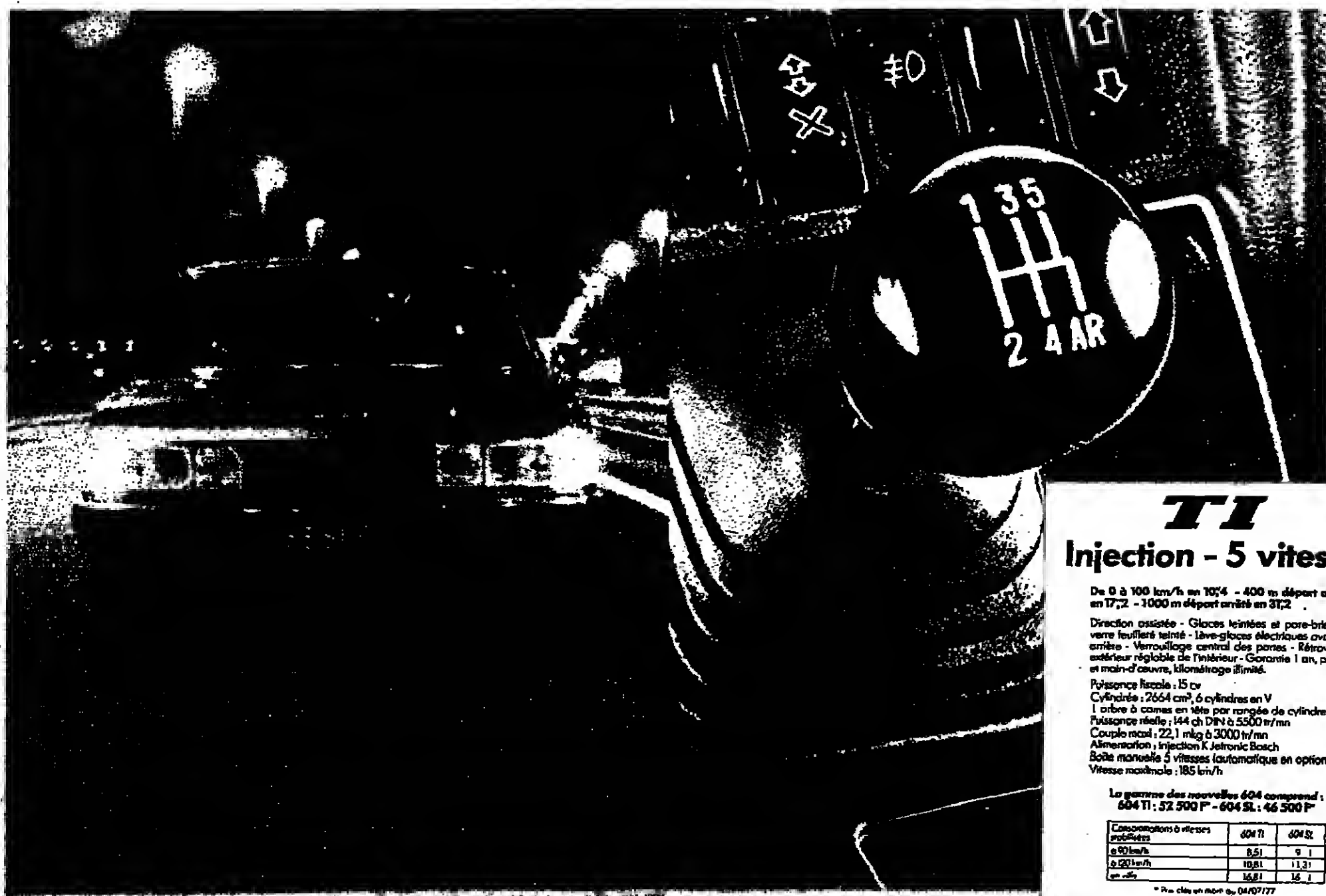
Une école n'est pas chrétienne seulement par l'enseignement qu'elle donne, mais par ce qu'elle témoigne : sa volonté de promouvoir les valeurs évangéliques, d'instaurer un climat de liberté, de respecter des personnes, d'accueillir en dehors de toute sélection sociale ou intellectuelle, etc. Son caractère propre, c'est sa référence à la conception chrétienne de la réalité. Mais il n'est pas nécessaire, en effet, pour autant, de « mettre Jésus-Christ partout ».

« L'école unifiée et évangélique ». Il m'est arrivé d'en rêver aussi. Mais force est de constater que pour le moment la seule garantie de liberté en France, c'est le pluralisme des structures de l'enseignement. Pluralisme interne ? Quelles en sont les garanties ? Des faits ? Refus hargneux de la Fédération Cornac d'accorder sa place à la Fédération laïque. Dans le premier degré, monopole de fait du S.N.I., qui prend régulièrement des positions « politiques ». Le S.G.E.N.-C.F.D.T. qualifié récemment par le secrétaire général de la F.E.N. d'« anomalie dans le monde syndical ». Ou est le pluralisme interne, respectueux de tous les courants ?

Autre fait révélateur : le C.N.A.L. refuse, dit-il, à la fois le dualisme et le monopole : concrètement cela veut dire qu'il préconise la disparition de l'enseignement catholique, sous prétexte qu'il serait au service des classes privilégiées, mais sans toucher aux écoles privées à but lucratif ; au profit de qui existent ces écoles ? Je n'en connais pas dans le Finistère.

Les jeunes, d'ailleurs, se moquent éperdument de nos querelles. Et ils attendent de nous qu'au-delà des préjugés et des sectarismes nous donnions la priorité à la construction d'une école qui les prépare à vivre pleinement leur vie d'homme dans le monde de demain.

...604 TI... PUISSANCE SOUPLE...



TI Injection - 5 vitesses

De 0 à 100 km/h en 10,4 - 400 m départ arrêté en 17,2 - 1000 m départ arrêté en 31,2

Direction assistée - Glaces teintées et pare-brise en verre feuilleté teinté - Lave-glaces électriques avant et arrière - Verrouillage central des portes - Rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur - Garantie 1 an, pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

Puissance fiscale : 15 cv
Cylindrée : 2654 cm³, 6 cylindres en V
1 arbre à cames en tête par cylindre de cylindres
Puissance réelle : 144 ch DIN à 5500 tr/min
Couple réel : 22,1 mkg à 3000 tr/min
Alimentation : injection X Jetronic Bosch
Boîte manuelle 5 vitesses (automatique en option)
Vitesse maximale : 185 km/h

Le gamme des nouvelles 604 comprend :

| Consommations à vitesse | 604 TI | 604 SL |
|-------------------------|--------|--------|
| à 90 km/h | 8,5 l | 9 l |
| à 120 km/h | 10,8 l | 11,3 l |
| en cycle | 16,8 l | 18 l |

* En cycle en mode 90, 04/07/77

604 PEUGEOT
Une grande voiture.

NEOGRAPHE PARIS

CARTE D'ABONNEMENT

Les abonnés d'Air Inter
y trouvent leur avantage...
et vous ?

30% DE REDUCTION DES LE PREMIER VOYAGE

(50 % pour le titulaire lorsqu'il voyage en famille, à 3 personnes et plus).

- accès aux vols rouges (et bien sûr, aux vols blancs et bleus).
- rentabilisation de la carte d'abonnement entre le 5^e et le 6^e aller-retour (cas de la carte la plus fréquemment demandée, valable un an sur une ligne).

Il existe des cartes d'abonnement de 3, 6 et 12 mois valables sur une, deux ou toutes les lignes.

Renseignements : Agences AIR INTER PARIS
12, rue de Castiglione (1^{er}) Tél. : 260.36.46
47, rue de Pontchartré (8^e) Tél. : 256.12.68
Aéroport des Invalides (7^e) Tél. : 555.07.72
CIP 2, PL. Maillot (17^e) Tél. : 750.20.36
Aéroport d'Orly Ouest Tél. : 687.12.12

AIR INTER
le temps retrouvé

NOUVEL ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

COLORIS EXTRAS

MOQUETTE VELOURS

29 F le M²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN AFFAIRE STOCK LIMITE

MOQUETTE BOUCLEE

TRES BELLE QUALITE

25 F le M²

THIBAUDE INCORPORÉE

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

MOQUETTE DECOREE

39 F le M²

FIN de SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. Sam. de 9h à 20h

| | | |
|--|---|---|
| PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-38 | BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m. Porte des Lilas. Tél. : 858-16-46 | FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44 |
| PARIS 14 ^e : 90, bd Jourdan 50 m. Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62 | COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12 | MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél. : 375-34-70 |
| PARIS 18 ^e : 114, rue Damrémont. Tél. : 606-05-73 | BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12 | SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93 |
| PARIS 19 ^e : 144, bd de La Villette. M. Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79 | 11 CENTRES A VOTRE SERVICE | SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77 |

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur d'Iran et Mme Amir Chahyari ont donné une réception, mercredi, à l'occasion de l'anniversaire du Shah.

— A l'occasion de la fête nationale M. Otto Elsterberg, ambassadeur d'Autriche, a offert une réception, mercredi 28 octobre.

Naissances

— M. Jean-Louis Domandien et Mme, née Anna Bandon, ont heureusement annoncé la naissance de leur fille.

— M. Didier Rougemont et Mme, née Catherine Banet, ont heureusement annoncé la naissance de leur fille.

Mariage

— M. et Mme Henry Lazzar ont honoré de leur présence le mariage de leur fille.

— M. Ernest Ogo, maire de Saint-Bris-sur-Mer, a le plaisir de faire part du mariage de sa fille.

— M. et Mme Henri Crémier, M. et Mme Roland, M. Robert, ont le plaisir de faire part du mariage de leur fille.

— M. et Mme Henri Crémier, M. et Mme Roland, M. Robert, ont le plaisir de faire part du mariage de leur fille.

Décès

— Mme Mordehay-Maurice Allard, née de la Courbe, a été inhumée.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

— M. et Mme Raymond Dragne et leurs enfants, Bernard, Christiane, Annette, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée, le samedi 5 novembre, à 9 h. 30, en la paroisse de Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e, en mémoire de M. et Mme Anna MICHON, brutalement décédée le 5 septembre et inhumée, dans la plus stricte intimité, le 8 septembre 1977, ainsi qu'en souvenir de son mari, Lucien MICHON, artiste-décorateur.

— Une messe de sépulture sera célébrée le samedi 28 octobre à 9 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à la mémoire du Docteur M. FILLON-DINISCHOTU.

Messes

— Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Pierre MAUDUY, décédé le 24 septembre 1977, le jeudi 3 novembre, à 18 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amélie (15^e).

— De la part de Mme Pierre Mauduy, M. et Mme Jacques Mauduy et leurs enfants.

M. Philippe Mauduy.

Soutenances de thèses

— Vendredi 28 octobre à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, salle Liard, M. Bernard Sosa : « Antonio Machado (1875-1959), l'homme, le poète, le penseur ».

Communications diverses

— Le Comité d'assistance aux œuvres des Pères Blancs invite à sa vente de charité, les 4, 5 et 6 novembre, tour Olivier-de-Serres, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris. Métro : Porte-de-Vernailles. Autobus : 39, 49, 60. Parking gratuit.

Visites et conférences

VENDREDI 28 OCTOBRE

— 14 h. 45, 47, avenue des Coblentz, Mme Marchand : « Le Paris de Louis XIV ».

— 15 h., 6, place d'Étève, Mme Barthelemy : « La Compagnie des Indes ».

— 15 h., 8, place des Vosges, Mme Desbailly : « La rue de Turbigo ».

— 15 h., 10, rue des Francs-Sourgeois, Mme Fuchal : « Les hôtels de Roban-Soubise et Roban-Strasbourg ».

— 15 h., 11, quai Conti, Mme Saint-Orens : « Pèlerinage à Vézelay ».

— 15 h., 14, rue de La Rochefoucauld, Mme Zujovics : « Le musée Gustave Moreau dans son atelier » (Caisse nationale des monuments historiques).

— 15 h., buste de Garnier, rue de la Harpe : « Musée de l'Opéra » (Mme Camus).

— 15 h., métro Opéra : « L'Opéra » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

— 15 h., 20, rue des Francs-Sourgeois : « Visite des hôtels de Roban et de Roban » (Mme Ferrandi).

— 15 h., 30, rue de la Harpe : « Le Musée de la Harpe » (M. de La Roche).

— 15 h., métro Pont-Marie : « Les arts du métal à l'hôtel de Sene » (Paris et son histoire).

— 15 h., 17, quai d'Anjou : « L'hôtel Louvois » (Tourisme culturel).

— CONFÉRENCES : 18 h., 30, rue de Constantine, MM. Roger Brantley et Jean-Louis Signoret : « Les pratiques médicales ».

— 19 h., 30, rue de Bergère, M. Guy Weillings : « Perspectives ontologiques du Vedanta » (L'Homme et la Connaissance).

— 20 h., 20, 11 bis, rue Kepler : « La Drogue et les épreuves de la vie spirituelle » (L'Homme et la Connaissance) (entrée libre).

« Indian Tonic » et Bitter Lemon de SCHWEPPE.

D'où la difficulté du choix.

PRESSE

— C'est M. Huppes-Vincent Barbe, qui depuis 1970 est président-directeur général de la Société de l'AGEFI qui édite l'Agence économique et financière et le Nouveau Journal, qui a été récemment son dixième anniversaire. M. Raymond Bourguin a occupé ces fonctions à partir de 1967, mais les a abandonnées en 1970 (le Monde du 5 octobre).

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTE

S. 1. — Bibles, bibles, 18 et 19^e s. 6. — Meubles rust., objets d'art. S. 7. — Tableaux, argenterie. S. 8. — Ordre de chevalerie. S. 11. — Manuscrits de la Bible. S. 12. — Art néo-celtique.

Seul à Paris

OLYMPIC ENTREPOT

Les Tailleurs de Qualité

CLUB DES GRANDS CISEAUX

- BERCEVILLE, 4, bd Melesherbes - 265.36.28
- BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
- CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
- COURTES, 33, rue Merbaud - 225.04.81
- DESTRAIC & Cie, 47, rue des Mathurins - 285.47.27
- A.L. GUEROT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
- LORYS, 33, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie - 720.80.46
- PITTARD, Succ^e de J. CARETTE - 225.20.21
- QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
- A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.66

Le Monde DES LIVRES

Marguerite Duras et les territoires du silence

● Une voix fraternelle qu'il faut savoir écouter pour « voir ».

TERRITOIRES du féminin avec Marguerite Duras. Et avec l'auteur de l'essai qui porte ce titre, Marcelle Marini. « Limites du livre mettent en commun un territoire sans limites. » Un territoire féminin dont nous n'avons pas les secrets, s'il nous fait rêver depuis les premiers âges de la vie. Mais nos rêves, ces rêves-là, n'intéressent plus les femmes d'aujourd'hui ; du moins celles d'entre elles, de plus en plus

Copyright Tim.



nombreuses, qui, telle Marcelle Marini, s'intéressent à la seule condition féminine, à la seule condition humaine des femmes, aux seules conditions qui permettent d'être femme en toute incertitude, liberté, agressivité. Et

cela jusqu'à une certaine extravagance dont témoignent parfois Marguerite Duras et ses amies. Alain Tournier donne dans *Un désir d'histoire* un exemple de ce féminisme délirant : aux U.S.A., une de ses étudiantes

refusait de prendre l'autobus parce que c'était un homme qui le conduisait.

Sans tomber dans cette déraison, Xavière Gauthier, au cours de la longue et belle conversation des *Parleuses* (Éditions de Minuit, 1974), n'en va pas moins jusqu'à dire très sérieusement à Marguerite Duras des femmes : « Il leur faut un mari ou un amant, n'importe, mais un homme, leur homme, enfin. Et ça, voilà encore une chose que nos livres balisent... »

Face à Marguerite Duras, Marcelle Marini, Xavière Gauthier et toutes ces parleuses ne s'entretenaient qu'entre femmes, si elles ne parlaient pas que des femmes. Au point que nous nous sentions un peu de trop, nous autres hommes. Je songe à ce que Marguerite Duras disait à deux autres dames, Suzanne Horer et Jeanne Socquet : « Il faut que l'homme apprenne à se taire. Ce doit être là quelque chose de très douloureux pour lui... » (La Création étouffée, citée in les Parleuses.)

Pas tellement, non. J'aime bien le silence. Et l'intelligence n'a pas de sexe. J'aime surtout écouter Marguerite Duras, de tous les auteurs contemporains celui, sans doute, que j'admire le plus. Mais l'échec direct, dans le silence de ses œuvres, plus que dans ses commentaires, féminins ou autres, qui, si intelligents et subtils soient-ils, cassent ce silence, justement. Ainsi que Marguerite Duras le disait des hommes, lorsque, dans le même texte, elle ajoutait : « On n'a pas eu le temps de rire un éternel aussi considérable que moi 1968 que, déjà, l'homme parle, parle à l'épique, théorique et casse le silence... »

CLAUDE MAURIAC.

(Lire la suite page 22.)

Staline et la méthode en histoire

● Un historien communiste français aux prises avec un « classique » américain de l'histoire du stalinisme.

LA documentation utilisée par A.B. Ullam dans son ouvrage, *Staline, l'homme et son temps*, est considérable, encore qu'elle ne soit pas vraiment originale. Comment, pourrait-elle l'être, si elle demeure pulvérisée par l'Union soviétique n'ouvre pas ses archives ? Et dans quel état sont-elles ? L'historien occidental ne peut utiliser que des sources situées hors de l'Union soviétique et les récits des témoins. Tout cela est bien insignifiant et gêne considérablement le travail de l'historien. Quant à l'historiographie soviétique sur tous la période contemporaine, elle est particulièrement médiocre étant donné que les critères utilisés sont uniquement politiques. Trotski, Staline, Khrouchchev, voilà trois personnages essentiels dans l'histoire soviétique, et dont on ne peut guère parler en U.R.S.S., et il en est de même de Zinoviev, de Boukharine et de quelques autres. Il en est des hommes comme des choses, et l'histoire soviétique vue à travers les

manuels et les études historiques publiés en U.R.S.S. apparaît comme irréfutable plus encore qu'erronée. « La capacité du peuple soviétique à se pencher sur son passé récent », pour reprendre l'expression utilisée par Ullam, en conclusion de son livre, est en effet liée à la fin réelle de l'ère stalinienne en même temps qu'elle peut y contribuer.

La chape de plomb

Il y eut dans l'historiographie soviétique quelques lucides entre 1960 et 1964, mais depuis une chape de plomb s'est refermée sur la C.U.S. soviétique. Cela n'a rien à voir

avec le marxisme, sinon l'utilisation que l'on fait du nom de Marx d'une bien étrange façon. L'histoire n'est ni marxiste ni non marxiste.

JEAN ELLENSTEIN.

(Lire la suite page 23.)



★ Dessin de D. Levine. (Copyright © Opera Mundi et New York Review.)

LES VIOLENTS L'EMPORTENT

● Le dernier roman de Sébastien Japrisot est bien plus qu'un roman policier.

EST-CE un roman policier ? Si l'on veut, puisqu'il y a trois morts, un assassin et une énigme, puisque le lecteur

reste collé aux pages, incapable de lever le nez avant de savoir « qui ? », comment ? pourquoi ?... Puisqu'il en vient à oublier qu'il lit, qu'il lui semble, à la fois, assister à un crime, déposer à la barre des témoins et éléger parmi les jurés. Personne ne lui demandera si l'histoire « est bien écrite ». Un fait divers n'a de compte à rendre qu'à la vérité, moins on l'habille et mieux ça vaut. Stenon, l'avait compris, qui s'imposait sans prononcer plus de phrases que l'inspecteur Maigret. Comme lui, Japrisot se contente d'un minimum de mots, mais il les arrache à ces personnages, il remonte aux sources de la parole pour nous livrer ce langage intérieur dont la richesse défie le vocabulaire. Ayant choisi des héros peu portés sur l'introspection, peu doués pour le discours, il devine ce qu'ils se disent à eux-mêmes, entre leurs dents. Pas question, donc, de les entretenir au magnétophone. Il faut se mettre à leur place, dans leur peau et leur crime, être eux. Et c'est ce tour de force qui distingue *LES MEURTRES* des romans policiers, si ambuleux soient-ils.

Sous le pseudonyme de Japrisot, best-seller de la littérature alimentaire (c'est lui qui qualifie ainsi *Pige* pour *Condign* et *La Dame dans l'auto* avec des banalités et un petit chien), dialoguiste de films à succès (*Adieu l'ami*, *Le Passager de la pluie*), se cache Jean-Pierre Rossi, fils d'émigrés italiens, venus tenter fortune à Marseille. Orphelin de

père, il doit à la générosité de notables de faire ses études dans un collège de jésuites. Gosse de pauvres propulsé parmi les gosses de riches, il se durcit précocement ; mais, sous l'armure subsistent intactes l'innocence, la tendresse, le goût du bonheur. « Quand je serai grand, je serai milliardaire », dit-il, parce que cette ambition lui paraît raisonnable. Aujourd'hui, il vise beaucoup plus haut, il souhaite retrouver son enfance.

C'est pourquoi il l'a créée, Elle, cette fille de dix-neuf ans, petite tigresse en robe rose qui aime la fureur en Haute-Provence. Elle joue des cils et des selons comme une adulte (n'a-t-elle pas remporté le titre de Miss Campling - Camarling ?), mais, ne vous y trompez pas, l'apprentie vamp ne peut s'endormir sans son ours en peluche. Pour conquérir et pour détruire aussi, elle s'inspire tantôt de Marilyn Monroe, son idole, tantôt d'Alice Aragon, avec son beau sourire d'enfant de la paroi se plaçant une femme modèle. En ce manège, les hommes se ruent à sa suite. La directrice d'école, elle-même, perd la tête, séduite par cette élève qui a le diable au corps. D'où lui vient-il ? Quel griff secret la pousse ? Née du mauvais côté du manège, d'une mère réfugiée allemande que le village a surnommée Eva Braun et d'un père inconnu, elle va faire payer au monde sa condition d'humiliée et d'offensée. Elle se bat le dos au mur,

rendant coup pour coup, dans l'espoir fou d'éclipser, d'effacer, le scandale original. Et de regagner, par-delà ce qui fut, la paix, ou du moins l'inconscience, des premiers temps.

Victime de cette victime, voici le mécanicien Fiorindonte Montecurci, autrement dit Pin-Pon, par allusion à ses activités de pompier-volontaire. Trois fois pour notre dévotion que ce garçon sérieux, soutien de famille, qui file doux devant sa mamma et montre le bon exemple à ses deux jeunes frères, Mickey le coureur cycliste et Bonbon le lycéen. Un clin d'œil, un dîner aux chandelles et l'histoire est dans le sac, la rayonnante installée chez les Italiens. Accrochez vos ceintures, nous plongeons aux enfers. A tour de rôle, quatre voix s'élèvent : celle de Pin-Pon, de sa vieille tante, de sa maîtresse-bourgeoise et d'Eva Braun. Chacune dans sa nuit, elles appellent au secours, implorant justice, pitié, on ne fait que quatre. Elles se cherchent à tâtons, condamnées à ne jamais se reconnaître. Convinçues de leur impuissance à braver le cœur d'acier, elles s'en remettent aux gestes, aux actes, du soin de communiquer. Mais les malentendus subsistent. « La malheureuse, elle croit qu'on l'aime, parce qu'on veut lui faire l'amour ! », soupire la mère de l'enfant terrible, et Pin-Pon s'interroge : « Qui peut dire exactement comment les choses

se passent ? On ne voit que soi ».

Le lecteur, lui, les voit tous, en direct, en gros plan, comme ces inconnus qui surgissent parfois à la télévision et dont le regard semble croiser le vôtre. Et, derrière eux, on aperçoit

Japrisot-le-magicien, qui e contraindre le silence à rendre gorge et la vérité à s'étendre nue sur la page.

GABRIELLE ROLIN.

★ L'ÉTE MEURTRE, de Sébastien Japrisot, Denoël, 344 pages, 45 F.

**Herbert
Le Porrier
Le luthier
de Crémone**

"Les mêmes qualités de restitution historique et de réflexion que dans le *Médecin de Cordoue*".
Lucien Guissard / La Croix

"Bonheur de raconter et de peindre, chaleur irradiante, finesse sensuelle et humanité : un écrivain de premier plan". Raymond Jean / Le Monde

Un volume 192 pages 39 F

NOUVEAUTÉS

● LOUISE BROOKS. *Portrait d'une Antistar*. — Des écrits rendent hommage au « plus beau visage de l'histoire du cinéma », espérant que la merveilleuse interprète de « Lulu » se confie. (Ed. Phébus.)

● CA ET MOI. — La correspondance qu'échangeaient pendant une quinzaine d'années André Breton et Grigori Goltzard. (Gallimard.)

● CATHERINE LA GRANDE. — Henri Troyat. — Après les excellents portraits de Dostoïevski, de Tolstoï, de Pouchkine et de Gogol, celui de l'impératrice russe. (Flammarion.)

● MASCARIN ROULE. — SCHEMA, de Jean Dautourd. — Un roman de politique-fiction sur l'après-midi 1976. (Julliard.)

La psychiatrie est-elle un mal nécessaire?

Jean-Yves Roy, psychiatre, nous livre ses réflexions sur le langage des psychotiques. C'est là le lieu d'un questionnement extrêmement fécond devant ce qu'il faut bien appeler une crise de civilisation.

Être psychiatre

14 x 21,5 cm 138 pages 29,50 F

Les éditions L'ÉTINCELLE
1651 rue Saint-Denis, Montréal,
Québec, Canada H2X 3K4.
27, rue de Neuilly,
75006 Paris

LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS SCIENCES PHILOSOPHIE

N° 195 - OCTOBRE 1977

Où va la science aujourd'hui ?

- ASPECTS DE L'ASTRONOMIE D'AUJOURD'HUI.
- ROLE ET LIMITES DE LA MATHÉMATISATION EN SCIENCES.
- ÉVOLUTION DE LA NOTION D'ORDRE ET D'ORGANISATION EN PHYSIQUE.
- APPREND-ON À VOIR ?
- RÉFLEXIONS SUR L'AUTOMATIQUE ET SES PERSPECTIVES.
- LE POUVOIR ET LA SCIENCE.
- DEMAIN, AVEC LA SCIENCE.
- LES SCIENCES DE LA NATURE DANS LA PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE.

par
G. COGNIOT, P. GLANDORFF, G. GIRALT, M. IMBERT,
P. LABERENNE, J. METZGER, J.-C. PECKER, G. SIMON, R. THOM
ADMINISTRATION - ABONNEMENTS
LA PENSÉE, 146, r. du Faubourg-Poissonnière, 75010 PARIS - Tél. : 288-52-25
Abonnement 1 an France : 90 F. — (6 N°) Étranger : 110 F.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez du mal à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Si vous devez porter des lunettes votre vue exige :

Des verres à correction totale. Les verres STUDIO 78, exclusivité LEROY, sont conçus pour assurer confort et protection de la vue. Panoramiques, ils offrent un champ visuel total. Ils bénéficient d'un traitement spécial qui élimine les reflets gênants et inesthétiques. Ils augmentent le contraste permettant ainsi de voir plus clair et plus net.

Des montures sélectionnées. Parmi les milliers de modèles réalisés en France et à l'étranger, LEROY établit une sélection de montures "Modèle", répondant également à des critères techniques rigoureux et assurée d'un service après-vente.

Les soins d'un technicien conseiller. Dans chaque centre LEROY sont à votre service des spécialistes de l'optique. Présentez leur votre ordonnance. Leur mission est de vous renseigner et si vous le désirez de vous conseiller, chaque cas étant particulier.

en outre Leroy vous offre :

Une technicité d'avant-garde. Le confort visuel dépend de la prescription, du choix de la monture, de la qualité des verres et de leur ajustage. Chaque magasin LEROY est doté du matériel le plus moderne pour centrer, régler, adapter vos lunettes. De la précision de ces opérations dépend votre satisfaction.

Des délais plus rapides. L'organisation LEROY, grâce à ses laboratoires de fabrication et ses ateliers spécialisés permet de réduire au strict minimum les délais de livraison.

Des centres de verres de contact et d'acoustique. En plus de ses centres d'optique, LEROY tient à votre disposition des départements spécialisés en verres de contact et des cabinets acoustiques. Des spécialistes vous y attendent pour vous présenter les toutes dernières nouveautés dans ces domaines. Essais gratuits.

La garantie LEROY. Enfin LEROY vous fait bénéficier également de son service après-vente gratuit et de sa garantie. L'entretien, les réglages, les petites réparations en font partie des services qu'il vous offre.

Renseignez-vous, adressez-vous au centre LEROY le plus proche de votre domicile ou de votre lieu de travail.



L'opticien de Paris
104 Champs Élysées

(4°) 11 bd du Palais
(2°) 27 bd Saint-Michel
(6°) 147 rue de Rennes
(9°) 18 bd Haussmann

(11°) 127 St-Saint-Antoine
(12°) 158 rue de Lyon
(17°) 5 place des Terres
(18°) 30 bd Barbès

la vie littéraire

Les sélections du Renardot et de l'Interallié

Le prix Renardot sera décerné le lundi 21 novembre en même temps que le Goncourt. Le jury a retenu huit ouvrages : les *Combattants du petit bonheur*, d'Alphonse Baudouin (La Table ronde) ; *John Fanfar*, de Didier Decoin (La Seuil) ; *Les Glaciers*, de Jeanne Champion (Calmann-Lévy) ; *Une fille trouvée*, d'André Wurmser (Gallimard) ; le *Jardin des absents*, de Nicole Avril (Albin-Michel) ; le *Magnifique*, d'André Perle (Laffont) ; *Un garçon en feu*, de Didier Martin (Gallimard) ; les *Souterrains du Seuil*, de Boris Schreiber (Grasset) ; *Hétérotypes* de mes fins dernières, de Muriel Carl (Mercure de France).

De son côté, le jury Interallié a fait connaître la liste des ouvrages susceptibles d'obtenir le prix qui sera décerné le lundi 5 décembre au restaurant Laurent. Ce sont par ordre alphabétique d'auteurs : *Alexandre Astruc*, de Serge Leveau ; *Francis André Burquet*, Vanessa ; *Didier Decoin*, John Fanfar ; *Geneviève Dormann*, Mickey Lange ; *Jacques Duquesne*, la Grande Triche ; *Jean-Eddi Heiller*, Le premier qui dort réveille l'autre ; *Guy Lagorce*, Le Vaisseau du vent ; *Jean Noll*, le Grâce de Dieu ; *Gilles Roesat*, le Prince consort ; et *Jean-Marie Rouart*, les Foux du pouvoir.

Les journées Buzzati

Du 20 au 23 octobre, l'Association Internationale des amis de Dino Buzzati, à l'occasion du cinquième anniversaire de la mort de l'écrivain italien, a organisé, avec le parrainage de l'UNESCO, de l'Institut culturel italien et de la société Olivetti, un colloque pour promouvoir toutes les recherches littéraires, artistiques, audiovisuelles ou dramatiques que l'œuvre de l'écrivain a pu susciter. (*Cahiers Dino Buzzati*, n. 1, Paris, R. Laffont, 1977, p. 11). Le programme des manifestations témoignait de l'ampleur de ce projet : quatre conférences appelées à commenter le réalisme fantastique d'une écriture romanesque et théâtrale ; la projection du film, *Le Désert des Tartares* et d'un certain nombre de montages visant à faire connaître les préoccupations de Buzzati qui, journaliste de métier, fut aussi le peintre des toiles oniriques rassemblées jusqu'au 4 novembre à la galerie Olivetti.

Chez Buzzati, le milieu provincial et bourgeois, l'aspect dialectal du langage sont effacés par la découverte de l'absurde quotidien. Néanmoins l'angoisse, suscitée par

les réflexions sur l'existence, s'estompée dans l'humour et la perception de paradoxe. Ces traits, qui avaient déterminé l'accueil chaleureux des critiques français du vivant de l'écrivain, ont été soulignés, au cours de ces journées, pour montrer en relief le « côté ironique et satirique d'un art pour survivre », capable de renverser les contraintes de la vie. Dans un climat de consentement unanime, seul Alberto Cavallari, avec un exposé remarquable par la vivacité des détails et l'attention au contexte politique italien, introduisit le doute : est-il légitime de transformer un itinéraire personnel en symbole d'une « créativité déformée sans frontières » ?

Toit et moi

Le délicat poète Paul Géraud, chanteur de l'amour léger et du bonheur conjugal ne sera pas surpris qu'un constructeur de maisons individuelles, Ivan Bruno-Petit ait choisi de donner le titre, légèrement modifié, de son plus célèbre recueil : *Toit et moi* au plaidoyer passionné qu'il vient de publier aux Presses de la Cité en faveur de la maison horizontale, en réaction au vertige vertical de la politique urbaine précédente.

Toit et moi, c'est bien sûr une démonstration technique, argumentée, mais c'est aussi l'histoire d'un bonheur.

Pour vivre heureux, disait déjà le moraliste, vivons coûtes.

Et le chaumière moderne, la petite maison perdue au fond des bois, la barrière et son gazon, la cheminée et ses « jasons », le volet fermé en forme de cœur, n'est-ce pas l'appel du cœur de toute une génération exténuée de vitesse et de précipitation ?

La vie après la mort

S'il est une curiosité à laquelle nul n'échappe, c'est bien celle qui concerne « l'après-vie », la vie après la mort. Médecin et philosophe, Raymond Moody a recueilli, dans la *Vie après la mort* (Robert Laffont, trad. de l'américain par P. Misrak), les témoignages d'Américains qui, après avoir été considérés comme « cliniquement morts », ont pu être ramenés à la vie. De son enquête, il recueille souvent celle qu'en latin de réalisme la doctoresse Elizabeth Kübler-Ross, il restitue la maladie qui meurt continue à avoir conscience de son environnement, tout en ayant l'impression de flotter hors de son corps. Il semblerait, en outre, que la transition vers un « autre plan d'existence » s'accompagne de retrouvailles avec des âmes « chères » — en même temps que tout le destin de l'agissant serait présent à sa conscience. La ren-

contre avec un « être de lumière » est également évoquée par certains.

Ne prétendant aucunement prouver qu'il existe une vie après la mort, le docteur Raymond Moody estime néanmoins troublantes les concordances, entre les récits qu'il a recueillis et ceux qui figurent dans le *Libre des morts* tibétain, dans la Bible ou dans les écrits de Platon et de Swedenborg.

La parole d'un fou : Topor

Le troisième numéro de « *Le fou parle*

La librairie Dunod fait peau neuve

La librairie Dunod, incendiée en mars dernier, ouvre de nouvelles installations au 30, rue Saint-Sulpice, sous le signe de « librairie spécialisée du quartier Latin ». Ouverte tous les jours, sauf le dimanche, des spécialistes y renseignent sur place, par téléphone (325-40-11 et 325-40-12), et par correspondance. On trouvera à la librairie Dunod tous les livres spécialisés du langage français de tous les éditeurs : cent mille livres en stock et un important rayon d'ouvrages anglo-saxons. Le magasin (160 mètres carrés de surface de vente) dispose de 45 mètres de meubles adaptés à la présentation des livres à plat, munis de tables de consultation en verre fixées sur les rayonnages pour que le lecteur feuillette facilement les ouvrages de son choix. La signalisation des grands secteurs sur étiquettes géantes orange permet de trouver rapidement les livres. Des entrées sont exposées toutes les nouveautés.

Un film, *Espace et l'avenir de l'homme*, est projeté en vidéo et en couleurs sur cinq écrans répartis dans le magasin. La librairie marque ainsi sa volonté de réparer des animations correspondant à l'actualité et aux besoins de ses clients, alors qu'une exposition de roches et minéraux prêtés par le B.R.G.M. marque la même volonté.

vient de paraître

Lettres étrangères

LI QINGZHAO : *Œuvres poétiques complètes*. — La plus célèbre poétesse chinoise née vers 1084, morte après 1141, traduite par Liang Fuchin, (Gallimard, « Collection de l'Orient », 178 p., 55 F.)

JORGE GUILLÉN : *Cantiques*. — Un choix de poèmes d'un contemporain de Vicente Aleixandre, récipiendaire du Nobel de littérature, traduit de l'espagnol et préfacé par Claude Esteban, (Gallimard, « Du monde entier », 191 p., 45 F.)

Mémoires
FRANÇOIS SENTEIN : *Ministère d'un libéral* (1938-1941). — Le roman en forme de journal d'un jeune provincial nommé à la conquête de Paris, au temps de la drôle de guerre. (La Table ronde, 260 p., 44 F.)

LEONCE CHALEL : *Le Mémoire du village*. — Les souvenirs d'un vieux paysan du Gard, racontés à son petit-fils. (Stock, « La vie des hommes », 362 p., 39 F.)

Entrées
BERNARD CLAVER : *Entrée sur la neige*. — Les confidences de l'auteur de *La Grande Patience* recueillies par Maurice Charvatié. (Stock, « Les grands auteurs », 390 p., 38 F.)

Essais
JOHN DREYFUS et FRANÇOIS RICHARDEAU : *La Chose imprimée*. — Histoire, techniques et esthétique de l'imprimé par une équipe de spécialistes. (Ed. Recs, 638 p., 148 F.)

DU MARSAIS : *Traité des Tropes*. — Ce livre de 1730 sur la rhétorique du discours a été écrit par le grammairien de la grande *Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. On trouve à la fin du volume un texte de Jean Paulhan : *Traité des figures ou la Rhétorique décapitée*. (Ed. Le nouveau commerce, 322 p., 46 F.)

GEORGES ELGOZY : *Le Bourgeois socialiste* ou pour un post-libéralisme. — Le contempteur de nos mœurs bureaucratiques dénonce le caractère dominant de la bourgeoisie et prône une société où libéré se conjuguerait avec socialisme. (Calmann-Lévy, 312 p., 56 F.)

Dossier
Le dossier Paul Goma présenté par Virgil Tassac. Cet écrivain roumain, dont trois romans ont été publiés en France, est lui aussi confronté au « socialisme du silence ». Textes traduits de

romains par Serban Cîrtoacă, Marie-France Jancov, Yvonne Krall et Alain Yarnin. (Éditions Albatros, 190 p., 39 F.)

Politique
PIERRE PELLISSIER : *Un certain Raymond Barre*. — Le rédacteur en chef et directeur du bureau politique de Radio-Monde-Carlsbad de répondre à une question : « Qui est Raymond Barre ? » (Hachette, 221 p., 38 F.)

Histoire
ROBERT ARDREY : *Et la chose créa l'homme*. — Le stade du chasseur, point de départ du développement de l'humanité, par l'auteur américain de *l'Impératif*

territorial et de la Loi naturelle. (Stock, 305 p., 50 F.)

PERRY ANDERSON : *Les Passages de l'antiquité à l'industrialisme*. — Présentation maxime et britannique d'une transition moins lénitamment analysée que la transition ultérieure du féodalisme au capitalisme. (Maspero, 325 p., 60 F.)

Religion
La confession de la foi. — Textes présentés par Claude Bruaire. Premier thème d'un ensemble qui regroupera les réflexions collectives d'un groupe de croyants sur les principaux problèmes de la religion. (Fayard, « Communio », 345 p., 49 F.)

en poche

Valéry Larbaud, miniaturiste

De même que Charles-Louis Philippe a réduit très inégalement, dans l'esprit du public, à *Subu de Montparnasse*, Valéry Larbaud n'est, pour beaucoup, que le créateur d'un « niche amateur », A. O. Barnabooth. Pourtant, dans l'ensemble de son œuvre, la perfection admettent du recueil des *Enchaînements* supplante l'originalité de *Barnabooth* : « La sûreté d'un art exclusif », dit Marcel Arland. Publiées pour la première fois en 1918, ces huit nouvelles ont longtemps marqué dans l'esprit de leur auteur puisqu'il travaillait à certaines d'entre elles à partir de sa dix-septième année. Les unes, comme « *Faust et Frigard* » ou « *Rose Lourdin* », plongent leurs racines dans le milieu des exilés de Genève, où le père de Valéry et sa tante, toutes jeunes, se trouvaient projetées après le coup d'État du 2 décembre 1851. La plupart des autres se rapportent à l'enfance de Larbaud lui-même, une trêve enfance sous le règne de deux femmes, et séparée des autres par la fortune. Quelques choses de pathétique trahissent en équilibre dans les dix pages de « *L'heure avec la figure* », et l'humour de « *La grande époque* » ou de « *Devoils de vacances* » masque mal l'impression d'une solitude vécue comme une étrangeté.

Une farandole de petites filles traverse l'œuvre : comme toujours, Larbaud les peint avec des délicatesses de miniaturiste qui décèle, sous leur grâce tendre ou acide, toutes les étonnantes et aléatoires perversités qu'elle promet.

GINETTE GUIDARD-AUVISTE.

* ENFANTINES, de Valéry Larbaud. Collection : « L'Imaginaire », Gallimard, 250 p.

• Parmi les rééditions : *Portraits-souvenir*, de Jean Cocteau, avec une préface et des notes de Pierre George (Le livre de poche, Collection « Pluriel ») ; les *Méthodes de l'enseignant*, de Jack London (Le livre de poche) ; les *Muses* ; la *Vie de tous les jours* au *Union soviétique*, par Hedrick Smith (Le livre de poche).

• Parmi les inédits : *Braten-Trastky*, d'Arturo Schwarz. L'auteur, historien d'art, ancien membre de la IV^e Internationale, retrace et analyse les relations du poète et du révolutionnaire (10-18) ; *Aux origines du nationalisme breton* Un dossier critique sur le renouveau des études bretonnes au dix-neuvième siècle, présenté par Bernard Tanguy, et incluant une réédition de l'essai sur l'histoire de la langue bretonne, de Harsart de la Villemarqué (10-18, 2 volumes).

en bref

• Avec *PIAF, MA SŒUR*, par Denise Gasson, qui est une violente critique du « Pif » de Simone Bertolotti paru chez Laffont, les éditeurs Guy Athletex proposent une nouvelle formule d'édition qui consiste à publier le même ouvrage, le même jour, dans deux formats, et à deux prix différents : une édition courante à 38 F (comportant une douzaine de photos) et une deuxième format d'édition populaire dit « petit papier » à 12 F (sans les photos). Les deux livres sont distribués dans des circuits différents. Cette formule a déjà fait ses preuves aux États-Unis.

• LA NOUVELLE CRITIQUE donne la parole aux poètes. Après Dominique Grandmont, invité à exprimer le mardi 25 octobre au Théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis, de son livre *Quelques poèmes* et Alain Velautin qui s'occupe de la critique à la Bibliothèque de la Sorbonne et 29 décembre à partir de 21 h.).

• LA REVUE « SPARTACUS » publie, dans son dernier numéro, un texte posthume de Jacques Prévert : « Paroles et musiques : le rétrospect », 13, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-6.

• LA REVUE « ARFUYEN » lance une collection de poésies, « les Insomnia », consacrée de dépliant. Chacun de ceux-ci est vendu à 5 F. Deux premiers titres : « Les Chansons barbares », de Gérard Philier, et « Neuronite », de Margherita Goldsack (1843e Malacène).

• LE GRAND PRIX DE L'HUMOUR NOIR XAVIER FORNERET a été attribué au Belgé André Barlet pour « Occupe-toi d'immortels ». Le dessinateur Jacques Tardi a été primé pour sa série « Les Aventures extraordinaires d'Adèle Blanc-Sec ». Enfin, le Prix du spectacle a été décerné à Maurice Tesson pour sa pièce « Les Boîtes ».

• LE XVII^e PRIX FRANK-CANAUD, d'une valeur de 1 000 F, a été attribué au Québécois Louis Caron, trent-cinq ans, pour son premier roman « L'Emménagement » (Robert Laffont). L'auteur de l'un des romans québécois qui ont refusé d'endosser l'uniforme anglais au cours de la première guerre mondiale.

• LE PRIX FRANCE-LUXEMBOURG a été attribué à M. Joseph-Emile Muller, pour l'ensemble de son œuvre, contre deux voix à M. Joseph Leydenbach pour « Jeux d'échecs » (Renaissance du livre à Bruxelles).

• LE PRIX LAMARTINE, décerné par l'Académie de Mâcon à tout ouvrage consacré au juste romantisme, a été décerné mardi à l'écrivain bourguignon Henri Vinciguerra pour son ouvrage intitulé « La Vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine ».

Prenez
quelques jours
de
Grand-Duché

récit

Les voyages forment la jeunesse

● Le « Tour de France » de deux enfants d'aujourd'hui : Camille et Paul, d'Anne Pons, jugé par le romancier de « Père et fils », Gérard Guégan.

On devrait juger une époque sur sa manière de voyager. Ainsi, jusqu'au dix-neuvième siècle, le voyage était surtout découvert de l'inconnu, de l'habituel, avec risques et périls à la clé. Pour partir, il fallait donc s'aguerir, se préparer à l'inimaginable. La vapeur puis l'électricité bouleversèrent toutes les habitudes, et le monde ne fut plus qu'un globe que l'on roule dans sa main — regardez Jules Verne et son Phléas Fogg — et la France, une tache rose sur un

bon (ah ! comtesse de Ségur), amitiés et secours en toutes circonstances. Ils ne rencontrent ni monstres à dompter, ni tentateurs, ni magiciens, mais ce qui, dans la mythologie contemporaine, en a pris la place : le savoir.

On apprend mille choses en compagnie d'Anne Pons. Mille choses sur l'ancien et le nouveau, car son livre repose sur deux principes : la nostalgie du passé, à la manière de collectionneurs de cartes postales, et la foi dans le progrès, d'où son côté leçon de choses et d'instruction civique. Par exemple, sachiez-vous que Du Guesclin a quatre tombeaux, que l'inventeur de la conserve s'appelait Nicolas Appert, qu'il n'y a plus que cinq mille fous de Bassan dans notre pays, que les archangeaux sont des chardons, qu'une morue pèse dix millions d'œufs, que le vin de Bordeaux n'a été introduit à Paris que sous le règne de



Illustration tirée de l'ouvrage d'Anne Pons.

planisphère Vidal de Lablache — regardez Bruno et son Tour de France par deux enfants. Il n'empêche que « prendre la route », pour parler moderne, n'était réservé qu'à une minorité de privilégiés et d'aventuriers, ce qui explique le succès considérable de ce premier « guide » de la France.

Par la suite, le train, l'automobile, l'avion, réduisirent encore les distances, et parallèlement les conquêtes sociales, le mieux-être, amenèrent du plus « en plus » de monde sur les routes, si bien que l'on connaît souvent mieux aujourd'hui les faubourgs de Djakarta que les mailles du marais polévien, l'Asie que la France. Voilà qui explique sans doute pourquoi, un siècle après Bruno, Anne Pons a choisi de faire voyager ici et maintenant deux enfants de chez nous.

Les voyages forment la jeunesse, c'est une rengaine que nul ne songe à nier, et surtout pas les compagnons, ces artisans de la perfection, qui, très tôt, appliquèrent ce principe aux leurs puisque n'étaient admis dans leurs rangs que ceux qui avaient accompli leur tour de France. Comme eux, Camille et Paul, lauréats d'un concours télévisé, quittent un beau matin Yvetot, passent de l'autre côté de l'eau, comme on dit en pays de Caux, et s'enfoncent dans la France des années 70 qui redevient, sous la plume d'Anne Pons, une sorte de jeu de l'ole géant, construit de telle façon qu'on oublie, au fil des pages, la réalité pour se perdre dans ses souvenirs.

Camille et Paul vont leur petit bonhomme de chemin, trouvant, à l'exception d'un méchant vaga-

bon (ah ! comtesse de Ségur), amitiés et secours en toutes circonstances. Ils ne rencontrent ni monstres à dompter, ni tentateurs, ni magiciens, mais ce qui, dans la mythologie contemporaine, en a pris la place : le savoir.

On apprend mille choses en compagnie d'Anne Pons. Mille choses sur l'ancien et le nouveau, car son livre repose sur deux principes : la nostalgie du passé, à la manière de collectionneurs de cartes postales, et la foi dans le progrès, d'où son côté leçon de choses et d'instruction civique. Par exemple, sachiez-vous que Du Guesclin a quatre tombeaux, que l'inventeur de la conserve s'appelait Nicolas Appert, qu'il n'y a plus que cinq mille fous de Bassan dans notre pays, que les archangeaux sont des chardons, qu'une morue pèse dix millions d'œufs, que le vin de Bordeaux n'a été introduit à Paris que sous le règne de

On apprend mille choses en compagnie d'Anne Pons. Mille choses sur l'ancien et le nouveau, car son livre repose sur deux principes : la nostalgie du passé, à la manière de collectionneurs de cartes postales, et la foi dans le progrès, d'où son côté leçon de choses et d'instruction civique. Par exemple, sachiez-vous que Du Guesclin a quatre tombeaux, que l'inventeur de la conserve s'appelait Nicolas Appert, qu'il n'y a plus que cinq mille fous de Bassan dans notre pays, que les archangeaux sont des chardons, qu'une morue pèse dix millions d'œufs, que le vin de Bordeaux n'a été introduit à Paris que sous le règne de

On apprend mille choses en compagnie d'Anne Pons. Mille choses sur l'ancien et le nouveau, car son livre repose sur deux principes : la nostalgie du passé, à la manière de collectionneurs de cartes postales, et la foi dans le progrès, d'où son côté leçon de choses et d'instruction civique. Par exemple, sachiez-vous que Du Guesclin a quatre tombeaux, que l'inventeur de la conserve s'appelait Nicolas Appert, qu'il n'y a plus que cinq mille fous de Bassan dans notre pays, que les archangeaux sont des chardons, qu'une morue pèse dix millions d'œufs, que le vin de Bordeaux n'a été introduit à Paris que sous le règne de

romans

Le théâtre d'ombres de Béatrice Privat

MALGRÉ ses airs de grand méchant loup, « l'assassin d'avril » ne l'a peut-être que le temps. Mais s'all-on jamais ? « L'hiver, dit-il, je séduis des filles comme toi. En novembre je les rencontre et je les assassine en avril. » Le loup, c'est Anderson, Scandinauve, cinéaste avec de l'ailleurs dans le regard. Le Petit Chaperon rouge, c'est Pellenne, jeune danseuse qui vient d'abandonner les cours, les bas de laine, les épingles à chignon, la sœur et les parfums des vestiaires.

Pellenne ? Une jeune fille, mais Anderson préfère dire une fille parce que c'est « plus abrupt et plus doux », comme un « nom d'aventure ». Pellenne, gracieuse comme une araignée des marais, avec derrière elle dix-huit années de désarroi, de solitude, de personne-qui-m'aime. Elle a le douceur et l'innocence inquiète des « filles tardives » qui, de fugues au coups de folie, ne sortent qu'avec peine des ténées limbes de leur enfance.

Il ne se passe presque rien dans cette histoire trop légère, trop délicate pour être racontée. Il y a Pellenne, il y a aussi Madeleine avec ses taches de rousseur et ses parents qui, à la campagne, élèvent des chats persans. Il y a Anderson qui partage avec Pellenne le goût, paraît-il, pervers, des fleurs coupées. Cela commence bien sûr en automne, cela finit en avril, ou peut-être pas, car Pellenne grandit si lentement.

Ce roman, le troisième de Béatrice Privat, a des grâces d'adolescence, avec quelque chose d'un peu grêle, des personnages en ombres chinoises, sans épaisseur et sans tourneur, perdus dans les brumes d'un imaginaire port nordique, avec un arrière-pays de lentes et d'étranges pourrissances.

Mais c'est un roman « tendrement hégard », plein de petites touches, acérées, de fragrances subtiles, de mélancolies sournées et d'instants volés. De peurs trahies en imprudentes extases se trace un parcours sans cesse noyé, dissimulé, égaré et avec mesure. En somme, une jolie histoire d'enfant « trop gâtée », qui laissera sur leur chemin ceux qui, dans la littérature même, recherchent plus de chair et plus de vie.

MONIQUE PETILLON.

★ L'ASSASSIN D'AVRIL, de Béatrice Privat, Julliard, 152 pages, 32 F.

Nos frères farouches

● Quand un écrivain retourne à la terre...

RENAISSANCE ? Jean-Claude Sordelli manie l'antiphrase, du moins quant au titre de son quatrième livre, qui devrait plutôt s'appeler maintenant.

Il s'agit de la vie d'une poignée de paysans, accrochés au lieu-dit « les Balayées ». Il y a là Paillot l'idiot, parasite et souffre-douleur, Gustave et ses trois frères, Blanchet, d'autres... Une chronique ? Pas vraiment. Sordelli tient plus de Francis Ponge ou de Fabrice que de Jules Renard. Il observe ces hommes-choies, ces insectes, leur lenteur, leur épaisseur, leurs rythmes soumis à celui des heures et des œuvres. Il nous dit leur persistance à vivre dans leur réseau d'habitudes, dans ce filet de connivences et de suspensions qui, soudain, va se tendre : en effet, un « corbeau » menace, par lettre anonyme, de griller les granges si on ne lui verse pas une rançon. Mais cet événement ne trouble guère plus l'ordre des choses qu'une grêle ou une guerre. C'est un de ces impénétrables auxquels il faut bien se résigner. Ils paieront. Leur vie continuera, dans ce bras mort du temps.

Et c'est cette vie qui nous fascine, le savoir de ces existences à peine effleurées par le présent : le passage d'un jet, le jeu des 1 000 francs. Rien n'a vraiment changé. Les gens des Balayées sont soudés à leur terre comme le gui à son pommier. Sordelli s'attarde sur un être, un détail, et nous voici en plein Brueghel.

A chaque écrivain son fief. Tel fera dans la révolution, tel autre dans la confiserie. Sordelli s'est taillé son pré carré en plein terroir, sans cependant verser dans

le régionalisme. Ses paysans tirent leur vérité d'eux-mêmes, et pas d'une appartenance géographique précise. Ils ont l'évidence des pierres et des saisons. Ils existent dans leur permanence.

C'est l'hiver : « Nenni, Gel, Vacuité. La mémoire ne répond pas, l'esprit se creuse ; le mécanisme est cassé. Désert. Désert. Désert des idées imparfaites, ondoyant libérées dans cette liesse qui s'écoule entre le réel et l'absurde, Falaises, Blancs écharpes de brume. Monde brouillé. »

C'est l'été : « L'été, les autres s'en vont jouer les étrangers dans les campagnes ou sur les bords de mer. Et ceux-ci se tannent le cuir à faire le foie et à battre le blé, à panser les caches et à regarder passer les heures. Voyageurs immobiles, ils attachent leurs pas à la genèse des jours, la fuite des rêves épouse pour eux les variations du ciel. Ce sont leurs paysages, leurs légendes, l'unique ailleurs auquel ils puissent prétendre, leur renouveau. »

Passent les saisons, eux sont là, animés par le plaisir qui anime Sordelli d'écrire, de décrire, de déchiffrer ces palimpsestes obstinés.

CLAUDE COURCHAY.

★ RENAISSANCE, de Jean-Claude Sordelli, Bachelot-Chastel, 190 p., 32,50 F.

FRANÇOIS CARADEC DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS ARGOTIQUE ET POPULAIRE COLLECTION DICTIONNAIRES DE L'HOMME DU XX^e SIÈCLE chez tous les libraires LAROUSSE 16,90 F

SEUIL

François Rivière Fabriques



De cette fabrique du texte qui utilise et viole les règles du conte bleu, du récit policier et du roman d'analyse, François Rivière d'entrée de jeu se révèle le maître. C. Bonnefoy Les Nouvelles littéraires "Un roman ? Alors, sans pareil. D'un ligne à l'autre on passe et on repasse la frontière du songe, exquises va-et-vient d'un roman de sens-friktion. Fascinant !" M. Galey L'Express Coll. Fiction et Cie 160 pages 32 F.

ANNE PHILIPPE



Un été près de la mer

Avec Un été près de la mer, Anne Philippe nous donne cette année le plus mûr, le plus beau de ses livres, le plus chargé de poésie profonde, le plus dévoué aussi, peut-être, simple comme son titre fait de petits mots quotidiens.

Josane Duranteau - Le Monde

GALLIMARD

André Chamson de l'Académie française

SANS PEUR et les brigands aux visages noirs

Roman



L'histoire claire et simple de Sans Peur qui pendant la révolution fut une sorte de Chouan au pays des Camisards, situation étrange comme l'aurait été celle d'un Bleu luttant presque seul, avec quelques dizaines de compagnons, contre toute la Vendée.

Plon

Prenez quelques jours de Grand-Duché

Suggestions et forfaits avantageux pour mini-vacances à partir d'octobre. Dépliant gratuit



ONT 41, route de Poppeville 57 METZ Téléphone 685584-87 21 bd des Capucines 75 PARIS 2^e Téléphone 7429056

« Mais moi je vous aimais », de Gilbert Cesbron

(Suite de la page 19.)

Catalogue inconscient et sans solution d'ensemble, diront les lecteurs « politisés », mais tellement plus juste que les analyses partiales, tellement plus reposant aussi, parce qu'imprévisible. C'est la force des hommes du sentiment de rester, pour prix de leur solitude, incassables.

Prôner l'amour ne vaut pas dire qu'on croit à son triomphe. Tout au plus qu'on l'espère. Cesbron montre bien comment la société y fait obstacle, en substituant au don de soi les notions de productivité et de promotion, ou en créant l'illusion qu'on peut s'en libérer avec de l'argent. Dans une civilisation où tout se monnaie, comment répondre au besoin de ce qui, précisément, ne s'achète pas ? L'auteur suggère que seuls l'exemple et l'examen de conscience individuel peuvent y parvenir, Dieu aidant.

Cette tension de la volonté soutenue par une foi ardente donne au livre sa cohérence philosophique, tandis que le

savoir-faire éprouvé du romancier nous attache au martyre du petit Yann, condamné à simer sans retour, privé du minimum de chaleur que s'échangent les bêtes elles-mêmes.

Maïs l'adhésion au livre suppose qu'on ne quitte pas un instant le plan du cœur, où tout se situe. Si la lecture

par Bertrand Poirot-Delpech

prend le moindre recul artistique, la héros supporte mal la comparaison avec les « idiots » littéraires déjà cités, les personnages secondaires apparaissent stéréotypés, et le style réduit à la simple efficacité réaliste.

Et comment faire autrement ? Pour reprendre la proverbe fameux, il semble bien que ces limites découlent fatalement

de la fonction assignée au roman. Dès lors que l'auteur recherche des circonstances extrêmes où poser des cas de conscience — crises familiales, médicales, judiciaires, — le mélodrame et ses simplifications deviennent inévitables.

L'« élite » cultivée pour qui l'amour de l'art passe avant l'art de l'amour esquissera un sourire. Mais un de ces sourires dont on a pu dire qu'ils signaient l'échec du cœur, autant que de l'esprit. Pour la grande majorité des lecteurs peu imprégnés de la littérature dite grande, c'est bel et bien aux parois des hôpitaux et des prisons que se posent, sans nuances, les problèmes-clés de la vie, de la mort, ils attendent de la lecture qu'elle les aide à vivre ces moments-là, non à briller en société.

En préférant cette attente innocente aux grimaces des esthètes, et les lueurs aux contraires, Gilbert Cesbron a choisi la meilleure part. Elle ne lui sera pas ôtée.

* MAÏS MOI JE VOUS AIMAIS, de Gilbert Cesbron, R. Laffont, 382 pages, 44 F.

MARGUERITE DURAS ET LES TERRITOIRES DU SILENCE

(Suite de la page 19.)

C'est à propos du *Vice-Consul* que Marcelle Marini a écrit avec les écrits de Marguerite Duras... Et c'est ce qui nous touche le plus dans son essai : « La rencontre éternelle quand la parole de l'autre me bouleverse en divers lieux ignorés, et si fort que je les interroge et m'interroge en elles... »

Et déjà, dans les *Paroles*, aussi intéressantes que les surprises et reprises de cette conversation entre Marguerite Duras et Xavier Gauthier était ce que cette dernière nous apprendait de la façon exaltante et douloureuse dont elle avait reçu son œuvre.

Mais, du *Vice-Consul*, le roman (Gallimard, 1968), naît d'abord *India Song*, le livre (Gallimard,

1973), sous-titré par Marguerite Duras « texte théâtre film » ; puis le film, l'un des plus admirables qui aient été jamais réalisés, et qui porte le même titre, *India Song* (1975) ; enfin, cet autre film, né de lui par scission, *Son nom de Venise dans Calcutta désert* (1976). Et *India Song*, le film définitif, au point, disait récemment Marguerite Duras, que tous les contrastes déjà

signés pour le théâtre ont dû être annulés à sa sortie. « Il apparaît évident qu'on ne pourrait jamais retrouver ailleurs qu'au cinéma la force qui était celle de *Delphine Seyrig* à l'écran » (Entretien avec René Friedl, in *Jeune Cinéma*, n°104).

Adapté d'un roman à la scène, et plus précisément composé pour la Compagnie Renaud-Barrault l'*Eden-Cinéma* à partir d'un brouillon de la *Pacifique* (Gallimard, 1958) pose moins de questions. La pièce a été bien jouée. Il est significatif que, dans le texte de l'*Eden-Cinéma*,

tel que le publie le Mercure de France, romans, pièces, scénarios, films, sont cités dans les œuvres de l'auteur les uns après les autres, selon leurs dates, et sans qu'il soit marqué la moindre différence entre ce qui appartient à l'écriture, à la scène, à l'écran. C'est, aussi bien, que l'œuvre d'un créateur est d'un seul tenant. Et que Marguerite Duras est, après Jean Cocteau (qui multipliait de surcroît les arts graphiques), l'un des premiers auteurs complets de l'art total, vers lequel tous les artistes, toujours, ont tendu.

La seraient les limites de l'essai de Marcelle Marini, si elle n'avait bousillé, à encore, son territoire. Mais nous ne sommes pas en contentant Anne-Marie Streeter passe pour nous du livre au film, du texte à l'image, de l'enfance où Marguerite Duras l'a rencontrée aux livres et aux films où elle nous la découvre tout en ne cessant de s'interroger sur elle.

Le théâtre lui-même, si puissant que soient ses moyens, et

d'autant plus puissants que discrets, ne suffit pas toujours, pour le créateur d'aujourd'hui, à évoquer, au regard des autres, les enfances et les amours qui l'ont

* TERRITOIRES DU FEMININ AVEC MARGUERITE DURAS, de Marcelle Marini. Les Éditions de Minuit, 255 pages, 42 F.

* L'EDEN CINÉMA, de Marguerite Duras. Mercure de France, 160 pages, 25 F.

* LE CAMION, de Marguerite Duras. Les Éditions de Minuit.

* LE MARN DE GIBRALTAR, de Marguerite Duras, suivi d'un entretien avec Michel Folléa.

fait ce qu'il est. Il y a dans l'*Eden Cinéma*, le livre, une note significative de Marguerite Duras sur ce qu'elle appelle « le manque à voir » du théâtre :

« Je vois cette auto noire qui avance dans la forêt le long des montagnes du Siem... En conséquence de ce manque à voir, pour ma part, j'ai écrit de nombreux textes de théâtre, le long du bungalow... Cela, Marguerite Duras aurait pu le montrer au cinéma. Mais, sans le cinéma, nous le voyons dans ce roman, cette pièce, comme tout ce qu'elle compose, dépassant jusqu'au vertige.

Car il y a un cinéma d'avant le cinéma auquel Marguerite Duras a fait appel, justement, dans son dernier film, *Le Camion*, dont le texte vient de paraître (Éditions de Minuit). Disposant, en principe, de tous les moyens de l'écran, elle s'en est délibérément privée, faute, au départ, de pouvoir faire appel à Simone Signoret, on à Suzanne Flanz, qui n'étaient pas libres. Au cinéma d'aujourd'hui, elle en substitue un autre, visuel comme l'homme. Marguerite Duras raconte ; Gérard Depardieu écoute et pose des questions au sujet d'un texte qu'il découvre, au moment

même : quelques plans de coupe nous montrent un camion sur une route ; et le film raconté devient, pour nous, dans la salle obscure de nous-même, un film vu.

Il n'y a pas de création sans mémoire profonde. Et profonde jusqu'à la nuit, Marguerite Duras ne cesse de plonger dans les ténements d'un passé où, entre autres scènes primitives, il y a celle où apparaît la vraie Anne-Marie Streeter, qui, dans la réalité portait peut-être ce nom. A Xavier Gauthier, encore, elle l'a raconté dans une autre conversation. (In *Marguerite Duras*, Éditions Albatros, 1976).

Un secret à retrouver donc. Une recherche de l'absolu — qui peut prendre la forme de celle du

Maria de Gibraltar (ce roman, l'un de ses premiers, vient de paraître en format de poche). — secret personnel à Marguerite Duras, mais dont, femme ou homme, nous savons, tous qui lisons, l'écouter, voyons les images qu'elle en a nourries, que, si n'est pas le nôtre, nous avons tous, en nous, opaque et lourd, l'équivalent. Et c'est pourquoi cette voix nous est si fraternelle. L'une des plus proches que nous puissions entendre aujourd'hui. Avec ce qu'elle engage aussi de l'histoire des hommes les plus pauvres, les plus exploités, et pas seulement dans l'Indochine d'autrefois.

Poétique et politique. Indissociable.

CLAUDE MAURIAU.

Pour mélomanes seulement

OU de musique, Gérard Mourgue nous parle de sa passion. Jérôme, un pianiste virtuose, pris par sa carrière, n'osera pas la briser pour Nell, la femme qu'il aime. Mais le véritable enjeu du livre n'est pas là. Que Jérôme tasse des quintuplés à Nell, ou des crêpes Suzette, c'est tout un. L'intérêt du livre réside dans ce cheminement qui nous restitue, de l'intérieur, un certain monde musical. Rares, à l'heure où l'on aime si riche d'échos pour les mélomanes. Mais pas n'importe lesquels, ceux qui ont les moyens de s'offrir Bayreuth et de vivre dans cet univers. Vouloir se hausser au diapason des génies qu'il nous offre, Mourgue écrit avec un manque de simplicité grandiose. N'est-il donc pas possible de parler simplement de ses préférences ?

C. C.

* LE MUSICIEN, de Gérard Mourgue. France-Empire, 264 pages, 26 F.

LE SÎMORGH
CHRISTIAN CHARRIÈRE
roman
"Une grande force et une grande richesse d'imagination..."
FAYARD
Robert KANTERS (Le FIGARO)

DIALOGUES AVEC :
Simone de Beauvoir
Jean Dubois
Jean-Paul Escande
Jacques Fouvet
Jeannette Loo
Louis Leprince-Ringuet
Claude Olivenslein
Clot Palme
Alois Peyrefitte
Antoine Riboud
Roger-Gérard Schwortzenberg
Gaston Thom
JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER
QUESTIONNAIRE POUR DEMAIN
322 pages
43 Francs
Editions Ramsay



En doublant vos vitrages avec Isobaie

Vous vous protégez contre le bruit, vous ferez des économies de chauffage... et vous paierez moins d'impôts.

Pour tout savoir sur Isobaie adressez-vous à :

Société Breton

Tél. 336.44.55 - 707.73.10

Ouvert tous les jours

du lundi au samedi, de 8 h à 20 h

Devis gratuit sur demande

poésie

Armel Guerne, moine - soldat du verbe

● Un poète solitaire au bord de la mystique.

LES spécialistes de littérature allemande, et en particulier les amateurs de Hölderlin, de Novalis et de Kleist, admirent en Armel Guerne, depuis de longues années, un traducteur d'une qualité exceptionnelle. Très peu nombreux, en revanche, sont ceux

qui se sont demandés si Armel Guerne possède une œuvre personnelle, tant l'homme est resté discret, ennemi de tout tapage, et soupçonneux à l'endroit des coterie parisiennes. Né à Morges, en Suisse, en 1911, il a été déporté pendant l'occupation pour faits de résistance, puis, après quelques années de journalisme, se sentant gravement atteint, il s'est retiré dans un moulin à vent en Guyenne, et ne correspond qu'avec quatre ou cinq écrivains qu'il a minutieusement choisis. Cet ermite, qu'on peut comparer, par son attitude, à Joe Bousquet, vient de publier trois livres, qui lui assurent une place certaine parmi les poètes français d'aujourd'hui.

L'âme insoumise reprend des essais et des textes d'introduction aux pré-romantiques et romantiques allemands, que l'on connaissait fragmentairement. On y rencontre toute la famille spirituelle d'Armel Guerne, qui comprend aussi, entre autres, Gérard de Nerval et Herman Melville. Qu'il parle d'eux ou de Stevenson, par exemple, Armel Guerne rapproche chaque fois la notion de l'inconnu de celle de la mystique. L'inspiration, pour lui, est une grâce doublée d'un tourment, voire d'une torture : si elle ne correspond pas à une connaissance de l'absolu, elle n'est que savoir-faire ou preuve de volonté, c'est-à-dire, dans la réécriture, une manifestation à laquelle manque une marge invisible, qui pourrait bien être d'ailleurs sa substance même. On trouve, précisément, une spiritualité du même ordre chez Armel Guerne poète. A le lire, on s'étonne, tout d'abord, que

deux livres anciens, empreints déjà de mysticisme, soient passés à peu près inaperçus : le *Temps des signes* (Flon, 1967) et *Testament de la perdición* (Desclée de Brouwer, 1961). Dans ces recueils, le langage est classique, dépouillé, et traduit une spiritualité de tous les instants, sans tenir compte de la modernisation des instruments linguistiques : le poème y est un moment de réflexion, et ne craint pas de se présenter comme une sorte d'aphorisme lyrique. On retrouve la même disposition d'âme et la même pensée dans les deux recueils abondants qui groupent quinze années de méditation : le *Jardin colérique* et *Rhapsodie des fins dernières*.

Le *Jardin colérique* dit à la fois la fragilité et le dépassement de l'homme, partagé entre ses interrogations et la certitude que quelque part une communion — ou une compréhension — l'attend. Est-ce au sein de la nature que la soif d'absolu trouve un semblant de satisfaction, ou est-ce dans l'analyse consciente et désespérée de sa propre condition ? Ces « étiologies » de l'abstraction, avec leurs extases brèves et leurs naïvetés libérales, valent par une sorte de fraîcheur et de noblesse désarmantes. Armel Guerne y accède à ce qu'il appelle la « pudeur de l'été ». Si les poèmes se répètent un peu, c'est que la permanence de la pensée doit savoir ménager ses hésitations, ses retournements, ses jublations enrêcées d'impatiences soulées.

Rhapsodie des fins dernières, sans être différente de l'autre

suite, s'éloigne davantage de la prière pure et simple. Armel Guerne suit les saisons et leurs aspirations secrètes. La béatitude ne lui paraît pas suffisante. Le franciscain se transforme, l'espace d'un poème, en un moine-soldat du verbe. Côté l'absolu et le néant peut-être nourrir un esprit converti sur le tard à la volupté et à la sainteté de l'expression ? Le commerce avec le dieu inconnu ne peut plus se faire qu'à travers les mots. Une étrange violence traverse cette paix armée jusqu'aux nerfs :

Seule

Poésie seule poète
Amoureuse suavité
De tout ce que la science ignore ;
Respectueuse du mystère ;
Paysanne de l'invisible ;
Imaginant l'impossible ;
Domestique de la pensée ;
Prêtresse du réel ;
Dépositaire des oracles
Vertigineux et impatients
De l'âme qui appelle
Et qui connaît le nom
Dans la caverna de sa chair.
Orpheline aujourd'hui, abandonnée

A ton unique autorité
Sacramentelle et salutaire,
O toi, le tout dernier soupçon
Du souffle saint de la parole.
ALAIN BOSQUET.

* L'ÂME INSURGÉE, d'Armel Guerne. Éditions Phébus, 17, rue Pierre-Lescot, Paris-IV, 276 pages, 48 F. LE JARDIN COLÉRIQUE, de ARMEL GUERNE, 179 et 244 pages, 29 et 31 F. Éditions Phébus.

histoire

Staline et la méthode

(Suite de la page 19.)

Il existe indépendamment de l'idéologie de l'historien et elle est connaissable grâce à une méthodologie qui est la même pour tous, à des techniques qui devraient être semblables à Moscou, à Harvard, à Sorbonne ou à Vincennes. La conception marxiste de l'histoire se situe sur un tout autre plan, celui de la hiérarchie des faits, de leurs rapports réciproques, du système de représentation du réel qui en découle. Elle repose sur la connaissance scientifique de la réalité historique, mais elle introduit une classification tout à fait décalée en tant qu'hypothèse de travail et outil conceptuel, d'où le succès du marxisme en Occident, qui ne repose pas seulement sur des motifs techniques.

Le titre du livre d'Ulam, *L'Homme et son temps*, ne me semble pas correspondre tout à fait à son contenu. On ne voit guère l'époque dans cet ouvrage, ni l'homme, ni la société, ni les simples sociétés, à peine le parti communiste lui-même. Tout se passe dans les cercles

dirigeants communistes et cela ne nous aide guère à comprendre les événements et le rôle joué par celui dont le livre nous donne la biographie. Écrire, comme le fait Ulam (tome II) : « L'explication de sa vie est aussi banale que la plupart de ses propres discours : il était corrompu par le pouvoir absolu », ne me semble guère faire avancer la compréhension de cette période quand bien même cela serait vrai. On tend à revenir ainsi à une explication personnalisée du stalinisme, c'est-à-dire au « culte de la personnalité » tel que le « XX^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique l'inventa voilà plus de vingt ans. Je ne dis pas que cela ne joue pas un certain rôle, mais qu'il ne peut en rester là.

Les contradictions de l'histoire soviétique ne peuvent se comprendre que dans l'étude précise des réalités économiques, sociales et culturelles de la Russie du début du vingtième siècle à l'Union soviétique des années 50. De ce point de vue, même si je ne partage pas nombre de conclusions de l'auteur, l'ouvrage

de Charles Bettelheim *Les Luttes de classes en U.R.S.S. (1)*, me semble beaucoup plus important, et plus encore peut-être un ouvrage non traduit encore en français de Roger Pethybridge, *The Social Prelude to Stalinism (2)*.

L'assassin de Kirov

Sur plusieurs points, Ulam ne me semble guère très convaincant. Trop souvent, il affirme son opinion en engageant le lecteur qu'elle correspond à une vérité historique évidente et acceptée par tous, alors qu'elle mériterait une discussion plus sérieuse et des preuves plus précises. Prenons trois exemples de cette technique.

En 1934, se tient le XVII^e Congrès du P.C.U.S. Il semblait, au-delà des discours élogieux pour Staline, que l'autorité de celui-ci ait été battue en brèche, et c'est la raison pour laquelle il fit, à la fin de l'année, assassiner Kirov et ensuite exterminer les trois quarts du comité cen-

tral du P.C.U.S. du au XVII^e Congrès et les deux tiers des délégués. Ulam s'élève contre cette thèse, mais sans donner de faits précis et en écartant des faits connus et non démentis par les historiens. La terreur stalinienne n'apparaît plus alors que comme la quintessence de « l'absurdité ».

Je veux bien admettre que l'on ait affaire à une part d'absurde, mais c'est plutôt le résultat d'un système que sa caractéristique principale.

Autre exemple : Ulam s'exprime à propos de la bataille de Stalingrad (tome II) : « On décide, sans y croire beaucoup, qu'il serait possible d'arrêter la Wehrmacht sur la Volga, à Stalingrad. » Le « sans y croire beaucoup » mérite de passer à la postérité. Sur quelle source s'appuie une telle façon de poser le problème ? Tout concourt à montrer la volonté du commandement soviétique et de l'armée rouge de tenir Stalingrad à tout prix et de préparer les conditions d'une contre-offensive victorieuse, celle précisément qui allait permettre l'encercllement de l'armée de von Paulus. Le « génie militaire » de Staline n'y est sans doute pas pour grand-chose. Nous savons, que le véritable stratège était Joukov, mais enfin, il semblait jusqu'à ce qu'Ulam vienne y croire un peu, suffisamment du moins pour arrêter les nazis. Il est vrai qu'Ulam ajoute : « Après par leurs chefs, les soldats soviétiques se battirent comme ils ne l'avaient encore jamais fait. » Le « après par leurs chefs » vaut bien le « sans y croire beaucoup » et je ne peux retenir une certaine indignation en pensant au sacrifice de millions de Soviétiques pour notre liberté.

Les communistes français en 1940

Enfin, dernier exemple : Ulam écrit à propos de l'attitude des communistes français en 1939-1940 : « Mais à la fin du mois de septembre, ils changèrent totalement d'attitude en même temps que les autres partis communistes et réclamèrent qu'on signât la paix avec l'Allemagne. Les dirigeants communistes français désertèrent et le parti, bientôt interdit, se lança dans une campagne de défaitisme qui devait contribuer à l'effondrement de la France à l'été 1940. Leurs efforts dans ce domaine furent hautement appréciés des Allemands, qui estimèrent cependant que les communistes français pouvaient faire encore davantage. » (tome II).

On peut et on doit analyser avec précision l'attitude des communistes français en 1939-1940. Elle pose un certain nombre de problèmes historiques qui ne sont pas encore totalement résolus, mais il ne me semble pas que ces phrases d'Ulam nous aident beaucoup à faire. À l'exception de Maurice Thorez, qui le fit sur l'ordre du P.C.F., aucun dirigeant communiste ne déserta. Ce « les » est un pluriel bien singulier. Quant à la « campagne de défaitisme » dont parle Ulam, il n'en apporte aucune preuve, pas plus que du contentement des nazis. La seule preuve donnée par Ulam est une lettre de Ribbentrop à Schulenburg, alors ambassadeur d'Allemagne à Moscou, dans laquelle il annonce son intention d'envoyer en U.R.S.S. un emissaire spécial chargé de demander aux soviétiques « les dossiers de renseignements soviétiques sur les communistes français ». L'authenticité de cette lettre n'est pas en cause, mais elle n'apporte aucune garantie aux affirmations d'Ulam sur l'attitude du P.C.F. en 1939-1940.

Ces quelques exemples montrent la nécessité pour l'historien de s'en tenir avec fermeté.

(1) Ch. Bettelheim, 3^e période 1913-1929, Seuil-Maspéro.
(2) R. Pethybridge, Londres 1974, Macmillan.

Agustin Gomez-Arcos
Ana non

« Si simple est la ligne de ce roman, si rigoureuse la forme, que l'auteur s'y tient, si forte la puissance d'énoncé qu'il n'a de cesse qu'il ne semble à la fois impossible et inutile d'en parler. »
Robert Kanters - LE FIGARO

Stock

Vient de paraître :
ANTOINE GOLEA
« La musique de la nuit des temps aux aurores nouvelles »

Des véritables origines des sons à la musique du XX^e siècle à laquelle il consacre tout le second tome de cet ouvrage, l'auteur présente une synthèse originale et hardie de l'histoire de la musique.

2 vol. de 464 et 496 pages au format 135 x 180, sous couverture glacée couleurs, chaque 45,80 F

A. LEDUC - 175, rue St-Honoré 75040 PARIS CEDEX 01

Georges Walter

Faubourg des Amériques

roman

L'un des grands livres parus depuis longtemps.
Max-Pol Fouchet / V.S.D.



« Faubourg des Amériques » confirme avec éclat la force et l'originalité d'une œuvre à laquelle Georges Walter travaille, en fait, depuis trente ans.

Josane Duranteau / Le Monde.
« Faubourg des Amériques » est vraiment un grand livre, sinon le maître-livre de la rentrée.
Gérard Humbert-Goury / Le Matin de Paris.

« Un livre éblouissant, riche, aussi beau qu'important. »

Jacques Godbout

par Denise Boucher et Madeleine Gagnon

« Quel plaisir, quelle leçon, et quel bain ! »

Christiane Rochefort

Les éditions L'ÉTINCELLE
161 rue Saint-Denis, Montréal, Québec, Canada H2X 3K4
2^e rue de Fleury 75006 Paris

13,5 x 21 cm 164 pages 30PF

Le pouvoir rend-il fou ?

Charles VI et sa folie réhabilités par un médecin et un romancier.

P ourquoi n'aurait-il pas été empoisonné patiemment, lentement, le pauvre roi fol ? Il n'est pas toujours facile de distinguer une maladie mentale née d'un fond héréditaire fragile et les troubles de la personnalité provoqués par certaines plantes et substances chimiques dont, au quatorzième siècle, on connaissait et utilisait à tour de bras les effets maléfiques plus malaisés encore, le diagnostic, à cinq siècles et demi de distance.

Une constatation est troublante : si l'on met en parallèle les absences du roi et ses tentatives d'intervention personnelle dans les grandes affaires du royaume, leur régularité coïncident, comme frappe l'interdit, de nombreuses personnes dans l'entourage familial du roi, à la tenir en main pour gouverner à sa place : les deux oncles Bourgoigne (Philippe le Hardi) et Berri (celui du fameux *Livre d'heures*), mais aussi le frère Louis d'Orléans, plus tard, le cousin Jean sans Peur et, pourquoi pas, l'épouse Isabelle, instrument tantôt des uns, tantôt des autres et œuvrant aussi pour elle-même. D'assez vaines personnalités, en somme, et les comparées du même scabot ne leur manquent pas.

Mais justement, devant ce gang d'empoisonneurs supposés, on se dit : n'est-ce pas trop de monde pour un crime en catimini étalé



sur vingt-cinq années ? Comment croire à une alliance entre des fauves dont l'occupation majeure, quand ils ne s'empêchaient pas les poches, était de s'étriper légèrement, au moins de le tenter ? Comment, surtout, imaginer, entre eux, un pacte de silence, et si prolongé, à une époque où le mot poison voltige de bouche en bouche pour peu qu'on mesure d'une occlusion intestinale ou d'une fluxion de poitrine ? Discutable, donc — et prudemment sans conclusions — la thèse du docteur Lemaire n'occupe heureusement que les premières pages d'un ouvrage, par ailleurs bien informé et clair sur un règne qui vit l'apothéose du pire.

Sur ce même règne, le livre de Pierre Gascar, dont on se méfiait moins, est infiniment plus entaché de parti pris. On ne sous-estime ni la vigueur de certaines reconstitutions (la Bou-

cherie, ses origines et influences) ni les mérites d'écriture, mais les sujets d'imitation pululent à côté. Distorsion volontaire de la période étudiée allant parfois jusqu'à l'indifférence aux mentalités du temps, jusqu'au paradoxe des jugements. S'agit-il, ici, d'histoire écrite par un romancier ou d'un romancier se servant de l'histoire pour exprimer ses propres idées ?

Des exemples ? Ils abondent : « C'est la royauté qui rend fou, elle représente les rapports les plus aberrants qui puissent exister entre un homme et le réel. En dépit des apparences, il n'est personne qui puisse exercer un pouvoir absolu sans y perdre son équilibre mental » avec, à l'autre bout du raisonnement, ce qui dans le pragmatisme royal des quinze dernières années, si terriblement préjudiciable, « l'irresponsabilité de la folie se confond avec la sagesse » ; ou encore : « Une victime exploitée, Charles vient racheter, par l'aveulement où la folie le plonge, des siècles d'oppression monarchique. Après lui, la monarchie pourra continuer : elle n'aura jamais plus tout à fait le même poids ».

Est-ce notre auteur qui rêve ou nous qui perdons le sens ? Peu-on parler de « solidarité nationale » et d'« union sacrée » (même en utilisant les guillemets) à une date où le sentiment national s'accroche lui-même, à tâtons, dans des maux extrêmes ? Est-ce justifié d'attribuer Caboché à « Héros obscur que l'histoire bâillonne », un homme dont la mémoire clignote dans le sang, celui du peuple compris ? Et, pour en finir, est-il raisonnable d'affirmer que « dans notre histoire, traversée de crimes, il y aura eu, au moins, cette revanche, presque absurde, de l'amour » pour un roi que « nous reconnaissons comme l'un de nous parce qu'il a mis l'image de la détresse humaine sur le trône » ?

Ce n'est pas ce que les tréces réclament, et il n'est sorti rien de bon de l'inconscience intermittente d'un roi malheureux qui n'a pas fait, pour autant, le bonheur de son peuple.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

* 1230-1422 - LE ROI EMPOISONNÉ - LA VÉRITÉ SUR LA FOLIE DE CHARLES VI, de Dr Jean-Claude Lemaire, 311 pages, 44 F. Société de production littéraire, 18, rue de Regard, Paris-St.

* LES SAIS DES ARMOIRIES - CHARLES VI, de Pierre Gascar, 274 pages, 49 F. Gallimard.

société

Subversion, perversion, système

Mikel Dufrenne dans les eaux de l'avant-garde intellectuelle.

D EJA George-Bernard Shaw nous avait mis en garde : les révolutions n'allègent pas le fardeau de la tyrannie, elles la changent seulement d'épaulé. Lorsque, concrètement, les diverses révolutions du vingtième siècle eurent donné raison à l'humoriste irlandais, les intellectuels « avancés », toutes distances prises à l'égard des « régimes socialistes », substituèrent progressivement au terme « révolution » celui de « subversion », comme si, par cette astuce linguistique, l'espoir d'une « autre vie » allait être à nouveau crédible. Certains, plus raffines, plus sophistiqués, préférèrent parler de « perversion » ; pervertir le système, telle serait la voie de la libération vraie.

À la lecture du livre de Mikel Dufrenne, on comprend qu'il ait eu envie de jouer avec ces trois termes — « système », « subversion », « perversion » — qui résumement, par leurs permutations possibles et leurs alléchantes

dérives, la plupart des conversations politico-mondaines, ces dernières trahissant à la fois une sensation d'échec et une « existence administrée » et l'impossibilité d'y répondre autrement que par des considérations qui n'engagent à rien. Bref, les « frustrés » de Claire Bretécher ne sont pas loin. À l'instar de ces derniers, Mikel Dufrenne s'interroge pour savoir si la « perversion » est plutôt du côté du « système » ou de la « subversion » (réponse : elle est plutôt du côté du « système ») ou si la subversion rend caduque la révolution (réponse : non, car la subversion est le moyen de la révolution).

Ajoutons que le livre de Mikel Dufrenne inaugure, aux Presses universitaires de France, une nouvelle collection : « La Politique éditée », dirigée par Lucien Sfez, dont les ouvrages auront pour souci commun de ne pas se cantonner à enfermer les analyses dans ce qu'il est convenu d'appeler « la » politique, mais de poursuivre en d'autres terres ses délices dispersées.

ROLAND JACCARD.

* Subversion, perversion, de Mikel Dufrenne, P.U.F., 192 p., 45 F.

« synthèses contemporaines » collection dirigée par Michel Ragon

Maurice Joyeux

L'ANARCHIE DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

Une hérésie nécessaire ?



Il faut bien constater la permanence de l'anarchie à travers les siècles et les dégoûts d'une jeunesse qui cherche une solution à sa difficulté d'existence. Mais le « divorce » de la jeunesse des écoles d'avec la bourgeoisie néo-républicaine n'est-il pas récupéré par les politiciens blanchis sous le nom ?

casterman

lettres étrangères

Hector Bianciotti : le jardin, la mémoire et les mots

● Le classicisme argentin.

TOUT commence par un jardin. Pour l'enfant Bianciotti — jamais nommé comme tel dans ce « *Traité des saisons* », mais si évidemment lui — le jardin original, le jardin d'essences rares, dont l'ordre et la symétrie l'exalte, fut le refuge, et le lieu initial. Un mot humain dans le « *vertige horizontal* » de la pampa, cette terre argentine infinie, « sans limites donc sans issue », qui l'appelle les éternels et les contraires. Bianciotti se souvient. Et d'il écrit, s'il s'est exilé pour devenir écrivain, c'est peut-être précisément parce qu'un jour, chassé par son père du Jardin absolu (qu'il ne savait alors même pas nommer), il doit faire route, seul, et s'inventer un autre jardin, « improbable », et accueillant. Celui du langage. De l'un à l'autre, intervient, joue la mémoire.

Il y a donc cette prison sous le ciel vide qu'est l'« estancia », famille où s'active tout un monde d'« italiens », émigrants piémontais transplantés là à l'aube du siècle, un monde dominé par un père autoritaire, rude, entièrement voué à la bonne marche des choses. A ses côtés, la mère, effacée, serene,

entourée d'une nuée de servantes (« toutes ces *Beniamina* et ces *Giuseppa*, leur ténacité résignée de maies ignares »), et la grand-mère glorieuse, plus tard déchu, magicienne dont les attributs inouïs — un attelage de chevaux noirs, un paon et un phonographe — procurent à l'enfant ses premières extases.

Il y a aussi la Mort — suicides silencieux et imprévisibles des téniers — et ses *fastes décadents*. Il y a la découverte de l'ailleurs qui emprunte son visage à la sublime Dame en rouge entrevue sur un magazine venu d'Europe, et son nom à ce mot inconnu prononcé par la grand-mère, ce mot étrange : « *collina* ». Il y a l'apprentissage à travers le simulacre (un chapeau confectionné avec un morceau de carton), et la mascarade (avec le voile de mariée de la mère), de la conscience de soi : l'enfant devant son corps, compris, saisi dans le miroir. Il y a les jeux avec un jeune officier, un peu groglier. Et l'incertitude (?) la très tendre complicité avec la petite sœur à jamais perdue.

Bianciotti excelle à capter ces moments-clés dont l'enfance est jalonnée et qui s'inscrivent en nous définitivement, parce qu'ils furent les révélateurs de notre existence et de ses limites. Moments de haine, de douceur, de culpabilité, moments d'immédiate

connaissance, de complexité et de tardive reconnaissance, que l'adulte remet en perspective.

L'esthétique du fragment

Le *Traité des saisons*, ni roman ni autobiographie, restitué par fragments (l'écriture argentine n'est-elle pas, surtout, technique et esthétique du fragment ?), par rubriques pourrait-on dire (« Jardin », « Lampe », « Cataclysme », « Opéra », « Rose », etc.), l'alphabet secret d'une initiation au monde. Et d'une initiation au langage. Car il ne suffit pas d'évoquer la matière même du souvenir, des souvenirs dissés par Bianciotti, qu'en soient la force et le pouvoir de séduction. Il faut dire aussi que la mémoire, ressort sacré qui sauve les rêves des morts, qui instaure une justice posthume, trahit et éternise la vie, est mise en mots comme rarement auparavant.

L'harmonie prévaut. La respiration très régulière de la phrase, la justesse du ton, le soin extrême avec lequel chaque mot est choisi, offert, donnent à la langue de Bianciotti une limpidité et une gravité qui rassurent. La sérénité, ici, contraste avec la touffeur qui émane de certains textes latino-américains actuels. Un peu comme le parc

à la Le Notre tranchait sur les terres vierges.

Écoutez plutôt : « Il est possible que nous portions en nous, occultes, enterrés, certaines métaphores primordiales et que toute cette verbalité n'ait d'autre but que de déchiffrer ces images antérieures... » « Écrire consiste à doter de mots (qui en disent toujours plus, ou moins, qu'il n'est nécessaire) la nébuleuse des éocations personnelles qui parfois s'agglutinent, dans les périodes de vide, quand la vie vécue semble s'effacer et que l'avenir paraît inexistant. » Et encore : « *Dispersés en menus morceaux, en rumeurs, en échos, que serons nous, ne serait-ce que de nous-mêmes, alors ce que les mots veulent bien nous restituer ?* »

Sans aucun doute, ce maître-livre de la mémoire et sur la mémoire, qui renvoie à Proust, mais autant à Novalis, remarquablement naturel dans sa version française, classe son auteur parmi les plus importants écrivains actuels de l'Amérique latine.

S'il a choisi Paris (la « ville grise » à laquelle il consacre quelques pages particulièrement mélodiques), s'il a choisi de met-



* Data d'Oré

tre « l'océan entre lui et le monde », s'il a suivi ce « *monisme* » typique de Buenos Aires qui veut que la capitale française en littérature comme en tant donne le ton, Bianciotti n'aurait en rien son âme argentine. Je suis fatalement argentin », dit-il souvent. Oui, un Argentin qui a essayé, qui a réussi à se trouver enfin, et, désormais, à s'imposer lui-même le seul héritier légitime du grand Borges.

FRANÇOISE WAGNER.

* LE TRAITE DES SAISONS, traduit de l'espagnol par François-Marie Rouet, Gallimard, « Du monde entier », 226 pages, 39 F.

Augusto Roa Bastos : une errance étoilée de noir

● Le baroque paraguayen.

LE livre d'Augusto Roa Bastos est un labyrinthe fantastique. On s'y engouffre tout entier sans en pouvoir sortir. A la lecture succède la hantise. Il se dégage de ce monceau de papier, qui est aussi un monument de la parole, une étrange malaise, dont aucun lecteur ne peut sortir indemne.

L'unique souveraineté, tel, est celle du langage : une errance

étoilée de noir. Ce long périple est création constante et continue de formes, prolifération cancéreuse, ou encore — comme il advient aux cadavres — multiplication insensée de tout ce qui rouge, corrodé, dévore, grouille et dépeuple. (Œuvre de mort, assemblément ! Et d'autant plus que le vrai, l'unique sujet du livre est la mort du Suprême, et que c'est de cette mort, hors de cette purulence, que naît le langage et que prolifère l'interminable phrase.)

L'objet (plus encore que le sujet) de *Moi, le Suprême*, est le visage du fondateur du Paraguay moderne : José Gaspar Rodríguez de Francia, dont l'auteur ne cite nulle part le nom. Ce qui est extérieur au livre, mais qui, cependant, l'investit, c'est l'histoire du dictateur à vie, ce sont les circonstances de ce règne important, ce sont les « petits faits vrais » chers à Stendhal. Il n'est nul besoin d'être érudit en histoire latino-américaine pour saisir sur le vif le personnage à la fois présent et absent qu'est, ici, Gaspar de Francia — ce MOI et ce LUI qui, tour à tour, et conjointement parfois, envahissent le livre, le rendant par

périodes irrespirable. Augusto Roa Bastos sait rendre sensible jusqu'à la nausée une touffeur singulière, et, littéralement, issue de ces contrées que traverse le tropique du Capricorne : le Paraguay.

L'utopie des jésuites

Pour ces circonstances, justement, on sait que la conquête de la patrie des Guaranis fut très longue et difficile. Ce peuple de semi-nomades d'un courage fabuleux n'était pas encore réduit à la fin du seizième siècle : ils luttaient encore sur les rives du rio Paraguay, et résistaient aux envahisseurs. Les Espagnols trouvèrent d'un bon moyen de laisser l'organisation de cette contrée tumultueuse aux jésuites qui, rêvant d'utopie, cherchaient une colonie où appliquer leurs réformes et leur système. Cette République jésuite du Paraguay dura un siècle et demi.

Le mode de vie citadin d'un caractère nouveau modula les habitants, mais mécontenta ceux qui avaient pour coutume

de les spoiler et de les réduire en esclavage. Ce fut le cas, principalement, d'un marchand d'esclaves, qui menaçaient leurs expéditions depuis São Paulo, et que l'on nommait les *mamelouks* ou les *panistes*. Bien entendu, les autorités coloniales, faisant fi des jésuites, appuyèrent les esclavagistes. En réponse, les jésuites n'hésitèrent pas à armer les Indiens. Cela fit une guerre constante, dont le résultat le plus clair, semble-t-il, fut le génocide de la République guarani, depuis 1780 jusqu'en 1817, organisée par le Brésil, l'Argentine et les dirigeants du Paraguay eux-mêmes. C'est alors que surgit le « Suprême », c'est-à-dire José Gaspar Rodríguez de Francia, héros sonore et unique de la geste écrite par Augusto Roa Bastos.

Né en 1768, José Gaspar Rodríguez de Francia s'inspire des doctrines révolutionnaires françaises. Son modèle en toutes choses était Robespierre. Mais il lisait les encyclopédies, fréquentait Jean-Jacques Rousseau, voulait régier sa démarche sur la démarche même de la raison. Il faisait partie d'une junte directoriale, mais prit le pouvoir en 1812. Il se disait dictateur élu à vie, mais, en réalité, sa domination sur le Paraguay était d'origine consulaire. Fondamentalement démocratique, il en vint à des excès, dommageables. Après l'utopie des jésuites, il travailla jusqu'à sa mort, en 1840, à forger dans le réel celle qu'il avait dans la tête. Pratiquement, il mit le Paraguay en état de blocus permanent. Ce pays, qui est éloigné de la mer de 1 200 kilomètres, se ferma totalement. De Francia entendait ainsi s'opposer victorieusement à la poussée expansionniste exercée par les pays voisins. Il réussit à sauvegarder l'indépendance de son pays, et il est manifeste que ses réformes, lorsqu'elles furent pratiquées, procurèrent aux gens du peuple un bien-être certain. De cet, encore une fois, il n'est pas question dans l'ouvrage d'Augusto Roa Bastos — sinon dans la chair même des mots. Car le héros de ce livre est-il le José Gaspar de l'histoire ? Certes, en partie. Et c'est là, peut-être, le miracle de l'écrivain : c'est que l'histoire, sans être directement évoquée, est partout présente, pesante, prégnante. En un mot : irrédécible. Elle est une muraille de paroles sur laquelle le Francia de Roa Bastos est cloué tout vivant.

Le parole et le pouvoir

Le « Suprême » tient ses archives, dicte à son secrétaire privé,

adresse des circulaires à ses conseillers, parle, écrit : il cherche sa forme dans le déformé. Il n'a qu'un ennemi : la parole. Entre lui et la réalité, l'épaisseur des mots jésuite un miroir trompeur. Tout ce qui demeure de ce nuage de mots est repris, scruté, reproduit, disséqué, revu aussi bien, par un compilateur anonyme, qu'un autre que l'écrivain. Et si Francia était Roa Bastos ? Le dictateur, c'est celui qui remplace et annule l'écrivain. Mais lorsque l'écrivain remplace le dictateur, il le gomme, l'efface, le rejette à l'humilité du vrai. Que fait le compilateur ? Que rien dans ce gros ouvrage n'est d'invention : « Au lieu de dire et d'écrire des choses nouvelles, ce texte ne fait que copier fidèlement ce que d'autres ont déjà dit ou inventé. » Mais ce qui frappe et réclame dans *Moi, le Suprême*, c'est l'absence du peuple. Et c'est sans doute cela qui dit ce grand écrivain en liban, le livre d'Augusto Roa Bastos : l'essence de la dictature.

Essai sur le pouvoir, le roman d'Augusto Roa Bastos est aussi un traité du verbe. Rhétorique qui serait en rupture de ban. Livre non pas à lire, mais à dévorer. Un rêve fait de volutes, avec des os broyés. C'est à ce moment-là que le lecteur s'aperçoit que ce qu'il lit n'est rien d'autre que le discours tenu par une tête de mort provisoirement logée dans une vieille boîte métallique qui avait jadis contenu des nouilles. Un chef-d'œuvre.

HUBERT JUIN.

* MOI, LE SUPRÊME, d'Augusto Roa Bastos, admirablement traduit par Antoine Berman. Éditions Pierre-Belfond, 441 pages, 59 F.

INTROUVABLES DE GEORGE SAND

Dans cette nouvelle collection de réédition en format de poche sont maintenant disponibles 30 volumes d'œuvres de George Sand, édités depuis longtemps, (ouvrages réédités, chaque titre comportant une présentation originale de Georges Lubin).

Indiana (74 F) ; Valentine (76 F) ; Lélia (12 vol.-150 F) ; Jacques (84 F) ; André (88 F) ; Leona Leon (88 F) ; Simon (88 F) ; Spiridon (88 F) ; Le Compagnon du tour de France (2 vol.-94 F) ; Jeanne (74 F) ; Le Mémorial d'Angélique (80 F) ; Le Pêche de M. Antoine (2 vol.-108 F) ; Teucrium (38 F) ; Lucrèce Floriani (58 F) ; Le Château des Désertes (58 F) ; Les Mémoires romains (72 F) ; Jean de La Roche (86 F) ; La Ville noire (54 F) ; Tamaris (86 F) ; Cadix (78 F) ; Marion (74 F) ; Impression et Souvenir (78 F) ; Contes d'une grand-mère (2 vol.-136 F) ; Nouvelles lettres d'un voyageur (44 F) ; Souvenirs de 1848 (74 F) ; Questions politiques et sociales (74 F).

Collection complète : 1 250 F.

Catalogue complet gratuit de la Collection « Les Introductions » et commandes chez les principaux libraires ou directement « Éditions d'aujourd'hui » - 83 120 Plan de la Tour (Var). Joindre le titre de paiement (CCP, Mandat, 6.338.02 ou ch. bancaire). Envoi franco de port pour les particuliers.

LA VIDÉO
UN NOUVEAU
CIRCUIT
D'INFORMATION
28 F

Editions
du CNRS
15 quai Anatole France 75700 Paris
Tél. : 333-22-23 - C.F.P. 913-33 Paris

POSTILLION
PRESS
2425 Atlantic Ave., Brooklyn, N.Y. 11233

LA QUETE ET
LA CROISADE
Richard Hartman
Etude comparative du Lancelot en
Prose et des chroniques de Ville-
hardouin et de Robert de Clari.

KEROUAC: THE NEW
PICARON
Luc Gaffié
Les éléments picaresques dans
l'œuvre de Kerouac.



Numéro 3
64 pages - 8 F
Textes de l'Armée rouge japonaise -
Tout pays a une enfance (Général
Ehul) - Cent bonnes raisons pour
me suicider tout de suite (Yopur) -
Mystique des lignes (Ondine)
Autel - Le pouvoir criminel (Julien
Clara) - Le triangle des Bermudes
est un carré (Il Répète) - Fénix -
Daniel Stokely, Potence - Claude
Noël, Pierre André-Grenier, Desnos -
Gérard Beranger, Bonnot, Desclaux,
Lise Le Coeur, Chantal Petit, Jean
Sariano, Charles Wehrli, etc.
EN VENTE PARTOUT
et 19, rue Cassette, 75006 PARIS.

Un relais Fnac-librairie
à Fnac-Etoile

Avec un choix réduit. Mais quand même 30000 titres.

BIEN SÛR, ce n'est pas la librairie de Fnac-Montparnasse. Qui, elle, comporte plus de 120 000 titres et peut ainsi répondre à toutes les demandes et à toutes les curiosités.

Mais en attendant l'ouverture à Paris d'une seconde librairie Fnac (en mars 1979, au Forum des Halles), ce relais de l'avenue de Wagram va rapprocher le livre-au-prix-Fnac d'un certain nombre de Parisiens.

Car 30 000 titres, ce n'est pas une simple sélection d'ouvrages à succès parfois sans lendemain.

30 000 titres, c'est tous les romans (y compris les premiers romans aux auteurs inconnus). Et c'est pratiquement toutes les disciplines : de la littérature pour enfants aux livres d'art, de la

politique à la sociologie, du sport au cinéma, et des voyages à la cuisine.

Pour qui souhaite un titre précis, mais aussi bien pour qui aime flâner, feuilleter et découvrir... Fnac-Etoile permet ainsi, le plus souvent, d'éviter une traversée de Paris.

En même temps qu'il contribue, comme Fnac-Montparnasse, au soutien des livres difficiles ou méconnus. Avec des expositions régulières d'éditeurs marginaux, de collections nouvelles, ou d'auteurs que la presse a eu tort de passer sous silence.

(Prévue, entre autres, en novembre... Une quinzième consacrée à ce genre littéraire que les éditeurs d'aujourd'hui semblent vouloir ignorer : la poésie.)

Fnac-Etoile - 26, avenue de Wagram, Paris 8^e

du mardi au samedi, de 10 h à 19 h - mercredi jusqu'à 20 h

Éditions d'aujourd'hui

lettres étrangères

Juan Goytisolo :
la destruction purificatrice

● La torture espagnole

DANS les mythologies aztèques, les dieux maîtres sont de nature univoque : ils représentent une force élémentaire — la pluie, la guerre, le feu, le soleil — excluant toute ambivalence. Les déesses, en revanche, sont par définition ambivalentes : leur représentation est duelle : elles sont toujours portées de l'autre, du contraire. Parmi elles, la plus dévouée est la déesse Tlazolteotl, à la fois divinité de la pureté et de l'immondice, déesse-vautour qui dévore les ordures, les cadavres et les excréments afin de purifier la terre. Tlazolteotl faisait également office de confesseur et de psychiatre du monde aztèque : avant d'aller au combat, les guerriers venaient lui raconter leurs fautes et leurs rêves afin de pouvoir affronter l'ennemi déchargé du poids du péché et du désir — lesquels sont, dans toute société répressive, synonymes.

Juan sans terre semble écrit sous le signe de cette déesse de la nuit aztèque : les mots de Juan Goytisolo saillent et purifient tout à tour sans cesse de dévorer ce qu'ils rencontrent sur leur passage. À savoir la matière corrompue de la réalité aussi bien que les signes qui la représentent. Le rapport de Juan sans terre avec le réel est homologué au rapport qui s'entretient avec le texte narratif : l'entreprise de destruction qui la soutient ou plutôt, qui la fige en une succession éternelle d'instantané. L'ethnographie, la syntaxe, toute la structure du discours, sont conçus de telle façon qu'ils excluent la progression dramatique.

Rarement la langue espagnole — l'une des plus académiques et explicites — se propose une forme narrative qui ne soit radicalement les lois de la succession. Proche dans cette aspiration à la condensation temporelle (ainsi que par beaucoup d'autres aspects) de certains grands poèmes d'Octavio Paz, Juan sans terre reste cependant un roman tributaire de ce qu'il renie. Cette dette, cet appui sur ce qui est rejeté, se note en effet dans l'introduction de tournures de rationalisation bien espagnoles : adjectifs et métaphores qui appartiennent au corps (au cadavre) du langage que Goytisolo foule aux pieds et que d'autres écrivains de langue espagnole d'outre-mer ont définitivement abandonné. Mais ces tournures, Goytisolo les assume pour mieux les combattre, et là réside l'un des secrets de son roman torturé et torturant, impur et purificateur.

L'extraordinaire traduction d'Alfonso Schulman, en tous points fidèle à l'original, réussit sans peine à faire passer la charge adverse des cadavres verbaux espagnols. C'est là une constatation qui vaut d'être soulignée, car si la France possède une tradition verbale ininterrompue, vivante et intégrée qui permet aux surréalistes d'écrire comme les mémorialistes du dix-huitième siècle, la langue espagnole, elle souffre de schizophrénie aiguë. Coupure tragique entre les normes de la tradition agonisante et le sursaut, la mutilation et la révolte du langage souterrain, hétérodoxe, marginal, de toutes les formes de vie et de pensée que

l'Espagne expulsa de son sol en même temps que les Juifs et les Arabes, condamna avec la Contre-Réforme et finalement extermina avec le spermicide verbal perpétré par le franquisme.

Si Juan Goytisolo est sans doute le plus grand romancier espagnol vivant, c'est parce qu'il a osé soutenir la gague : celle d'assumer la totalité des contraintes verbales de la langue espagnole, d'en être la victime pour mieux les désigner, d'avaler les mots qu'il abhorre pour mieux les expulser avec un plaisir coprophage. Jonathan Swift fit-il autre chose en son temps avec la tradition langagière anglaise ?

Swift-Goytisolo, Joyce-Goytisolo : exilés condamnés à vivre avec la langue de leurs oppressions, à la digérer, à l'expulser, à la piétiner : à se résigner qu'une fois rendue à la terre, cette langue nourrisse la terre, renaisse, haie, transfigure. Mais là est le problème : où s'achève le cycle de transformation et où commence la mort ? Où s'achève l'exil et où commence le suicide ?

Le triptyque

Juan sans terre semble élargir un triptyque dont *Pièces d'identité* aurait formé le premier panneau et *Don Julian* le deuxième. Dans les trois romans, Alvaro, le jeune-vieux narrateur, le Dédalus de Goytisolo, rêveur et clown à métamorphoses, livre une partie de son autobiographie secrète. *Pièces d'identité* est son « Portrait de l'artiste en jeune homme » ; peut-être le grand biographe du grand biographe de l'Espagne franquiste.

L'utopie préhistorique

Le premier roman pouvait être aussi amène et triste qu'une page de Chateaubriand ; le second, aussi allégrement féroce qu'une page de Sade. Tous deux furent à l'époque classés — facilité de l'évidence — comme des tentatives d'hispanicide. Et, en vérité, ruine des ruines, la prose de Goytisolo passe comme un incendie sur les décombres d'un pays marié avec la mort. Comment détruire les ruines ? Comment tuer le mort ? Goytisolo entreprend de mettre le feu aux façades de carton-pâte, aux villages - Potemkine de l'Espagne franquiste.

Dans l'un des plus extraordinaires réquiem en prose de notre temps, Juan Goytisolo célèbre la mort de Franco comme la mort d'une partie de sa vie et de celle de nombreux Espagnols : incroyables était un monde sans Franco, ce père indésirable, cette ombre qui, pendant quarante ans, réduisit au silence les enfants, puis les jeunes gens qu'ils devinrent, puis les hommes, qui avaient appris à lire sans lire, à voir sans regarder, à mourir sans avoir vécu, tout au long de cette coexistence parallèle entre un dictateur et une géné-

ration d'être condamnés à lui et par lui.

Il existe une étrange coïncidence entre la mort de Franco et la vie de Juan sans terre. Titre d'un exilé, et cet exil est celui de toutes les expulsions d'Espagne depuis le Juan sans terre original : le Juif expulsé en 1492. Délivré de Franco, mais intégré à une totalité historique, la terre qui manque à Juan n'est pourtant plus l'Espagne : c'est l'Utopie, un lieu non situé dans l'espace, car sa réalité est située dans le temps, pas même un temps déterminé mais tous les temps réunis. Et le seul temps qui participe de tous, c'est celui de l'origine ; seul temps qui préfigure tous les futurs et rend caduque, en un unique geste rituel, la succession des calendriers.

La biographie de Goytisolo est profondément « originale », au sens strict du terme : Juan sans terre se déroule dans l'éternel présent d'un mythe et ce mythe est celui de l'Utopie impossible dans l'espace mais possible dans le temps original, identique au texte qui le conçoit. La terre est terre, et les gestes textuels de Goytisolo participent simultanément de ce qu'ils rejettent (la terre de la terre, l'espace que nie l'Utopie), tout en lui opposant les utopies du corps libre d'avant l'histoire, d'avant les lois : sodomie, phallophobie, coprophilie, incestes, zoophilie. Opérations corporelles perverses et perversités du point de vue de la terre, rites anaux et phalliques qui sont non pas les symptômes d'une quelconque décadence, mais le retour à un stade sauvage, préhistorique, à un temps antérieur au temps.

Le corps occupe le centre de ce temps rituel. Les véritables personnages de Juan sans terre sont des noms du corps. Dans *Conjonctions et disjonctions*, Octavio Paz trace superbement la courbe culturelle de la séparation du visage et du cul (divorce entre l'âme et le corps) et l'illustration d'une scandaleuse gravure de Posada, artiste mexicain du début du siècle : un corps avec le visage dans les fesses. Juan sans terre circule entre les deux extrêmes d'un Quevedo qui, au dix-septième siècle, rédigeait, dans le style provocateur de l'humour baroque, une litanie sur les « heurs et malheurs de l'œil du cul », et la farce funambulesque de Bunnell dans le *Fan-tôme de la liberté*. Le siècle d'or espagnol — ultime floraison de l'histoire — se réductivise (le honie du corps) du vingtième siècle trouve son image la plus saisissante dans cette scène de Bunnell : les convives d'un dîner mangent en cachette, mais défont en public.

Un désert sans oasis

Juan sans terre est la noire Utopie du corps dissimulé par les interdits : un dévoiement qui est, consensuellement, aussi une condamnation. Juan sans terre, don Quichotte phallocrate, onanisme, azal et extrême, s'en va combattre les moulins à vent des bonnes manières sexuelles incarnées par le couple hétérosexuel, reproducteur et consommateur des objets vautés par « Madame Express ». Cependant, l'éthique de Goytisolo, à l'instar de sa prose, s'appuie sur ce qu'elle refuse : à l'intolérance de l'orthodoxie sexuelle, elle oppose l'intolérance de l'hétérodoxie sexuelle. Attitude profondément espagnole et qui procède du désir de vouloir vivre toujours dans l'attente la plus scélératesse du destin.

Ce dernier corps exige d'être incarné dans une autre personnalité : il faut donc être autre, opter pour une autre culture, en l'occurrence la culture arabe, qui, pour Juan Goytisolo, représente



J. G.

Dessin de Julien.

la jouissance sensuelle sans entraves. Alvaro, le narrateur, choisit de changer de corps et de personnalité, suivant en cela ceux qui, avant lui, choisirent la métamorphose. Fra Tullio, moine médiéval converti à l'islam ; T.E. Lawrence, qui n'eut d'existence que déguisé en arabe ; le Père de Foucauld, qui mourut sous l'habit de ses assassinés dans le vain espoir de les convertir.

Là se séparent Alvaro et Dedalus. L'Espagnol ne partira pas comme l'Irlandais « pour la millionième fois », afin de forger dans l'atelier de son âme la conscience incréée de sa race. Juan sans terre est le Finnegans Wake de Goytisolo, mais plus désolé encore, plus terrible, parce qu'Alvaro aura renoncé à toute âme, conscience ou race ; et si, à la recherche de celles-ci, Dedalus s'est perdu dans le sillage funèbre de Finnegans, Alvaro, qui ne cherche que le corps et les rites primitifs du corps, se perd dans un désert sans oasis. Et là, il attend, algissant les contours qui lui serviront à extirper la genèse des corps, pour lesquels il nourrit tant d'amour qu'il a de haine envers l'acte de sa propre conception. Ces couteaux, il devra maintenant les employer contre son propre corps, ultime refuge de la passion solitaire. Bref triomphe d'Onan dans l'instant qui précède la castration finale.

Le spectre

Roman d'un exil qui, pour nous avoir menés en tous lieux, ne peut plus nous mener nulle part, roman suicidaire du corps dernier qui se consume dans le plaisir de sa stérilité, transformation totale dont l'ultime visage est celui de la mort, Juan sans terre pourrait logiquement apparaître comme la conclusion de la carrière littéraire de Juan Goytisolo. Mais ce disant, on est amené à se demander si l'illusion suicidaire n'est pas nôtre, et si la noire Utopie de Goytisolo n'est pas en vérité le rite d'un temps qui appelle — quoi qu'en ait l'auteur — une nouvelle codification, une nouvelle histoire, un nouveau espace de culture. Un spectre avance vers la figure solitaire perdue dans le désert de Juan sans terre : ce spectre a des seins, un vagin, un mont de Vénus et, en même temps, il est autre, doul, lui aussi dévore pour mieux purifier, lui aussi se nourrit d'immondices pour mieux enfant. Il se nomme Tlazolteotl, la déesse de la nuit aztèque : la compagne de Juan sans terre, son Eve couverte d'excréments et de sperme.

CARLOS FUENTES.
(Traduit de l'espagnol par Céline Zins.)

★ JUAN SANS TERRE, de Juan Goytisolo. Traduit de l'espagnol par Alfonso Schulman. Éditions du Seuil, 226 pages, 39 F.



"La campagne d'Algérie de Lucien apparaît comme le microcosme de la société française, vue dans un temps de maladie et de démence."
FRANÇOIS NOURISSIER (LE POINT)

"Une sincérité nue qui bouleverse."
FRANÇOISE THIRAKIS (LE MATIN)

LUCIEN CHEZ LES BARBARES

par Claude Bonjean

CALMANN-LÉVY

Guy Hocquenghem

LA DERIVE HOMOSEXUELLE

LE DESIR HOMOSEXUEL

chaque volume 30F

jean-pierre delarge

ROBERT L'AFFONT

Un écrivain superbe et surprenant. Gerber est de ceux qui comptent, qui comptent parce que le verbe est pour lui la force première de l'écriture.
Mathieu Galey (L'EXPRESS)

Un talent éblouissant.
André Laude (LE MONDE)

ALAIN GERBER

Le plaisir des sens

roman

Offrez-vous le Tour du Monde

La Flotta Lauro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se déroulera à bord de l'Achille Lauro, navire prestigieux de 24000 t équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, nightclub, salles de jeux, orchestres, gastronomie, animation, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions : Gènes, Naples, Port-Saïd, Bombay, Colombo, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Curaçao, Gmadeloupe, Barbados, Dakar, Madère, Barcelone, etc. Embarquement à Gènes le 7 janvier 1978, retour à Gènes ou Cannes le 5 avril 1978. Prix : de 32 400 F à 62 200 F.

flotta lauro

Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou à : CIT

5, bd des Capucines, 75002 Paris
Tél. : 266.46.50

La fuite des capitaux français et européens ou l'ambiguïté de l'exportation des grandes fortunes

par Henry Trocmé Aubin

Le dossier explosif de l'investissement légal et illégal en Amérique

Les éditions L'ÉTOILE

1651 rue Saint-Denis, Montréal, Québec, Canada H2X 3K4
27 rue de Valenciennes, 75006 Paris

14 x 21,5 cm 468 pages 49FF

ARTS ET SPECTACLES

LE JOUR DU THÉÂTRE

Marathon

à la Cartoucherie.

L'équipe de la maison des jeunes et de la culture Théâtre des Deux-Portes et la troupe de l'Unité sont liées dans le malheur : ils ont été expulsés du lieu situé entre la porte de Bagnot, où ils menaient des activités de diffusion culturelle. Ensemble, ils organisent les 29 et 30 octobre dans toutes les cartoucheries de Vincennes un « marathon théâtre ». Trente compagnies — dont les Athéviens, qui, avant l'Unité, travaillaient au Théâtre des Deux-Portes, et ont dû, eux aussi, en partir — présenteront les spectacles les plus divers. On attendra entre autres l'Odin Teatr, les clowns Makloma, le collectif Z, les Ateliers de Vitry, le Théâtre-Ecole de Montreuil, le groupe Orgonon... Le Théâtre du Lierre joue Plagues à New-York dans la cartoucherie de l'Aquarium, l'Atelier de l'Épée-de-Bos Madras, le Chardon donne une représentation pour les enfants.

La revue Travail théâtral et l'A.J.T. (action pour le jeune théâtre) organisent une série de débats auxquels sont annoncés Jean-Paul Wenzel, Olivier Perrier, Jacques Lassalle, Robert Hossein, Guy Rétoré, Bernard Sobel, Marc Denis, Gabriel Carron, etc. Informations, rencontres, spectacles, restaurants les 29 et 30, de 14 heures à 24 heures.

Tragédie grecque à Strasbourg.

L'Atteupement, compagnie indépendante installée à Strasbourg, reprend jusqu'au 10 novembre, à 19 h. 30, au Palais universitaire, son Agamemnon (le Monde du 20 octobre), épisode grandiose de la terrible trilogie des Atrides, spectacle à la recherche du « théâtre élémentaire ». On devait dire un théâtre « primitif » qui juxtapose le merveilleux et le trivial dans un jeu complexe de moyens simples. Tous les jours, sauf le dimanche, entrée libre. Les spectateurs peuvent ce qu'ils

Cornelle à Rouen.

Pour la première fois depuis sa création en 1956, le festival national Cornelle a lieu à Rouen, au temple Saint-Eloi, le 28 octobre. C'est l'écrivain croyant qui est célébré cette année avec sa traduction de l'imitation de Jésus Christ, dont les extraits seront lus par le Père Calmel, vicaire général des centres diocésains d'information, et Volucrite, dans la mise en scène de Jean Serge avec Michel Elcheverry.

Le dialogue

de Bob Wilson.

Bob Wilson sera à Paris au mois de janvier à la Renaissance avec un spectacle appelé I was sitting on my patio. This guy appeared. I thought I was hallucinating. Mais ce jeudi 27 il est à la FIAC (Foires internationales d'art contemporain) au Grand Palais, où il donne deux représentations à 19 heures et à 21 h. 15 d'un autre spectacle intitulé plus brevement Dialog. Il est seul avec Christopher Knowles, le jeune garçon de la Lettre à la reine Victoria, qui a réalisé deux peintures servant de rideaux de scène, et conçu deux chorégraphies pour ses propres mouvements. Bob Wilson dialogue avec lui, lui apprend à parler.

Le droit

à la ville.

Jusqu'à la fin du mois de novembre, la Nouvelle Compagnie des Carmes d'André Benedetto présente à Avignon et tout autour un spectacle-exposition Ville à voir. C'est le village qu'il appelle en général la campagne offre au citoyen un repère du dimanche, la ville est pour le village une espèce de grand coffre plein de tout ce dont il a besoin. Mais pourquoi ce coffre au trésor n'est-il pas à la portée de tous ? Autour d'une maquette, divers personnages montrent successivement le rapport privilégié qu'ils ont avec la ville vue de haut et sans nuance.

Le vendredi 26, à 21 heures, au Théâtre des Carmes, tous ceux qui ont quelque chose à dire ou à exprimer à leur manière par le texte, la photo ou le film, sont invités à venir.

Théâtre

« SOLNESS LE CONSTRUCTEUR », d'Henrik Ibsen

Quelques minutes avant que son mari se tue en tombant du sommet d'une tour, Aline Solness, assistée d'une domestique, présente, souriante, impertinente, jetée devant elle des cailloux blancs. Malgré la première apparence il n'y a, dans les cailloux blancs du Petit Poucet, aucun regard en arrière. Pas d'appel au secours. Alignés sur le sentier gris, les cailloux forment un trait qui fonce vers l'avenir, vers les lumières de la maison qui éclairera la forêt.

Tout à l'heure, dans la nuit noire, au-dessus du corps inanimé du constructeur Solness, apparaît illuminée, la maison qu'il a bâtie pour des fantômes d'hommes et d'enfants. Cette image universelle de la forêt qui brille tout au fond de la forêt, elle se confondait l'autre soir avec celle d'un petit théâtre, caché dans une rue ancienne, au soir avec celle d'un petit théâtre, qui, après la jeune fille Violante, révèle à présent une autre grande œuvre, ce Solness le Constructeur d'Henrik Ibsen, qui la « révèle » disons-nous parce que voici une fois de plus, dans cette grotte rouge sang, un grand soir magique de rêve et de théâtre.

Il s'est vraiment jeté à l'eau, Henrik Ibsen. Lorsqu'il a écrit Solness le Constructeur, il a couru comme un aveugle, les pieds dans les racines, les mains tendues en avant, vers la « petite lumière », celle qui tremble à travers les feuilles, celle du premier et du dernier jour de la vie. Il a tout jeté dans l'histoire, il a jeté sa ville natale dévêtue par des incendies à des incendies rapprochés, sa maison perdue qu'il ne retrouvait nulle part, sa mère silencieuse, condamnée, qui défendait comme un trésor ses poupées d'enfant, sa femme connue et ignorée.

Il a jeté aussi, tels quels, dans Solness, ses souvenirs des premières années, accidents définitifs, brisures d'être que rien n'efface et qui orientent les actes des vies, et en particulier cette ascension, dans les bras de sa mère, au sommet de la tour de l'église neuve ; par une échancrure au haut du clocher, Ibsen, enfant aperçu là-bas, en bas, sa mère, debout à la fenêtre de sa chambre, puis il ne la voit plus, elle-même vient d'apercevoir son fils, tenu au-dessus du vide par les mains invisibles de la servante, et elle s'est évanouie. Dans les mains de la mère d'Ibsen, les poupées usées étaient des caractères, actrices et acteurs

d'une vie à laquelle elle n'avait pas droit. Et la vie, c'est la maison, cette maison qu'Ibsen et l'architecte Solness construisent et reconstruisent comme des termites, comme des abeilles, pour des familles qu'ils ne connaissent pas, des familles-albilles.

Les vrais créateurs comme Ibsen font toujours penser aux premières lignes de la Genèse, et aussi à l'art du sculpteur, quand Dieu n'a en main qu'un peu de terre glaise, de limon. Ibsen regarde le vide, et ses mains trébuchent, caressent un peu de terre et d'eau, un peu de boue de terre glaise, de limon. Ibsen regarde le vide, et ses mains trébuchent, caressent un peu de terre et d'eau, un peu de boue de terre glaise, de limon. Ibsen regarde le vide, et ses mains trébuchent, caressent un peu de terre et d'eau, un peu de boue de terre glaise, de limon.

Ibsen triture encore, modèle la glaise, sans regarder, et la maison lui échappe par-dessus son épaule à échoué. Dehors, loin d'Ibsen, Aline Solness, pâle, sourit. « Quand les cimes de notre ciel se rejoignent », dit Einar, ma maison aura fini. Presque un siècle plus tard nous voyons dans ce théâtre, et la glaise d'Ibsen a gardé sa fraîcheur, et ses mains sont vivantes. Parce que le metteur en scène, Pierre Sala, et le décorateur, Alain Batiouillet, sont des créateurs habitués eux aussi.

Le théâtre ici est chambre de la conscience, compartiment du cœur. Ceux qui savent toucher du doigt l'espace du dedans, comme Sala et Batiouillet, les images de vie leur viennent presque spontanément. Aline Solness, mère et épouse, dans sa robe longue de soie noire parsemée de perles noires, marche doucement sur les eaux, entre deux îlots lumineux de forêt qui se recourent à l'horizon. Les eaux sont rouges. Un château de lumière vole entre les étoiles. Des poupées naufragées s'écroulent à des épaules, au-delà de la mort, Solness et sa femme dansent, beaucoup trop tard, dans la nuit, une valse cassée.

Aucun langage n'est étranger, aucune voix n'est d'ailleurs. Le théâtre ici attend un sommet, il est une plongée de méditation, d'émotion claire, il amène le public vers des vérités plus invariables que secrets. Le théâtre, ici, attire les êtres au faite d'eux-mêmes. Il est, dans cet emploi,

un art irremplaçable, une « excursion » sans doute, qui peut dire que notre vie n'est pas respectée à fond.

Ce théâtre-là repose sur l'inspiration de l'acteur, sur la faculté de grands acteurs qui ont la faculté de projeter sur l'espace un univers sensible d'images et de souvenirs, où chaque spectateur trouve son sentier à lui. Gabriel Gasco (Solness) dresse dans l'air une inquiétude, une rugosité comme celle des écorces, un égoïsme d'homme presque criminel, et l'on songe aussi au vieux Ibsen traînant dans les avenues de Christiania, sa gloire et ses démons.

Martine Pascal (Aline Solness) est, elle aussi, une actrice calme qui diffuse une lumière d'âme, dont la voix claire, simple, se promène entre l'enfance et l'adulte, et de ces actrices naturelles qui font que le monde et le ciel se reflètent enlars dans une goutte d'eau pure, et grâce à qui le carrousel des démons et des sommets tourne en douceur, presque avec joie, sur un axe d'une transparence mystérieuse.

Martine Pascal (Aline Solness) est, elle aussi, une actrice calme qui diffuse une lumière d'âme, dont la voix claire, simple, se promène entre l'enfance et l'adulte, et de ces actrices naturelles qui font que le monde et le ciel se reflètent enlars dans une goutte d'eau pure, et grâce à qui le carrousel des démons et des sommets tourne en douceur, presque avec joie, sur un axe d'une transparence mystérieuse.

Cette représentation de Solness le Constructeur est une chose qu'il faut avoir vue, qui éclaire et enrichit la conscience du spectateur. C'est un grand spectacle, facile à aimer, éblouissant de mystère et d'une implacable beauté.

MICHEL COURNOT.
* Blothéâtre, 21 heures.

Notes

Cinéma

« One more time »

Tourné à Londres en 1963, ce film de Jerry Lewis est resté inédit en France. Il s'agit d'une suite à « Sol, polve et dynamite », de Richard Donner, qu'on a vu en revanche. À cette époque-là et qu'on a vite oublié, Sammy Davis Jr. et Peter Lawford représentaient leurs rôles de « Sol, polve et dynamite », de Richard Donner, qu'on a vu en revanche. À cette époque-là et qu'on a vite oublié, Sammy Davis Jr. et Peter Lawford représentaient leurs rôles de « Sol, polve et dynamite », de Richard Donner, qu'on a vu en revanche.

JACQUES SICLIER.
* Artion Christine (10.1).

Musique

Chanter pour oublier

Le chant choral, pour quel faire ? une simple question, moins naïve qu'elle en a l'air, posée lors de la première Journée de chant choral amateur, en septembre 1976, en route ouverte au milieu des polémiques. Qu'importe, diront les uns, paillasse, à Paris comme en Bretagne, et du Nord au Midi, on continue à chanter chœur.

Quel répertoire ? Vete quelle culture ? a, osait-on se demander le week-end dernier à la Maison de Radio France, tout juste à côté d'une grande porte accueillant les secondes Journées, organisées conjointement avec la direction régionale de la musique en Île-de-France. Journées très largement ouvertes, trop à l'avis à paraître. Sans explication directe, la réponse restait à peu près la même : « Laissez-nous chanter ! » Chanter quoi, comment, pour qui ? Qu'importe, chanter ensemble.

Au foyer du premier étage, les érudits déployaient devant eux partitions et ouvrages spécialisés, laissant flotter les curieux, tandis que, dans le hall d'entrée, des affiches un peu renouvelées vandaient sacrifier de nouvelles inscriptions. Il semblait injuste de nier l'intérêt des ateliers pratiques, celui d'Hel-

Musique

« LA TRAVIATA » vue par Lavelli

Le hasard fait bien les choses : M. Bernard Lelort, qui vient d'être nommé administrateur de l'Opéra pour 1980, présente à la salle Favart son plus beau spectacle du Festival d'Aix-en-Provence, « La Traviata », mise en scène par Jorge Lavelli, qui révéla la jeune Hongroise Sylvia Sass (« le Monde » du 24 juillet 1976).

Belle et intéressante soirée, qui, pourtant, ne nous laisse pas la gorge serrée comme « Idoménée » ni ne peuple notre imagination d'images « surréelles » comme « Faust », les deux chefs-d'œuvre lyriques de Lavelli. Sans doute Michel Plasson et l'Orchestre du Capitole de Toulouse ne sont-ils pas très à l'aise dans Verdi.

Mais Lavelli lui-même a été pris au piège de sa conception générale, d'ailleurs juste, de la pression sociale qui détruit Violetta, et du symbolisme théâtral par lequel il la traduit : mise en scène réductrice, implacable et sèche, une photographie crue de cette société dont il dit justement qu'elle est le « visage flamboyant de la décadence déjà vouée à la mort ».

Le premier tableau est fulgurant, sans doute parce qu'il s'accorde parfaitement avec cette conception : la Violetta, qui apparaît honteuse, jouant de l'éventail dans cette cage luxueuse aux boiseries rouges de Max Bignens, restaurant de luxe de l'époque impériale, est bien cet objet de désir, cette poupée apparemment sans âme d'une société aux visages enluminés et terrifiants à la Loutrec qui l'enserme de toutes parts. Et le « brindisi » chanté sur la table en est comme l'apothéose.

Au deuxième tableau, dans cette ravissante cage de dentelle, l'étouffement social est à son comble, malgré les apparences : Violetta ne réagit guère, en victime consentante et passive, que Germeton finit par colporter dans une angoisse. Une mise à mort sans effusion de sang.

Au bal chez Flora, les images de la société sont encore plus dures

qu'au premier tableau, dans cette lumière violente mêlée d'obscurité, avec cet escalier double et cette tribune au-dessus des jours d'un poids accablant. Le ballet, où le double de Violetta est poignardé par chaque protagoniste tour à tour, surcharge encore cette mise en scène où les personnages ne sont plus que les jouets d'un déterminisme bien réglé.

A travers le miroir

Et puis vient le final, qui est sans doute le plus vrai : dans le décor obscurci du tableau précédent, recouvert de tentures, Violetta est couchée sur son lit, comme un catafalque dans cette lumière crue. Les cheveux dénoués, elle a retrouvé son visage humain, si différent de cette superbe beauté mondaine qui éblouit le désir. Et elle chante à en mourir, jusqu'à cet instant où, abandonnant ceux qui l'entourent trop d'improvisité, elle se dresse et passe à travers le miroir, libre.

« Le sacrifice, le désespoir, la solitude de l'héroïne sont d'ailleurs », disait Lavelli (« Lyrica », avril 1976) mais il ajoutait que « le désir profond de Violetta d'Alfred (de se perdre) l'un en l'autre et d'aller au-delà des contraintes à quelque chose de fantasmatique ». Pris entre ces deux extrêmes, il aurait eu besoin sans doute d'acteurs de très haute stature pour insuffler une vie sublime à ses personnages dans une mise en scène aussi crue.

Les deux distributions qui ont tenu la salle Favart ont des mérites divers. Sylvia Sass est belle, attirante, longue silhouette parfaite dans ses robes de fourrure ou de poilettes noires, avec des bras gracieux et ce visage aux traits toujours graves. La voix est por bien des aspects exceptionnels, avec cette chaleur, ce caractère sauvage et enjôleur du grave et cette effluence de l'orgue, moins prenante toutefois ; pourtant, elle n'a pas la même intensité dans les pianos et les mezzo-forte où elle paraît un peu détimbrée et manque de présence, de soutien intérieur.

Ce n'est certes pas Renzo Castellano qui peut rehausser leur révolte commune, avec cette voix oisée et joliment timbrée (mélange de menus défillements) de ténor prosaïque et sans trouble. Robert Mossard est un honnête Germeton, père précher convaincu de sa bonne conduite, cependant que les chœurs de Toulouse jouent fort bien leurs personnages très rigoureusement typés par Lavelli.

L'œuvre Violetta, Horacio Bronstein, moins éblouissante que Sass, a une voix plus équilibrée (avec cependant dans le médium parfois une certaine raideur pointue et légèrement grélotante). Elle joue avec plus d'aisance, de naturel et d'émotion vraie, même si sa personnalité est sans doute moins rare que celle de la jeune Hongroise mystérieuse, réfugiée encore derrière un rempart de gestes trop étiqués et convenus.

En revanche, Vassil Moldoveanu est un Alfred plus sensible et convaincant que le précédent, avec une voix ordonnée et veloutée, tandis que Lojko Miller donne de Germeton une image justement conventionnelle ; la voix est solide, un peu monotone.

Ce spectacle de qualité ne méritait pas les huées de quelques spectateurs saouls de prouver leur science lyrique en se montrant implacables, qui font ou public porision une réputation détestable.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 27, 28, 29 et 30 octobre. Puis à Angers les 4 et 5 novembre et à Bordeaux les 17, 18, 19, 20 et 21 mars. La Traviata a été également jouée à Rouen, Toulouse, Marseille et à la télévision, sur Antenne 2.

■ Pierre Henry, dont le cycle de concerts organisés par le Festival de Lille a débuté mercredi 25 octobre par la création de « Métamorphoses » pour bandes électro-acoustiques, cartonnent et rayons lasers, a reçu des mains de M. Pierre Maury la médaille d'or de la ville. M. Gérard Calvi lui a également remis la médaille de vermeil de la SACEM.

STUDIO MÉDICIS - OLYMPIC ENTREPOT

A partir du 26 novembre : UGC MARBEUF



Pour Clemence

le nouveau film de Charles Behnont

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 43,00 | 46,18 |
| IMMOBILIER | 10,00 | 11,44 |
| AUTOMOBILES | 30,00 | 34,32 |
| AGENDA | 30,00 | 34,32 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 80,00 | 91,52 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCOREES | La ligne col. | T.C. |
|-------------------|---------------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 24,00 | 27,45 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 5,00 | 5,72 |
| IMMOBILIER | 20,00 | 22,88 |
| AUTOMOBILES | 20,00 | 22,88 |
| AGENDA | 20,00 | 22,88 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

ORGANISME NATIONAL DU SECTEUR PUBLIC
recherche un

INGÉNIEUR SYSTÈME SIRIS 3

Le candidat, du niveau maîtrise d'informatique, devra posséder une connaissance approfondie du système SIRIS 3 et plus particulièrement du SGP. Il sera intégré dans une équipe système pluridisciplinaire devant intervenir auprès de centres informatiques répartis dans toute la France, ce qui implique de nombreux déplacements en province.

Le candidat devra en outre avoir des qualités d'organisation et le goût des relations humaines.

Lieu de travail : PARIS 14e.

Rémunération annuelle : 83.000 francs.

Env. sous réf. 6.961 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Importante maison Éditions Scolaires
recherche pour son département

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

CADRE D'ÉDITION

connaissant l'enseignement technique et industriel.

Envoyez C.V. et prétentions à Service du Personnel

BORDAS 27, rue Boucard - PARIS-14e.

offres d'emploi

Dans le cadre de sa forte expansion
Société Française, leader de sa branche en Europe

recherche

DIRECTEUR FINANCIER DE HAUT NIVEAU

Les candidats devront :

- Être âgés d'au moins 35 ans ;
- Avoir exercé au sein d'une entreprise importante différentes responsabilités dans les domaines de la comptabilité générale, analytique et budgétaire, de la trésorerie, de la politique financière et du contrôle de gestion ;
- Être diplômés H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent et si possible titulaires de l'expertise comptable.

Rémunération importante - Région parisienne

Discrétion assurée

Adresser curriculum vitae sous n° 7.882 à « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATERIEL INFORMATIQUE

LEADER DANS LE DOMAINE DES SYSTÈMES TRANSACTIONNELS (PARIS SUD)
recherche

INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS

Pour réaliser des systèmes évolués sur des terminaux intelligents.

Les candidats devront avoir une expérience de 3 à 5 ans de logiciels temps réel, de préférence sur mini-ordinateurs. Une formation de base hardware sera appréciée.

Pour certains de ces postes un séjour de longue durée aux États-Unis (1 an environ) est prévu.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Pour travailler au sein des petites équipes responsables de la programmation de terminaux intelligents assurant simultanément les fonctions de saisie et de télécommunication.

Les candidats (IUT ou équivalent) devront avoir une expérience de 2 ans minimum du langage d'assemblage sur petits ou gros ordinateurs.

PROGRAMMEURS

Pour la réalisation d'applications en langages évolués chargés :

- de valider les systèmes développés ;
- d'élaborer les clients dans l'écriture des programmes ;
- de réaliser des benchmarks avec les chefs de projet.

Les candidats devront avoir une expérience de 2 ans minimum dans un domaine similaire.

Adresser candidature avec photo et prétentions, à No 33.268 Connaissance Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Indiquer avec le curriculum vitae la (ou les) Société(s) à laquelle (s) ne doit pas être transmis. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

emploi régionaux

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

UN JEUNE HEC, ESSEC, ESCP...

susceptible de succéder efficacement son Directeur pour la commercialisation de ses fabrications.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 7.877, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9, qui transmettra.

SOURIAU LE MANS
recherche

CHEF DE SERVICE DEVELOPPEMENT

pour étude et industrialisation de nouveaux produits (petite mécanique).

Formation souhaitée : **INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

5 ans d'expérience minimum Anglais fu indispensable

Envoyer C.V., photo et prétentions à SOURIAU 72470 CHAMPAGNE.

Wild-Leitz France
recherche pour renforcer l'équipe de vente de sa Division Géomètres

2 ingénieurs de vente

Pour ses matériels topographiques et leurs : Elle offre à de bons éléments des conditions de travail et un salaire intéressants.

L'un visitera les Entreprises T.P. de la région parisienne ; l'autre les bureaux d'étude de la région parisienne et l'ensemble de la clientèle de province dans un rayon de 200 kilomètres de Paris.

Pour ces deux postes, il faut une expérience réussie dans le domaine de la vente auprès d'une clientèle similaire, soit dans le domaine de l'Entreprise T.P., soit dans le domaine du bureau d'étude.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à : WILD - LEITZ FRANCE, Service de Personnel 88, avenue de la République 75001 Paris 1er

LEADER DU CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE INDUSTRIEL
recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Pour assurer le développement des ventes de produits à haute technicité en France et à l'étranger.

De nombreux déplacements sont à prévoir à l'issue de la période de formation en nos usines.

Le candidat idéal aurait :

- Age : 40 ans minimum.
- Formation : Ingénieur diplômé.
- Connaissances spécialisées : thermique.
- Anglais parlé couramment.
- Expérience : confirmée dans la fonction et la négociation d'affaires importantes avec cahier des charges - habitude de contacts à haut-niveau et introductions souhaitées dans les domaines touchant aux équipements nucléaires.

Adresser C.V., manuscrit détaillé + prétentions à : VULCANIC 46, rue Louis-Ampère - 921 Les Chaux 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

offres premier emploi

Débutez comme directeur de création.

Vous n'avez encore jamais travaillé ou vous avez une petite expérience professionnelle.

Venez créer une équipe avec nous et débutez comme directeur de création.

Ceux qui nous intéressent :

- Ils savent prendre des risques.
- Ils ne veulent pas attendre l'âge et l'expérience pour prendre des responsabilités.
- Ils veulent sortir des livres et des théories.
- Ils ne mesurent pas leur temps.
- Ils veulent sortir des sentiers battus.

Nous leur offrons :

- De former une équipe jeune, mobile, avec des talents pluridisciplinaires.
- De gérer une entreprise "différente", de façon autonome, avec leurs idées, leurs méthodes, et en prenant leurs responsabilités.
- De travailler directement avec notre Direction Générale sur les problèmes les plus difficiles.

Eurojunior.
C'est une initiative d'**Eurocom**, premier Groupe Européen d'Agences de Communication.

Pour nous convaincre de l'intérêt de votre candidature, écrivez à : Monsieur Christian Aznar Eurocom - 136/140, avenue Charles-de-Gaulle 92522 Neuilly-sur-Seine.

BORDEAUX ± 90.000

FUTUR DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES

Nous venons d'absorber 2 sociétés, ce qui porte notre effectif à 500 personnes. Nous recherchons un **HOMME DE PERSONNEL**, jeune, capable :

- de par son expérience, de très rapidement surmonter les problèmes juridiques et administratifs posés par une telle situation ;
- de par son aptitude de devenir le Q.R.H. qui participera à la définition de la politique du personnel et sera chargé de la promouvoir d'une façon harmonisée dans les différents établissements de la société.

Envoyer rapidement votre dossier de candidature, complet, sous réf. 1.818, que nous traiterons confidentiellement et que nous ne communiquerons qu'après votre accord.

conseil en recrutement
37 Quai Richelieu BORDEAUX

IMPORTANTE STÉ DE DISTRIBUTION GROUPE INTERNATIONAL
recherche

Chef du personnel

LIEU : 80 Km est de Paris

MISSION : Assurer la gestion courante et prévisionnelle pour tous les domaines de la fonction y compris la formation dans le cadre du budget et des objectifs de la société.

PROFIL : le candidat outre une forte motivation devra avoir :

- une bonne connaissance de la législation du travail
- quelques années d'expérience dans la fonction
- formation de préférence licence droit ou sciences économiques.

BONNES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1111 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

URGENT. CENTRE ANTOINE-LACASSAGNE, NICE 38, voie et gestion de patrimoine d'un domaine, recherche MANIPULATEUR RADIO D.E. Téléphonier 14 (P) 3-10-10, poste 21.

Entreprise OELAS rech. pr son service de LYON, 1 Technicien de bureau d'étude, actif et qualifié, 5 à 10 ans d'expérience chauffeur, plomberie. Ecrire avec C.V., 9, rue de Paris, 69100 VILLEURBANNE.

Pour animer la branche titres et gestion de patrimoine d'un groupe d'agences, une importante banque régionale recherche pour l'une de ses succursales, au CENTRE EST

GRADE CONFIRMÉ
20 ans minimum, possédant ex. pertence et sans commercial. Ecrire avec C.V. n° 14, 23.565 M à Paris Cedex 09, rue du Président-Henri - 67002 LYON

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ de l'Ouest Africain
en CLIMATISATION PLOMBERIE recherche

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES
SPÉCIALITÉ PLOMBERIE

CHEFS DE CHANTIERS
SPÉCIALITÉ CLIMATISATION

Expérience en entreprises nécessaire 5 ans minimum. Env. C.V. et lettre de candidature sous n° 34.163, CONTEXTE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Groupe International de Marché de Maintenance (Paris - Est)
recherche

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Profil :

- Ingénieur de formation électromécanique d'au moins 50 ans ;
- solides connaissances en équipements électriques ;
- expérience des techniques de fabrication de série (mécanique générale, mécano-soudure fondée, hydraulique) ;
- habitude des matériels de chantier (domaine maintenance si possible) ;
- bonnes notions d'anglais et/ou allemand.

Mission :

- encadrement d'une équipe de dessinateurs au siège ;
- mise au point et suivi dans l'unité de production (120 km de Paris) des produits existants ;
- industrialisation dans l'optique d'un rapport optimum - performances - qualité - prix - de produits nouveaux en collaboration étroite avec les services Recherche et Commercial ;
- liaison technique avec les filiales étrangères.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (re tournée) et prétentions sous réf. RR/M à : P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle

LEADER MONDIAL DES GROS SYSTÈMES INFORMATIQUES

CONTROL DATA

CONTROL DATA FRANCE recherche pour son Institut privé de formation permanente (Paris 12e)

INFORMATIENS DE GESTION
souhaitant devenir animateurs de formation

Ils seront chargés de la formation de programmeurs débutants et de l'animation de séminaires techniques de haut niveau dans le cadre de la formation continue.

Nous leur demanderons également de développer de nouveaux produits.

Les candidats que nous désirons recruter sont diplômés de l'enseignement supérieur. Ils ont une expérience de 3 à 7 ans en informatique de gestion, télétransmission et bases de données. Ils ont le goût de l'enseignement.

Envoyez C.V. à M. GARY, CONTROL DATA, Tour Gamma A 195, rue de Berzy 75382 PARIS CEDEX 12.

50-10-10

fermettes

Séjour, pontons, cheminote, cuis.
2 chbres, s. d'eau, w.-c., gar.

[illegible]

F-MRUE-DES-FOSSES (9)
prix : 60.000 franc
* J. FITZREMANH, avocat.
11 bis, r. Portalis, N° BARR
Montaigne, Paris-8^e; ts avr
trib. Gde Inst. de Fleury. Bok
terre. Crétail; s/Lieux pr v
mais immoh. au Trib de O
Nanterre. 179-181, av. Jollo
le ordinaire desdites audie;
h. le mercredi 16 novembre
UNE PROPRIÉTÉ

totale construite, enviro
terrain 13 a. 60 ca.
prix : 200.000 franc
: Me COYDON, avocat Ve
bd de la Reine. T. 951-21-
60. Gref criée trib gde ins
Sur les lieux pour visite

SPUBLICAT. JUDICIAIRE
sals de Justice d'EVEY,
rue des Mazieres,
15 NOVEMBRE 1977, à 14

-BONNEVAUX (91)
route de Chantambre
éc - M. à PRIX : 58.800
de balais de mise à pr
puis de moutie. Cons
indispensable pour onché
M^{ss} AKOUN et TRUXILLA
55^{es}. 51, rue Champlois
CORBEIL-ESSONNES.
: 496-14-18 et 496-30-26.

à PARIS (19^e)
de Crimée et 1, rue d'
rue Brunet.
rue, cuis., salle d'eau, w.c.
étage à droite, une cave a'
sol.
SE A PRIX : 30.000 F
enseignements, s'adresser
LEHEN, avocat, 3, rue de Mar
Paris-16^e. Tél. : 553-61-3

Les poteaux téléphoniques et l'environnement

En recevant le haut conseil de l'environnement, le président de la République vient de déclarer qu'il avait attiré l'attention du secrétaire d'Etat aux P.T.T. sur le fait que « la campagne française, façonnée par deux millions d'années, allait être mutilée en quelques années par des poteaux téléphoniques métalliques scintillants ». Cette prise de position de M. Giscard d'Estaing intervient au moment où le dossier des supports métalliques des P.T.T. se trouve à l'hôtel Matignon pour arbitrage.

L'effort spectaculaire des P.T.T. pour offrir le téléphone à tous les Français s'est traduit par une augmentation rapide des constructions de lignes téléphoniques en milieu rural. Les télécommunications en ont créé 133 000 en 1976 et 164 000 en 1977. Cette année d'août, on a installé 214 000 l'année prochaine.

Ces performances comportent un revers de taille : pour atteindre leurs objectifs en milieu rural, les P.T.T. plantent, depuis quelques années, des poteaux métalliques en pleine campagne. Ces supports en acier galvanisé sont utilisés pour les lignes téléphoniques du paysage, bien que leur enginçonnement s'étompe sous l'effet du soleil et des intempéries.

est jugé trop rémunérateur par les forestiers. En désespoir de cause, les P.T.T. commanderont en 1978, 1,6 million de supports métalliques.

Restent trois solutions : ralentir le rythme des installations téléphoniques en zone campagne, enterrer le plus grand nombre de lignes ou développer les importations de supports de bois déjà utilisés par les P.T.T. qui viennent d'acheter 200 000 arbres en Autriche.

Les représentants de la culture et de l'environnement reconnaissent que la première éventualité n'est pas souhaitable. La deuxième reste très onéreuse. L'option, elle, pose

Les P.T.T. répondent aux innombrables critiques écusitées par leur initiative, en faisant remarquer qu'ils ont besoin, chaque année, de 2,6 millions de supports. Or le forêt française est, tout au plus, capable d'en fournir 1,2 million.

Les normes de rectitude et de résistance édictées par les P.T.T. ont draconiennes, ce qui disqualifie, paraît-il, le pin des Landes. D'autre part, le poteau réclamé par les télécommunications est fabriqué à partir d'arbres âgés de quarante ans, actuellement rares dans les forêts. En outre, l'installation de poteaux spécialisés dans la production de poteaux téléphoniques qui sont seulement des sous-produits de l'industrie papetière. La crise de celle-ci limite le coupe des poteaux, d'autant plus que le prix unitaire de 100 francs, n'en aura rien changé. L'usage du pin des Landes est donc à proscrire. L'Etat a-t-il le droit de proscrire l'usage du pin des Landes ?

En attendant une décision définitive, le Norbert Segard, directeur de l'Etat aux P.T.T., nous a déclaré que ses services installent au cours du premier semestre 1978 150 poteaux expérimentaux en bois lamellé-collé. « Per ailleurs l'Etat n'a pas l'intention de faire dans l'ordre d'enterrer un maximum de lignes pour réduire le nombre des supports », dit-il.

● **Manifestation des pêcheurs d'Étaples.** Pour protester contre la décision prise à Luxembourg, le 25 octobre, par les ministres de l'Agriculture ou de la pêche des Neuf de prolonger jusqu'à la fin de l'année l'interdiction de pêcher le hareng, des artisans d'Étaples ont bloqué le port de Boulogne-sur-Mer. Le 27 octobre, à partir de 11 heures. Une quinzaine de bateaux ancrés dans le port ont parqué des filets de pêche. Aucun navire de commerce ou de passagers n'a pu partir; un car-ferry venant de Folkstone a été détourné vers Calais. — (Corresp.)

● **Le POS de Toulon contesté** — Le plan d'occupation des sols de la ville de Toulon a été contesté, mercredi 26 octobre, pour la seconde fois, devant le tribunal administratif de Nice. Une double requête visait à l'annulation de l'arrêté préfectoral portant publication du POE et de celui instituant une enquête publique.

Les requérants avançaient notamment que le schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) n'avait pas été réalisé avant l'élaboration de l'information du public, avait été insuffisante et que les espaces verts n'étaient pas sauvegardés. (...) (Corren.)

● **Accord au Palais de la Méditerranée.** — Un second accord principal a été conclu au Palais de la Méditerranée a été conclu entre la nouvelle direction du Casino de Nice et une société dite Société d'exploitation de casinos qui a accepté de prendre en charge l'exploitation et les activités annexes de l'établissement. Cet accord doit être proposé la semaine prochaine au conseil d'administration du Palais de la Méditerranée et aura pour objet de lier l'établissement à une convention qui doit être entérinée par l'assemblée générale des actionnaires. — (Corresp.)

total et des rivages lacustres a procédé, depuis sa création en 1976, à treize acquisitions foncières représentant une superficie totale de 1 786 hectares, a indiqué M. Robert Fougère, président de cet établissement public.

En outre, sept terrains d'une superficie totale de 1 636 hectares ont été affectés au Conservatoire à titre gratuit, par le ministère de l'équipement. Six autres opérations portant sur 700 hectares seront vraisemblablement terminées avant la fin de l'année.

A l'occasion du premier vol commercial Paris-New-York par Coccoerde, l'agence Tenor West organise un week-end à New-York du samedi 25 au mardi 29 novembre, au prix de 13.900 francs. Les prestations prévues comportent un aller et retour en super-sonique, des transferts en voiture particulière avec chauffeur, l'hébergement à l'hôtel Plaza, ainsi que des repas dans les meilleurs restaurants de la ville, des spectacles et des visites. Ce produit est en vente dans toutes les agences de voyages.

● Eau polluée à Chalon-sur-Saône. Les deux mille habitants de la cité des Frères Saint-Jean à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) sont incommodés depuis plusieurs semaines par l'odeur nauséabonde qui se dégage du canal du Centre.

Ce canal qui relie la Loire à la Saône n'est plus ouvert à la circulation. Il sert au rejet des effluents des industries de la zone industrielle située au nord de la ville. C'est l'accumulation de ces rejets et la fermentation des boues qui sont à l'origine des mauvaises odeurs. La direction départementale des affaires sociales préconise un dragage de la voute d'eau.

● « France » : priorité aux Français. Des Français seront embauchés, « dans toute la mesure du possible », pour constituer le personnel hôtelier du paquebot *France*, a confirmé M. Akram Ojfeh, acheteur saoudien du navire, au cours d'une interview accordée à l'A.P.F.

L'homme d'affaires a précisé que la priorité qu'il accorderait aux Français est de par avec le souci de faire du *France* une « petite cité » française représentant pleinement, à l'étranger, les traditions hôtelières et gastronomiques du pays.

● **Immeuble en vente aux Halles.** — L'Union des Chamepeaux signale que l'un des plus anciens immeubles du quartier des Halles situé entre le 60 de la rue Quincampoix et le 139 de la rue Saint-Martin est mis en vente sur licitation le 27 octobre au tribunal de première instance de Paris. L'Union des Chamepeaux demande à la Ville de Paris d'utiliser son droit de préemption « afin d'accroître la population à demeurer sur place et de lutter contre la spéculation ».

HORIZONTALEMENT

I. Piquent avec des lardons. — II. N'entra que pour une faible heure dans les aspirations de Nérón : Ancien né dynastique. — III. Particulièrement tendre au printemps; Pronom. — IV. Coucha avec le premier venu; Bienheureux. — V. S'impose, après un lavage. — VI. Furent, un temps, très douteuses, chez Isabelle la Catholique. — VII. Éléments de l'espèce. — VIII. Éléments d'un des. — IX. Reilverals. — X. Seduite; Ignore les frontières. — XI. Loin d'être sereline.

1. Se met en rang ; Démontre. — 2. Grain (épelle) ; Préfixe ; Antique point de départ d'une importante migration. — 3. Ne se passe donc pas au grand jour ; Roue. — 4. Vieille bête ; Trou. — 5. Obéit aux doigts et à l'œil — 6. Orientation ; Ne feras pas preuve de retenue. — 7. Compagne d'un solitaire ; Localité de France. — 8. Trouver un nouvel abri ; Remplissait des parvis. — 9. Bosse ; Traversent de beaux quartiers.

Solution du problème n° 1903

I. Eve ! Loris. — II. Cratère. —
III. Uranium. — IV. Enée. — V.
Coincées. — VI. Arasas. — VII.
Rémi ! Onc. — VIII. Ebènes. —
IX. Ancsse ; Ré. — X. On ; Bau.
— XI. Dénicheur.

1. Ecu ; Car ; Aod. — 2. Vr ;
Cortenne. — 3. Ean ; Iambe. — 4.
Transies. — 5. Léa ; Ca ; NSJC.
— 6. Ornées ; E.E. — 7. Reine ;
Os ; Bé ! — 8. Ues ; Rau. — 9.
Semé ; Acteur.

GUY BROUTY.

PRÉVISIONS POUR LE 28-10-77 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre notée en millibars (le mb vaut environ $\frac{3}{8}$ de mm)

Zone de pluie ou neige ∇ averse ☄ orage ➡ Sens de la marche des fronts
 —●— Front chaud ▲ Front froid ▲▲ Front occlus

Prévision probable du temps en France entre le lundi 27 octobre à 6 heures et le vendredi 28 octobre à 24 heures :

Une perturbation venant de l'atlantique étendra la moitié est de la France. L'air humide descendant des Pyrénées occidentales et du littoral méditerranéen et aux Alpes évoluera lentement. Vendredi 23 octobre, le temps sera assez au matin des Pyrénées occidentales aux Charentes et à la Normandie. Des précipitations sous forme de faibles pluies pourront affecter ces régions, mais principalement au nord de la Loire. L'après-midi, cette zone nuageuse étendra des Pyrénées centrales au

Magnéti Central et est: nord du pays.
Sur les Pyrénées orientales, le Midi méditerranéen et les Alpes, le temps sera convert avec des ondes courtes, parfois violentes.
Le temps sera variable, avec des tempêtes de brouillards matinaux, abondants surtout dans l'Est et le Centre; ces brouillards seront parfois violents, surtout sous forme de nuages bas.
Les vents seront faibles et variables sur la moitié Sud-Est et les vents violents, parfois très forts, sur la moitié Nord-Ouest.
Les températures minimales seront en hausse sur la moitié Ouest et en baisse sur la moitié Est.
Le 27 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

diverses d'allez mer était, à Paris, de 1 022,7 milliards, soit 765,6 milliards de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, les 28 autres, le second, minimum de la nuit) :

28 au 27 : Ajaccio, 22 et 16 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Bruck, 16 et 10 ; Caen, 13 et 8 ; Clermont, 15 et 10 ; Cognac, 15 et 7 ; Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 15 et 11 ; Grenoble, 14 et 0 ; Lille, 11 et 0 ; Lyon, 15 et 1 ; Marseille, 23 et 17 ; Nancy, 15 et 8 ; Nîmes, 15 et 7 ; Paris, 15 et 7 ; Pau, 19 et 13 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 11 et 10 ; Strasbourg, 15 et 7 ; Toulon, 15 et 7 ; Toulouse, 18 et 6 ; Vichy, 15 et 7 ;

Journal officiel

BAGAGES PAR AVION : ÉTIQUETTES OBLIGATOIRES

Tous les passagers voyageant à bord des avions des compagnies aériennes membres de l'IATA, devront étiqueter leurs bagages, à compter du 1^{er} novembre 1977, à l'annonce à Genève l'Association pour le transport aérien international. Si des bagages ne portent aucun numéro, initiales ou autre indication personnelle, les employés des compagnies aériennes exigeront que les passagers y apposent une identification et fournissent des bagages, tickets et formulaires de passagers gratuits. Cette identification des bagages est exigée afin d'accélérer la récupération des bagages perdus ou mal achetés.

Est publié au Journal officiel
du 27 octobre 1977 :
UN DECRET

Article L 351-2 du code de la sécurité sociale relatif aux pensions de réversion en cas de divorce pour rupture de la vie commune.

Ventes

● Les manuscrits autographes de cinq ouvrages de Colette seront mis en vente, le 28 octobre, à Drouot. Il s'agit du *Blé en herbe*, de la *Seconde*, de *Gigi*, de *Journal à rebours*, et de *Pour un herbier*. Colette, qui avait horreur de la feuille blanche, écrivait sur du papier bien.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A

PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

| TERMI- NAISON | FINALES et NUMEROS | GROUPES | SOMMES A PAYER | TERMI- NAISON | FINALES et NUMEROS | GROUPES | SOMMES A PAYER |
|------------------|--------------------------|----------------|----------------------|------------------|--------------------------|----------------|----------------------|
| 1 | 1 | tous groupes | F. 50 | 6 | 86 708 | tous groupes | F. 10 050 |
| | 11 | tous groupes | 150 | | 51 336 | groupe 4 | 100 050 |
| | 09 531 | groupe 5 | 10 050 | | | autres groupes | 2 050 |
| | 13 171 | autres groupes | 2 050 | | | | |
| 2 | | tous groupes | 10 050 | 7 | 207 | tous groupes | 200 |
| | 52 | tous groupes | 100 | | 647 | tous groupes | 200 |
| | 62 | tous groupes | 100 | | 08 577 | tous groupes | 10 000 |
| | 672 | tous groupes | 200 | | 09 537 | groupe 5 | 10 000 |
| | 1 592 | tous groupes | 1 000 | 8 | 38 227 | autres groupes | 2 000 |
| | 2 132 | tous groupes | 2 500 | | 74 167 | tous groupes | 10 000 |
| | 09 532 | groupe 5 | 10 000 | | | groupe 2 | 100 000 |
| | | autres groupes | 2 000 | | | autres groupes | 2 000 |
| | 70 302 | tous groupes | 10 000 | 9 | 08 | tous groupes | 100 |
| | 84 142 | tous groupes | 10 000 | | 07 378 | tous groupes | 10 000 |
| 3 | 12 732 | groupe 5 | 100 000 | | 09 538 | groupe 5 | 10 000 |
| | | autres groupes | 2 000 | | | autres groupes | 2 000 |
| | 49 242 | groupe 3 | 100 000 | 0 | 29 | tous groupes | 100 |
| | | autres groupes | 2 000 | | 85 | tous groupes | 100 |
| | 123 | tous groupes | 200 | | 119 | tous groupes | 200 |
| | 573 | tous groupes | 200 | | 469 | tous groupes | 300 |
| | 0 823 | tous groupes | 1 000 | 1 | 08 559 | tous groupes | 500 |
| | 3 583 | tous groupes | 1 000 | | 17 199 | tous groupes | 10 000 |
| | 4 569 | tous groupes | 1 000 | | 09 539 | groupe 5 | 10 000 |
| | 8 263 | tous groupes | 1 000 | | | autres groupes | 2 000 |
| 4 | 09 533 | groupe 5 | 2 000 | 2 | 5 970 | tous groupes | 1 000 |
| | | autres groupes | 20 000 | | 08 330 | tous groupes | 10 000 |
| | 504 | tous groupes | 200 | | 09 530 | groupe 5 | 10 000 |
| | 784 | tous groupes | 1 000 | | 69 520 | autres groupes | 2 000 |
| | 0 164 | tous groupes | 1 000 | 3 | | tous groupes | 100 000 |
| | 0 614 | tous groupes | 1 000 | | | groupe 1 | 100 000 |
| | 8 054 | tous groupes | 2 500 | | | autres groupes | 2 000 |
| | 8 414 | tous groupes | 10 000 | | | | |
| | 09 534 | groupe 5 | 2 000 | 4 | | tous groupes | 10 000 |
| | | autres groupes | 2 000 | | | tous groupes | 10 000 |
| 5 | 25 734 | tous groupes | 10 000 | | | tous groupes | 10 000 |
| | 83 044 | tous groupes | 10 000 | | | tous groupes | 10 000 |
| | 4 485 | tous groupes | 1 000 | 5 | | tous groupes | 1 000 |
| | 09 535 | groupe 5 | 10 000 | | | tous groupes | 10 000 |
| | | autres groupes | 2 000 | | | tous groupes | 10 000 |
| | 29 315 | tous groupes | 10 000 | | | tous groupes | 10 000 |
| 6 | 5 | tous groupes | 50 | 6 | | tous groupes | 50 |
| | 09 536 | groupe 5 | 10 050 | | | tous groupes | 10 050 |
| | | autres groupes | 2 050 | | | tous groupes | 10 050 |
| | | tous groupes | 2 050 | | | tous groupes | 10 050 |

TRANCHE DES ORCHIDEES

TIRAGE DU 26 OCTOBRE 1977
PROCHAIN TIRAGE
LE 3 NOVEMBRE 1977
à GIEN (Loiret)

.....

...the

LOTO

PAGE: 43

PROCHAIN TIRAGE LE 3 NOVEMBRE 1977 VALIDATION JUSQU'AU 2 NOVEMBRE APRES-MIDI

ÉQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

Le gouvernement définit les missions de l'Agence pour la récupération des déchets

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, installent, ce jeudi 27, le conseil d'administration de l'Agence pour la récupération et l'élimination des déchets.

L'Agence est un établissement public à caractère industriel et commercial, qui a été créée le 25 mai 1976. Son directeur est M. Michel Attfield; elle comprend une quinzaine de personnes pour 1977 et 1978, dispose d'un budget d'environ 40 millions de francs et doit, théoriquement, s'installer à Angers. Elle est administrée par un conseil d'administration constitué en octobre dernier et présidé par M. Alain Dangereux. Parallèlement, un comité national pour la récupération et l'élimination des déchets a été créé le 12 juillet 1977; il comprend seize membres représentants de l'Etat, des collectivités locales, des associations de consommateurs, etc. Il est présidé par M. Jean-Marie Rausch, sénateur (Union centriste) de la Moselle.

Ces institutions n'ont pas été mises en place sans peine: leur mission est très étendue et difficile à définir: récupérer et éliminer les

déchets ménagers et industriels. M. d'Ornano vient, dans une lettre adressée au conseil de l'Agence, d'en préciser les points forts pour l'année à venir: lutte contre les décharges sauvages, opération exemplaire de collecte sélective des déchets urbains, valorisation des déchets agricoles. Le ministre souhaite que l'Agence concentre dans l'immédiat ses efforts sur la récupération des papiers et cartons, des pneumatiques et des pneus, des bouteilles en plastique.

La grosse difficulté réside en fait dans le financement de ces opérations. La dotation de l'Etat ne permettra que des opérations d'accompagnement: pontonnages. Le décret du 25 mai 1976 prévoyait l'institution de taxes parafiscales frappant les produits industriels difficiles à éliminer (pneumatiques, emballages en plastique). Dans la pratique, l'établissement d'une telle taxe suppose que l'on s'entende sur la façon dont ses incidences sur les prix de vente seront réparties.

M. Antoine Rufenacht analyse d'autre part, ci-dessous, les problèmes économiques et industriels généraux que soulèvent la récupération et l'utilisation des déchets dans le cadre d'une politique de lutte contre le gaspillage.

Produire mieux pour gaspiller moins

CADME des fûts vivants, les produits industriels sont conçus, naissent, vivent et meurent. Quel de plus banal que la vie d'un produit? D'une tondeuse à gazon ou d'un téléviseur? Et pourtant, la durée de vie des produits industriels est une question posée aux consommateurs que nous sommes, tout comme elle constitue un paramètre méconnu de notre économie.

Dans le passé, l'idéal du consommateur passait par la continuité. Chaque objet avait une longue durée de vie et la logique économique de sa production répondait au désir de permanence. Mais la forte croissance économique qui a marqué ces dernières années a permis à tous les consommateurs de satisfaire un plus grand nombre de besoins de courte durée.

Il en est résulté au moins deux conséquences: tout d'abord l'abandon d'une production innovatrice en perpétuel renouvellement, mais où le qualité laissait quelquefois la place à la quantité. Cette fragilité de fait d'objets durables a souvent été dénoncée par le consommateur. Ensuite, le développement de toute une mentalité du « prêt-à-jeter », encore réservée jusqu'à une période récente aux consommateurs privilégiés, mais qui est maintenant largement répandue: les lampes de poche non rechargeables et les broches à dents déjà recouvertes de dentifrice pour servir une seule fois, en sont des expressions concrètes.

Informier le consommateur

Les limites d'une telle évolution ont été largement controversées. Mala, et c'est là le fait nouveau, la crise de l'énergie et des matières premières, réveillant l'existence de gaspillages insupportables aux économies, a posé ce débat en des termes plus concrets qui méritent des réponses rapides.

Certaines de ces gaspillages ont pu faire l'objet de mesures immédiates: d'autres, relatifs à la durée de vie des produits industriels, ne sont pas encore clairement localisés.

Pour ceux-ci, une meilleure maîtrise de la durée de vie des biens est nécessaire. En améliorant les conditions de choix du consommateur, elle lui permettrait de jouer pleinement son rôle de partenaire économique et d'orienter ainsi, dans le cadre libéral de notre économie, l'évolution de nos structures et de notre production industrielle.

Maîtriser la durée de vie des biens n'est pas chose facile.

En dehors de certaines études ponctuelles, nous ne disposons que de peu de données sur les modes de l'utilisation des biens. Il est donc

par
ANTOINE RUFENACHT (*)

nécessaire d'encourager la recherche afin que soient mieux connus le pourquoi et le comment de l'existence d'un bien. Le ministère de l'Industrie a ainsi suscité une réflexion approfondie et, pour la première fois, commune aux producteurs, distributeurs et consommateurs.

Les premiers résultats auxquels on a pu aboutir, même s'ils ne sont pas complets, fournissent des indications qui nous permettent de définir les actions à mener et à développer. Celles-ci, dans l'immédiat, doivent s'orienter vers une meilleure information du consommateur et une meilleure aptitude à l'emploi du produit conçu.

Informations du consommateur, car il faut tout d'abord qu'il se comporte plus rationnellement dans l'achat, l'utilisation et l'entretien d'un bien durable. Il faut lui en donner les moyens. Informé avant l'achat, le consommateur effectue son choix en connaissant le coût et la durée d'usage d'un produit. Informé après l'achat, le consommateur est en mesure de faire bon usage du bien acquis, tout en l'entretenant correctement.

Une meilleure aptitude à l'emploi d'un produit, c'est l'efficacité du consommateur. Elle n'est possible que s'il tient réellement compte de l'existence du consommateur et apporte alors les modifications nécessaires à une utilisation plus longue du bien, notamment en augmentant la solidité et en améliorant son aptitude à la maintenance. Il appartient simultanément au distributeur de prévoir en quantité et en qualité suffisantes les services après-vente nécessaires.

La politique de qualification des produits industriels engagée par mon ministère poursuit ces objectifs: elle vise notamment à donner aux consommateurs une information claire, objective et certifiée, non seulement sur les caractéristiques physiques des produits industriels, mais encore, surtout, sur leur aptitude à l'emploi.

Beaucoup de cas particuliers

Cette action mérite d'être complétée par une adaptation du cadre de vie - du produit utilisé. Ainsi, s'il apparemment nécessaire d'allonger la durée de vie des biens, il faudrait sans doute modifier le contexte fiscal et financier de l'achat et de l'entretien, adapter la fonction de maintenance à une demande élargie, et favoriser la création et le fonctionnement de marchés d'occasion.

Male il est indispensable, pour développer ces actions, d'affiner la recherche sur l'utilisation des biens. La conclusion que l'on peut tirer des premières études obtenues incite à la prudence et non aux conclusions hâtives, car l'optimum économique et social n'est pas dans l'allongement systématique de la durée de vie de tous les produits: chaque produit appelle une étude de cas particuliers. Des décisions arbitraires prises en ce domaine pourraient entraîner des conséquences graves pour notre économie.

S'il est en effet possible par ces actions de réduire une certaine forme de gaspillage, il faut, avant d'aller plus loin, s'interroger sérieusement sur les conséquences.

(*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat.

ÉCONOMIE - SOCIAL

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Cinquième semaine de grève des informaticiens à la caisse maladie de Paris

Les informaticiens en grève. Occupation des locaux: une banderole tendue à l'entrée d'un bâtiment vers le long d'une rue bordée d'immeubles parisiens, annonce que rien ne va plus dans les services parisiens de la Sécurité sociale.

Quelques soixante opérateurs et techniciens au service informatique de la caisse maladie de Paris bloquent plus de deux millions de feuilles de remboursement. En grève depuis le 28 septembre, les informaticiens occupent les locaux depuis le 30 septembre, rue de l'Ourcq, dans le nord de la capitale, avec l'appui des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

Travaillant en équipe et une semaine sur trois durant toute la nuit, de 22 h. à 5 h. 30, les informaticiens réclament des compensations.

Un repos compensateur

La première revendication porte sur les salaires. La direction a annoncé que d'ici à 1980 la mise en place de nouveaux ordinateurs permettrait la suppression du travail de nuit, ce qui, logiquement, entraînerait la suppression des primes. Les informaticiens qui gagnent, en salaire brut mensuel, 2 040 F à 4 168 F selon leur qualification, reçoivent, en effet, 500 à 1 000 F supplémentaires par mois pour leur occupation à nuit.

Les grévistes entendent conserver ce surplus de rémunération lorsqu'ils seront ramenés à des horaires de jour. Ils réclament l'intégration de cette prime dans leur salaire de base. Réclamation injustifiée? Les informaticiens estiment qu'ils ont droit au maintien de ce supplément dans la mesure où certains d'entre eux subissent les contraintes du travail de nuit depuis douze ans et que les annués physiques, psychologiques et familiaux ainsi que les problèmes de santé durant toute leur vie.

Deuxième série de revendications nettement qualitatives: les grévistes demandent que les salariés travaillant en équipe (2 x 8 ou 3 x 8), bénéficient à l'avenir d'assurances quant à leur

promotion et surtout de repos compensateur (deux jours par mois) et d'un droit à la retraite anticipée pour travaux pénibles. De telles revendications, soulignent-ils, ont été acceptées pour les informaticiens de la B.N.P. (une semaine de repos tous les mois et un an d'anticipation à la retraite pour cinq années de travail en équipe); à la caisse de Paris, une étude de la direction envisage même la possibilité d'une anticipation d'un an pour quatre années de travail posté; pourtant il n'y a pas de négociation.

La direction de la caisse parisiennne affirme que seule l'Union sociale (U.C.A.N.S.S.) — organisme national chargé de la politique du personnel pour tous les employés de la Sécurité sociale — est habilitée à ouvrir des discussions, ce que les grévistes contestent, preuves à l'appui. Quant à l'U.C.A.N.S.S., elle a indiqué par la voix du président du comité de médiation — un représentant du C.N.P.F. — que les revendications sont inacceptables.

Embarassés, les informaticiens en lutte reconnaissent que les assurances sociales, les salaires, les congés, mais ils affirment n'être pas responsables de la poursuite de la grève. Notre direction, précisent-ils, nous a déclaré que l'affaire pourrait être réglée au niveau de la caisse parisiennne par un accord local: « On peut mais on ne veut pas » leur a indiqué un dirigeant. En fait, accusent-ils, la présence du C.N.P.F. a été l'obstacle et explique l'absence de dialogue.

Il est vrai que si satisfaction était donnée aux informaticiens de la caisse maladie, les salariés qui, ailleurs, travaillent en équipe sur ordinateurs réclameraient l'extension de ces avantages. Mais qui dit travail pénible dit aussi travail de nuit. La négociation est en premier lieu par un droit au repos supplémentaire? Officiellement, l'impasse est en tout cas totale, mais des contacts officieux ont repris au niveau de la direction locale.

JEAN-PIERRE DUMONT.

PLUSIEURS MILLIERS DE FONCTIONNAIRES ONT MANIFESTÉ À PARIS

Plusieurs milliers de fonctionnaires et assimilés — cinquante mille selon les organisateurs — ont défilé, mercredi 26 octobre, de l'Hôtel de Ville au Palais-Royal à Paris, à l'appel des fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., C.F.T.C. et autonomes. Cette manifestation a eu lieu dans le cadre de la « semaine d'action » décidée, en signe de protestation contre la rupture des négociations salariales, par ces cinq syndicats ainsi que par la C.G.C., qui n'a pas participé au défilé.

Une délégation des fonctionnaires C.G.C. a été reçue, mercredi matin, par M. Maurice Ligtot, secrétaire d'Etat à la fonction publique. Dans un communiqué, la C.G.C. indique qu'elle a « confirmé à son adversaire son opposition fondamentale et irréductible aux mesures salariales qu'il prétend imposer aux agents de l'Etat. Elle a en outre déclaré qu'elle imputait au gouvernement l'entière responsabilité du malaise de plus en plus profond et de la dégradation continue, tant matérielle que morale, de l'administration ».

Quant à Force ouvrière, elle organise de son côté, en la semaine propre « semaine d'action » du 7 au 12 novembre.

Un léger incident a eu lieu au début de la manifestation parisienne: en entendant le slogan « Union, action, nationalisations », scandé par les cégétistes, M. André Henry, secrétaire général de la F.E.N., a menacé de quitter le cortège. Aussitôt des slogans plus « orthodoxes » se sont alors élevés: « Union, action, négociations », « 2 500 F minimum, 300 F pour tous », « Nous voulons, nous voulons satisfaction ».

On a noté dans ce cortège, la présence de la Fédération autonome des syndicats de police, ainsi que celle des éboueurs de Paris, qui sont en grève depuis une semaine pour obtenir des augmentations de salaires, d'effectifs et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Des manifestations semblables ont eu lieu dans plusieurs villes de province.

ÉNERGIE

UN RÉFÉRENDUM SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE EN SUÈDE?

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Il n'est pas impossible que les Suédois soient appelés à se prononcer, en 1978, par référendum, sur l'énergie nucléaire. Les récentes déclarations du ministre de l'énergie, M. Olaf Johansson, et du chef du gouvernement, M. Thorbjörn Fälldin, semblent indiquer que les centrales, première formation de la coalition non socialiste au pouvoir, et fortement antinucléaire, envisagent une telle solution, au cas où ils ne parviendraient pas à se mettre d'accord avec leurs partenaires libéraux et conservateurs, qui eux, veulent mal comment la Suède pourrait renoncer à l'atome, du moins avant la fin du siècle.

Selon le ministre de l'énergie, « ce référendum pourrait avoir lieu après la publication du rapport de la commission d'étude sur l'énergie de 1978 », et « ne devrait en aucun cas gêner la campagne électorale de 1979 ».

Autrement dit, ce serait pour l'été prochain. Mais l'organisation d'un référendum se heurte à plusieurs obstacles. En particulier, c'est le Parlement qui décide de son opportunité et de sa formulation, et la question à laquelle les Suédois devraient répondre par oui ou par non.

Or 75 % des députés sont favorables au programme électoral nucléaire, et beaucoup pensent, comme les sociaux-démocrates, qu'une consultation populaire ne doit pas servir à régler les problèmes internes de la coalition.

M. Roger Martin, P.-D.G. de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, a été élu « manager de l'année » par les lecteurs du *Nouvel Économiste*. Il succède ainsi à M. Laurent Bol-Vives, P.-D.G. de Saint-Gobain, qui avait été désigné en 1976.

« Au cours du premier semestre de 1977, le chiffre d'affaires du groupe a atteint 16 milliards de francs » (+ 15,4 % à structures comparables), a indiqué M. Martin au cours du déjeuner de presse organisé par le *Nouvel Économiste*.

Les entreprises nationalisées en Europe seront le thème d'un séminaire organisé par le Centre de formation aux réalités internationales (C.F.R.I.), les 8 et 9 novembre, au Foyer international d'accueil de Paris (FIAP), avec la participation de spécialistes de M.M. Simon Nora, Gilbert Mathieu, Michel Drancourt, Jacques Bonaccorsi, Pierre-Yves Coste, Hubert Frérot.

Représentants et inscriptions: C.F.R.I. (même adresse que le FIAP), copaux, Cabanis, 75014 Paris, tél. 338-04-41.

IMMIGRÉS

Le projet de décret de l'immigration familiale sera promulgué la semaine prochaine

annonce M. Stoléru

« C'est pour rétablir la vérité concernant la politique française de l'immigration, déformée par campagne de diffamation que je me suis rendu à Rabat et Alger et à Tunis », a déclaré, le 26 octobre, devant les journalistes à Paris, M. Lionel Stoléru, Commissaire aux voyages, trois jours dans les pays du Maghreb. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail s'est félicité de « l'accueil très chaleureux » reçu au Maroc et en Tunisie. Il a ajouté que bien qu'il n'y ait pas de contentieux véritable avec l'Algérie dans le domaine de l'immigration, les relations franco-algériennes ne sont pas sans problème. Le problème du Polisario n'était pas facile », a-t-il dit. « Les discussions menées avec l'Algérie, a-t-il dit, ont été dépourvues dans un climat d'entente de vérité et de réciprocité et ont débouché sur la conclusion d'un groupe technique chargé de proposer les solutions nécessaires ».

Interrogé sur les mesures concernant l'immigration familiale, M. Stoléru a annoncé qu'un décret serait promulgué la semaine prochaine à ce sujet. Ce texte, a-t-il dit, tient compte des discussions qui ont eu lieu au Conseil d'Etat soumis pour avis définitif ce jeudi à l'assemblée générale de la haute juridiction, il suspend pour trois ans le décret de 1976 sur l'immigration familiale. Mais une distinction est désormais établie entre le droit au séjour et le droit au travail.

Un travailleur étranger régulièrement installé en France pourra continuer à y faire venir les membres de sa famille, mais ceux-ci n'auront pas le droit de prétendre à une activité professionnelle. « 60 % des demandes d'emploi émanent des femmes », a expliqué M. Beullac, qui participait à la réunion de presse de M. Stoléru. Il est de simple bon sens de chercher à éviter que les femmes d'immigrés viennent grossir le nombre des chômeuses. L'ancienne attitude contraire relevée, les enfants d'immigrés scolarisés en France pourront comme par le passé recevoir dès l'âge de seize ans une carte de travail.

M. Stoléru a affirmé que le gouvernement n'avait pas modifié sa position en la matière, accusant une partie de la presse d'avoir déformé ses intentions. Il a nouveau protesté contre la diffusion par le *Nouvel Économiste* de l'avis défavorable donné par le secteur social du Conseil d'Etat, estimant que ces « fautes » étaient « intolérables ». Enfin, il a clairement indiqué que le gouvernement promulguerait le nouveau décret sur l'immigration

familiale même si l'avis de l'assemblée du Conseil d'Etat était, ce jeudi, défavorable.

Ce n'est pas la première fois qu'une autorité publique cherche à masquer un changement d'attitude, en prenant la presse comme bouc émissaire. En fait, la note sur l'immigration familiale diffusée par le secrétaire d'Etat le 27 septembre était sans ambiguïté. Elle écartait clairement l'idée retenue aujourd'hui de distinguer le droit au séjour du droit à l'emploi.

« Les pratiques actuelles, précisaient dans la note, ont en effet montré qu'il n'est pas bon de maintenir l'immigration familiale en même temps de protéger la situation du marché de l'emploi en opposant la situation de l'emploi à la délivrance de la carte de travail ».

Cette mesure serait à la fois inefficace et dangereuse. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de suspendre à titre provisoire l'immigration familiale.

Les nouvelles dispositions prévues continuent à poser un certain nombre de problèmes. Sur le plan juridique, ne sont-elles pas en contradiction avec le préambule de la Constitution de 1958, ou avec celle de 1959, qui assure à chacun « le droit d'obtenir un emploi » et ajoute: « Nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi en raison de ses origines (...). La France assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement ».

Sur le plan pratique, quelle sera la situation d'une famille d'immigrés où la seule personne autorisée à travailler venant à perdre son emploi et à être au chômage? Et que dire du cas des femmes étrangères venues travailler en France comme employées de maison ou personnel de salle dans les hôpitaux — c'est le cas notamment de Mauriciennes — et qui souhaitent être rejointes par leur mari? Ces mesures risquent en fait d'entraîner une multiplication des cas particuliers difficiles et d'empoisonner un peu plus les rapports entre la France et ses immigrés. — J. M. D.

Grève des douaniers à Orly.

La grève de vingt-quatre heures, décidée le 26 octobre par les douaniers de l'aéroport d'Orly, n'a provoqué aucune perturbation dans l'écoulement des passagers.

suivi à 90 % selon une source officielle, est arrêté de travail avait pour but l'obtention d'une prime de transport.

EXPOSITION

ÉCONOMIE - SOCIAL

CONSOMMATION

A DATER DU 1^{er} NOVEMBRE

BILLET

La petite guerre entre industriels et magasins de grande surface se rallume

L'autisme a rallumé la petite guerre qui, depuis quelques mois, oppose fabricants d'électro-ménager et grands distributeurs. De nouveaux contrats, essentiellement proposés jusqu'ici par Grandis, Thomson-Brandt et Moulinex, suscitent aujourd'hui les protestations des grands du commerce et notamment celles des « discounters » — qui vendent à prix cassés — que des grands magasins. Ces contrats existent du commerce et de l'industrie de technique (compétence des vendeurs, fiabilité du service après-vente), le choix d'une gamme assez complète des productions d'un fabricant et enfin l'importance de la production sur un article donné. C'est un nouvel épisode de la lutte contre la pratique du prix d'appel, dénoncée par les industriels français cet été (le Monde du 9 août). Les grandes surfaces, disent-ils, mettent en difficulté l'industrie française et créent du chômage en vendant nos produits avec des marges minimes, et en dirigeant les clients vers les magasins étrangers.

C'est le contrat Moulinex qui provoque la plus d'opposition dans les grandes surfaces. Cette firme ne va-t-elle pas jusqu'à exiger de ses grossistes de connaître les prix qu'ils pratiquent avec les détaillants ? Cette intrusion dans les négociations entre détaillants et grossistes pourrait conduire certains d'entre eux à la rupture avec Moulinex. « Cette société veut transformer ses grossistes en simples « entrepositaires » travaillant à la commission, alors qu'elle leur laisse toute la charge des livraisons et du service aux clients », dit le responsable d'un hypermarché. C'est inadmissible. La vérité c'est que les

Une refonte de la circulaire Fontanet

Beaucoup dépendra des pouvoirs publics. Constatant que commerçants et industriels étaient incapables de s'entendre, Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, a la demande des deux parties, a préparé un texte modifiant la « circulaire Fontanet », qui date de 1960 et réglemente les relations entre l'industrie et le commerce.

Le rapport de force entre industriels et distributeurs est, en effet, considérablement modifié depuis quinze ans. Le développement des grandes surfaces notamment a donné au commerce un poids qu'il n'avait pas, d'où certains excès (commissions, etc.) qui peuvent pénaliser les fabricants.

La circulaire préparée par Mme Scrivener prévoit notamment que le prix d'appel « abusif » pourra être assimilé à une publicité mensongère, que les accords de coopération entre industriels et distributeurs seront assimilés à des conditions de vente, enfin que les conditions de vente devront faire l'objet de textes écrits.

Ce texte est soumis actuellement aux parties intéressées, qui devront faire connaître leurs avis.

Chaque chef-lieu de département aura une « boîte postale 5 000 »

A dater du 1^{er} novembre, il y aura une « boîte postale 5 000 » dans chaque chef-lieu de département. Le consommateur à la recherche d'un renseignement ou d'une pratique contestable, jusqu'ici, ne savait où s'adresser, pour tout simplement écrire à ce « central », habilité à répartir les lettres entre services administratifs, organisations professionnelles et associations de consommateurs. Là ne s'arrête pas l'action de l'équipe (1) de la « B.P. 5 000 » : elle intervient directement pour régler les litiges qui lui sont soumis, réunit au besoin la commission de conciliation tripartite qui recherche une solution amiable, toute latitude étant laissée aux intéressés, en cas de désaccord persistant, de porter l'affaire devant les tribunaux.

Créées en novembre 1976 à l'initiative de Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, les premières boîtes postales 5 000 ont fonctionné jusqu'ici dans six départements (Gers, Haute-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Mayenne, Sarthe). Leur action a été limitée en volume (les services embryonnaires existants auraient-ils pu faire face à un succès massif ?) mais est efficace. Près de la moitié des lettres qui émanent pour une forte minorité des cadres, moyens et supérieurs) consistent en demandes de renseignements et de conseils. Trois grands domaines de préoccupation se dégagent du courrier reçu : l'immobilier (34 % des lettres), les produits industriels (30 %), les prestations de services (21 %). Viennent ensuite les services publics (6 %) et les produits alimentaires (4 %).

Les litiges d'ordre contractuel sont davantage liés aux produits industriels (automobile, ameublement, électroménager) et

aux prestations de services (assurances, teinture) : il s'agit là, essentiellement, de prix de livraisons non conformes ou de délais de livraisons.

Quant aux litiges qui révèlent des infractions, ils sont peu nombreux, et relèvent essentiellement des prix (produits alimentaires et prestations de services) ou de la qualité des produits et des méthodes de vente (produits industriels).

Près de 70 % des dossiers ont été traités par l'administration, 17 % par les organisations professionnelles et 13 % par les associations de consommateurs.

(1) Composée de la direction départementale de la concurrence et des prix, de représentants des associations professionnelles et des associations de consommateurs.

(Publicité)

EN VALAIS (Suisse)

Dans superbes chalets - Résidences tout confort - Piscine - Sauna

STUDIOS ET APPARTEMENTS

CRANS-SUR-SIERRE - Alt. 1.500 m.
HAUTE-NENDAZ - Alt. 1.400 m.
MAYENS-DE-RIENDES - Alt. 1.400 m.

EN COPROPRIÉTÉ

à partir de Francs S. 70.000

(vente aux étrangers autorisée) Hypothèque 50 % - Intérêt 6 1/4 % sur 25 ans

Documentation et informations : **RÉSIDENCES VACANCES S.A.**

Tél. 34-15-40
52, rue de Monthilliant
1202 GENEVE

BILLET

M. Barre chez les artisans

Plus carré que nature

C'est un premier ministre en grande forme, plus « carré » que nature, qui a présidé le 26 octobre l'Assemblée générale de l'A.P.C.M. (Assemblée permanente des chambres de métiers). L'an passé, il avait déjà surpris son auditoire par son parti pris de franchise bonhomme et un peu brusque. Aujourd'hui, le « personnage » est tout à fait au point et récolte un joli succès en moins de trois quarts d'heure.

Le début de la séance avait été pourtant agité par l'intervention intempestive (et bruyamment contestée par le salon) d'un représentant du CIO-Unifil. Celui-ci avait reproché en termes vifs au premier ministre de n'avoir jamais répondu aux lettres de ce mouvement, faisant ainsi piétra honneur à sa réputation d'homme de dialogue.

M. Barre n'y alla pas par quatre chemins. Quelques phrases d'introduction bien senties : « Je vous prendrai tel que vous êtes, vous me prendrez tel que je suis », et il passa à l'attaque, brutale, répondant aux accusations du CIO-Unifil. « Il y a certains actes, certaines déclarations, certaines gestes, que, comme premier ministre et comme ministre de l'économie et des finances, je ne peux pas accepter. J'ai toujours été partisan du dialogue, mais à la menace on ne cède pas. (...) Je suis responsable de l'ordre public, et je le suis régnant ».

Après cette rapide exécution, M. Barre répondit à chacune des préoccupations qui lui avaient été exposées, rappelant les efforts

déjà accomplis, et se contentant d'annoncer deux mesures nouvelles du porte-livret : le lancement de la note proclame par les banques populaires d'un emprunt obligatoire de 200 millions de francs réservés à l'artisanat, et le décaissement partiel des crédits d'équipement bénéficiant de l'intervention des sociétés de caution mutuelle artisanale.

Sur l'harmonisation fiscale et l'accroissement des artisans de l'abstention de 20 % réservés aux salariés, sujet cher aux professionnels, il ironisa : « Vous n'avez pas les cartes de gestion agréées (H, est bien, moi, si. Le preuve : je les impose à d'autres catégories. » « Vous vous croyez toujours menacés par la fiscalité, monsieur, il y a trop de contrôles ! » pour mieux confondre un intervenant véhément. « Mais, quand nous créons des centres de gestion agréés, c'est précisément pour en diminuer le nombre », s'écria une réponse nette : « Là, voyez, je vous salue ! » — qui mit l'auditoire en joie. Bref, un discours ferme mais bien « accommodé » que les artisans, conquis, ne relèveront pas la dernière petite phrase, pourtant révélatrice : « Le gouvernement est décidé à traiter progressivement vos problèmes. Vous pouvez protester, cela ne les fera pas avancer plus vite. » — V. M.

RECTIFICATIF. — La réorganisation au sein du ministère de l'Industrie (le Monde du 26 octobre) ne se traduit pas, du moins officiellement, par la suppression de la mission à l'Informatique. Le poste de chargé de mission demeure et sera occupé « par intérim » par le directeur de la DIELI, M. Fellou, l'actuel chargé de mission. La mission, cependant, ne dépendra plus de la direction générale de l'Industrie.

● L'IDI (Institut de développement industriel) vient d'acquiescer une participation de 40 % dans le capital de la société ALCOMEX S.A., une firme spécialisée dans le commerce international, créée en mars dernier par la société SATIC-ALCAN.

POINT DE VUE

La place de la publicité dans l'entreprise

Le métier de chef d'entreprise a ses joies certes, et je les ai ressenties fortement pendant de longues années, mais il a aussi ses peines et surtout il a ses devoirs qui sont nombreux.

Et le souci majeur du chef d'entreprise est peut-être de donner à chacun de ces devoirs la place qu'il doit avoir dans les préoccupations de la direction, dans le temps qu'elle y consacre, dans les sommes qu'elle y alloue, dans le choix des hommes qu'elle désigne pour en recevoir la délégation.

Parmi ces devoirs du chef d'entreprise, nous ne nous coudrions pas la rentabilité, sans laquelle il n'y a vite plus d'entreprise, et le caractère durable de cette rentabilité, celui d'assurer la sécurité des personnes sous toutes ses formes, celui d'assurer la communication avec le public et particulièrement avec les consommateurs des produits ou des services que l'entreprise propose.

La publicité est un des moyens de cette communication de l'entreprise avec les consommateurs. Elle n'est pas le seul ; son rôle est de vendre, pour ce faire elle peut informer, plus ou moins, suivant le cas, mais il n'est pas question que la publicité assume complètement l'information du consommateur, laquelle relève de l'étiquetage, des certificats de garantie, des essais comparatifs, des conseils du commerce, etc.

Ce que je veux dire ici, c'est que la publicité doit, ou devrait, être un des sujets auxquels le chef d'entreprise porte personnellement un intérêt attentif.

En effet, cette publicité est déterminante quant à l'image que le public se fait non seulement du produit,

par HUBERT DEHOLLAIN (*)

mais de l'entreprise en général, et même des entreprises en général. La publicité est en ce moment l'objet d'attaques virulentes qui procèdent souvent de façon plus ou moins avouée d'un refus de notre société actuelle et principalement de l'économie basée sur le marché. Toutes les fois qu'une publicité peut prêter à critique légitime (ce qui est rare mais arrive cependant) les ennemis de l'entreprise privée s'en donnent à cœur joie pour démontrer les méfaits du système et dénoncer la tromperie, le méprisage et tous les clichés dont ils se font fête. De plus, le consommateur auquel la publicité s'adresse est aujourd'hui plus ouvert, mieux informé et mieux formé. Il demande et il mérite une qualité toujours meilleure de la publicité.

La publicité en France, dans son ensemble, est bonne et même très bonne, c'est une des meilleures. Mais elle doit éliminer, principalement par l'autodiscipline, les manœuvres qui existent encore et elle doit toujours rechercher le progrès et l'amélioration. Cela dépend principalement des annonceurs car n'oublions pas que dans la législation française, et très justement, c'est l'annonceur qui est pleinement responsable de sa publicité.

Evidemment, cette responsabilité peut se déléguer et dans certaines limites elle doit se déléguer car le chef d'entreprise ne peut pas tout faire. Et cette délégation se fera auprès de ses services de marketing et de publicité qui, à leur tour, en délégueront une part

plus ou moins importante à l'agence qu'ils auront chargée de tout ou partie de la création publicitaire et de sa mise en œuvre.

Il est bien évident que la publicité est une méthode ou plutôt un ensemble de méthodes demandant ou trouvant les possesseurs ou les services de l'annonceur ou du sein des agences. L'innovation, la créativité, l'efficacité demandent l'intervention constante des gens de métier.

Mais ce sur quoi je veux insister, c'est que toute délégitimation suppose contrôle et que ce contrôle devra être d'autant plus soigné que le métier délégué est plus délicat, plus évolutif et aussi plus dangereux, ce qui est le cas de la décision en matière de publicité. L'attention des chefs d'entreprise, ou de la haute direction doit toujours se porter spécialement aux points chauds de la vie de l'entreprise. Aujourd'hui, la publicité est l'un de ces points chauds.

Je connais et je respecte la grande valeur des hommes de marketing au sein des sociétés annonceuses, de même que je connais et que je respecte la grande valeur de beaucoup d'agences. Il n'empêche qu'à mes yeux le chef d'entreprise doit se sentir personnellement responsable de sa publicité, du choix des thèmes comme de leur réalisation, responsable aussi du ton, et du style de la publicité. S'il y a un risque à prendre, c'est à lui de le prendre. Souhaitons seulement que ce risque soit celui de la hardiesse, de l'imagination, de l'innovation et non pas le risque de quelques entorses à la loi ou à l'autodiscipline.

Or, je crois et même je constate que trop de chefs d'entreprise n'accroissent à leur publicité que le minimum d'attention. Cela peut être dû à leur formation et au déroulement de leur carrière très souvent en France consacrée au côté scientifique de l'entreprise et à la production. Mais dans le plupart des cas, le chef d'entreprise scolarisé de tâches urgentes, de contraintes administratives, de problèmes sociaux, techniques ou financiers, abreuvé d'injure par l'intelligence irresponsable qui tient tant de place dans les mass media, ne trouve pas le temps qu'il faudrait. Et cela se traduit quelquefois par une discordance entre des propos, hautement estimables sur la qualité à donner à la publicité et l'application de ces propos.

Dans ce monde économique ouvert qui est celui de l'avenir, la publicité mérite une place de premier rang au sein de l'entreprise dont elle est le porte-parole et l'image.

(*) Président de l'Union des annonceurs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|
| | + Rec. + Rec. | Rep. + ou Dép. | Rep. + ou Dép. | Rep. + ou Dép. |
| \$ E.-U. | 4,8400 - 4,8421 | + 50 + 50 | + 130 + 130 | + 250 + 250 |
| \$ Can. | 4,3300 - 4,3300 | + 5 + 5 | + 130 + 130 | + 210 + 210 |
| Xen (100) | 1,2280 - 1,2320 | + 70 + 130 | + 140 + 180 | + 420 + 460 |
| D.M. | 2,1410 - 2,1410 | + 80 + 80 | + 260 + 180 | + 480 + 540 |
| Finland. | 2,9950 - 2,9950 | + 40 + 70 | + 120 + 150 | + 380 + 400 |
| F.B. (100) | 12,7350 - 12,7350 | + 130 + 280 | + 380 + 480 | + 1220 + 1330 |
| F.S. | 2,1400 - 2,1470 | + 110 + 180 | + 280 + 380 | + 630 + 740 |
| L. (1 000) | 4,9500 - 4,9500 | + 200 + 280 | + 580 + 680 | + 1380 + 1580 |
| S. | 5,8050 - 5,8130 | + 210 + 290 | + 590 + 680 | + 1280 + 1380 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
|-------------|------|------|------|------|------|------|---|-------|
| D.M. | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
| \$ U.S. | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
| Finland. | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
| F.B. | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
| F.S. | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
| L. (1 000) | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |
| F. français | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 33/4 | 41/4 | 4 | 5 1/2 |

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



BNP

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE

EST A

AMSTERDAM

Herengracht 477
1002 Amsterdam tel. 26.22.20

Directeur: M^r JACQUES RAMBOSSON
Co-Directeur: M^r FRANS AFMAN



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Capucines 75009 Paris. Tél. 523.55.00. Telex: 280 605

VIENT DE PARAITRE:

LA PRESSE D'ENTREPRISE

Dans cette plaquette, EMREC présente sa méthode, ses structures, ses moyens

A lire par tous ceux qui s'intéressent à l'INFORMATION DU PERSONNEL OU DE LA CLIENTÈLE

Envoyez sur simple demande par EMREC 14, avenue de Wagram 75008 Paris - Tél. : 563-17-00

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ

DIRECTION FINANCIÈRE-SEC. CONTRATS

Objet : Prolongation de l'Appel d'Offres n° 655 pour la fourniture, construction et l'extension des postes de transformation 230/66 kV.

En référence à notre appel d'offres n° 655 relatif à la fourniture, construction et l'extension des postes de transformation 230/66 kV.

Nous avons l'avantage de vous informer que le délai pour la présentation des offres est prolongé jusqu'à fin des horaires officiels du 26-11-77. Le dépouillement des offres aura lieu publiquement le matin à 10 heures du 29-11-77, à l'Établissement Public d'Électricité.

Directeur Général de l'Établissement Public d'Électricité, Ing. R. IDRIS.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

S O N E L E C

PROJET INELEC

OPÉRATION N° 5.621.3.016.09.01

PRÉT BIRD N° 1.209 ALGÉRIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 01/77

Un appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de matériel de laboratoire composé de 8 lots :

- Lot IA - Équipement de laboratoire d'électronique.
- Lot IB - Équipement de laboratoire d'électronique.
- Lot IC - Équipement de laboratoire d'électronique.
- Lot ID - Équipement divers de laboratoire (micro-ordinateur).
- Lot IE - Machines-outils.
- Lot IIA - Matériel de dessin d'électronique.
- Lot IIB - Équipement robotisé électro-mécanique.
- Lot IVC - Équipement de labo pour la chimie et la physique.

Les offres peuvent être faites pour un ou plusieurs lots.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges contre la somme de 100 DA au Service Projet - Pavillon 1 - "Néel Boumerdes" (ALGER).

Les offres transmises dans les formes prescrites par le cahier des charges doivent parvenir à cette même adresse avant la 9^h jour- nées de la réception des offres par l'Inelec et non pas de leur dépôt au poste.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

MINISTÈRE DU BARRAGE DE L'EUPHRATE

Organisation générale du barrage de l'Euphrate

APPEL D'OFFRES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES

SOUS PLI CACHETÉ POUR L'ACQUISITION

DE MATÉRIELS ET INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

DE MOYENNE ET BASSE TENSION

L'Organisation Générale du Barrage de l'Euphrate fait appel à des offres sous pli cacheté pour l'acquisition de matériels et installations électriques de moyenne et basse tension susceptibles d'utilisation dans un climat tropical en accord avec les spécifications internationales suivantes : (V.D.E.), (B.S.S.), (U.T.E.), (I.E.C.) et en accord avec le cahier des charges et conditions particulières disponibles auprès de ladite Organisation.

Les intéressés doivent soumettre leurs offres, accompagnées d'un dépôt de garantie pour soumission égal à cinq pour cent (5 %) de la valeur de l'offre, ainsi que des documents justificatifs et catalogues illustrés en langues arabe et anglaise.

La date de clôture est fixée à l'heure de fermeture des bureaux, le 15 décembre 1977.

Les offres présentées doivent être ouvertes publiquement dans la ville d'Al Thawra, le jeudi 22 décembre 1977.

Al Thawra, le 10 octobre 1977.

Le Directeur Général, Colonel M. Kan'an.

L'Organisation Générale du Barrage de l'Euphrate fait appel à des offres sous pli cacheté pour l'acquisition de matériels et installations électriques de moyenne et basse tension susceptibles d'utilisation dans un climat tropical en accord avec les spécifications internationales suivantes : (V.D.E.), (B.S.S.), (U.T.E.), (I.E.C.) et en accord avec le cahier des charges et conditions particulières disponibles auprès de ladite Organisation.

Les intéressés doivent soumettre leurs offres, accompagnées d'un dépôt de garantie pour soumission égal à cinq pour cent (5 %) de la valeur de l'offre, ainsi que des documents justificatifs et catalogues illustrés en langues arabe et anglaise.

La date de clôture est fixée à l'heure de fermeture des bureaux, le 15 décembre 1977.

Les offres présentées doivent être ouvertes publiquement dans la ville d'Al Thawra, le jeudi 22 décembre 1977.

Al Thawra, le 10 octobre 1977.

Le Directeur Général, Colonel M. Kan'an.

ABU DHABI

BAHREIN DUBAI

DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية العربية

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

ÉCONOMIE - SOCIAL

La bataille de la technologie

III. - Entre l'aigle et l'ours

par JACQUELINE GRAPIN

Les pays industrialisés ne sont-ils pas en train de se faire hara-kiri en vendant à leurs concurrents d'aujourd'hui et à ceux de demain leurs connaissances technologiques ?

Actuellement, les États-Unis mettent au point une nouvelle « diplomatie scientifique » visant à tirer mieux parti des transferts qu'ils consentent, tant du point de vue de l'intérêt public que des intérêts privés. Mais leur libéralisme pourrait être entravé par les critiques croissantes que suscitent les transferts vers l'Est. (« Le Monde », 26 et 27 octobre.)

« Pour des raisons de sécurité militaire et de défense nationale, menacées par l'ennemi communiste, il a été nécessaire d'accorder à la Pologne une usine de 200 millions de dollars grâce à laquelle la General Motors transporterait des camions aux États-Unis. Pourquoi ne pas organiser en U.R.S.S. la production des missiles nucléaires américains MIRV sur la base d'un contrat de contre-achat ? Non seulement un tel accord serait excellent pour l'industrie électronique et spatiale américaine, qui ferait des économies, mais on pourrait également traiter cette affaire en location-bail. Le missile pourrait rester en U.R.S.S., ce qui réduirait au minimum les risques de redescendre dans le cas où l'on aurait besoin d'une réponse instantanée à une attaque nucléaire de l'Union soviétique contre les États-Unis... »

Cette boutade n'est pas d'un humoriste, mais du syndicaliste international d'origine canadienne Charles Levinson, fermement opposé au commerce Est-Ouest, excédé devant la complicité des firmes multinationales des gouvernements de l'Est comme de l'Ouest qui livrent des armes à dos les travailleurs. A

L'Ouest, les salaires sont hauts et les grèves coûteuses : qu'à cela ne tienne, il n'y a qu'à produire à l'Est, où la main-d'œuvre est bon marché et la main d'œuvre garantie par le gouvernement.

L'humour de M. Levinson (1) prend des accents d'hyperréalisme lorsqu'il apprend que les salaires soviétiques sont de cinq à dix fois inférieurs à ceux de l'Occident, que les exportations des firmes nationales à destination de pays tiers se font volontiers à partir d'usines soviétiques montées en « Joint Ventures », ou que le département d'État a reconnu en 1976 que les États-Unis fabriquent, depuis 1972, en Union soviétique les roulements à billes miniatures indispensables à la mise au point du système de guidage des missiles balistiques MIRV à têtes multiples (justement ceux-là...). Argument du Pentagone : plusieurs compagnies italiennes et suisses, contractantes de l'OTAN, fabriquent des pièces semblables et approvisionnent depuis plusieurs années les Soviétiques : alors, à quel bon l'embargo ? Argument commercial par excellence.

L'un des problèmes les plus embêtants posés par l'économie soviétique est son apparente incapacité à engendrer l'innovation. Elle entretient de bons laboratoires, mais leurs découvertes se traduisent trop rarement dans les usines. Les dirigeants russes affirment entretenir deux fois plus de personnel de recherche et de développement qu'aux États-Unis, ce qui peut être vrai : mais 75 % du personnel de recherche américain est employé dans l'industrie, contre seulement 11 % du personnel soviétique. La science soviétique se prête mal à l'innovation.

Bon pour le Kremlin

En dehors de secteurs considérés comme prioritaires, qui touchent à la production d'armes ou à l'industrie lourde, l'Union soviétique, qui souffre d'un inégal développement entre les différents secteurs de son économie, ressent durement le besoin de se mettre « au point du jour » dans de nombreux domaines, comme la construction de machines-outils, les industries chimiques, électriques et électroniques, l'aéronautique, etc. Elle se trouve devant l'impossibilité de mettre en valeur ses immenses ressources pétrolières et minières de l'Est sans un recours massif aux investissements occidentaux. Ses besoins militaires obligent à longer avec envie vers les promesses de la technologie américaine dans les ordinateurs, les télécommunications, les circuits intégrés, etc. Par-dessus tout, la technologie, source vitale de puissance et instrument privilégié de la croissance, permet d'exporter, donc de réduire le déficit de la balance commerciale.

La valeur des importations soviétiques en provenance des pays de l'O.C.D.E. a doublé entre 1965 et 1970, et elle s'est multipliée par sept entre 1970 et 1975. Une progression nettement plus rapide que celle du commerce entre les pays de l'Est eux-mêmes. En 1974, l'U.R.S.S. s'est procurée en Occident près de 36 % de ses importations totales, et lui a livré environ 34 % de ses exportations. Le plan soviétique pour 1976-1980 prévoit pour certaines industries clés (énergie électrique, pétrole, charbon et métaux) des taux d'expansion bien supérieurs à la moyenne (50 à 60 %) qui demanderait un état de guerre des investissements comportant des transferts de technologie.

On peut s'interroger sur l'opportunité, pour l'Ouest, de financer le développement de l'Est. Pourquoi l'entrepreneur américain

qui veut construire une usine ou le citoyen du Massachusetts qui veut se loger doivent-ils supporter à 12 % d'intérêt et plus, alors que l'Estimbank prête à 7 % pour des constructions à l'Est ? Pourquoi subventionner non seulement la science soviétique, mais aussi la science américaine, en lui permettant de vendre à l'Est ? Des accords de leasing — ce n'est pas ici une boutade — ont permis à la compagnie de navigation de l'Extrême-Orient du P.C.S.C. (soviétique) de s'assurer 7 ans de service à un prix de 10 millions de dollars, sans aucun droit de propriété, en travaillant à perte avec deux mille conteneurs par cargos fournis à elle par une firme américaine aux termes d'accords de location-bail.

L'intérêt des firmes américaines est clair. D'abord chacune cherche à gagner de l'argent dans son secteur sans guère se préoccuper des autres. Mais, dans l'ensemble, on a tout de même conscience que le principal bénéficiaire de ces opérations n'est pas le gouvernement américain : c'est le gouvernement soviétique. Les exportations strictement dites ne représentent que 2 % du commerce extérieur américain. Il est admis que les transferts de l'Occident à l'Est, et plus encore les transferts de l'économie soviétique, mais que sans ces transferts les résultats auraient été bien pires.

C'est pourquoi l'on commence à se demander si l'Union soviétique, qui avait déjà réussi à piéger l'aigle napoléonien en l'attirant, n'est pas en train de reproduire, dans un genre différent, le même type d'opération qu'il y a un siècle et demi, en attirant l'empire américain dans l'immensité de ses froides potentialités. Voir les dirigeants D.T.B.M. et d'I.T.T. faire des ronds de jambe au Kremlin doit avoir, pour les dirigeants soviétiques, quelque chose d'aussi savoureux que la visite de Lénine, relatant vainement la signature de la paix, au gouvernement de Moscou en flammes, au nom de Napoléon vainqueur.

Imperceptiblement les États-Unis découvrent sur les marchés tiers qu'à côté de l'Europe velleitaire et du Japon volontaire, de nouveaux concurrents apparaissent : les démocraties populaires et l'Union soviétique. L'U.R.S.S. vend des tracteurs, des autos, des avions, des appareils photos, des montres. Sa technologie émerge dans la chimie organique et métallique, les centrales énergétiques magnétiques, hydrodynamiques, la transmission par haute tension, l'ingénierie des plastiques. Elle est déjà réputée pour l'extraction du magnésium, le refroidissement des lampes à sodium, l'ultra-minimum. On construit au Canada et en Amérique latine des barrages et des turbines de l'Est. La flotte de pêche soviétique écrase les mers du Sud.

Malgré leurs handicaps, les Soviétiques réussissent sur les projets prioritaires où ils mobilisent ensemble leurs meilleurs scientifiques, ingénieurs et artisans. Ils sont aussi très expérimentés pour la réalisation de programmes géants qui demandent la mobilisation de capitaux énormes, ils savent aussi traiter à l'Ouest. La Narodny Bank de Moscou possède à Londres des biens immobiliers supérieurs à ceux de la banque d'Irlande ; elle a ses filiales à Singapour et au Proche-Orient.

Dans ces conditions, les transferts qui arment les pays de l'Est de la technologie occidentale suscitent au moins les principales critiques suivantes :

● Ce sont des négociations déséquilibrées qui les engagent. L'interlocuteur soviétique unique (représentant de l'État monopoliste) met en concurrence les firmes américaines les unes contre les autres, ainsi que les autres entreprises multinationales de l'Ouest. Ces firmes sont trop souvent tentées de traiter leurs ventes au coût marginal, c'est-à-dire en fonction du prix de revient d'une vente supplémentaire, et non par rapport au prix moyen d'acquisition de la technique du bien ou du service. L'U.R.S.S. acquiert ainsi la technologie occidentale non seulement à des prix très inférieurs à son acquisition par l'Occident, mais elle peut aussi, qu'elle pourrait monter, mais aussi à des coûts inférieurs à la valeur de son intérêt pour cette technique et parfois même inférieurs au coût de la technologie soviétique pour les États-Unis.

● La compétition sur les marchés tiers se trouve accrue du fait du nombre de transferts qui permettent aux pays de l'Est de réexporter. Les exemples, de l'automobile à l'armement, ne manquent pas.

De l'avance quand même

Il est donc peu probable que les États-Unis et les sociétés multinationales auront leur technologie actuelle et future, quel que soit leur désir de vendre et de réduire les déficits des balances des paiements. Plus la compétition sera grande, ce qui n'empêchera pas les échanges et les transferts d'aller en nombre croissant (sauf crise politique grave) par la force des choses et du développement. Ainsi le jeu de l'aigle et de l'ours sera-t-il toujours pas subtil. On le voit en se penchant avec les ordinateurs.

La technologie informatique est l'une des plus convoitées par l'Union soviétique, car elle joue un rôle essentiel. Les ordinateurs russes de deuxième et de troisième génération ont été importés de l'Ouest. Les exportations de calculateurs électroniques des pays de l'OTAN sont en principe interdites pour les faire servir à l'exportation par les Soviétiques au contrôle par ordinateur des procédés industriels est une caractéristique permanente des modèles d'importation soviétique.

Toutefois, comme le dit en conclusion le rapport d'un colloque sur les échanges de technologie entre l'Est et l'Ouest organisé par l'OTAN (2) : « Les techniques qui à l'Ouest, sont déjà jugées périmées ou sont sur le point de l'être continueront à être transférées en premier agissant des ordinateurs et de la technologie connue, en raison principalement du manque de capacité d'absorption de l'industrie soviétique au niveau de la recherche et du développement. »

● Le développement de la technique très avancée, comprenant des formes perfectionnées de technologie de production des circuits intégrés, fournira aux nations de l'alliance des technologies bien supérieures à celles dont elles disposent actuellement. De ce fait, l'écart entre l'Est et l'Ouest en matière de technologie avancée persistera très probablement au cours des dix ans à venir. » Après

● La pratique du dumping n'a rien d'étonnant puisque l'U.R.S.S. n'a pas de système de prix de marché reflétant la loi de l'offre et de la demande. Les prix de revient sont couramment inférieurs de 40 % à ce qu'ils sont en Occident. En outre, l'État soviétique peut se permettre des pertes momentanées pour ouvrir certains marchés, quand ce ne serait que pour des raisons politiques. Plus récemment, aujourd'hui le rétablissement de barrières douanières pour éviter la concurrence de ses produits fabriqués en Pologne. Les bateaux soviétiques font d'après les marins américains, un dumping de 25 % dans le Pacifique. Les armateurs français accusent l'U.R.S.S. de maintenir la moitié de sa flotte commerciale sous registre panaméen avec des traitements et des normes de sécurité insuffisantes, etc., etc.

● Les préoccupations sociales des syndicats américains les rendent de plus en plus intolérants sur ce problème. Protectionnistes de nature, puisqu'ils considèrent que toute exportation de capitaux et de techniques tend à priver les travailleurs américains de nouveaux emplois et à les placer dans une position de concurrence internationale inégale, ils n'ont pas, en l'occurrence, de mal à dénoncer qu'ils sont les premières victimes, en cette période de chômage élevé, de détournements d'activité qui n'améliorent guère la situation des populations de l'Est.

● Le pari politique paraît aléatoire. Sa logique est loin d'être évidente. « Au fond, la pénétration de l'Est en Europe de l'Est est aussi encouragée qu'une démarche de la Mafia demandant la rédaction d'un nouveau code pénal tout en exigeant le maintien de son imprimatur pour ses activités criminelles », écrit M. Levinson. En fait, il ne semble pas que l'introduction de la technologie et des capitaux occidentaux incite les Soviétiques au retour qu'on pourrait imaginer sur eux-mêmes et sur leur système. Dans la mentalité et dans la propagande russe, la science soviétique reste la plus grande, et la plupart des inventions trouvent leur origine dans l'U.R.S.S. Ingénieurs et scientifiques soviétiques savent très bien qu'il leur faut à la fois utiliser les inventions, les découvertes et les brevets occidentaux et s'abstenir d'en attribuer le mérite à leurs auteurs. Ainsi les produits et les usines seront-ils rebaptisés.

L'idée d'entraîner les pays de l'Est dans un processus irréversible d'assimilation et peut-être de dépendance des techniques occidentales peut avoir été juste. L'Union soviétique est entrée dans le même type de système économique imperceptiblement. Mais le système politique et social ne s'en trouve pas directement touché.

tout, dans la chimie aussi, 80 % — dit-on — de tous les produits seront fabriqués et vendus par l'industrie chimique dans quinze ans... n'existent pas aujourd'hui.

Si l'est vrai que c'est par la nature de son organisation libérale que la société occidentale accélère l'innovation, elle ne craint pas la dissémination de sa technologie. Au contraire, elle a intérêt à ressusciter l'émulation que provoque l'adoption de la capacité de ses partenaires. Tout est mieux pour elle que le nivellement mondial d'une société planétaire qui tournerait au ralenti. Écologues gauchistes et nouveaux philosophes devront s'accommoder du progrès. Et même que cela leur plaise ou non, les pays sous-développés s'en développeront. « L'Union soviétique n'assistera pas de capter certaines forces économiques de l'alliance non seulement pour les faire servir à son développement, mais aussi pour les empêcher de s'employer sur d'autres théâtres d'opérations dans le monde ? », se demande M. Jacques Billy, président du Comité économique de l'OTAN. C'est sans doute dans le Sud, en effet, que le pari américain sur les transferts entre l'Est et l'Ouest se jugera.

Prochain article :

ENVERS ET CONTRE LE SUD ?

INTER - ARABE

Traduction juridique et technique
Interprétation, accompagnements
Photocomposition, dactylographie
Calligraphie

INTER - ARABE

12, rue Vaneau, 75001 PARIS
Tél. 333-07-55 705-62-23
Téléc 220004 F/7024

MONTREUIL

près du métro et de l'autoroute

résidence

liberte

du studio au 5 pièces, à partir de 2.775 F le m².

PRIX FERMES

valables jusqu'au 31 décembre 1977.

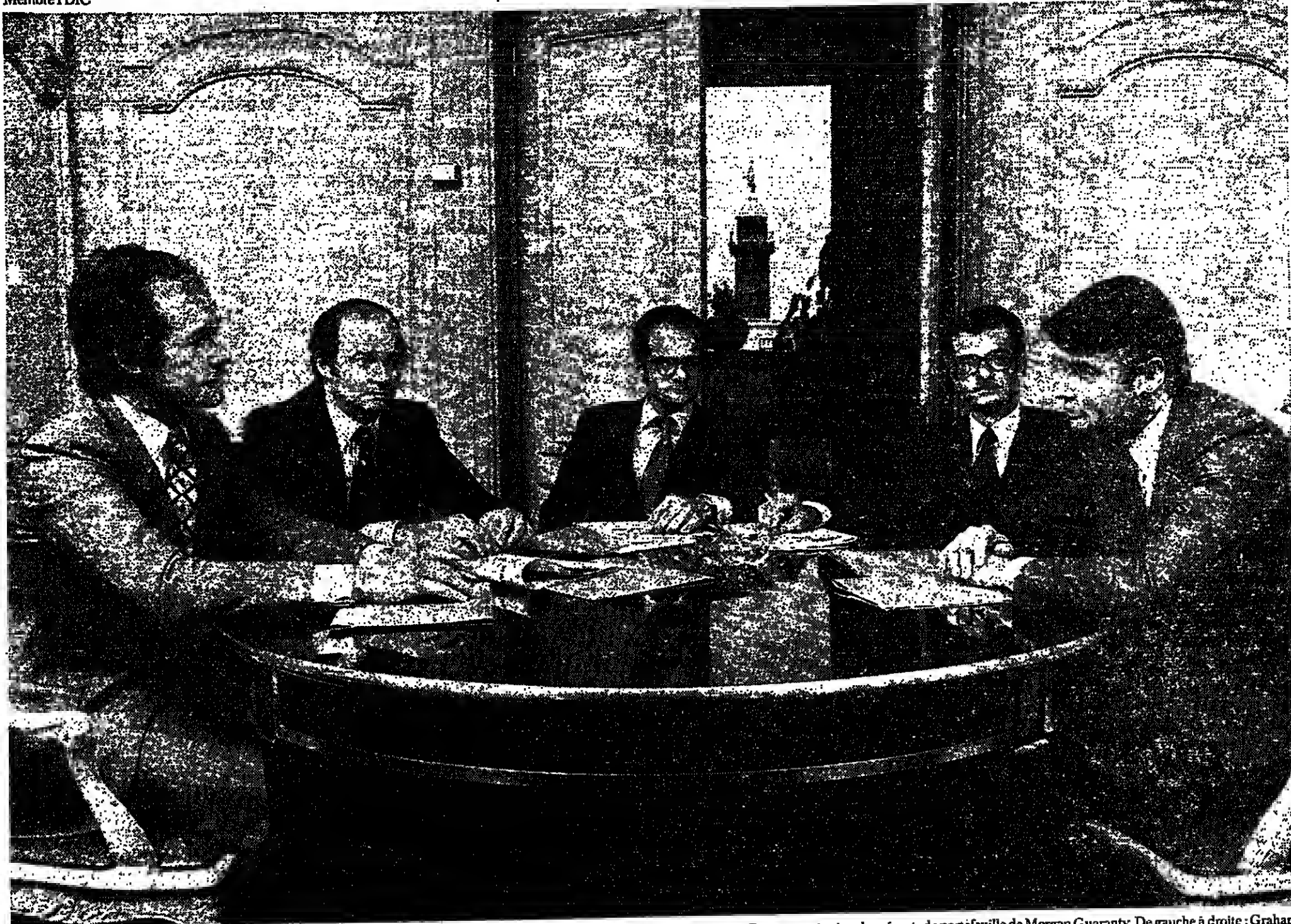
Appartements immédiatement disponibles. Témoignage visible : mercredi de 18 à 20 h, samedi et dimanche de 14 à 18 h ou sur R.V.

Vente : **SEMIMO**

15, avenue de la Résistance 93100 MONTREUIL - Tél. : 858 15-60

مركز الامتلاك

Membre FDIC



Paris : une réunion des gérants de portefeuille de Morgan Guaranty. De gauche à droite : Graham Nutter, Dominique Robert, Alain Golaz, Jean de Demandolx et Geoffroy de Faramond.

Pour une gestion de portefeuille internationale, songez à Morgan Guaranty

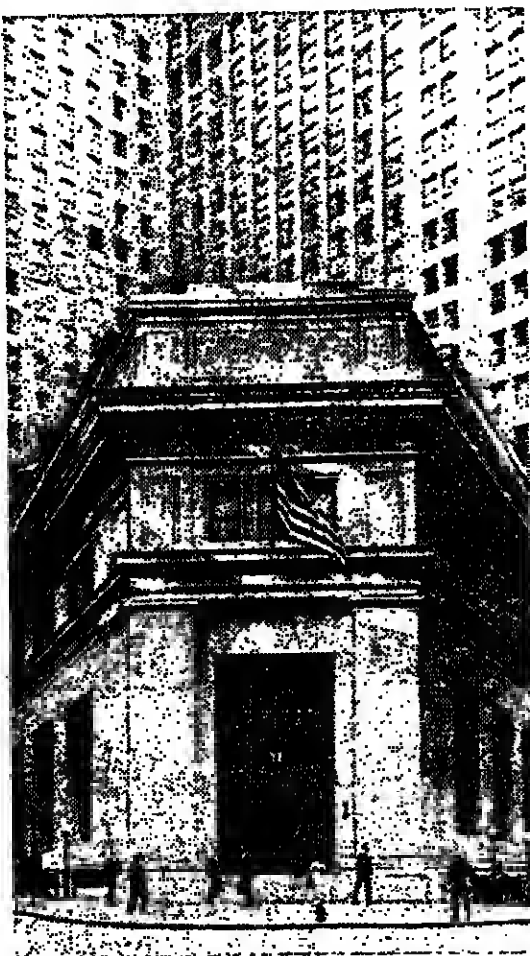
Morgan Guaranty Trust Company est, aux Etats-Unis, la première banque pour la gestion de portefeuille. Elle offre à ses clients, en France comme dans le monde entier, le même service hautement spécialisé, par l'intermédiaire de ses bureaux et filiales.

Ce service de gestion de capitaux s'adresse à des investisseurs qui recherchent pour leurs fonds une perspective internationale : compagnies d'assurance, caisses de retraite, fondations, sociétés, fonds communs de placement et particuliers disposant d'avoirs importants.

Lorsque vous choisissez Morgan Guaranty, votre compte bénéficie d'une approche à l'échelle mondiale. Nos gérants de portefeuille reçoivent en permanence un important volume d'informations et de prévisions provenant de notre propre service de recherche composé de 60 analystes. Le travail de chacun de ces spécialistes couvre un secteur industriel donné et est établi à partir de points d'observation aux Etats-Unis, en Europe et en Extrême-Orient.

Les économistes de Morgan procurent aux gérants de portefeuille des estimations prévisionnelles sur l'évolution des économies nationales. Les cambistes de la Banque, qui participent activement aux principaux marchés des changes, leur communiquent les données indispensables pour apprécier les mouvements des parités monétaires à long terme.

Ainsi vos gérants de portefeuille disposent, sur chaque place financière importante, d'une information



complète sur les opportunités d'investissement en valeurs mobilières, ce qui leur permet de prendre les décisions conformes à vos objectifs. Vos opérations d'achat et de vente sont menées avec le plus grand soin grâce à la compétence et à l'expérience de nos chefs de bourse locaux. Lorsque vous nous chargez de gérer vos capitaux, votre compte fait l'objet d'une attention constante et personnelle. Notre organisation ainsi que les fonds que nous gérons sont considérables, mais le nombre de nos clients demeure délibérément limité.

Si vous êtes responsable de fonds importants, songez à Morgan Guaranty. Pour de plus amples informations sur nos services internationaux de gestion de portefeuille, prenez contact à Paris, avec M. Alain Golaz, Vice-President, 14 place Vendôme, téléphone 265.05.19.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 265.05.19) • AUTRES SUC-CURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Genève (Morgan Guaranty Investment Services), Milan, Rome, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Manille, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES : San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

Morgan Guaranty Trust Company

ÉCONOMIE - SOCIAL

A L'ÉTRANGER

Le président de la Banque fédérale critique la politique économique des États-Unis

(Suite de la première page.)

Dans un discours prononcé le 26 octobre, M. Burns a élargi le débat. Après avoir affirmé que, tout en accueillant volontiers les conseils de la Banque fédérale, les responsables de la politique économique des États-Unis ont une responsabilité « d'une manière qui soit bénéfique aux intérêts à long terme aussi bien qu'immédiats du pays », le président de la « Fed » s'est fait l'écho des préoccupations des milieux d'affaires, qui « ont besoin d'une pression solide que l'inflation crée continuellement ». Selon lui, « les doutes et les incertitudes » qui prévalent dans ces milieux « reflètent pour une large part l'irritation et le trouble devant ce qui est perçu comme la myopie du gouvernement ». Les mesures prises à Washington pour élargir le déficit déjà énorme du budget dans le sens d'une plus grande dépense des consommateurs ont peu de chances de contribuer à une réduction du chômage.

Une thèse à la fois simple et classique

La thèse de M. Burns est à la fois très simple et très classique. Les profits des entreprises sont insuffisants, ce qui explique la lenteur des investissements et le caractère, à ses yeux, malsain de la reprise constatée ces derniers mois. En outre, les industriels ne savent pas à quoi s'en tenir sur la politique du gouvernement. Il en résulte « une atmosphère de malaise, tant dans les conseils d'administration que la Bourse ». Il convient donc d'abord de rassurer la communauté des affaires sans qu'il soit nécessaire de lutter contre le chômage, de toute façon, les programmes de lutte contre le chômage seront votés à l'échéance.

Le discours de M. Burns sur-entend à un moment délicat pour Carter, car, de toutes les critiques qui se dressent aujourd'hui sur son action, pendant les premiers mois de la Maison-Blanche, celles qui portent sur la politique économique sont les plus nombreuses et les plus pressantes. Ces attaques du président contre les compagnies pétrolières, les déclarations contradictoires

ÉTATS-UNIS

Les commandes nouvelles de biens durables à l'industrie américaine ont augmenté de 0,6 % en septembre, après avoir progressé de 4 % (chiffre révisé) en août et diminué de 4 % en juillet. Elles ont représenté 58,6 milliards de dollars. Pour l'ensemble du troisième trimestre, la progression ressort en moyenne à 0,2 % par mois. Les commandes de biens non durables à la défense ont, quant à elles, augmenté de 6,3 % en septembre (+ 1,9 % en août ; - 7,2 % en juillet). — (Agefi.)

O.C.D.E.

Le professeur Louis Sabourin (Canada) a été nommé président du centre de développement de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). Il succédera, le 1^{er} décembre 1977, pour une période de trois ans, à M. Paul-Marie Henry (France).

Né dans la ville de Québec en 1925, M. Sabourin est le fondateur en 1965 et le premier directeur de l'Institut de coopération internationale de l'université d'Ottawa. Docteur en droit public et en relations internationales à l'université Columbia de New-York, il devient en 1964 directeur du département de sciences politiques de l'université d'Ottawa et en 1965 fut nommé doyen de la faculté des sciences sociales de l'université d'Ottawa.

M. Sabourin a représenté le Canada à de nombreuses reprises lors de conférences internationales et a fait diverses missions dans le tiers-monde pour le compte d'organismes canadiens et internationaux.

NATIONS UNIES

Le montant des aides distribuées au titre du programme alimentaire mondial ONU-FAO devra atteindre 950 millions de dollars pour les années 1979 et 1980, a déclaré, le lundi 24 octobre à Rome, M. Wogel, directeur exécutif du programme, devant le comité des politiques et des programmes d'aides alimentaires réuni pour deux semaines. Si cet objectif est atteint, a déclaré M. Wogel, il sera possible de continuer d'expédier 1 million de tonnes de nourriture par an, au cours des trois prochaines années, mais toute réduction des ressources « menacerait très gravement l'efficacité du programme ». M. Kurt Waldheim, secrétaire d'État des Nations unies, a affirmé dans un message qu'il appuyait « très vivement » cet objectif.

de M. Blumenthal, secrétaire au Trésor, à propos du dollar, les difficultés du programme énergétique au Congrès, le projet de réforme fiscale, différé depuis plusieurs semaines (mais dont on sait qu'il comportera à la fois une réduction globale des impôts et une augmentation de certaines charges pesant sur l'industrie), enfin le départ de M. Lamo, directeur du budget, et les incertitudes sur son remplaçant, tout cela déconcerte les spécialistes et, plus encore, les investisseurs potentiels, qui se plaignent de trouver en face d'eux un gouvernement « imprévisible ».

M. Burns passe maintenant, à tort ou à raison, comme le principal et même le seul partisan de l'orthodoxie financière dans la haute administration. Le président de l'institution fédérale de réserve a, en tout cas, d'autant moins de raisons de modérer ses critiques que ses chances d'être reconduit à son poste, à l'expiration de son mandat, le 31 janvier, sont, selon ses proches, pratiquement nulles aujourd'hui. Nommé pour la seconde fois à cette fonction par M. Nixon en 1974, M. Burns a définitivement cessé de plaire malgré la bonne réputation qu'il s'est faite à l'étranger (M. Raymond Barre, lors de sa visite à Washington le mois dernier, l'a fait commandeur de la Légion d'honneur). Si son départ des affaires est confirmé, il s'agit là encore d'une innovation de M. Carter. Le dernier cas d'un président de la « FED » non reconduit à ses fonctions, malgré son désir, remonte à 1948.

MICHEL TATU.

Près d'un million de contribuables britanniques sont exonérés de l'impôt

De notre correspondant

Londres. — Le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, a présenté, comme prévu, le 26 octobre aux Communes, un programme de relance modéré et prudent. Des préoccupations électorales évidentes ont inspiré ce mini-budget, dont la principale disposition est une augmentation de 12 % des abattements fiscaux à la base. Cette décision, qui prend effet immédiatement, aboutit à exonérer complètement de l'impôt neuf cent mille Britanniques, dont les revenus sont faibles, et à augmenter le revenu disponible des autres contribuables. M. Healey a aussi confirmé l'attribution d'une prime spéciale de Noël de 10 livres (86 francs) pour les retraités, et des subventions de l'ordre de 400 millions de livres pour l'industrie du bâtiment avec pour objectif la création de trente mille emplois.

Des assouplissements fiscaux d'environ 100 millions de livres sont, enfin, prévus en faveur des petites entreprises et un crédit de 8 millions de livres, pour les dépenses de l'ordre public a été inscrit dans le budget. L'ensemble de ces mesures de relance coûtera environ 1 milliard de livres (8,6 milliards de francs) pour l'année financière en cours, et 2 milliards de livres l'an prochain. Apparemment, le gouvernement a réalisé une pression des syndicats qui demandait un stimulant immédiat plus fort, une fois de plus, M. Healey a indiqué que de nouvelles mesures de relance, sous la forme de réductions d'impôt, seraient décidées au printemps, à la condition toutefois que les records de salaires restent modérés, et ne dépassent pas la norme de 10 %. Mais les avantages immédiats contenus dans le mini-budget semblent indiquer que le gouvernement travailliste envisage de provoquer des élections générales à relativement brève échéance, probablement au printemps.

Par ailleurs, M. Healey a annoncé, comme prévu, un léger assouplissement du contrôle des changes, favorisant notamment les touristes britanniques qui pourront emporter à l'étranger 500 livres par personne au lieu de 300 livres autorisées. Le chancelier de l'Échiquier a également annoncé qu'en raison de la bonne tenue de la livre, la Grande-Bretagne renoncera au tirage de 310 millions de livres prévu pour la fin octobre, sur les crédits mis à sa disposition par le Fonds monétaire international. M. Healey a précisé que le gouvernement entendait stabiliser la livre « autour de son niveau actuel ». Ainsi, le gouvernement, rejetant l'idée de ceux qui lui recommandent de dévaluer la livre, continue de penser que cette dévaluation ne se justifie pas, étant donné le taux d'inflation britannique, qui reste encore environ le double de la moyenne des pays de l'O.C.D.E. — H. P.

JAPON

La production industrielle japonaise a baissé de 1,1 % durant le troisième trimestre de 1977 (juillet-septembre) par rapport à la période précédente (avril-juin). C'est le premier déclin trimestriel de l'indice depuis la chute de 7,7 % qu'il avait enregistrée pendant les trois premiers mois de 1975. — (A.F.P.)

BOURSE DU BRILLANT

MARCHÉ DU BRILLANT

Pris d'un brillant rond solitaire BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT

27 octobre : 62.22 F T.T.C.

+ commission 4.50 %

M. BÉRAND, JOAILLIERS

4, avenue Montaigne - Paris (8^e)

Tél. 333-83-88

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE

en six volumes sous la direction de Pierre Léon

en souscription

les six volumes : 720 F au lieu de 900 F

Les tomes 1, 5 et 6 à paraître en novembre 77 : 370 F au lieu de 450 F.

Renseignez-vous chez votre libraire ou à défaut chez Armand Colin

103 Bd Saint-Michel 75005 Paris - tél. 329-12-19

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Compagnie Financière de l'Union Européenne se sont tenues le 25 octobre 1977. L'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1977. Les résultats de l'exercice 1976/1977 ont été les suivants : un bénéfice d'exploitation de 24,5 millions de francs contre 23 millions pour l'exercice 1975/1976, en hausse de 4,3 %.

Le bénéfice net ressort à 24,7 millions de francs contre 22,2 millions pour l'exercice 1975/1976, en augmentation de 11 %.

Le dividende de 4,25 F assorti d'un droit de 2,13 F sera versé à compter du 7 novembre 1977.

L'assemblée a pris connaissance des projets visant à une plus grande diversification des activités de la C.F.U.E. par la constitution d'un ensemble plus souple et permettant de disposer d'un total d'actifs contrôlés plus important.

Quant au secteur industriel de la C.F.U.E., il réserve l'appoint des participations détenues par Dong Tieu notamment dans Martin Gier et dans l'industrie minière et renforcera sa place dans l'industrie du recyclage.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a décidé la modification de la dénomination sociale qui deviendra : Compagnie financière de développement des entreprises (C.F.D.E.), ainsi que le transfert du siège social au 16, boulevard Malesherbes, Paris 8^e.

L'assemblée a également renouvelé l'autorisation de porter le capital de 225 394 850 F à 300 millions de francs.

CIT - ALCATEL

La situation prévisionnelle au 30 juin fait apparaître un résultat avant impôt de 75 000 000 F. Ce résultat s'entend après prélèvement de 80 millions 700 000 F au titre des amortissements et dotations à la réserve de participation et à la provision pour investissement représentant un total de 20 300 000 F.

En 30 juin de l'exercice précédent, le résultat avant impôt s'élevait à 70 000 000 de francs après dotations respectives au titre des amortissements de 57 400 000 F et à la réserve de participation et à la provision pour investissement d'un montant total de 16 500 000 F.

En fait de l'absorption par CIT-ALCATEL de la filiale SUE-CITEREL, intervenus en juin avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1977, ce résultat n'est pas directement comparable à celui du premier semestre 1976.

Il en est de même pour le chiffre d'affaires qui s'est élevé, pour les six premiers mois de l'exercice, à 1 230 millions de francs, mais il est rappelé que le chiffre d'affaires consolidé de l'ensemble constitué par CIT-ALCATEL et ses filiales, qui lui est comparable à celui de la même période de l'exercice précédent, s'est élevé pour le premier semestre 1977 à 2 445 millions de francs hors taxes, en progression de 11,9 %. Pour l'année entière, la progression devrait être légèrement supérieure à ce taux.

COMPAGNIE DES MACHINES BULL

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de la Compagnie des Machines Bull sont convoqués, pour le mardi 23 novembre 1977, en assemblée générale ordinaire qui se tiendra à 10 heures à la Maison des Centraux, n° 8, rue Jean Goujon, à Paris (8^e).

L'avis de convocation comportant l'ordre du jour détaillé sera publié dans la RALD du 31 octobre 1977 et dans la Gazette du Palais de 30-31 octobre et 1^{er} novembre 1977.

osprofore

association loi 1901 enseignement privé

vous présente ses

STAGES DE NOVEMBRE

INTITULÉ à partir de

Certificat comptable de DECS Lundi 7

Droit Fiscal Lundi 7

Perfectionnement à la vente Lundi 7

Gestion financière Mar. 16

Perfectionnement pour aides-comptables Lundi 21

programme détaillé sur demande

130 Faubourg St Honoré

75008 PARIS

Tél. 256.11.05-399.12.77

American Express International Banking Corporation porte sa dotation en France de 10 millions de Francs à 25 millions de Francs.

Cette augmentation de fonds propres servira à financer les nouvelles immobilisations nécessitées par le fort développement de la Banque en France ces dernières années, et les perspectives d'expansion pour les années à venir.



مكتبة

LES MARCHÉS FINANCIERS

... LE MONDE — 28 octobre 1977 — Page 39

PARIS 26 OCTOBRE

Reprise

Les séances se suivent mais ne se ressemblent pas nécessairement. Singulièrement, et alors que le sentiment n'était guère favorable avant Bourse, l'atmosphère est mercredi progressivement réchauffée autour de la corbeille et, après deux jours de baisse, la cote s'est redressée dans une ambiance très animée.

Presque tous les compartiments ont profité de ce mouvement de hausse. Mais les plus privilégiés ont indiscutablement été la construction électrique, l'automobile, les magasins et le bâtiment, où Dumez a réalisé la seconde meilleure performance de la journée après Jacques Borel (+ 8,7 %).

avec un gain de 7,7 %. Même Rhône-Poulenc a été favorisé, ce qui n'est pas peu dire.

Bref, les différents indices ont remonte d'environ 1 %, ce qui correspond approximativement au montant des pertes essuyées la veille.

Dans les tranches, les opérateurs se perdent un peu en conjectures sur les motifs de cette reprise. L'indice des prix, pour septembre, sera moins mauvais que prévu, a affirmé quelques professionnels. Si ce n'est pas cela, la Bourse se suffirait de peu de chose. Or elle devient exigeante. La raison invoquée apparaît d'autant plus irréaliste que la veille, les valeurs françaises avaient réalisé un assez mauvais parcours, et qu'il en aurait fallu davantage pour les renverser.

En fait, la réponse à la question se trouve autre-chaque. Juste avant la séance, quelques gros ordres d'achat, en provenance de Grands-Bretagnes, sur Dumez notamment, ont été enregistrés, et une fois de plus, l'effet d'entraînement a tout.

Nouvelle hausse de l'or avec le lingot à 25 590 F (+ 1,1 %). Le napoléon, en revanche, a fléchi (235 F contre 236,30 F). Le volume des transactions est passé de 470 millions de francs à 567 millions.

Les valeurs étrangères, baisse des mines d'or, irrégularité des américaines.

LONDRES

Reprise

Favorablement impressionné par la multiplicité de relance, le marché se redresse jeudi matin sur presque toute la ligne. Peu après l'ouverture, l'indice des Industriels enregistrant une hausse de 8,8 points, à 518,8. Seules les mines d'or se replient.

OR (nouveau) : 101 55 contre 102 30

| VALEURS | 26/10 | 27/10 |
|-------------------|-------|-------|
| British Petroleum | 550 | 555 |
| Imperial Chemical | 220 | 225 |
| Shell | 180 | 185 |
| Anglo-Siam | 100 | 105 |
| Anglo-African | 100 | 105 |
| Anglo-American | 100 | 105 |
| Anglo-Australian | 100 | 105 |
| Anglo-Canadian | 100 | 105 |
| Anglo-Chinese | 100 | 105 |
| Anglo-Dutch | 100 | 105 |
| Anglo-French | 100 | 105 |
| Anglo-Greek | 100 | 105 |
| Anglo-Indian | 100 | 105 |
| Anglo-Japanese | 100 | 105 |
| Anglo-Latin | 100 | 105 |
| Anglo-Mexican | 100 | 105 |
| Anglo-Norwegian | 100 | 105 |
| Anglo-Persian | 100 | 105 |
| Anglo-Portuguese | 100 | 105 |
| Anglo-Russian | 100 | 105 |
| Anglo-Spanish | 100 | 105 |
| Anglo-Swedish | 100 | 105 |
| Anglo-Swiss | 100 | 105 |
| Anglo-Turkish | 100 | 105 |
| Anglo-U.S. | 100 | 105 |
| Anglo-Zimbabwe | 100 | 105 |

INDICES QUOTIDIENS

(FINANCIAL BASE 100 : 31 déc. 1976.)

Valeurs françaises : 25 oct. 518,8

Valeurs étrangères : 25 oct. 518,8

Cie des AGENTS OR CHANIE

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général : 25 oct. 64,1

NOUVEAUX DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SAINT-GOBAIN - P.-M. - Bénéfice net consolidé du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE VÉHICULES (ex-SEV MARCHAL) - Bénéfice net du premier semestre : 5,7 millions de francs contre 2,2 millions de francs au 30 juin 1977.

NEW-YORK

Reprise technique

Une assez forte reprise technique s'est produite mercredi à Wall Street en cours de séance après un début de la semaine initiale, et l'indice des Industriels, qui pour la seconde fois, était tombé au-dessous de la barre des 800, s'est finalement établi à 813,2 (+ 13,87 points). Cette importante hausse s'est accompagnée de 24,85 millions de titres ayant changé de mains contre 23,58 millions.

Les rachats de vendeurs et de courtiers ont été très importants, et l'indice des Industriels, qui pour la seconde fois, était tombé au-dessous de la barre des 800, s'est finalement établi à 813,2 (+ 13,87 points). Cette importante hausse s'est accompagnée de 24,85 millions de titres ayant changé de mains contre 23,58 millions.

En fait, tout s'est passé comme si le marché avait été en train de se redresser depuis le début de la semaine, et l'indice des Industriels, qui pour la seconde fois, était tombé au-dessous de la barre des 800, s'est finalement établi à 813,2 (+ 13,87 points). Cette importante hausse s'est accompagnée de 24,85 millions de titres ayant changé de mains contre 23,58 millions.

En fait, tout s'est passé comme si le marché avait été en train de se redresser depuis le début de la semaine, et l'indice des Industriels, qui pour la seconde fois, était tombé au-dessous de la barre des 800, s'est finalement établi à 813,2 (+ 13,87 points). Cette importante hausse s'est accompagnée de 2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
 - « La société inutile », par André Gide.
 - L'acteur et le système, par Stanley Hoffmann.
3. ÉTRANGER
 - Crises et tensions en Afrique.
- 4-5. EUROPE
 - LIBRES OPINIONS : « La fin du droit d'asile », par Georges Ballin.
 - ESPAGNE : le gouvernement et les partis de gauche approuvent un plan commun de réforme.
5. AMÉRIQUES
6. Océanie
6. PROCHE-ORIENT
7. ASIÉ
 - CHINE : des personnalités responsables des affaires de la capitale semblent particulièrement visées par la purge en cours.
- 8-14. POLITIQUE
 - L'examen de la loi de finances à l'Assemblée nationale.
 - Les femmes et le gauche.
15. SOCIÉTÉ
 - Le nombre des toxicomanes incarcérés a progressé de 50 %.
16. MÉDECINE

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 19 à 25

LE FEUILLETON de B. Pétrol-Delphe : « Mais moi je vous aime », de Gilbert Geymonat.

LITTÉRATURE : Marguerite Daras et les territoires du silence.

HISTOIRE : Staline et la méthode en histoire. Le pouvoir rend-il fou ?

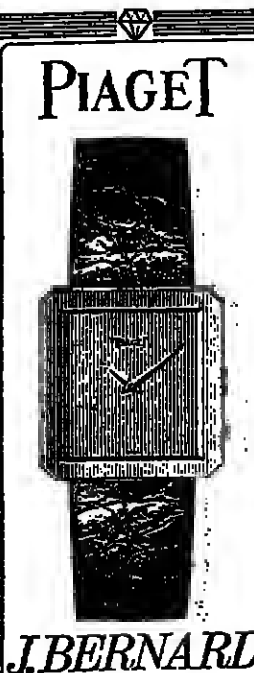
LETTERS ÉTRANGERS : Trois écrivains de l'inspiration : Hector Bianciotti, Augusto Roa Bastos, Juan Cayula.

- 27 à 29. ARTS ET SPECTACLES
 - MUSIQUE : la Traviata vue par Lavelle.
- JUSTICE
- 16-17. ÉDUCATION
 - Le gouvernement prépare un projet de loi pour améliorer les collèges de formation.
- 33-34. ÉQUIPEMENT
 - POINT DE VUE : « Produire mieux pour gaspiller moins », par Antoine Rufenacht.
- 34 à 38. ÉCONOMIE - SOCIAL
 - La bataille de la technologie (III), par Jacqueline Gopin.
 - M. Barre chez les artisans.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (26)
 Annonces classées (30 à 32) :
 Aujourd'hui (33) : Carnet (33) :
 « Journal officiel » (33) : Lettres
 nationales (33) : Loto (33) :
 Méthodologie (33) : Mots croisés
 (33) : Bourse (33).

Le numéro du « Monde »
 daté 27 octobre 1977 a été tiré
 à 550 651 exemplaires.



PIAGET

J. BERNARD
 6, rue du Faubourg St. Honoré
 PARIS 8^e

En Égypte

Le président Sadate décide de suspendre pour dix ans le remboursement des dettes militaires à l'U.R.S.S.

Le Caire (A.F.P.). — Le président Sadate a décidé mercredi 26 octobre de suspendre pendant dix ans le remboursement des dettes militaires de l'Égypte à l'Union soviétique, à partir du 1^{er} janvier 1978. Il a également décidé que la Tchécoslovaquie « sera traitée de la même façon ».

Le président égyptien a expliqué que cette décision avait été prise parce que l'U.R.S.S. n'avait pas accepté d'échelonnement le remboursement de la dette, tout en cessant d'honorer les commandes

BAADER, RASPE ET GUDRUN ENSSLIN ONT ÉTÉ INHUMÉS À STUTTGART

Stuttgart (Reuter). — Andreas Baader, Jean-Carl Raspe et Gudrun Ensslin ont été inhumés à leurs dernières volontés, été inhumés dans la même fosse, ce jeudi 27 octobre, en fin de matinée, au cimetière de Stuttgart.

Un millier de policiers étaient sur les lieux. Quelque deux mille sympathisants des trois disparus ont scandé divers slogans, criant en particulier que Baader et ses deux compagnons ne sont pas suicidés mais ont été assassinés.

M. François Ceyrac, qui présidait à Verdun une réunion de chefs d'entreprises, a déclaré à propos des récents événements de R.F.A. : « Ce qui s'est passé en Allemagne est grave pour ce pays. Bien que cette action terroriste soit animée par un centre international qui agit sur d'autres territoires, je me crois sûr que la France soit menacée aussi gravement que l'Allemagne l'a été et l'est encore. On ne peut pas exclure la possibilité de certaines actions inspirées par le même objectif : créer le trouble dans des systèmes de démocratie de type occidental, et faire apparaître qu'il n'y a de solution qu'en tre le chaos et le fascisme ».

A l'Assemblée nationale

M. DESTREMAU RELANCE LES CONCOURS DE PRONOSTICS

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 26 octobre, une proposition de M. Bernard Destremau (P.R.) tendant à décaler des ressources nouvelles pour le financement du sport par l'instauration d'un concours de pronostics sur le championnat de France de football.

Un second amendement, dit à l'initiative de M. Newirth (R.P.R.), a également été adopté par la commission. Ce texte prévoit le dépôt, avant le 1^{er} mai 1978, de propositions, émises par une commission de personnalités qualifiées en vue d'accroître les ressources du mouvement sportif.

PEINE DE MORT POUR UN ADOLESCENT EN FLORIDE

Un adolescent âgé de seize ans a été condamné, lundi 24 octobre, à la peine de mort par un tribunal de Floride, pour avoir tué, en novembre 1976, une femme de soixante-quatre ans et lui avoir volé 6 dollars.

Le jury n'a délibéré que dix-sept minutes avant de déclarer le jeune homme coupable. Le juge Clinton Kelly, après avoir rendu son verdict, a souligné que l'assaut d'un aussi jeune garçon pouvait provoquer « répugnance et aversion », mais que son crime était encore plus repoussant. La mort du condamné a été prononcée. Ce qui devait arriver est arrivé.

Un complice du garçon, James Wells, dix-sept ans, a été condamné à la détention à vie. — (A.F.P.)



C. BECHSTEIN

Un piano prestigieux encore fabriqué artisanalement.

hamm 135-139, r. de Rennes,
 75006 Paris - Tél. : 544.38.06
 Prés gare Montparnasse - Parking à proximité

L'AIDE EN FAVEUR DU TIERS-MONDE AUGMENTERAIT LÉGÈREMENT EN 1977

L'aide publique au développement aurait faiblement augmenté en 1977, après avoir diminué en 1976. Cette aide représenterait cette année 0,35 % du produit national brut des dix-sept pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), qui a clos sa réunion annuelle le 27 octobre, contre 0,33 % l'an dernier et 0,36 % en 1975 (le Monde du 30 juin 1977). En valeur absolue, l'aide publique atteindrait environ 18 milliards de dollars au lieu de 13,7 milliards.

Malgré cette progression de 16,3 %, le résultat reste très en-deçà de l'engagement pris par les pays industrialisés — et renouvelé d'année en année — de porter le montant de l'aide à 0,7 % du P.N.B. Seuls trois pays, la Suède, les Pays-Bas et la Norvège, ont en 1976, atteint cet objectif. La France, avec 0,62 %, venait en quatrième position, la moitié de l'aide étant toutefois accordée aux départements et territoires d'outre-mer.

Le CAD s'est prononcé pour une augmentation. Cet effort accru, destiné à satisfaire les « besoins essentiels » des plus démunis, doit être complété par une aide supplémentaire, comme l'Allemagne fédérale, le Japon et les États-Unis. Ces trois pays ne consacrent actuellement que 0,2 % à 0,3 % de leur P.N.B. à l'aide publique au développement.

NOUVELLES BRÈVES

De violents incidents ont opposé mercredi 26 octobre à Cadix des ouvriers des chantiers navals et des étudiants aux policiers, faisant plusieurs blessés, dont huit policiers. Il y aurait également plusieurs arrestations. Des barricades ont été élevées par les manifestants, des autobus incendiés. La police a riposté avec des bombes lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Les incidents avaient commencé mardi, à la suite de l'annonce de la prochaine fermeture des chantiers de Cadix. Le parti socialiste envier espagnol (P.S.O.E.) s'est solidarisé avec les manifestants et dénonce l'action répressive de la police. — (A.F.P.)

Les cinquante informaticiens de la Caisse d'épargne de Paris, en grève depuis le 7 octobre, ont repris le travail mercredi 26 octobre. De source syndicale, on indique que cette décision est intervenue à la suite d'une assemblée générale du personnel, qui a jugé suffisantes les garanties données par la direction. Celle-ci s'est engagée à laisser le personnel des services informatiques sous statut et à ne pas le détacher dans une société civile. Des négociations doivent s'ouvrir en novembre sur les autres revendications des informaticiens : horaires de travail et

Autobus toulousains : fin de la grève. — Le syndicat F.O. ayant décidé de passer entre au vote favorable à la continuation de la grève, le travail a repris aux autobus toulousains et la totalité des véhicules roulaient le 26 octobre. La grève durait depuis seize jours.



DAIM style

spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Enl. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis.

réparation, transform. nettoyage

9, pl. des Victoires - Paris 200.35.13

M. BARRE A BUDAPEST

M. Raymond Barre, qui avait quitté Paris en début de semaine, est arrivé ce jeudi 27 octobre à Budapest, où il a été accueilli notamment par M. Lazar, président du conseil des ministres de Hongrie. Le premier ministre — accompagné de Mme Barre et de M. Rost, ministre du commerce extérieur — effectuera une visite officielle de trois jours en Hongrie.

Après un déjeuner privé à l'ambassade de France, M. Barre devait avoir un premier entretien avec M. Lazar. Il devait ensuite, avant de participer à un autre officiel offert en son honneur par les autorités hongroises, visiter l'Institut français hongrois à l'occasion du trentième anniversaire de cette institution. Vendredi matin, M. Barre doit poursuivre ses entretiens avec M. Lazar.

M. PAUL LAURENT REPRÉSENTERA LE P.C.F. AU SOIXANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., conduira la délégation de son parti aux manifestations célébrant le sixième anniversaire de la révolution d'octobre qui vont se dérouler à Moscou. M. Paul Laurent sera accompagné de MM. Jean Kanapa, membre du bureau politique, Marcel Trigon et Mme Jeanne Forté, membre du comité central.

Le P.C.F. s'envoie de délégation pour ces manifestations que lors des anniversaires particulièrement importants. On peut ainsi noter que, lors du cinquantième anniversaire en 1967, la délégation française était conduite par le secrétaire général du parti, M. Waldeck Rochet, et comprenait des dirigeants particulièrement importants, comme Jacques Duclos et Mme Jeannette Thorez-Vermeersch. MM. Chamblaz et Piquet étaient également membres de la délégation.

LA BAISSÉ DU DOLLAR PREND

Interrompue durant quarante-huit heures, la baisse du dollar a repris jeudi matin 27 octobre sur le plupart des places financières internationales, mais à un rythme assez lent et dans des marchés généralement peu actifs.

À Paris, la devise américaine est ainsi revenue de 4,6455 à 4,6490 F. Elle a été cotée 2,2596 DM à Francfort (contre 2,2524 DM) et 2,2346 F.S. à Zurich (contre 2,2353 F.S.).

Il n'y a qu'à Tokyo finalement où le dollar se soit sensiblement déprécié, tombant à 250,85 yens, son niveau le plus bas encore enregistré.

Des déclarations faites par M. Burns (voir en première page), les cambistes ont surtout retenu la réaffirmation par le président du système fédéral de réserve de son intention de poursuivre ses efforts pour réduire la croissance de la masse monétaire.

Du 21 au 29 octobre 1977

chez Old England

Costumes Chester Barrie
 (au prix spécial de 1350 F)

En exclusivité chez Old England, la plus prestigieuse collection de prêt-à-porter britannique. A des prix exceptionnels, pendant une semaine.

Coupé, cravate et fin main, chaque vêtement Chester Barrie est une pièce unique, réalisée dans les plus beaux tissus anglais. Chester Barrie, une collection à ne pas manquer. Chez Old England. Exclusivement.

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
 9 h 30 / 12 h 30 - 14 h 30 / 18 h 30

«Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré»



ALEXANDRE

FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

Le Canada se propose d'organiser un « Commonwealth des pays de langue française »

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement fédéral cherche à mettre sur pied d'ici à la fin de 1978 une sorte de « Commonwealth » des pays de langue française ou entièrement de langue française.

Quelque vingt-cinq pays où le français est la langue la plus courante, pourraient être ainsi rassemblés à l'initiative du Canada. Le regroupement aurait une structure plus souple que le Commonwealth britannique mais permettrait aux pays francophones d'établir des mécanismes de dialogue et de concertation en vue de promouvoir la solidarité entre pays qui partagent une langue commune et de rechercher des solutions aux problèmes internationaux.

C'est en ces termes qu'il est fait allusion au projet dans le communiqué commun qui a conclu la visite officielle que vient de faire au Canada le président de la République du Gabon, M. Omar Bongo. M. Bongo a obtenu d'Ottawa d'importantes crédits de coopération.

Le ministre fédéral des approvisionnements et des services, M. Jean-Pierre Goyer, a confirmé l'existence de ce projet, indiquant qu'il ne ferait pas double emploi avec l'agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (A.C.T.) dont le siège est à Paris, car il s'adresserait surtout à des sujets de politique internationale. Le gouvernement français a une

forte influence au sein de l'A.C.T. et le gouvernement québécois y est également très actif.

Le Canada estime offrir pour sa part un « terrain neutre », ce qui n'est pas le cas de la France, à cause de son passé colonial. Ainsi l'Algérie, l'un des pays qui seraient actuellement de se joindre à l'agence de coopération, dont le rôle de promotion de la culture française lui paraît conserver des relents de colonialisme, pourrait adhérer à ce nouveau groupe. Le Liban et le Vietnam sont également présentés comme des partenaires possibles. Les représentants du Gabon, du Congo, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun se sont entretenus de ce projet avec le gouvernement canadien. Le gouvernement français en a été informé, notamment lors du récent passage à Ottawa de M. de Gaulle, ministre des affaires étrangères.

La publicité faite autour de cette initiative a donné lieu à une certaine confusion. L'agence fédérale de rompre quelques liens avec le Québec. M. Goyer a indiqué que le Québec ne pourrait songer à obtenir un siège dans cette organisation. « Ce ne serait pas approprié », a-t-il dit, puisque c'est le gouvernement fédéral qui est responsable de la politique étrangère du pays et que ce serait en fait se consacrer à des problèmes de ce type ».

ALAIN-MARIE CARRON.

M. Hubert Landais remplace M. de Margerie à la direction des musées de France

La direction des Musées de France n'aura été pour M. Emmanuel Jacquin de Margerie — qui fut ambassadeur à Londres, Moscou, Tokyo, Washington — qu'un interlude de trois ans. Il en avait pris la direction en 1974 à un moment où nos anciens musées s'implantaient de reprendre des travaux de modernisation mis en veilleuse, notamment au Louvre, en attendant l'achèvement prioritaire du Centre Beaubourg.

L'ère Pompidou s'achevait pour les musées. On peut dire que M. de Margerie est l'homme qui a mis en place l'action de M. Valéry Giscard d'Estaing (dont il fut le condisciple à l'ENSA) dans les musées de France. Une de ses contributions est, en effet, l'élaboration d'une loi-programme (qui sera soumise dans les semaines à l'approbation de l'Assemblée nationale), pour la modernisation et l'équipement des musées, notamment les musées-palais : le Louvre, Versailles, Fontainebleau, Compiègne. Etc., inauguré cette semaine.

M. de Margerie a eu, d'autre part, le mérite de faire aboutir le projet d'implantation de musée du dix-neuvième siècle gare d'Orsay et, en attendant sa réalisation, d'organiser l'excellent musée du post-impressionnisme au palais de Tokyo.

Son successeur, M. Hubert Landais, s'impose comme la personnalité la plus compétente pour mener à terme la rénovation des musées engagée par le gouvernement.

Né en 1921, à Paris, archiviste paléographe, diplômé d'études supérieures de l'École du Louvre, M. Landais a, de 1962 à 1964, rempli les fonctions d'adjoint au directeur des musées de France. Puis, jusqu'en 1967, de conservateur en chef chargé des objets d'art du Louvre, et, depuis 1968, d'inspecteur général des musées de France, poste qu'il a géré avec rigueur et avec succès. En dernier lieu, il avait été nommé président de l'ICOM (Conseil international des musées).

LES NOUVEAUX « MILITANTS » DU LIONS-CLUB

(De notre correspondant.)

Avignon. — Fin la charité ! Trois cents Lions du district Sud-Est, réunis en congrès d'autisme à Avignon, ont entrepris de secouer la torpeur des très dignes barons du mouvement que langa Melvin Jones en 1917 : « Nous allons soumettre à notre convention nationale l'introduction de la notion de militantisme », déclarait M. Jean-Pierre Brochery, le nouveau gouverneur du district qui se sera installé officiellement qu'au début de la nouvelle année lioniste, le 1^{er} juillet prochain.

Cette forme de militantisme, précise le professeur Mongin, vice-gouverneur, n'est pas d'essence politique. Mais, concrètement, elle devient synonyme d'engagement. C'est ainsi que les Lions, globalement, vont demander leur agrément par le secrétariat d'État à l'environnement, en application de la loi du 16 juillet 1976. Les Lions sont partisans d'une écologie humaine, car, assurément, l'antagonisme existant entre l'homme et la nature n'est pas irréversible.

De la même manière, ils se proposent d'intervenir aussi souvent que la liberté individuelle sera bafouée : « Des incidents tels que le récent procès de Prague pourraient notamment justifier notre intervention », affirme-t-il. Les propositions du congrès d'Avignon risquent de provoquer quelques remous dans les milieux conservateurs du Lions international.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX

ORFÈVRE

Caselle 25 ans d'ouvriers argentés

FRANOR 70 R. AMELOT
 Tél. 700.87.94

M^e St-Sébastien — Formé le samedi